

2013

RAPPORT ANNUEL

PROFONDEUR D'EXPERTISE
VISION À LONG TERME



Caisse de dépôt et placement
du Québec

2

FAITS SAILLANTS 2013

4

ANCRÉS AU QUÉBEC, ACTIFS DANS LE MONDE

6

NOS RÉALISATIONS EN 2013

10

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

12

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

15

NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

23

RAPPORT DE GESTION

- 24 Contexte macroéconomique
- 29 Analyse du rendement global
- 32 Analyse du rendement par catégorie d'actif
- 43 Gestion des risques
- 49 Conformité

51

PRÉSENCE DE LA CAISSE AU QUÉBEC

- 56 Réalisations de la Caisse au Québec

71

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

- 72 Rapport sur l'investissement responsable
- 76 Rapport sur le développement durable

79

RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

107

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION

- 108 Structure organisationnelle
- 110 Conseil d'administration
- 111 Comité de direction

113

RAPPORT FINANCIER

121

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

BÂTISSEUR DE LONG TERME AU QUÉBEC ET DANS LE MONDE

NOS CONVICTIONS

- Solidement ancrés au Québec, nous soutenons les entreprises et les projets de qualité.
 - Nous comprenons en profondeur nos actifs et les marchés où nous investissons.
 - Avec nos partenaires, nous sommes un acteur influent sur les marchés du monde.
 - Notre performance repose sur notre expertise et notre maîtrise opérationnelle.
 - La qualité de nos services et de nos rendements renforce la confiance de nos clients.
-

Faits saillants 2013

10,0 %

RENDEMENT
ANNUALISÉ
SUR 4 ANS

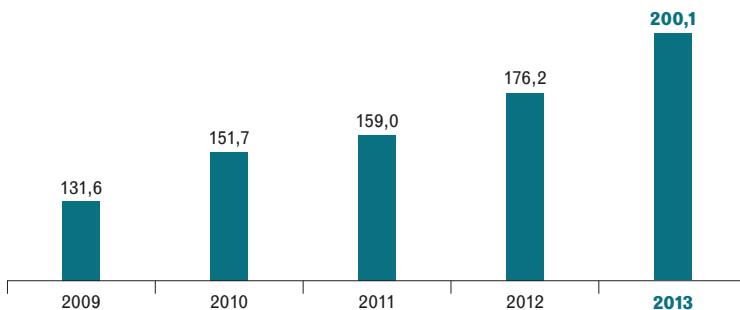
61,2 G\$

RÉSULTATS DE
PLACEMENT NETS
SUR 4 ANS

200,1 G\$

ACTIF NET AU
31 DÉCEMBRE 2013

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE LA CAISSE DE 2009 À 2013
(en milliards de dollars)



AAA

MAINTIEN DES
PLUS HAUTES
COTES DE CRÉDIT

Les agences de notation DBRS, Moody's et Standard & Poor's ont maintenu les cotes de crédit de la Caisse et de CDP Financière avec une perspective stable

13,1 %

RENDEMENT GLOBAL
EN 2013

22,8 G\$

RÉSULTATS DE
PLACEMENT NETS
EN 2013

17,0 ¢

PAR 100 \$
D'ACTIF NET
MOYEN EN 2013

Un ratio de charges d'exploitation qui place la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie

LA CAISSE AU QUÉBEC

11,9 G\$**DEPUIS 2009**Nouveaux investissements
et engagements au Québec**3,6 G\$****NOUVEAUX
INVESTISSEMENTS
ET ENGAGEMENTS
AU QUÉBEC EN 2013**Pour un total de 10,3 G\$
depuis 4 ans**550****ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE**

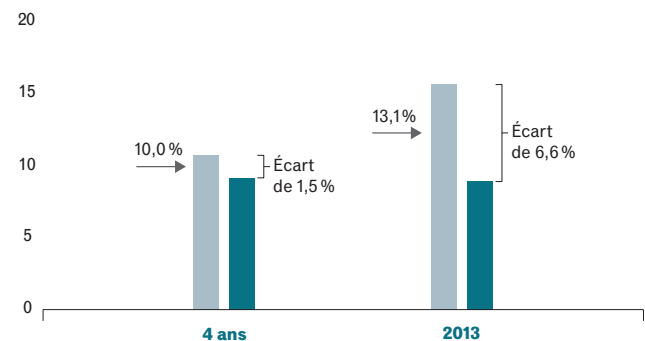
NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

**31 DÉPOSANTS CONFIENT
LEURS FONDS À LA CAISSE****8 D'ENTRE EUX DÉTIENNENT
97,4 % DE L'ACTIF NET**

- 1 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
- 2 Fonds d'amortissement des régimes de retraite
- 3 Régie des rentes du Québec
- 4 Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec
- 5 Commission de la santé et de la sécurité du travail
- 6 Société de l'assurance automobile du Québec
- 7 Régime de retraite du personnel d'encadrement
- 8 Fonds des générations

9,1 % à 10,6 %**RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX
FONDS DES DÉPOSANTS SUR 4 ANS**L'écart entre les rendements est attribuable
aux décisions de répartition de l'actif
de ces déposants

→ Rendement moyen pondéré des fonds des déposants
 ■ Rendement le plus élevé
 ■ Rendement le moins élevé



Principaux investissements en 2013

ANCRÉS AU QUÉBEC ACTIFS DANS LE MONDE

Une présence dans toutes les régions du Québec et dans plus de 50 pays

INVENERGY WIND

14 parcs éoliens aux États-Unis et au Canada

IMMEUBLE DE BUREAUX

999 THIRD AVENUE
Seattle, États-Unis

12 IMMEUBLES DE BUREAUX

Californie, États-Unis

IMMEUBLE DE BUREAUX

1211 AVENUE OF THE AMERICAS
New York, États-Unis

IMMEUBLES DE BUREAUX

10 ET 120 SOUTH RIVERSIDE PLAZA
Chicago, États-Unis



3,6 G\$

AU QUÉBEC EN 2013

ABITIBI GÉOPHYSIQUE

Val-d'Or, Abitibi

ALIMENTS SUNCHEF

Anjou, Montréal

CAD INDUSTRIES FERROVIAIRES

Lachine, Montréal

CARREFOUR DE L'ESTRIE

Sherbrooke, Estrie

COGECO CÂBLE

Montréal, Montréal

FINLOC 2000

Saint-Georges, Beauce

GROUPE CVTECH

Drummondville, Centre-du-Québec

GROUPE HNZ

Québec, Capitale-Nationale

GROUPE TELECON

Montréal, Montréal

INNOVATION INDUSTRIELLE BOIVIN

Saguenay, Saguenay-Lac-Saint-Jean

MANAC

Boucherville, Montérégie

NAUTILUS PLUS

Saint-Hubert, Montérégie

PLACE VILLE MARIE

Montréal, Montréal

SHERBROOKE OEM

Sherbrooke, Estrie

VENTS DU KEMPT

Vallée de la Matapédia, Gaspésie

IMMEUBLE DE BUREAUX WOOLGATE EXCHANGE

Londres, Royaume-Uni

PARC ÉOLIEN EN MER LONDON ARRAY

175 éoliennes dans la mer du Nord
Royaume-Uni

POINTPARK PROPERTIES (P3)

Société immobilière active
partout en Europe

QUOTA QFII

Chine

PORT DE BRISBANE

Brisbane, Australie

CENTRE DE RECHERCHE AGRIBIOSCIENCE

Melbourne, Australie

Nos réalisations en 2013

NOS ORIENTATIONS

GESTION EN ABSOLU

Miser sur la qualité

- Investir en fonction de convictions fortes et non sur la base des grands indices boursiers
- Investir dans des actifs de qualité dont la valeur est directement liée à l'économie réelle
- Développer des relations à long terme avec des entreprises prometteuses

ACTIFS MOINS LIQUIDES

Cibler des actifs concrets

- Augmenter les investissements dans les placements privés, les infrastructures et l'immobilier
- Investir en privilégiant des partenariats stratégiques et financiers à long terme

QUÉBEC

Investir dans le marché que nous connaissons le mieux

- Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissement
- Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux
- Renforcer l'entrepreneuriat à toutes les étapes de son développement

PAYS ÉMERGENTS

Tirer profit de la croissance de ces marchés

- Mieux comprendre les pays émergents en intégrant l'expertise de partenaires locaux qui les connaissent en profondeur
- Accroître les investissements directs et indirects dans ces régions

PROFONDEUR D'EXPERTISE ET PROCESSUS

Approfondir la compréhension des actifs et des secteurs

- Prioriser la gestion de portefeuille à l'interne
- Développer une recherche multidisciplinaire
- Renforcer l'expertise opérationnelle et sectorielle
- Poursuivre l'intégration des décisions d'investissement et de gestion des risques
- Simplifier les façons de faire en améliorant les systèmes et les processus pour atteindre une plus grande efficacité opérationnelle

RÉALISATIONS 2013

- Lancement du portefeuille Actions Qualité mondiale qui comptait un actif de 17,2 G\$ au 31 décembre 2013
- Fermeture graduelle du portefeuille Actions mondiales
- Investissements en gestion relationnelle pour développer des partenariats à long terme avec des entreprises en portefeuille

- Hausse de la pondération des actifs moins liquides dans la répartition de l'actif des déposants
- Repositionnement géographique et sectoriel des portefeuilles Placements privés, Infrastructures et Immeubles, et poursuite des investissements pour un total de 9,6 G\$

- Nouveaux investissements et engagements de 3,6 G\$ auprès d'entreprises québécoises, dont 600 M\$ dans les PME québécoises
- Présence accrue auprès des entrepreneurs de toutes les régions du Québec
- Mise sur pied, avec Finance Montréal, de la 1^{re} Conférence internationale de Montréal sur la retraite

- Création d'une équipe responsable de développer une stratégie active d'investissement dans ces marchés
- Introduction graduelle de la gestion active dans le portefeuille Actions des marchés en émergence
- Obtention d'un quota supplémentaire de 300 M\$ US, pour un quota total de 500 M\$ US, afin d'investir dans des titres négociés sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen

- Création d'un programme de recherche propriétaire transversale
- Recrutement de plusieurs experts opérationnels et sectoriels
- Modification des processus d'investissement afin de renforcer l'intégration de la gestion des risques
- Simplification des processus et des systèmes et migration vers de nouvelles solutions technologiques pour appuyer les activités d'investissement

Messages du président du conseil et du président et chef de la direction

Message du président du conseil

En 2013, le conseil d'administration a constaté avec satisfaction que la direction et les équipes de la Caisse ont concrétisé les grandes orientations stratégiques élaborées à partir de 2011. Ces orientations visent à mieux positionner la Caisse au Québec et dans le monde, et à assurer la réalisation de sa mission dans une perspective de rendement soutenu à long terme.

Le conseil dresse un bilan positif d'une année au cours de laquelle plusieurs initiatives clés ont été déployées, telles l'implantation d'une approche de gestion en absolu pour les actions cotées en Bourse, l'augmentation des investissements dans les actifs moins liquides et la prise d'engagements pour soutenir le développement et la croissance des entreprises québécoises. À ces réalisations s'est ajoutée, à l'automne 2013, la nomination d'un premier vice-président responsable de la mise en œuvre de la stratégie de la Caisse pour tirer profit de la croissance des pays émergents.

Tout en suivant le déroulement de ces initiatives, le conseil a apporté une grande attention à la gestion des risques : une dimension essentielle des stratégies d'investissement de la Caisse. Avec l'appui de son comité d'investissement et de gestion des risques, il s'est penché notamment sur les politiques d'investissement des nouveaux portefeuilles offerts aux déposants et sur les rapports rendement-risque du portefeuille global de la Caisse et des portefeuilles spécialisés. Il a également approuvé et suivi les investissements majeurs effectués durant l'année.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Le conseil a pu également constater que les stratégies mises en place en 2013 sont ancrées solidement sur les fondations établies par l'équipe de direction depuis 2009, sous le leadership de Michael Sabia, notamment :

- le renforcement des liens avec les déposants, avec un engagement à les servir dans un esprit fiduciaire;
- l'élaboration d'orientations et de priorités claires, et d'un plan d'action pour les mettre en œuvre;
- le recentrage sur les expertises fondamentales et les métiers de base en investissement;
- le renforcement de la gestion des risques pour soutenir le rendement à long terme;
- l'engagement ferme envers les entreprises québécoises et le Québec.

Depuis la nomination de M. Sabia en mars 2009, le conseil a évalué annuellement sa performance à l'égard d'objectifs particulièrement ambitieux. Chaque année, à la lumière des résultats obtenus, le conseil a jugé que sa performance avait dépassé de loin les objectifs fixés.

Ainsi, considérant l'ensemble des réalisations des cinq dernières années, le conseil d'administration, à l'unanimité, a nommé Michael Sabia au poste de président et chef de la direction de la Caisse pour un second mandat, avec l'approbation du gouvernement du Québec.

RÔLE DE GOUVERNANCE DU CONSEIL, EN APPUI À LA DIRECTION DE LA CAISSE

Au cours de cette même période, le conseil a été en mesure de jouer pleinement son rôle de gouvernance auprès de la direction de la Caisse en s'inspirant, dès 2009, de pratiques exemplaires pour réviser sa composition, sa structure et ses activités, de même que celles de ses comités.

Le conseil a bénéficié de l'expertise et de l'expérience de plusieurs administrateurs chevronnés, notamment dans les domaines de la planification stratégique, de la gestion financière, de l'investissement et de la gestion des risques, de la gouvernance et de l'éthique, et des ressources humaines. Les membres du conseil se sont tous distingués par leur grande disponibilité et leur volonté de partager leurs connaissances. À titre de président du conseil, je leur en suis très reconnaissant.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier MM. Jean Pierre Ouellet, Michel A. Lavigne, Réal Raymond et André Legault, qui ont quitté le conseil en 2013, pour l'engagement dont ils ont fait preuve tout au long de leur mandat.

Je souhaite également la bienvenue à M^{mes} Rita Dionne-Marsolais et Patricia Curadeau-Grou, ainsi qu'à MM. Jean La Couture, François Joly et Gilles Godbout, nommés au cours de l'année. J'en profite d'ailleurs pour souligner que le conseil a presque atteint la parité en 2013, avec six femmes parmi ses 13 membres.

En terminant, au nom du conseil, je remercie chaleureusement les employés de la Caisse pour l'excellent travail qu'ils ont accompli au cours de 2013. Je reconnais leur expertise de haut niveau et je salue leur professionnalisme et leur dévouement : autant de forces qui permettront à la Caisse de continuer à bien servir ses clients, les déposants, dans les années à venir.

Le président du conseil d'administration,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "R. Tessier". The signature is stylized and written in a cursive-like font.

ROBERT TESSIER

Message du président et chef de la direction

En octobre 2013, le conseil d'administration de la Caisse et le gouvernement du Québec m'ont fait l'honneur de renouveler mon mandat pour cinq autres années. Je veux les remercier de leur confiance. Confiance envers nos orientations stratégiques, envers ces choix que nous avons faits pour bien naviguer sur les marchés du monde dans la durée.

Depuis cinq ans, nos gens ont mis l'épaule à la roue pour redresser la barre et améliorer la performance. Et nous avons fait beaucoup de chemin. Nos stratégies d'investissement ont été simplifiées pour mettre l'accent sur la production de rendement absolu et les actifs de grande qualité, ancrés dans l'économie réelle. Nous avons mieux géré le développement des talents de nos gens, amélioré considérablement la gestion des risques et l'efficacité de nos opérations internes. Nous avons rehaussé notre présence au Québec, que ce soit sur le plan des investissements de qualité ou de notre rôle de leader. Nous avons livré de solides résultats. Et grâce à tous ces changements et au travail de tous nos employés, je crois que nous avons renforcé la confiance de nos déposants et, j'espère, de tous les Québécois envers la Caisse.

AUJOURD'HUI, LA CAISSE EST SOLIDE, EN PLEINE SANTÉ.

C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Notre institution est capable d'aller plus loin, nous pouvons faire mieux. Quand je me suis joint à la Caisse, il y a cinq ans, c'est parce que j'étais convaincu de son immense potentiel. Aujourd'hui, évidemment, je connais beaucoup mieux la Caisse. Et je suis encore plus profondément convaincu de son potentiel maintenant. C'est pourquoi nous nous sommes fixé un objectif simple pour les cinq prochaines années : bâtir une institution d'investissement qui sera parmi les meilleures au monde.

QU'EST-CE QUE ÇA VEUT DIRE?

PRÉSENTE DANS LE MONDE. Une institution qui aura une présence mondiale, autrement dit, avec des investissements sur les marchés du monde les plus porteurs.

FORTE AU QUÉBEC. Avec, bien sûr une présence forte au Québec – où nous allons maximiser notre impact sur l'internationalisation de l'économie québécoise et le dynamisme de l'entrepreneuriat.

REMPLE DE TALENTS. Une institution dont la culture, les façons de faire et la réputation attirent et mobilisent les meilleurs talents.

PERFORMANTE. Une institution axée sur le long terme, avec des investissements dans des actifs de grande qualité, et une performance qui va au-devant des besoins de nos clients.

Atteindre notre objectif d'être parmi les meilleurs au monde demandera bien sûr du temps, de l'énergie, beaucoup de travail. Parce qu'il est essentiel que ça soit durable. Solide. À long terme.

Et nous y arriverons.

Grâce à une stratégie qui mise sur la qualité. À des processus rigoureux, qui misent sur la recherche et la profondeur. Et surtout, grâce au talent de nos gens. À leur engagement.

Et à cette vision claire de réaliser notre plein potentiel.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA

Nos clients, les déposants

Nos clients, les déposants

DES DÉCISIONS STRATÉGIQUES ET PORTEUSES À LONG TERME

L'approche client de la Caisse repose sur l'écoute et la collaboration afin de proposer des solutions qui répondent aux besoins de ses déposants. En 2013, cette approche a mené à la mise en œuvre, en collaboration avec les déposants, d'importantes décisions prises par la Caisse l'année précédente sur ses orientations et sa stratégie d'investissement. Les principaux changements effectués durant l'année ont porté sur deux volets : l'offre de portefeuilles spécialisés de la Caisse et la répartition stratégique de l'actif des déposants.

L'OFFRE DE PORTEFEUILLES

Plusieurs équipes de la Caisse se sont mobilisées pour compléter la mise en place des modifications apportées à l'offre de portefeuilles en 2013, notamment :

- la création du portefeuille Actions Qualité mondiale, concentré dans des titres de qualité dont les rendements sont plus stables à long terme. Son indice de référence est composé de 85 % du MSCI ACWI non couvert et de 15 % du DEX bons du Trésor 91 jours;
- la fermeture graduelle du portefeuille Actions mondiales;
- le déploiement graduel de la gestion active dans le portefeuille Actions des marchés en émergence. L'indice de référence est maintenant composé du MSCI EM non couvert ajusté pour inclure l'indice MSCI Chine A;
- l'ajout au portefeuille Placements privés d'un mandat de gestion axé sur le développement de relations à long terme avec des entreprises prometteuses. L'indice couvert est maintenant composé de 50 % du MSCI World et de 50 % du State Street Private Equity ajusté;
- la finalisation du repositionnement du portefeuille Fonds de couverture et l'ajustement de son indice de référence. À la fin 2013, les activités de ce portefeuille ont été intégrées dans un nouveau portefeuille spécialisé non capitalisé, Stratégies actives de superposition, qui a été mis en place le 1^{er} janvier 2014.

Le tableau 2, p. 18, et le tableau 3, p. 19, présentent respectivement l'offre de portefeuilles spécialisés de la Caisse et les indices de référence des portefeuilles au 31 décembre 2013.

LA RÉPARTITION STRATÉGIQUE DE L'ACTIF DES DÉPOSANTS

Toujours dans l'objectif de répondre aux besoins de ses clients, la Caisse a poursuivi le renforcement de ses capacités d'analyse de leurs obligations financières à long terme. En 2013, cette expertise lui a permis de bonifier ses services-conseils en répartition de l'actif.

Les orientations en matière de répartition stratégique de l'actif ont donc fait l'objet de plusieurs rencontres de travail entre les équipes de la Caisse et les déposants en cours d'année. À la suite de ces travaux, la majorité des déposants ont modifié leur répartition de l'actif en tenant compte de leurs besoins particuliers et des orientations de la Caisse. Ces dernières portaient principalement sur :

- le niveau de pondération accordée au nouveau portefeuille Actions Qualité mondiale;
- l'augmentation de la pondération des actifs moins liquides;
- l'augmentation de la pondération des investissements dans les pays émergents.

Certains déposants ont aussi diminué leur exposition aux portefeuilles de revenu fixe et réduit la durée de leurs positions en obligations, et ce, dans le but d'être moins exposés à une hausse des taux d'intérêt. Ils ont également réaménagé leur allocation aux divers portefeuilles de marchés boursiers, tels les portefeuilles indiciels.

Par ailleurs, pour pallier la sous-pondération des portefeuilles moins liquides résultant d'un déploiement discipliné du capital en immobilier, en infrastructures et en placements privés, la Caisse a proposé aux déposants une stratégie pour investir les liquidités disponibles sur les marchés financiers. Cette stratégie permet de dégager un rendement supérieur à celui des valeurs à court terme tout en respectant le profil rendement-risque de chacun des portefeuilles concernés.

RENDEMENTS INDIVIDUELS DES DÉPOSANTS

En 2013, les marchés boursiers ont connu une forte progression pour afficher un rendement moyen de 22,4 %, alors que les marchés obligataires ont généré un rendement de -1,2 %. Cette disparité des rendements fait en sorte que les choix de répartition d'actif ont eu une incidence importante sur le rendement de chacun des déposants. Ces choix sont liés notamment à leurs objectifs de rendement, à leur tolérance au risque et à leur horizon d'investissement. En 2013, les rendements obtenus par les huit principaux déposants variaient entre 8,9 % et 15,5 %. Sur quatre ans, l'écart entre les rendements de ces déposants est beaucoup moins important, variant plutôt entre 9,1 % et 10,6 % (voir le graphique 1).

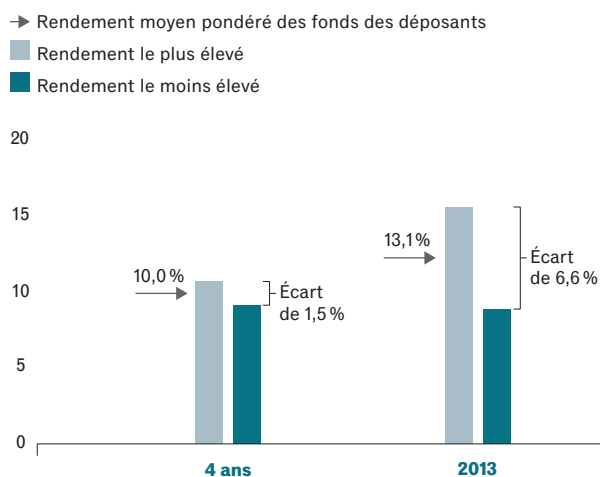
SATISFACTION DES CLIENTS

Au cours de l'année 2013, la Caisse a recueilli les commentaires de l'ensemble de ses clients sur leur satisfaction générale et sur les thèmes suivants : les orientations stratégiques, les politiques d'investissement, la gestion des risques, la reddition de comptes, ainsi que la collaboration et la communication. Cet exercice s'inscrivait dans une démarche d'amélioration de la qualité des services offerts et de l'efficacité dans l'analyse des besoins des déposants. Il a fait ressortir de forts niveaux de satisfaction des clients pour la majorité des dimensions de service, notamment à l'égard des forums de collaboration, de l'offre de portefeuilles et de la reddition de comptes.

NOUS AMÉLIORONS
NOTRE OFFRE
DE PORTEFEUILLES
ET NOS SERVICES-
CONSEILS POUR
MIEUX RÉPONDRE
AUX BESOINS
DE NOS CLIENTS

GRAPHIQUE 1

ÉCART ENTRE LES RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS (en pourcentage)



Nos clients, les déposants

UNE OFFRE DE PORTEFEUILLES ADAPTÉE AUX BESOINS DES DÉPOSANTS

La Caisse propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres d'une même catégorie d'actif. La gestion de chaque portefeuille est encadrée par un ensemble de règles réunies dans une politique d'investissement. Ce document précise :

- l'approche de gestion de ses gestionnaires;
- son univers d'investissement et son indice de référence;
- ses objectifs de rendement;
- l'encadrement des risques.

En complément de ses portefeuilles spécialisés, la Caisse offre des activités personnalisées de superposition qui permettent à chaque déposant d'établir une exposition sur mesure aux monnaies étrangères ou encore aux taux d'intérêt.

DES SERVICES-CONSEILS PERSONNALISÉS

La Caisse offre aux déposants des services-conseils afin de les appuyer dans leurs décisions de placement. Ces services comprennent :

- des analyses des marchés financiers et des perspectives économiques;
- des prévisions de rendement et de risque des principales catégories d'actif ainsi que des portefeuilles spécialisés offerts;
- des simulations de répartition des fonds des déposants dans les divers portefeuilles spécialisés pour déterminer la composition optimale de leur portefeuille de référence, en fonction de leurs besoins et de leur tolérance au risque.

TABLEAU 2

OFFRE DE PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(au 31 décembre 2013)

	GESTION ACTIVE	GESTION INDICIELLE	OBJECTIFS
REVENU FIXE	Obligations Dettes immobilières	Valeurs à court terme Obligations à long terme	Réduction du niveau de risque global du portefeuille Appariement entre l'actif et le passif des déposants
PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION	Immeubles Infrastructures	Obligations à rendement réel	Exposition à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation Couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants
ACTIONS	Actions canadiennes Actions Qualité mondiale Actions mondiales Actions des marchés en émergence Placements privés	Actions américaines Actions EAEO	Augmentation du rendement espéré des déposants à long terme
AUTRES PLACEMENTS	Fonds de couverture Répartition de l'actif BTAA		Diversification et complémentarité du portefeuille global de la Caisse

TABLEAU 3

INDICES DE RÉFÉRENCE DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS¹

(au 31 décembre 2013)

PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ	INDICE DE RÉFÉRENCE
OBLIGATIONS (Créé le 1 ^{er} octobre 1996)	DEX obligataire universel ajusté afin d'augmenter la proportion des obligations du Québec au sein de l'indice
DETTES IMMOBILIÈRES (Créé le 1 ^{er} avril 1995)	DEX obligataire universel
VALEURS À COURT TERME (Créé le 1 ^{er} juillet 1998)	DEX bons du Trésor 91 jours
OBLIGATIONS À LONG TERME (Créé le 1 ^{er} avril 2005)	DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté afin d'augmenter la proportion des obligations provinciales au sein de l'indice
IMMEUBLES (Créé le 1 ^{er} octobre 1985)	Aon Hewitt - Immobilier ajusté
INFRASTRUCTURES (Créé le 1 ^{er} juillet 2010)	Infrastructures (indice composé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, partiellement couvert)
OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (Créé le 1 ^{er} janvier 2004)	DEX obligations à rendement réel
ACTIONS CANADIENNES (Créé le 1 ^{er} juillet 1995)	Actions canadiennes (indice composé de 90 % de l'indice S&P/TSX plafonné et de 10 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale)
ACTIONS QUALITÉ MONDIALE (Créé le 1 ^{er} janvier 2013)	Actions Qualité mondiale (indice composé de 85 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et de 15 % de l'indice DEX bons du Trésor 91 jours)
ACTIONS MONDIALES (Créé le 1 ^{er} avril 2010)	MSCI ACWI non couvert
ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE (Créé le 1 ^{er} janvier 1995)	Actions des marchés en émergence (indice composé de l'indice MSCI EM non couvert ajusté pour inclure l'indice MSCI Chine A)
ACTIONS AMÉRICAINES (Créé le 1 ^{er} avril 2010)	S&P 500 non couvert
ACTIONS EAEO (Créé le 1 ^{er} avril 2010)	MSCI EAFE non couvert
PLACEMENTS PRIVÉS (Créé le 1 ^{er} juillet 2003)	Placements privés (indice couvert composé de 50 % de l'indice MSCI World et de 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté afin de refléter les métiers d'investissement du portefeuille spécialisé)
FONDS DE COUVERTURE (Créé le 1 ^{er} avril 2003)	Dow Jones Credit Suisse Hedge Fund couvert ajusté afin de n'inclure que les stratégies Tendances macro, Gestion de contrats à terme et Neutre au marché

1. Pour connaître l'évolution détaillée des indices de référence des portefeuilles spécialisés des dix dernières années, veuillez vous référer au document Renseignements additionnels au Rapport annuel 2013, section I Tableaux des rendements.

Nos clients,
les déposants

DERRIÈRE NOS CLIENTS, LES QUÉBÉCOIS

Les clients de la Caisse sont principalement des régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics. Derrière eux, la majorité des Québécois.

Ensemble, ils versent chaque année :

- Plus de **19 G\$** en prestations de retraite ou d'assurance
- À près de **2 MILLIONS** de Québécois.

TABLEAU 4

LES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS, représentant 97,4 % de l'actif net au 31 décembre 2013

1	RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (RREGOP)	50,4 G\$ ACTIF NET	→	530 000 cotisants 210 000 retraités et 14 000 conjoints survivants et orphelins 4 G\$ versés en prestations annuellement
2	FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE (FARR)	46,9 G\$ ACTIF NET	→	Fonds servant au gouvernement du Québec pour capitaliser la part de l'employeur des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic
3	RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC (RRQ)	45,9 G\$ ACTIF NET	→	4 millions de cotisants 1,7 million de bénéficiaires 11 G\$ versés en prestations annuellement
4	RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	15,9 G\$ ACTIF NET	→	160 000 cotisants 85 000 retraités ou conjoints survivants 650 M\$ versés en prestations annuellement
5	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	12,2 G\$ ACTIF NET	→	220 000 employeurs cotisants 3,7 millions de travailleurs couverts 1,8 G\$ versés en prestations annuellement
6	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	8,9 G\$ ACTIF NET	→	5 millions de détenteurs de permis de conduire 6 millions de véhicules immatriculés 1 G\$ versés en indemnités annuellement
7	RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT	8,7 G\$ ACTIF NET	→	29 000 cotisants 24 500 retraités et 2 000 conjoints survivants et orphelins 1 G\$ versés en prestations annuellement
8	FONDS DES GÉNÉRATIONS	5,9 G\$ ACTIF NET	→	Fonds consacré au remboursement de la dette du Québec

TABLEAU 5

LES 31 DÉPOSANTS DE LA CAISSE – Comparaison de l'actif net au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013 (juste valeur au 31 décembre – en millions de dollars)

	Premier dépôt	Actif net des déposants			
		2013		2012	
		\$	%	\$	%
CAISSES DE RETRAITE					
Régie des rentes du Québec	1966	45 871	22,9	39 070	22,2
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1970	15 943	8,0	14 476	8,2
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973	50 442	25,2	45 141	25,6
Régime de retraite du personnel d'encadrement	1973	8 689	4,3	7 798	4,4
Régimes particuliers	1977	208	0,1	190	0,1
Régime de retraite des élus municipaux	1989	196	0,1	173	0,1
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence	1990	389	0,2	340	0,2
Ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec¹					
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1994	46 863	23,4	40 722	23,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs	2009	338	0,2	303	0,2
Régime de retraite de l'Université du Québec	2004	297	0,2	253	0,2
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	2005	182	0,1	124	0,1
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	2006	36	-	36	-
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	2007	216	0,1	219	0,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse participants	2007	229	0,1	173	0,1
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval	2007	143	0,1	114	0,1
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges	2010	72	-	68	-
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval	2012	134	0,1	114	0,1
Fiducie globale Ville de Magog	2012	48	-	41	-
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke	2012	26	-	13	-
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels ²	2013	145	0,1	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke ²	2013	56	-	-	-
RÉGIMES D'ASSURANCE					
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1967	8	-	8	-
La Financière agricole du Québec	1968	345	0,2	271	0,2
Autorité des marchés financiers	1969	631	0,3	622	0,4
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1973	12 181	6,1	10 882	6,2
Société de l'assurance automobile du Québec	1978	8 948	4,5	8 132	4,6
Fédération des producteurs de bovins du Québec	1989	5	-	4	-
Régime de rentes de survivants	1997	387	0,2	361	0,2
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2005	3	-	3	-
AUTRES DÉPOSANTS					
Office de la protection du consommateur	1992	105	0,1	87	-
Société des alcools du Québec	1994	87	-	118	0,1
Ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec¹					
Fonds des générations	2007	5 908	3,0	5 170	2,9
Fonds des congés de maladie accumulés	2008	843	0,4	750	0,4
Fonds d'information sur le territoire	2011	83	-	352	0,2
Agence du revenu du Québec	2012	92	-	82	-
Total		200 149	100,0	176 210	100,0

1. Le ministère des Finances et de l'Économie confie un total de cinq fonds à la Caisse.

2. Nouveau déposant en 2013.

Rapport de gestion

Contexte macroéconomique

FAITS SAILLANTS

- 1 États-Unis**
 Le renforcement de l'économie américaine depuis 2010 est une bonne nouvelle pour celles du Québec et du Canada.
- 2 Zone euro**
 En 2013, c'est principalement l'économie allemande qui a permis à la zone euro de renouer avec la croissance, mais la reprise demeure faible.
- 3 Pays émergents**
 La réalisation de leur plein potentiel dépend de la mise en place de réformes structurelles.

ÉCONOMIE MONDIALE : DES PROGRÈS, MAIS ENCORE DES DÉFIS À RELEVER

Les quatre dernières années ont été particulièrement mouvementées pour l'économie mondiale. Durant une bonne partie de cette période, les États-Unis et l'Europe se sont efforcés de corriger les déséquilibres qui s'étaient développés au sein de leur économie avant et pendant la crise financière de 2008, principalement l'endettement excessif qui freinait leur croissance. En plus d'abaisser le taux directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed) à près de 0 %, les Américains ont aussi misé sur une série d'assouplissements quantitatifs (programme d'achat d'actifs) sans précédent de leur politique monétaire, ce qui a fait chuter le taux d'intérêt 10 ans à son plus bas niveau historique, augmenter le niveau de liquidités et entraîner une hausse des marchés boursiers, tant aux États-Unis

qu'ailleurs sur la planète. Cette stratégie a bien fonctionné et leur a permis de réaliser des progrès considérables dans la résolution de leurs problèmes. Ainsi, la Fed a pu amorcer en décembre 2013 le retrait de son programme de stimulation. Les Européens, en revanche, ont privilégié une approche fondée sur l'austérité budgétaire qui, loin d'avoir eu l'effet escompté, a entraîné la zone euro dans la plus sévère récession depuis sa création et n'a donné lieu qu'à de timides améliorations sur le plan économique.

Pendant ce temps, les économies des pays en émergence, qui s'étaient relevées plus rapidement de la crise grâce entre autres au programme de relance musclé instauré par la Chine en 2009, ont pris le relais comme moteurs de la croissance mondiale, contribuant à près des trois quarts de celle-ci entre 2010 et 2013 (voir le graphique 6). Au cours des deux dernières années,

GRAPHIQUE 6

CROISSANCE RÉELLE MONDIALE MODESTE DE 2010 À 2013

PRÈS DES TROIS QUARTS DE CELLE-CI PROVIENT DES PAYS ÉMERGENTS (en pourcentage)

■ Pays émergents
 ■ États-Unis
 ■ Zone euro



Sources : Analyse économique et stratégies de répartition de l'actif (Caisse), FMI

plusieurs pays ont toutefois connu un ralentissement marqué de leur activité économique en raison de contraintes de capacité qui ont été exacerbées par un manque de réformes structurelles. En outre, l'annonce par la Fed de la réduction à venir de son programme d'achat d'actifs, en mai 2013, a incité les investisseurs à reconsidérer leur tolérance au risque par rapport à ces marchés et a exposé la vulnérabilité de certains pays.

Globalement, on peut parler d'une économie mondiale en convalescence, marquée par une disparité très importante des situations selon les zones et les pays.

Dans ce contexte, la Caisse surveillera trois thématiques qui façonneront l'économie mondiale dans les années qui viennent :

1. La normalisation de la politique monétaire aux États-Unis
2. L'évolution de la situation économique en Europe
3. Les politiques dans les marchés en émergence

1. La normalisation de la politique monétaire aux États-Unis

Après la récession abrupte de 2008-2009, l'économie américaine a crû à un taux annuel moyen de 2,3 % entre 2010 et 2013, une performance tout à fait raisonnable compte tenu de la nature financière de la crise qu'elle a traversée. Ce résultat illustre à quel point les mesures de relance audacieuses en matière de politique monétaire étaient appropriées. En outre, le gouvernement a su bien doser la politique budgétaire, attendant que l'économie retrouve un sentier de croissance plus solide avant de renverser l'assouplissement de la politique qui avait prévalu en 2009-2010.

Cette approche a permis de redynamiser l'économie, faire monter les prix des maisons et générer de bons rendements boursiers. Dans ce contexte, les ménages américains ont pu améliorer leur bilan, leur richesse nette surpassant de 17 % le niveau d'avant-crise (voir le graphique 7), ce qui s'est traduit dernièrement par une hausse de la consommation.

GRAPHIQUE 7

ÉTATS-UNIS : LA RICHESSE NETTE DES MÉNAGES ATTEINT DE NOUVEAUX SOMMETS (en G\$US)

QE : Programmes d'assouplissement quantitatif
Talf : *Term Asset-Backed Securities Loan Facility*
Tarp : *Troubled Asset Relief Program*
Twist : Programme d'allongement de l'échéance des actifs détenus par la Fed

Sources : Analyse économique et stratégies de répartition de l'actif (Caisse), Datastream



Contexte macroéconomique

Les États-Unis ont également bénéficié de l'accroissement de la production d'énergie sur leur territoire, grâce aux innovations technologiques, de même qu'à la baisse des prix de l'électricité et du gaz naturel qui en a découlé. De plus, le raffermissement de la demande intérieure privée a permis à la production du secteur privé d'enregistrer une performance de 3,1 % en moyenne ces deux dernières années, et ce, malgré le resserrement de la politique budgétaire qui, en 2013, a retranché environ 1,75 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Cela a contribué à réduire le déficit du gouvernement fédéral, qui est passé de 8,5 % du PIB nominal en 2010, à 3,3 % en 2013. L'embellie de l'économie américaine a convaincu la Réserve fédérale (Fed) d'entamer, en décembre dernier, la normalisation de sa politique monétaire.

Ce processus, qui survient après des années d'assouplissements exceptionnels, pourrait causer des surprises à l'échelle mondiale, y compris aux États-Unis, et ce, même si la dynamique de croissance y est plus solide.

Le renforcement de la première économie mondiale est assurément une bonne nouvelle pour le Québec et le Canada alors qu'il apparaît de plus en plus évident que ces économies doivent être réorientées vers les exportations (voir le graphique 8). Entre 2010 et 2013, l'activité économique canadienne a progressé à un taux annuel de 2,4 %, soit à un rythme assez proche de celui des États-Unis. Au Québec, la croissance a été un peu plus faible avec 1,7 %. Il convient néanmoins de rappeler que le Québec avait mieux résisté à la récession, notamment grâce aux

investissements publics dans les infrastructures et à une exposition moins grande à certains secteurs fortement touchés par la crise aux États-Unis, tels que l'automobile. Ainsi, par rapport à 2007, la croissance de l'activité économique québécoise a été similaire à celle du Canada, quoiqu'un peu moins volatile.

Le Québec et le Canada sont sortis de récession plus rapidement que la plupart des autres pays développés. Cependant, au cours des deux dernières années, ils sont entrés dans un régime de croissance plus faible, une situation attribuable aux effets sur la croissance tendancielle des faibles gains de productivité et du développement de certains déséquilibres qui ont limité la hausse de la demande intérieure. En particulier, le niveau élevé de l'endettement des ménages les a contraints à diminuer la croissance de leurs dépenses.

De plus, la stagnation des prix des matières premières explique en grande partie la réduction de la croissance des investissements privés non résidentiels au Canada depuis 2012. Le cours élevé du dollar canadien a aussi pesé sur les exportations de biens manufacturés canadiens, ce qui a engendré un fort déficit au compte courant de 3,2 % du PIB en moyenne, de 2010 à 2013. Le Québec n'a, bien sûr, pas été épargné par ces enjeux de compétitivité, mais certains progrès ont tout de même été réalisés depuis la fin 2012, grâce à l'amélioration de la demande américaine et à l'attrait de certains produits exportés québécois, notamment les produits forestiers.

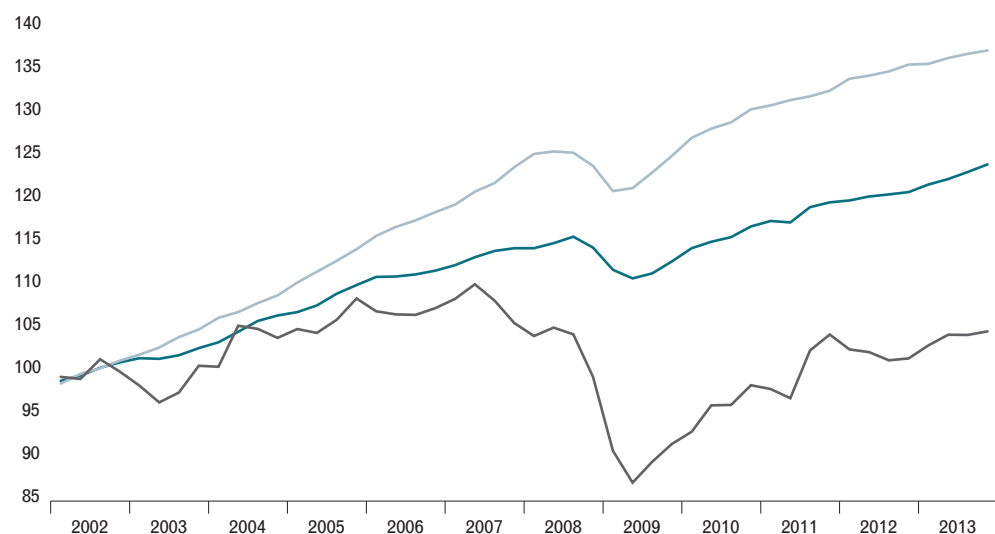
GRAPHIQUE 8

CANADA : UNE ÉCONOMIE À RÉORIENTER VERS LES EXPORTATIONS

(1^{er} janvier 2002 = 100)

■ Demande intérieure finale réelle
■ PIB réel
■ Exportations réelles

Sources : Analyse économique
et stratégies de répartition de l'actif
(Caisse), Statistique Canada



2. L'évolution de la situation économique en Europe

Devant les nombreuses crises qui ont secoué la zone euro entre 2010 et 2013, les dirigeants européens ont adopté une approche fondée sur l'austérité, qui a eu pour effet de rendre l'économie plus fragile, sans pour autant résoudre la plupart des problèmes fondamentaux qui l'affligent (voir le graphique 9). Ils n'ont pas suffisamment réformé les institutions nécessaires au bon fonctionnement de leur union monétaire. En général, ils n'ont pas instauré les réformes structurelles qui, combinées à un assouplissement musclé de la politique monétaire, auraient pu permettre aux pays en difficulté de mieux performer sur le plan économique et de mieux contrôler leur niveau d'endettement. La Banque centrale européenne (BCE) a inondé le système bancaire de liquidités, mais n'a pas souhaité réduire ses taux d'intérêt au minimum et a refusé de prendre des risques supplémentaires sur son bilan. Les autorités ont également misé sur un processus de dévaluation interne pour pallier le manque de compétitivité des pays confrontés à d'importants déficits au compte courant. En conséquence, la zone euro s'est enlisée dans une grave récession.

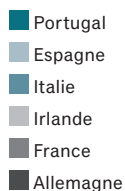
Cette dernière a pris fin au printemps 2013, après que les responsables européens eurent convenu de réduire les mesures d'austérité et après que l'incertitude liée à la crise de la dette se fut dissipée. Le moment décisif aura sans conteste été le discours du président de la BCE, qui a déclaré à l'été 2012 qu'il était prêt à faire tout ce qu'il fallait pour préserver la zone euro. Jusqu'à présent, c'est principalement la bonne tenue de l'économie allemande qui a permis à la zone euro de renouer avec la croissance quoique, récemment, certains indicateurs pointent vers un raffermissement de l'activité économique dans d'autres pays. Par contre, la reprise demeure faible et l'on voit se profiler le spectre de la déflation.

Dans ce contexte, la Caisse croit que la BCE devra tôt ou tard se résigner à assouplir davantage sa politique monétaire. De plus, pour éliminer les dysfonctions qui retiennent le potentiel de la zone euro, les pays membres devront renforcer leurs institutions et mettre de l'avant des réformes. Enfin, les élections qui se profilent en Europe risquent de montrer le rejet de la construction européenne par les citoyens, rendant les réformes indispensables plus difficiles à adopter.

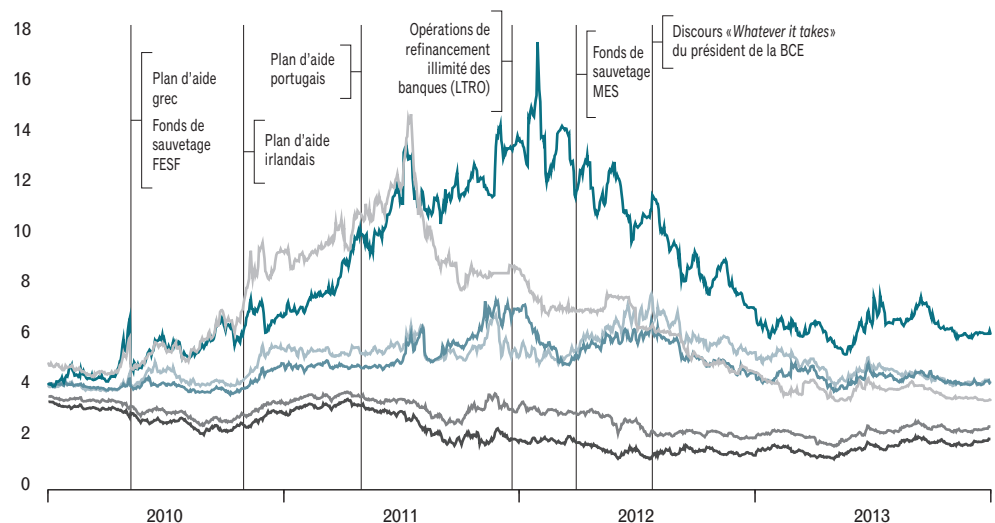
GRAPHIQUE 9

ZONE EURO – DES CRISES EN SÉRIE¹

TAUX D'INTÉRÊT
À ÉCHÉANCE 10 ANS
(en pourcentage)



Sources : Analyse économique
et stratégies de répartition de l'actif
(Caisse), Datastream



1. La Grèce ne figure pas sur le graphique afin que l'échelle permette de mettre en évidence les autres pays. En effet, les taux à 10 ans de la Grèce ont grimpé jusqu'à 33 % à la fin de 2011 et au début de 2012.

Contexte macroéconomique

3. Les politiques dans les marchés en émergence

Les turbulences qui secouent les marchés en émergence depuis l'annonce par la Fed de la réduction à venir de son programme d'achat d'actifs, en mai 2013, montrent à quel point ces derniers ne forment pas un bloc homogène et combien il faut les considérer pays par pays. Après la récession de 2008-2009, les économies en émergence ont affiché une croissance vigoureuse en raison des politiques très expansionnistes menées à l'échelle mondiale, mais aussi grâce à un important afflux de capitaux étrangers et à l'absence de déséquilibres graves en leur sein. Cependant, dès 2011, plusieurs pays, dont la Chine, le Brésil et l'Inde, ont commencé à faire face à des contraintes de capacité tandis que des pressions inflationnistes se manifestaient. Ces derniers ont réagi en resserrant leur politique monétaire, ce qui, combiné au fait que la croissance de leur potentiel sur le plan de la production était moins forte en raison du report des réformes structurelles, a ralenti la croissance de leur activité économique (voir le graphique 10). La faiblesse de la demande des marchés développés pour leurs exportations a compliqué davantage la situation.

Les pays aux prises avec d'importants déficits au compte courant, financés par des investissements étrangers sur les marchés financiers ont été particulièrement touchés depuis l'annonce de la Fed et leur devise s'est beaucoup dépréciée. Pour ne pas accentuer l'inflation, les banques centrales ont, en général, réagi en relevant leurs taux d'intérêt, ce qui aura pour effet de ralentir davantage la croissance. Le fait que les marchés en émergence ont de plus en plus de liens commerciaux entre eux risque également d'amplifier la situation.

Bien que le potentiel à long terme de ces pays reste entier, leur performance dépendra de la volonté de leurs dirigeants d'entreprendre les réformes nécessaires pour améliorer le fonctionnement de leur économie. Par ailleurs, la réorientation de l'économie chinoise vers la demande intérieure aura des répercussions tant dans les autres pays émergents que dans les pays producteurs de matières premières, comme le Canada.

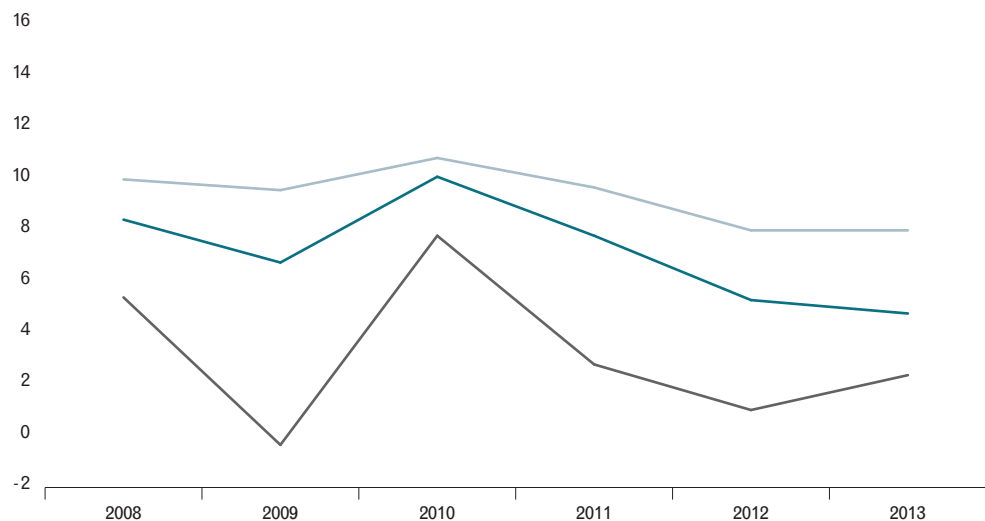
GRAPHIQUE 10

PAYS ÉMERGENTS – RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CROISSANCE ANNUELLE
DU PIB RÉEL
(en pourcentage)

■ Chine
■ Inde
■ Brésil

Sources : Analyse économique
et stratégies de répartition de l'actif
(Caisse), Oxford Economics



Analyse du rendement global

Depuis 2010, l'équipe de la Caisse a poursuivi sa stratégie en s'appuyant sur une connaissance en profondeur des entreprises et des marchés, en privilégiant la gestion en absolu et en investissant dans des actifs de qualité, ancrés dans l'économie réelle. Dans un environnement marqué par une grande volatilité, les gestionnaires ont positionné leurs portefeuilles judicieusement et dégagé de solides résultats tout au long de cette période.

RENDEMENT SUR QUATRE ANS

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2013, le portefeuille global de la Caisse affiche un rendement moyen pondéré des fonds des déposants de 10,0 % (voir le tableau 12, p. 30). Ce rendement global est supérieur au rendement de 8,8 % du portefeuille de référence de la Caisse, procurant une valeur ajoutée de 6,0 G\$. Chacune des catégories d'actif a contribué de façon importante à ce rendement sur quatre ans.

La catégorie Revenu fixe procure un rendement de 5,9 % qui surpasse le rendement de 4,5 % de son indice de référence. Tous les portefeuilles de cette catégorie contribuent à la valeur ajoutée en produisant des rendements supérieurs à ceux de leur indice de référence, à l'exception du portefeuille Obligations à long terme, géré en indiciel. Le portefeuille Obligations affiche un rendement de 5,7 % et génère à lui seul des résultats de placement nets de 8,9 G\$.

Dans la catégorie Placements sensibles à l'inflation, les portefeuilles spécialisés Immeubles et Infrastructures affichent des rendements de 13,0 % et 16,8 % respectivement et génèrent des résultats de placement nets de 11,9 G\$ (voir le tableau 22, p. 42).

Pour leur part, tous les portefeuilles spécialisés de la catégorie Actions contribuent positivement aux résultats de placement nets de 32,8 G\$ sur quatre ans. Le portefeuille Placements privés affiche un rendement de 16,5 %, nettement supérieur au rendement de 11,3 % de son indice de référence, et génère des résultats de placement nets de 10,0 G\$.

RENDEMENT DE 2013

Sur un an, le rendement moyen pondéré des fonds des déposants de 13,1 % est supérieur à celui du portefeuille de référence de la Caisse qui se situe à 12,6 % (voir le tableau 11).

En 2013, les équipes d'investissement de la Caisse ont su profiter de la forte hausse des marchés boursiers et produire de la valeur ajoutée en s'appuyant sur des convictions fortes. Elles sont aussi parvenues à protéger le capital des déposants qui était investi en revenu fixe dans une année où les taux d'intérêt ont repris de la vigueur. De plus, elles ont continué à dégager des rendements élevés avec les actifs moins liquides comme les immeubles, les infrastructures et les placements privés.

TABLEAU 11

ACTIF NET ET RENDEMENTS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2013)

Catégorie d'actif	Actif net G\$	4 ans			1 an		
		Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe	69,2	12 865	5,9	4,5	(41)	0,0	(1,2)
Placements sensibles à l'inflation	31,8	12 058	13,4	13,7	3 367	12,5	15,6
Actions	93,8	32 831	10,9	10,0	18 161	22,9	22,6
Autres placements							
Fonds de couverture	3,7	419	3,6	3,1	85	2,9	2,9
Répartition de l'actif	1,2	(197)	s.o.	s.o.	182	s.o.	s.o.
BTAA ¹	(0,1)	2 985	s.o.	s.o.	728	s.o.	s.o.
Total^{2,3}	200,1	61 182	10,0	8,8	22 768	13,1	12,6

1. Le financement du portefeuille BTAA est légèrement supérieur à la juste valeur marchande des placements et explique l'actif net négatif.

2. Le total inclut les activités personnalisées de superposition et les activités de trésorerie.

3. Voir la note 3 des Notes générales, à la fin du présent Rapport annuel.

Analyse du rendement global

Au cours de l'année, la répartition de l'actif a été modulée afin d'accroître l'exposition de la Caisse aux marchés boursiers et de diminuer celle aux marchés obligataires. Par ailleurs, un déploiement discipliné du capital dans un contexte de prix élevés pour les actifs de qualité a maintenu la sous-pondération des portefeuilles d'actifs moins liquides.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

En plus d'investir au Québec et au Canada, la Caisse est active sur les marchés mondiaux avec des investissements dans une variété de catégories d'actif. Au 31 décembre 2013, la proportion de l'actif total investie à l'extérieur du Canada s'élevait à 43,8 %, une hausse de 1,2 % par rapport à la fin de l'année 2012 (voir le tableau 13). La majorité des investissements de la Caisse à l'étranger se situait dans les pays développés, principalement aux États-Unis et dans la zone euro. Pour leur part, les investissements en Australie ont dépassé ceux au Japon en 2013.

Par ailleurs, bien que les investissements dans les pays émergents aient augmenté, la proportion de l'actif total investie dans ces pays a diminué par rapport à 2012. Cela reflète la faible performance des marchés boursiers de ces pays en 2013, comparativement à celle des marchés des pays développés. Malgré cette fluctuation temporaire, l'orientation fondamentale de la Caisse à l'égard des pays émergents demeure inchangée.

EXPOSITION AUX DEVICES ET COUVERTURE DE CHANGE

À l'exception de certains placements dans les pays émergents, la majorité des placements à l'étranger des portefeuilles spécialisés moins liquides, tels les portefeuilles Infrastructures,

Immeubles et Placements privés, sont protégés contre les fluctuations des devises. En revanche, l'ensemble des placements liquides sont exposés aux fluctuations de change. Cela résulte d'une décision prise par la Caisse en 2010, en collaboration avec les déposants, d'accroître son exposition aux devises en cessant de couvrir les portefeuilles liquides et en créant des activités personnalisées de superposition.

Au 31 décembre 2013, l'exposition nette aux devises étrangères s'élevait à près de 30 % de l'actif total de la Caisse. Pour la période de quatre ans, cette exposition a eu un effet positif sur le rendement global de la Caisse, attribuable principalement à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

Le portefeuille de référence de la Caisse correspond à la moyenne pondérée des décisions de répartition de l'actif prises par chacun des déposants, dans le cadre de l'établissement de leur politique de placement. Au 31 décembre 2013, le portefeuille de référence présentait une diminution de la pondération de la catégorie Revenu fixe, en particulier celle du portefeuille Obligations à long terme, et une augmentation de celle des catégories Placements sensibles à l'inflation et Actions par rapport à la fin de 2012 (voir le tableau 14, p. 31). Ces mouvements au sein du portefeuille découlent de la mise en œuvre par les déposants des orientations et des recommandations de la Caisse en matière de répartition stratégique de l'actif.

TABLEAU 12

RENDEMENTS DE LA CAISSE

(pour les périodes terminées le 31 décembre – en pourcentage)

	Rendement global de la Caisse ¹
4 ans (2010-2013)	10,0
2013	13,1
2012	9,6
2011	4,0
2010	13,6

1. Rendement moyen pondéré des fonds des déposants.

TABLEAU 13

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'ACTIF TOTAL¹

(au 31 décembre – en pourcentage)

	2013	2012
Canada	56,2	57,4
États-Unis	19,7	20,3
Zone euro	9,1	7,2
Marchés en émergence	5,4	5,7
Royaume-Uni	4,1	4,5
Australie	1,5	1,2
Japon	1,4	1,5
Autres	2,6	2,2
Total	100,0	100,0

1. Basé sur le pays du siège social de la société ou de l'émetteur de titres ou, pour l'immobilier, sur l'emplacement géographique des biens.

PORTEFEUILLE GLOBAL

La composition du portefeuille global est le reflet des décisions prises par la Caisse pour se démarquer de son portefeuille de référence, dans le but de générer de la valeur ajoutée. Au 31 décembre 2013, le portefeuille global présentait une diminution de la pondération des portefeuilles de revenu fixe et une augmentation de celle des portefeuilles Immeubles et

Infrastructures, comparativement à la fin de 2012. Au sein de la catégorie Actions, on note une diminution importante de la pondération du portefeuille Actions mondiales (en voie de fermeture), une bonne partie de ses actifs ayant été transférée dans le portefeuille Actions Qualité mondiale, créé en 2013. On observe également une diminution de la pondération du portefeuille Actions canadiennes et des portefeuilles indiciels Actions américaines et Actions EAEO.

TABLEAU 14

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE ET ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(pourcentage de l'actif net des déposants)

	Portefeuille de référence			au 31 décembre 2012 ¹	Portefeuille global	
	au 31 décembre 2013 ¹				au 31 décembre 2013	au 31 décembre 2012
	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %	Portefeuille de référence %	%	%
Revenu fixe						
Obligations	22,0	27,0	33,8	26,1	27,6	25,0
Dettes immobilières	2,6	5,5	8,2	5,8	4,4	4,3
Valeurs à court terme	0,2	1,1	8,9	1,1	1,8	5,1
Obligations à long terme	0,7	1,0	2,8	2,3	0,9	2,1
Total		34,6		35,3	34,7	36,5
Placements sensibles à l'inflation						
Immeubles	7,7	11,4	14,7	11,4	11,3	10,3
Infrastructures	2,0	4,9	8,0	4,5	4,0	3,6
Obligations à rendement réel	0,1	0,6	2,5	0,8	0,6	0,7
Total		16,9		16,7	15,9	14,6
Actions						
Actions canadiennes	6,9	11,4	15,9	12,4	11,6	12,6
Actions Qualité mondiale	1,7	6,6	10,4	s.o.	8,6	s.o.
Actions mondiales	0,0	2,0	6,7	7,2	1,8	7,8
Québec Mondial	s.o.	s.o.	s.o.	0,1	s.o.	0,0
Actions des marchés en émergence	1,8	5,0	8,0	4,4	5,1	5,0
Actions américaines	1,4	5,5	9,8	5,9	4,9	5,8
Actions EAEO	1,3	5,3	9,5	6,1	4,9	5,6
Placements privés	7,3	10,7	14,1	9,9	10,1	10,2
Total		46,5		46,0	47,0	47,0
Autres placements						
Fonds de couverture	0,1	2,0	3,2	2,0	1,8	1,8
Répartition de l'actif	0,0	0,0	1,0	0,0	0,7	0,6
BTAA	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	(0,1)	(0,5)
Total		100,0		100,0	100,0	100,0

1. Le portefeuille de référence ainsi que ses limites maximales et minimales sont le résultat d'une moyenne pondérée des portefeuilles de référence respectifs des déposants.

Analyse du rendement par catégorie d'actif

Pour la période de quatre ans, chacune des catégories d'actif a procuré des rendements positifs. En 2013, on a observé une grande disparité des rendements des différentes catégories. Tous les portefeuilles ont produit des rendements positifs, à l'exception des portefeuilles Obligations à long terme et Obligations à rendement réel.

REVENU FIXE

PORTEFEUILLES

- Obligations
- Dettes immobilières
- Valeurs à court terme
- Obligations à long terme

69,2 G\$

Actif net

34,7 %

du portefeuille global de la Caisse

5,9 %

Rendement de la catégorie sur 4 ans

OBLIGATIONS

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2013, le rendement du portefeuille Obligations s'élève à 5,7 %, soit 1,0 % de plus que celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Ce résultat est attribuable à l'ensemble des stratégies déployées au cours de cette période en fonction de deux thèmes principaux : l'amélioration des conditions économiques et, plus récemment, la normalisation des taux d'intérêt. Chaque type de stratégies a contribué à la valeur ajoutée du portefeuille :

- les positions prises pour atténuer les répercussions de la hausse de taux des pays développés;
- une surpondération des titres provinciaux, notamment les obligations du Québec, misant sur un rétrécissement des écarts de taux;

- une surpondération des obligations de sociétés ouvertes et fermées, combinée à un rendement supérieur des titres en portefeuille.

Rendement de 2013

Sur un an, le portefeuille a procuré un rendement de 0,2 % en 2013, lequel est supérieur à l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Malgré la hausse des taux obligataires, les gestionnaires ont protégé le capital du portefeuille et produit une valeur ajoutée par rapport à l'indice, lequel a affiché un rendement négatif pour la première fois depuis 1999.

Le tableau 15 présente les rendements des indices obligataires DEX selon les échéances et les émetteurs. En 2013, le rendement de -1,2 % de l'indice DEX obligataire universel est attribuable à la hausse généralisée des taux des obligations du gouvernement canadien, particulièrement sur les échéances à long terme. Par contre, l'amélioration du contexte économique a eu pour effet de diminuer les écarts de taux des titres de sociétés, ce qui explique leur rendement positif de 0,8 %.

TABLEAU 15

RENDEMENTS DES INDICES OBLIGATAIRES DEX

(en pourcentage)

Indices obligataires DEX	2013				2012			
	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Fédéral	1,3	(2,2)	(8,9)	(1,5)	1,1	2,9	4,5	2,1
Provincial	1,8	(0,4)	(6,0)	(2,7)	1,6	3,9	3,7	3,4
Québec	1,7	(0,1)	(6,2)	(2,6)	1,6	3,9	3,5	3,3
Sociétés	2,4	1,1	(3,2)	0,8	3,9	8,1	9,5	6,2
Universel	1,7	(0,6)	(6,2)	(1,2)	2,0	4,6	5,2	3,6

DETTES IMMOBILIÈRES

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le portefeuille affiche un rendement de 9,1 %, soit 4,4 % de plus que celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Cette valeur ajoutée est issue en partie du rendement courant supérieur du portefeuille, les taux hypothécaires étant plus élevés que le taux d'intérêt des obligations de l'indice. Elle s'explique également par le resserrement des écarts de taux et les profits enregistrés lors de la vente des actifs étrangers. En effet, depuis 2010, le risque de crédit du portefeuille a été réduit de façon importante avec le recentrage de la stratégie du portefeuille sur les actifs canadiens de qualité.

Rendement de 2013

Le portefeuille a produit un rendement de 0,1 % en 2013, lequel est supérieur à l'indice de référence, qui a affiché un rendement négatif (voir le tableau 22, p. 42). Cette valeur ajoutée provient principalement du rendement courant du portefeuille, plus élevé que celui de l'indice. Elle a toutefois été réduite par l'incidence plus importante du rétrécissement des écarts de taux pour l'indice que pour le portefeuille.

Comme en 2012, les gestionnaires du portefeuille ont maintenu leur position de chef de file au Québec et poursuivi leurs activités en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le volume de transactions a atteint l'objectif prévu et la qualité de crédit des actifs souscrits a été maintenue, en conformité avec une stratégie de protection du rendement à long terme. La performance de crédit est demeurée excellente, le portefeuille ne présentant aucun prêt en défaut de paiement d'intérêt (90 jours ou plus).

PORTEFEUILLE OBLIGATIONS

Composition

- Titres obligataires :
 - Gouvernement du Canada et d'autres pays
 - Gouvernements des provinces canadiennes
 - Sociétés ouvertes et fermées

Avantages

- Source de rendement courant et de liquidité
- Faible niveau de risque
- Effet de diversification
- Protection du portefeuille global
- Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants

VALEURS À COURT TERME

Géré de façon indiciaire, le portefeuille a généré un rendement de 1,0 % sur quatre ans et un rendement de 1,1 % en 2013 (voir le tableau 22, p. 42). Ces résultats sont le reflet d'un contexte de taux d'intérêt à court terme très bas.

OBLIGATIONS À LONG TERME

Ce portefeuille indiciaire a procuré un rendement de 6,5 % sur quatre ans, tirant profit des baisses de taux d'intérêt au cours de cette période (voir le tableau 22, p. 42). Le rendement de -6,5 % enregistré en 2013 est essentiellement attribuable à la hausse des taux d'intérêt qui a fait baisser le prix des obligations de longue échéance en portefeuille.

SUR QUATRE ANS,
LE RENDEMENT
DE LA CATÉGORIE
REVENU FIXE
EST DE 5,9 %,
**SOIT 1,4 % DE PLUS
QUE L'INDICE**

PORTEFEUILLE DETTES IMMOBILIÈRES

Composition

- Prêts hypothécaires commerciaux canadiens, essentiellement de premier rang, sur des immeubles de bureaux, des centres commerciaux, des immeubles industriels et multirésidentiels

Avantages

- Rendement supérieur à celui des obligations
- Rendement courant élevé et relativement stable
- Faible risque de crédit en raison d'une approche de souscription prudente et de la qualité des actifs
- Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants

Analyse du rendement par catégorie d'actif

PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION

PORTEFEUILLES

- Immeubles
- Infrastructures
- Obligations à rendement réel

31,8 G\$

Actif net

15,9 %

du portefeuille global
de la Caisse

13,4 %

Rendement de la catégorie
sur 4 ans

IMMEUBLES

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2013, le portefeuille affiche un rendement de 13,0 %, soit 1,0 % de moins que celui de son indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Le rendement absolu provient en grande partie de la hausse de valeur des centres commerciaux et des immeubles de bureaux détenus en Amérique du Nord, ainsi que des revenus courants générés par les propriétés. L'écart de rendement avec l'indice s'explique en grande partie par la faible performance du secteur hôtelier, en décroissance dans le portefeuille. En effet, depuis le lancement en 2011 du programme de vente des hôtels en portefeuille, près de 50 % de ces actifs non stratégiques ont été vendus de façon ordonnée.

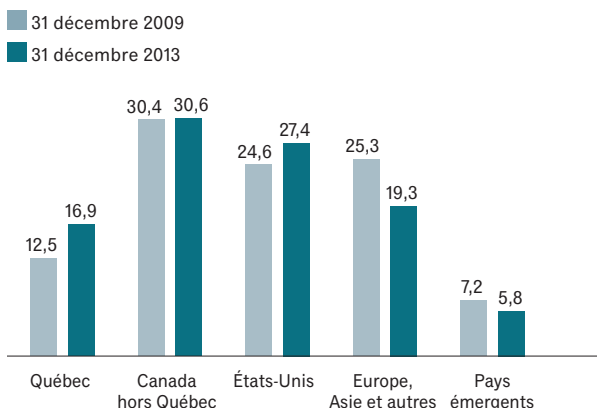
Depuis quatre ans, les gestionnaires ont réalisé des progrès importants dans la mise en place et la croissance de plateformes et de partenariats stratégiques à l'étranger. Ils ont aussi procédé à un repositionnement géographique et sectoriel du portefeuille, ce qui s'est traduit par un volume de transactions totalisant 23,1 G\$, soit 11,6 G\$ de ventes et 11,5 G\$ d'acquisitions.

Les graphiques 16 et 17 illustrent le résultat de la stratégie de repositionnement du portefeuille Immeubles. Le premier présente notamment l'augmentation des investissements au Québec et aux États-Unis et la diminution de ceux en Europe, tandis que le deuxième montre l'accroissement des immeubles multirésidentiels et des centres commerciaux, et la réduction des hôtels et des fonds au sein du portefeuille.

GRAPHIQUE 16

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE – IMMEUBLES

(en pourcentage de la juste valeur)¹

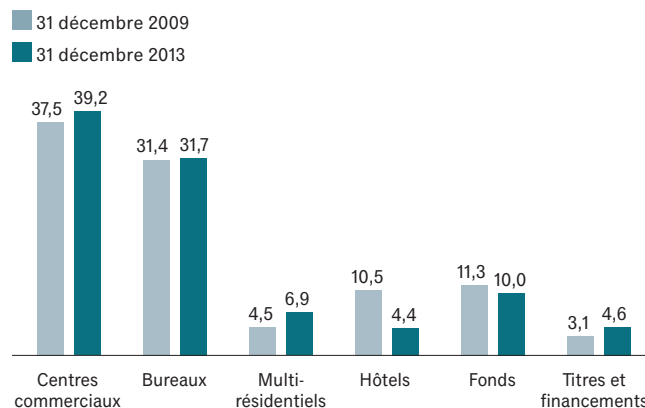


1. Les pourcentages sont présentés en excluant l'encaisse du portefeuille.

GRAPHIQUE 17

RÉPARTITION SECTORIELLE – IMMEUBLES¹

(en pourcentage de la juste valeur)²



1. Des investissements autres, notamment dans des terrains et dans le secteur industriel, représentent environ 3 % du portefeuille (non illustré).
2. Les pourcentages sont présentés en excluant l'encaisse du portefeuille.

Rendement de 2013

Le portefeuille a procuré un rendement de 15,1 % en 2013, légèrement inférieur à celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Durant l'année, les gestionnaires ont poursuivi le repositionnement du portefeuille, réalisant plusieurs ventes et acquisitions pour un total de 9,0 G\$. Notamment :

- Le positionnement aux États-Unis a été renforcé en 2013, entre autres, avec une participation dans le 1211 Avenue of the Americas, à New York, l'acquisition des tours 10-120 South Riverside Plaza à Chicago et du 999 Third Avenue (Wells Fargo Center) à Seattle, ainsi que l'accroissement du portefeuille d'immeubles multirésidentiels.
- En Europe, la réduction de la pondération du portefeuille et son positionnement dans les grands marchés de qualité de Londres et de Paris se sont poursuivis. Les ventes ont porté sur quelques immeubles de bureaux à Paris, à Londres et à Munich, un centre commercial en Écosse et quatre hôtels à Paris, pour un total d'environ 1,5 G\$. Les acquisitions comprennent des participations dans l'immeuble Woolgate Exchange, à Londres, ainsi que dans la société de logistique et d'entrepôts PointPark Properties, ce qui permet de développer une exposition à un secteur en pleine croissance, directement lié à l'essor du commerce électronique.

OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL

Géré de façon indicielle, le portefeuille procure un rendement sur quatre ans de 4,1 % (voir le tableau 22, p. 42). Le rendement de -13,1 % enregistré en 2013 est attribuable à l'effet de la hausse des taux d'intérêt réels sur les obligations de longue échéance en portefeuille.

PORTEFEUILLE IMMEUBLES

Composition

- Investissements directs dans des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et des immeubles multirésidentiels regroupés dans des plateformes géographiques et sectorielles
- Immeubles de qualité situés principalement dans les grands marchés porteurs

Avantages

- Rendement courant supérieur à celui des titres à revenu fixe
 - Effet de diversification
 - Protection contre l'inflation grâce à l'indexation des baux
-

PORTEFEUILLE INFRASTRUCTURES

Composition

- Participations dans des sociétés exploitant des ports, des aéroports, des parcs éoliens, des réseaux de transport et de distribution de pétrole, de gaz et d'électricité, des réseaux de distribution d'eau, ainsi que des systèmes de transport de passagers
- Entreprises de qualité avec un profil de risque plus faible et qui sont moins sensibles aux fluctuations économiques

Avantages

- Revenus stables et prévisibles à long terme
 - Protection contre l'inflation à long terme
-

Analyse du rendement par catégorie d'actif

INFRASTRUCTURES

Rendement sur quatre ans

Depuis 2010, les gestionnaires ont bâti ce portefeuille, qui a atteint 8,0 G\$ en 2013, en privilégiant des actifs de qualité dans des secteurs porteurs et des partenariats stratégiques et financiers à long terme.

Sur quatre ans, le rendement de 16,8 % du portefeuille est supérieur au rendement de l'indice (voir le tableau 22, p. 42). Ce rendement provient principalement des solides résultats d'exploitation des sociétés en portefeuille ainsi que de la baisse des taux d'intérêt.

Rendement de 2013

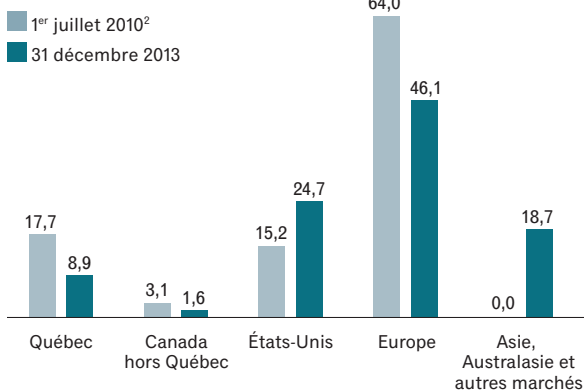
Le portefeuille a généré un rendement de 10,6 % en 2013, attribuable essentiellement à la qualité des actifs et aux bons résultats d'exploitation de l'ensemble des sociétés en portefeuille (voir le tableau 22, p. 42). La forte progression des marchés boursiers a toutefois contribué à créer un écart entre le rendement du portefeuille et celui de son indice de référence. En effet, ce dernier, composé de titres cotés en Bourse, a connu une forte hausse en 2013.

En cours d'année, les gestionnaires ont procédé à un repositionnement du portefeuille, ce qui a permis d'améliorer sa diversification géographique et sectorielle (voir les graphiques 18 et 19). Ainsi, les ventes d'actifs ont totalisé 0,3 G\$, incluant la vente de la participation dans Enbridge Energy Partners. Les nouveaux investissements se sont élevés à 2,1 G\$, incluant l'acquisition de participations dans les projets éoliens d'Invenergy aux États-Unis, au Canada et au Québec, et dans le Port de Brisbane, en Australie.

GRAPHIQUE 18

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE – INFRASTRUCTURES

(en pourcentage de la juste valeur)¹



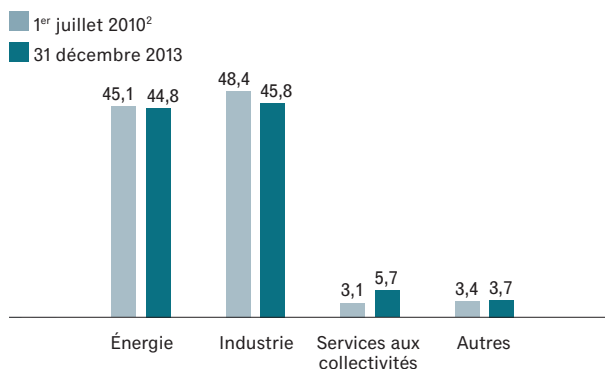
1. Les pourcentages sont présentés excluant l'encaisse du portefeuille.
2. Le portefeuille a été créé le 1^{er} juillet 2010.

CETTE CATÉGORIE PRIVILÉGIE LES ACTIFS DE QUALITÉ ET LES PARTENARIATS STRATÉGIQUES À LONG TERME

GRAPHIQUE 19

RÉPARTITION SECTORIELLE – INFRASTRUCTURES

(en pourcentage de la juste valeur)¹



1. Les pourcentages sont présentés excluant l'encaisse du portefeuille.
2. Le portefeuille a été créé le 1^{er} juillet 2010.

ACTIONS

PORTEFEUILLES

- Actions canadiennes
- Actions Qualité mondiale
- Actions mondiales
- Actions des marchés en émergence
- Actions américaines
- Actions EAEO
- Placements privés

93,8 G\$

Actif net

47,0 %

du portefeuille global de la Caisse

10,9 %

Rendement de la catégorie sur 4 ans

ACTIONS CANADIENNES

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2013, le portefeuille affiche un rendement de 6,4 %, soit 1,1 % de moins que celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Cet écart s'explique principalement par la sélection de titres dans les secteurs matériaux et industrie, et la sous-pondération des secteurs de la santé et des télécommunications. En 2013, le redressement du portefeuille amorcé il y a deux ans a porté ses fruits.

LA CATÉGORIE ACTIONS EST CELLE QUI APPORTE LA PLUS GRANDE CONTRIBUTION AUX RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS SUR 4 ANS

Rendement de 2013

En 2013, le portefeuille a généré un rendement de 16,3 %, supérieur à celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Ce rendement est attribuable à une exposition du portefeuille aux entreprises de secteurs cycliques non liés aux ressources et fortement exposés au marché américain, ainsi qu'à une sous-pondération du secteur des matériaux, plus spécifiquement des titres aurifères.

Le positionnement du portefeuille découle des changements apportés à sa gestion au cours des deux dernières années. La stratégie de sélection de titres a été bonifiée par le renforcement des capacités de recherche et l'établissement de grands thèmes d'investissement pour guider les choix des gestionnaires. Les principaux thèmes sur lesquels s'appuie le positionnement du portefeuille sont : une croissance économique relativement faible au Canada, des perspectives économiques plus favorables aux États-Unis et une remontée graduelle des taux d'intérêt.

La forte pondération des entreprises québécoises au sein du portefeuille a aussi contribué positivement aux résultats de 2013. En effet, au 31 décembre 2013, celle-ci s'élevait à 32,0 % comparativement à 23,5 % pour son indice de référence, composé à 90 % de l'indice S&P/TSX et à 10 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale. Pour sa part, l'indice S&P/TSX comprenait 15,1 % de titres d'entreprises québécoises.

PORTEFEUILLE ACTIONS CANADIENNES

Composition

- Titres de sociétés ouvertes de tous les secteurs de l'économie

Avantages

- Rendement à long terme supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Protection contre l'inflation à long terme

Analyse du rendement par catégorie d'actif

ACTIONS QUALITÉ MONDIALE

Le portefeuille Actions Qualité mondiale a été créé le 1^{er} janvier 2013 avec le transfert d'une partie des activités du portefeuille Actions mondiales, suivi d'un déploiement graduel du capital au cours de l'année. Ce portefeuille est géré en absolu, c'est-à-dire sans tenir compte de l'évolution ou de la composition des indices de marché, en s'appuyant sur une analyse fondamentale en profondeur. Il cible des titres de grandes sociétés établies, fortement exposées à la croissance mondiale, dont les résultats sont plus stables à long terme.

Le portefeuille a produit un rendement de 32,4 % en 2013, attribuable en grande partie au choix des gestionnaires d'investir dans les entreprises d'envergure internationale établies aux États-Unis et en Europe, dont plusieurs œuvrant dans les secteurs de la santé et de la consommation (voir le tableau 22, p. 42). Ce résultat sur un an est supérieur aux attentes, surtout dans un contexte de forte poussée des marchés boursiers. En effet, avec un niveau de risque plus faible que celui de l'ensemble des marchés boursiers, le portefeuille devrait être plus défensif lorsque les marchés sont en baisse, mais également moins favorisé lorsqu'ils sont en forte hausse.

ACTIONS MONDIALES

Dans la foulée de la création du portefeuille Actions Qualité mondiale le 1^{er} janvier 2013, les activités du portefeuille ont été transférées graduellement dans d'autres portefeuilles au cours de l'année. En 2013, le portefeuille géré de façon active a procuré un rendement de 32,2 %, supérieur à celui de son indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Il est prévu que la fermeture du portefeuille sera complétée durant le premier semestre de 2014.

PORTFEUILLE ACTIONS QUALITÉ MONDIALE

Composition

- Titres de grandes sociétés établies négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI ACWI (États-Unis, Canada, Europe, Australasie, Extrême-Orient et pays émergents)

Avantages

- Rendement ajusté pour le risque supérieur à celui des marchés boursiers sur un horizon à long terme
- Diversification géographique
- Protection contre l'inflation à long terme

ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le rendement du portefeuille s'élève à 3,1 % (voir le tableau 22, p. 42). Le rendement des marchés en émergence a été inférieur à celui des marchés développés au cours de cette période (voir le graphique 21, p. 40), en raison du ralentissement du rythme de croissance et de la dévaluation des devises de plusieurs pays.

Rendement de 2013

Sur un an, le portefeuille a généré un rendement de 4,0 %, supérieur à celui de son indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Cet écart positif avec l'indice est attribuable notamment aux résultats des mandats de gestion active introduits dans le portefeuille à compter du 1^{er} juillet 2013. Ces mandats ont été confiés à des gestionnaires externes et couvrent essentiellement les marchés de la Chine, du Brésil et de l'Inde. Le déploiement des activités de gestion active dans le portefeuille se poursuivra au cours des prochaines années avec l'objectif de tirer profit de la croissance des principaux pays émergents.

Pour le marché chinois, la Caisse a obtenu en 2013 un quota supplémentaire de 300 M\$ US à titre de *Qualified Foreign Institutional Investor* (QFII). Celui-ci s'ajoute au quota de 200 M\$ US qu'elle détenait déjà pour investir dans des titres négociés sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen.

PORTFEUILLE ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE

Composition

- Titres négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI EM
- Actions de catégorie A cotées aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen

Avantages

- Rendement supérieur à celui des actions des marchés développés dans une perspective à long terme
- Diversification géographique

PLACEMENTS PRIVÉS

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le rendement de 16,5 % du portefeuille Placements privés est supérieur de 5,3 % à celui de son indice de référence (voir le tableau 22, p. 42) et génère des résultats de placement nets de 10 G\$. L'excellente performance de ce portefeuille découle des solides résultats d'exploitation des sociétés en portefeuille, en raison de l'amélioration de leur performance opérationnelle et de la réduction de leur niveau d'endettement. Tant les investissements directs que ceux effectués par l'entremise de fonds contribuent positivement au rendement absolu du portefeuille sur cette période.

La stratégie d'investissement de ce portefeuille est fondée sur une approche rigoureuse et disciplinée qui a atteint les objectifs poursuivis, et ce, sur une longue période.

Rendement de 2013

Sur un an, le portefeuille a produit un rendement de 19,7 %, inférieur à celui de l'indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Les investissements privés dans des entreprises cotées en Bourse expliquent une portion importante du rendement absolu du portefeuille. Le Groupe CGI contribue tout particulièrement au rendement alors que la valeur du titre s'est considérablement appréciée à la suite de l'intégration réussie de la société Logica. L'écart avec le rendement de l'indice

s'explique par le fait que ce dernier est composé à 50 % d'un indice de marché boursier qui a connu une forte hausse en 2013. Pour sa part, le portefeuille est composé de participations dans des sociétés ouvertes et fermées, et il vise à produire un rendement à long terme supérieur à celui des marchés boursiers.

En cours d'année, les gestionnaires ont procédé à un rééquilibrage des investissements directs en portefeuille. Ils ont pris des positions importantes dans des entreprises prometteuses avec lesquelles ils entendent établir des partenariats d'affaires à long terme. Par ailleurs, ils ont profité du contexte de la forte hausse des marchés boursiers pour matérialiser une partie des plus-values enregistrées avec des placements détenus depuis plusieurs années. Les investissements dans les fonds ont aussi fait l'objet d'un repositionnement afin de maintenir un nombre restreint de relations en financement d'acquisitions par emprunt, de bénéficier des occasions dans le marché de la dette en difficulté et de mettre en place une stratégie pour le marché secondaire.

Comme le démontre le graphique 20, la pondération des investissements au Québec au sein du portefeuille a augmenté de façon importante, passant de 21,0 % à 27,5 % entre le 1^{er} juillet 2010 et le 31 décembre 2013. Cette hausse reflète le déploiement de la stratégie de la Caisse visant à accroître les investissements directs dans les entreprises québécoises.

PORTEFEUILLE PLACEMENTS PRIVÉS

Composition

- Participations directes dans des sociétés de tous les secteurs de l'économie, notamment dans des secteurs défensifs offrant des revenus stables et prévisibles
- Participations dans des fonds d'investissement performants

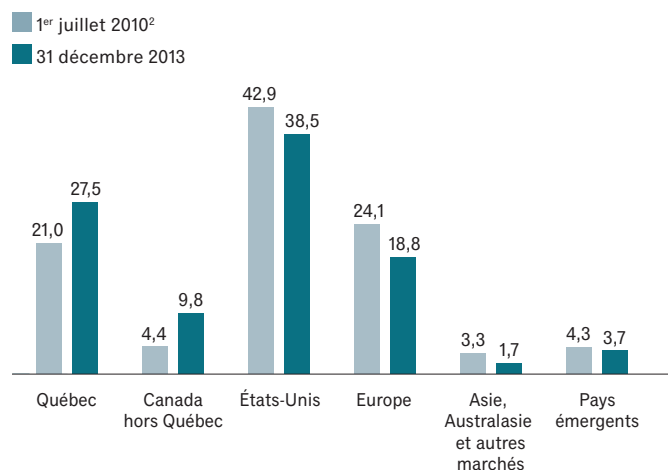
Avantage

- Rendement supérieur à celui des marchés boursiers dans une perspective à long terme

GRAPHIQUE 20

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE – PLACEMENTS PRIVÉS

(en pourcentage de la juste valeur)¹



1. Les pourcentages sont présentés excluant l'encaisse du portefeuille.

2. Le portefeuille a été modifié de façon importante le 1^{er} juillet 2010.

Analyse du rendement par catégorie d'actif

ACTIONS AMÉRICAINES

Géré de façon indicielle, le portefeuille a procuré un rendement de 16,5 % sur quatre ans et un rendement de 41,3 % en 2013 (voir le tableau 22, p. 42).

ACTIONS EAEO

Ce portefeuille indicier a procuré un rendement de 9,3 % sur quatre ans et un rendement de 31,5 % sur un an (voir le tableau 22, p. 42). L'écart positif par rapport à l'indice sur ces deux périodes est attribuable à la différence entre le taux d'imposition de la Caisse pour les dividendes qu'elle reçoit, comme investisseur dans les titres de l'indice, et celui utilisé par la firme MSCI dans le calcul du rendement de son indice.

AUTRES PLACEMENTS

FONDS DE COUVERTURE

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le portefeuille procure un rendement de 3,6 %, supérieur à celui de l'indice de référence qui se situe à 3,1 % (voir le tableau 22, p. 42).

Rendement de 2013

Sur un an, le portefeuille a produit un rendement de 2,9 %, pratiquement identique à celui de son indice de référence (voir le tableau 22, p. 42). Ce rendement est attribuable principalement aux résultats de la stratégie Neutre au marché. Pour sa part, la stratégie Gestion de contrats à terme n'a pas produit les résultats attendus dans le contexte d'interventions gouvernementales et de renversements de tendances qui a prévalu en 2013. Par ailleurs, au cours de l'année, les gestionnaires ont complété le repositionnement du portefeuille afin de le concentrer sur des stratégies qui offrent un profil rendement-risque neutre par rapport au portefeuille global de la Caisse.

PORTFEUILLE FONDS DE COUVERTURE

Composition

- Participations dans des fonds de couverture externes en privilégiant trois stratégies : Tendances macro, Gestion de contrats à terme et Neutre au marché

Avantages

- Possibilité de générer un rendement supérieur aux obligations avec un risque inférieur à celui des marchés boursiers
- Effet de diversification

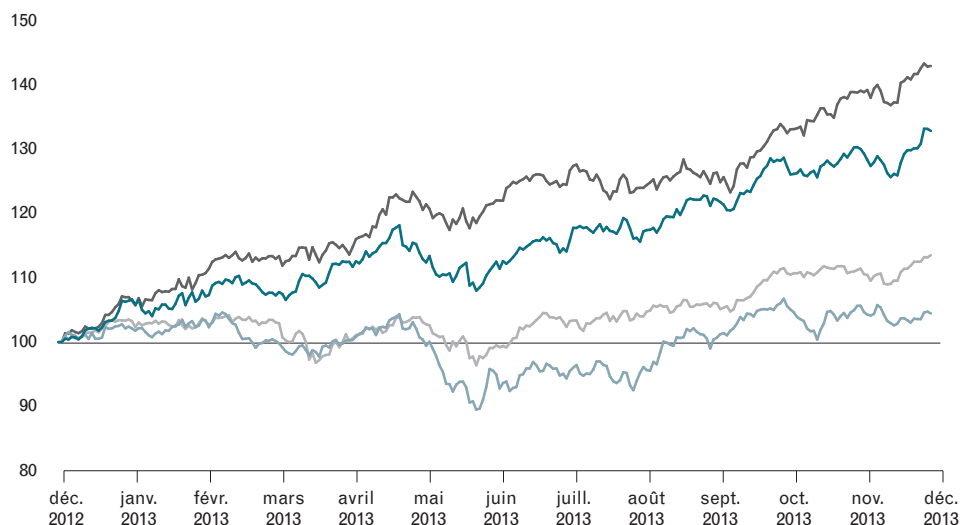
GRAPHIQUE 21

ÉVOLUTION DES MARCHÉS BOURSIERS EN 2013

(au 31 décembre 2012 = 100,
en dollars canadiens)

- S&P 500
- MSCI EAFE
- S&P/TSX
- MSCI EM

Source : Rimes



RÉPARTITION DE L'ACTIF

Résultats sur quatre ans

Sur quatre ans, les résultats de placement nets du portefeuille représentent -197 M\$ (voir le tableau 22, p. 42), attribuables essentiellement aux résultats obtenus en 2012, alors que le positionnement sur les marchés boursiers avait retranché de la valeur.

Résultats de 2013

Les résultats de placement nets du portefeuille en 2013 se chiffrent à 182 M\$ (voir le tableau 22, p. 42). Dans l'ensemble, les positions sur les marchés liquides ont contribué à ces résultats, en particulier :

- une surpondération en actions alors que les marchés ont affiché des rendements exceptionnels;
- une sous-pondération en obligations en anticipant une hausse des taux d'intérêt qui s'est effectivement produite en mai;
- des positions sur le dollar américain, lequel s'est apprécié vis-à-vis le dollar canadien au cours du quatrième trimestre.

PORTEFEUILLE RÉPARTITION DE L'ACTIF

Composition

- Positions sur les marchés financiers, principalement sous forme d'instruments financiers

Avantages

- Calibration du profil rendement-risque du portefeuille
 - Protection contre des risques de fluctuation extrême
 - Bonification du rendement du portefeuille global
-

BTAA

Résultats sur quatre ans

Sur quatre ans, la contribution aux résultats de placement nets du portefeuille représente 3,0 G\$ (voir le tableau 22, p. 42), principalement attribuable à l'amélioration des valeurs marchandes des positions, due au rapprochement des échéances moyennes des titres en portefeuille et à l'amélioration des conditions de marché. Ces résultats ont permis de réduire la provision pour pertes non matérialisées liées aux BTAA de 5,1 G\$ à 1,5 G\$.

Résultats de 2013

La contribution du portefeuille aux résultats de placement nets de 2013 s'élève à 728 M\$ (voir le tableau 22, p. 42). Attribuables aux mêmes facteurs qui ont prévalu au cours des trois années précédentes, ces résultats ont permis de réduire la provision reliée aux BTAA de 2,2 G\$ à 1,5 G\$.

Le portefeuille BTAA réunit des activités en décroissance. La réduction des risques constitue donc un élément important de sa stratégie de gestion. Depuis 2012, cette dernière se concentre sur la réalisation de transactions qui permettent de fermer certaines positions. La fin des activités du portefeuille est prévue pour 2016-2017.

RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le tableau 22, p. 42, présente les rendements des portefeuilles spécialisés par rapport à leur indice de référence pour les périodes de quatre ans et d'un an se terminant le 31 décembre 2013.

TABLEAU 22

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2013)

Portefeuille spécialisé	Indice 2013 ¹	Actif net G\$	4 ans			1 an		
			Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe								
Obligations	DEX obligataire universel ajusté	55,0	8 920	5,7	4,7	33	0,2	(1,2)
Dettes immobilières	DEX obligataire universel	8,8	2 741	9,1	4,7	8	0,1	(1,2)
Valeurs à court terme ²	DEX bons du Trésor 91 jours	3,5	218	1,0	0,9	61	1,1	1,0
Obligations à long terme ²	DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté	1,9	986	6,5	6,6	(143)	(6,5)	(6,4)
Total		69,2	12 865	5,9	4,5	(41)	0,0	(1,2)
Placements sensibles à l'inflation								
Immeubles	Aon Hewitt – Immobilier ajusté	22,6	8 660	13,0	14,0	2 896	15,1	15,6
Infrastructures ³	Infrastructures	8,0	3 250	16,8	15,3	641	10,6	22,6
Obligations à rendement réel ²	DEX obligations à rendement réel	1,2	148	4,1	4,1	(170)	(13,1)	(13,1)
Total		31,8	12 058	13,4	13,7	3 367	12,5	15,6
Actions								
Actions canadiennes	Actions canadiennes	23,1	5 071	6,4	7,5	3 368	16,3	14,8
Actions Qualité mondiale	Actions Qualité mondiale	17,2	2 587	s.o.	s.o.	2 587	32,4	26,1
Actions mondiales	MSCI ACWI non couvert	3,5	3 422	s.o.	s.o.	2 024	32,2	31,0
Actions des marchés en émergence ⁴	MSCI EM non couvert ajusté	10,3	976	3,1	3,1	384	4,0	3,7
Actions américaines ^{2,5}	S&P 500 non couvert	9,7	5 538	16,5	16,4	3 639	41,3	41,3
Actions EAEO ^{2,6}	MSCI EAFE non couvert	9,8	3 547	9,3	8,9	2 733	31,5	31,0
Marchés boursiers⁷		73,6	22 853	9,5	9,7	14 735	23,7	22,4
Placements privés	Placements privés	20,2	9 978	16,5	11,3	3 426	19,7	22,7
Total⁷		93,8	32 831	10,9	10,0	18 161	22,9	22,6
Autres placements								
Fonds de couverture	Dow Jones Credit Suisse Hedge Fund ajusté couvert	3,7	419	3,6	3,1	85	2,9	2,9
Répartition de l'actif BTAA ⁸		1,2	(197)	s.o.	s.o.	182	s.o.	s.o.
		(0,1)	2 985	s.o.	s.o.	728	s.o.	s.o.
Total⁹		200,1	61 182	10,0	8,8	22 768	13,1	12,6

1. La description des indices est présentée dans le tableau 3 à la page 19.

2. Ces portefeuilles sont gérés de façon indicielle depuis le 1^{er} avril 2010. Les portefeuilles Obligations à long terme de Obligations à rendement réel sont gérés de façon indicielle sur toute la période.

3. Cette ligne regroupe le portefeuille spécialisé Participations et infrastructures jusqu'au 30 juin 2010 et le portefeuille spécialisé Infrastructures à partir du 1^{er} juillet 2010.

4. Ce portefeuille a été géré de façon indicielle du 1^{er} avril 2010 au 30 juin 2013.

5. Cette ligne regroupe les portefeuilles spécialisés Actions américaines couvert et non couvert jusqu'au 31 mars 2010 et le portefeuille spécialisé Actions américaines à partir du 1^{er} avril 2010.

6. Cette ligne regroupe les portefeuilles spécialisés Actions étrangères couvert et non couvert jusqu'au 31 mars 2010 et le portefeuille spécialisé Actions Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO) à partir du 1^{er} avril 2010.

7. Pour la période de quatre ans, la contribution du portefeuille Québec mondial est incluse dans cette ligne.

8. Le financement du portefeuille BTAA est légèrement supérieur à la valeur marchande des placements et explique l'actif net négatif.

9. Le total inclut les activités personnalisées de superposition et les activités de trésorerie.

Gestion des risques

FAITS SAILLANTS

1

En 2013, la Caisse a globalement réduit ou maintenu, selon le cas, des niveaux de risques financiers comparables à l'année précédente. La réduction du risque de marché résulte principalement de son orientation de gestion en absolu.

2

En 2013, la Caisse a remplacé la limite de risque actif qu'elle s'impose par une limite de risque absolu se basant sur le ratio du risque absolu du portefeuille global par rapport à celui de son portefeuille de référence.

3

Les outils d'analyse ont été étendus, permettant d'offrir un meilleur suivi du risque et des analyses approfondies.

LA GESTION DES RISQUES À LA CAISSE

Au cours des quatre dernières années, la Caisse a effectué de nombreux changements dans le but de rehausser ses pratiques de gestion des risques, notamment en augmentant ses ressources spécialisées dans ce domaine, en révisant ses encadrements et processus, et en améliorant ses méthodologies et ses outils de gestion. Ces efforts ont eu pour effet d'accroître la proactivité et l'influence de la Direction des risques et, par conséquent, de renforcer le soutien à la prise de décision de placement. La Caisse a ainsi atteint son objectif d'instaurer une meilleure culture de gestion des risques.

En 2013, l'évolution des mesures des différents risques financiers, ainsi que la poursuite des travaux sur les encadrements et les processus, les méthodologies et les outils de gestion ont démontré l'attention que la Caisse porte à l'amélioration continue de sa gestion des risques.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

Tout au long de l'année 2013, la Caisse a géré ses risques de façon proactive en prenant en compte le contexte économique et financier mondial, les changements anticipés à celui-ci, les évaluations des marchés, de même que les concentrations sectorielles et géographiques de son portefeuille. Elle a ainsi diminué ou maintenu, selon le cas, le niveau des risques financiers par rapport à l'année précédente.

Le risque de marché

Au cours de 2013, les marchés boursiers au Canada, aux États-Unis et en Europe ont été davantage soutenus par l'augmentation des multiples des bénéficiaires, qui servent de base à l'évaluation des titres boursiers, et par l'intervention des banques centrales que par les profits des entreprises. Cette situation a influencé la décision de la Caisse de positionner prudemment son portefeuille global en fonction d'une reprise de l'économie mondiale, avec une vue haussière sur les taux d'intérêt et des positions liées à la hausse des marchés boursiers en répartition de l'actif.

Ce positionnement se reflète dans le risque de marché absolu du portefeuille global au 31 décembre 2013, lequel a diminué comparativement à la fin de 2012 et demeure modéré (voir le tableau 25, p. 45).

L'évolution du risque absolu du portefeuille global de la Caisse et du portefeuille de référence est illustrée au graphique 23, p. 44. La baisse du risque absolu du portefeuille global en 2013 est principalement attribuable au déploiement du portefeuille spécialisé Actions Qualité mondiale, à une meilleure diversification du portefeuille spécialisé Infrastructures et à une baisse du risque des BTAA. Par ailleurs, la baisse du risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse s'explique essentiellement par la pondération substantielle dans son indice du nouveau portefeuille Actions Qualité mondiale.

Gestion des risques

La décision stratégique de la Caisse de réduire progressivement la taille du portefeuille Actions mondiales au profit du portefeuille Actions Qualité mondiale a donc eu un effet dominant sur le risque absolu de la Caisse et de ses portefeuilles d'actions (voir le graphique 24). Ce changement s'appuie sur la conviction que le portefeuille Actions Qualité mondiale comporte une meilleure relation rendement-risque que celui des autres portefeuilles d'actions et que les titres de ce portefeuille bénéficient d'une plus grande résilience aux événements de marché négatifs.

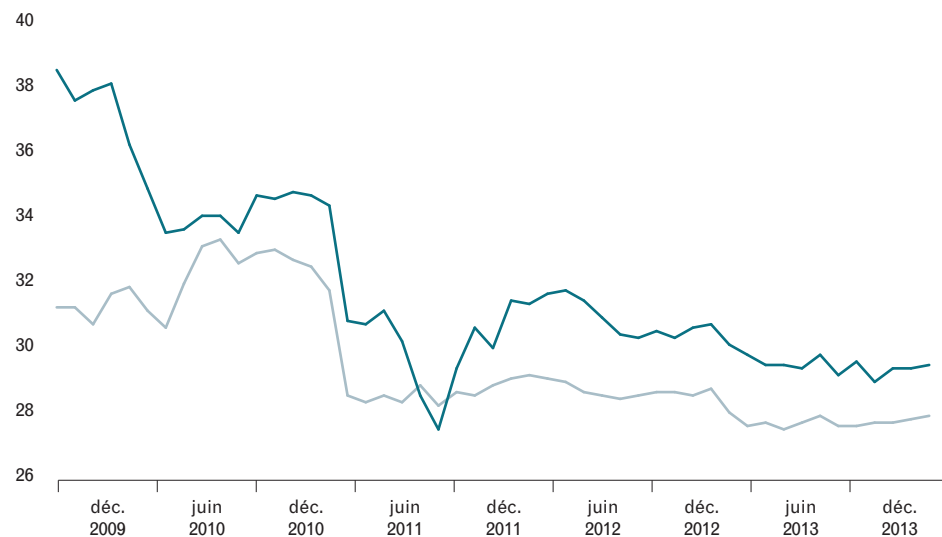
Pour bâtir cette conviction, qui répond à l'environnement incertain et volatil des marchés financiers actuels, la Caisse a notamment réalisé des analyses approfondies en observant la volatilité historique d'un tel type de portefeuille, en étudiant le comportement de tels titres lors de scénarios extrêmes et en décortiquant les facteurs de style qui dominent le portefeuille. Ainsi, relativement aux marchés boursiers en général, ce type de portefeuille génère plus de rendement par unité de risque et les pertes sont moins importantes lors de mouvements de marché extrêmes. Le portefeuille Actions Qualité mondiale est

GRAPHIQUE 23

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU DE LA CAISSE ET DU RISQUE DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

(en pourcentage)

■ Risque absolu
■ Risque du portefeuille de référence

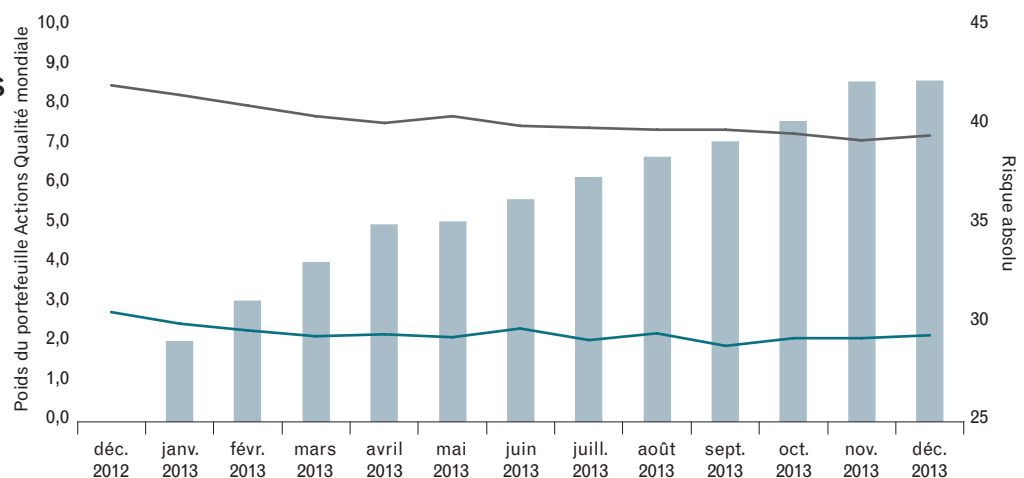


GRAPHIQUE 24

INCIDENCE DE LA PONDÉRATION DU PORTEFEUILLE ACTIONS QUALITÉ MONDIALE SUR L'ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU

(en pourcentage)

■ Risque absolu de la Caisse
■ Poids du portefeuille Actions Qualité mondiale sur l'actif net de la Caisse
■ Risque absolu des portefeuilles d'actions de la Caisse



composé de titres de grande qualité et peu volatils dont les caractéristiques fondamentales à long terme sont favorables, stables et moins incertaines, notamment en ce qui concerne le rendement sur l'actif, les flux de trésorerie, le levier utilisé et les barrières à l'entrée. Les analyses approfondies et le processus de sélection des investissements soutiennent notre conviction que la relation rendement-risque d'une telle stratégie est favorable.

TABLEAU 25

RISQUE DE MARCHÉ ABSOLU¹

(en pourcentage de la valeur nette totale de la catégorie au 31 décembre)

Catégorie d'actif	2013	2012
Revenu fixe	9,2	9,1
Placements sensibles à l'inflation	38,7	39,8
Actions	44,6	46,8
Autres placements ²	1,2	1,2
Global	29,4	30,6

1. Les mesures présentées sont des VaR 99 % basées sur un historique de 1500 jours.
2. Le risque de la catégorie Autres placements est présenté en pourcentage de l'actif net de la Caisse. Cette catégorie contient les portefeuilles spécialisés Fonds de couverture, Répartition de l'actif et des BTAA.

Cette décision stratégique, soit de réduire progressivement la taille du portefeuille Actions mondiales au profit du portefeuille Actions Qualité mondiale, explique essentiellement la baisse du risque absolu de la catégorie Actions (voir le tableau 25).

Par ailleurs, les nouveaux investissements et la diminution de la taille des expositions les plus importantes dans le portefeuille Infrastructures ont eu pour effet d'accroître la diversification de ce portefeuille en évolution et d'en réduire ainsi le risque absolu. Cette baisse de risque explique en grande partie la baisse du risque de la catégorie Placements sensibles à l'inflation (voir le tableau 25).

Le risque du portefeuille spécialisé BTAA a baissé en 2013. Cette diminution s'explique par une moins grande sensibilité aux écarts de taux des investissements sous-jacents, en raison du rapprochement de leur échéance. D'ailleurs, une portion importante de ceux-ci arrivait à échéance en 2013. La plupart des autres investissements sous-jacents arrivent à échéance en 2015 et 2016.

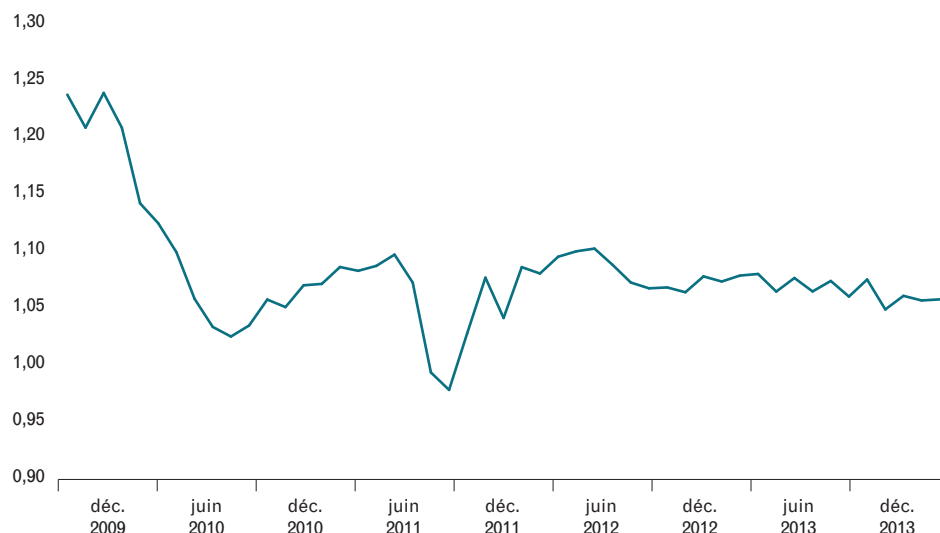
Ainsi, le ratio du risque absolu du portefeuille global sur le risque absolu du portefeuille de référence a diminué de 1,07 % à 1,05 % du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2013 (voir le graphique 26).

Les décisions de répartition de l'actif ont contribué à la variation du profil de risque de marché du portefeuille global en cours d'année, mais n'ont pas eu un impact important sur l'année.

GRAPHIQUE 26

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU

■ Ratio de risque absolu



Gestion des risques

Risque de crédit

Dans un contexte de hausse des taux des obligations souveraines et de compression de la rémunération pour le risque de crédit des entreprises, des actions ont été menées afin de modifier l'exposition des portefeuilles au risque de crédit. La Caisse a notamment utilisé la VaR (valeur à risque) de crédit pour mesurer et suivre l'évolution de ce risque.

Durant le premier semestre de 2013, la Caisse a augmenté son exposition au risque de crédit d'entreprise afin de profiter d'une contraction éventuelle des écarts de taux. Le portefeuille a ensuite été repositionné à un niveau similaire à celui du début de l'année, à la suite de la hausse des taux et de la contraction des écarts de taux.

La gestion dynamique des risques de crédit de la Caisse a été un élément marquant de l'exposition du portefeuille Obligations.

Risque de concentration

Une plus grande diversification dans le portefeuille Infrastructures et la réalisation de gains dans certaines positions de ce portefeuille ont contribué à réduire le risque de concentration. Cette réduction a été partiellement contrebalancée par la capitalisation progressive du portefeuille Actions Qualité mondiale, qui est composé d'un nombre limité de titres de qualité.

Risque de contrepartie

Au cours de l'année, la qualité de crédit de plusieurs contreparties avec lesquelles la Caisse négocie et effectue des opérations financières a continué de demander une attention particulière.

L'incertitude entourant la situation en Europe encourage le maintien d'une faible exposition à ce risque et le suivi actif de son évolution.

La Caisse suit quotidiennement une série d'indicateurs financiers de chacune de ses contreparties. La santé financière des contreparties est également révisée périodiquement par une équipe composée de représentants de ses équipes d'investissement spécialisées dans le secteur financier et de ses équipes de risque. Tout au long de l'année, la Caisse a géré activement les changements dans la qualité de crédit de ses contreparties, tout en maintenant ce risque à un faible niveau (voir le tableau 27).

Les nouvelles réglementations sur les produits dérivés ont pour effet d'encourager la compensation et de déplacer le risque de contrepartie vers des chambres de compensation. Les autorités réglementaires visent également une réduction du risque systémique. La Caisse a mis en place le suivi de ces risques vis-à-vis de ses courtiers compensateurs et des chambres de compensation.

Risque de liquidité

Dans un contexte de marché où l'incertitude et la volatilité sont demeurées élevées, la Caisse a conservé un niveau de liquidités adéquat. Au 31 décembre 2013, les portefeuilles de la Caisse possédaient près de 44 G\$ en liquidités, ce qui permettait amplement à la Caisse de respecter ses engagements potentiels, et ce, même dans le cas d'une correction majeure de marché.

TABLEAU 27

ÉVOLUTION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE¹

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010
Exposition brute sans effet compensatoire	2 054	2 570	4 252	4 391
Exposition nette selon les ententes ISDA ²	110	58	435	301

1. Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et compensés ne sont pas inclus.

2. L'exposition nette selon les ententes ISDA est l'exposition brute moins la compensation des montants à risque et l'échange de sûretés.

RÉVISIONS DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

En 2013, les équipes de risque ont mené plusieurs travaux pour continuer de renforcer les encadrements et les processus de gestion des risques, ainsi que les capacités d'analyse fondamentale du risque.

Adoption d'un encadrement basé sur le risque absolu global de la Caisse

À la suite d'une période de transition d'une année, la Caisse a décidé de remplacer la limite de risque actif qu'elle s'impose par une limite de risque absolu, se basant sur le ratio du risque absolu du portefeuille global par rapport à celui de son portefeuille de référence. Ce changement est conforme avec l'orientation des dernières années de gérer une plus grande portion du portefeuille en absolu.

Cette gestion en absolu génère la plus grande partie du risque absolu utilisé par la Caisse pour réaliser ses rendements. Afin d'appuyer cette décision, l'analyse de l'évolution historique du ratio de risque absolu a permis de confirmer le niveau acceptable pour la Caisse et d'établir sa tolérance aux pertes lors de mouvements de marché extrêmes. L'encadrement du risque des portefeuilles spécialisés a également été pris en considération. Cet encadrement basé sur le ratio de risque absolu permet donc de mieux gérer la pro-cyclicité du portefeuille global de la Caisse en limitant les rendements inférieurs à l'indice lors de corrections importantes de marché.

Autres encadrements

Un encadrement et une politique d'investissement pour le portefeuille Actions des marchés en émergence, lequel passe graduellement de la gestion indicielle à la gestion active, ont été établis. La gestion active repose sur la sélection d'un ensemble de gestionnaires externes, principalement locaux ou régionaux, lesquels investissent dans des sociétés ouvertes des marchés émergents.

Une politique d'investissement a également été développée et mise en place pour le nouveau portefeuille Stratégies actives de superposition, créé en janvier 2014. Ce portefeuille, essentiellement non capitalisé, regroupe un ensemble d'activités ayant un objectif de rendement absolu, sans toutefois accroître de façon substantielle le risque absolu mesuré du portefeuille global.

Notation de crédit interne

L'encadrement de la gestion du risque de crédit des émetteurs repose sur les meilleures pratiques de l'industrie. Une nouvelle gouvernance des notations de crédit internes a été établie et un comité de révision a été mis en place. En 2013, ce comité a revu les plus importantes sociétés émettrices au sein du portefeuille Obligations.

Développement des capacités d'analyse fondamentale du risque

En 2013, la Caisse a développé des méthodes d'analyse des aspects fondamentaux du risque. Ces méthodes, de nature plus prospective et qualitative, se veulent un complément aux méthodes quantitatives. Elles visent généralement à évaluer les risques liés à des concentrations sectorielles ou géographiques.

À titre d'exemple, des analyses approfondies ont été réalisées sur le secteur de l'énergie au sein du portefeuille global de la Caisse, dans un contexte de bouleversement du paysage énergétique en Amérique du Nord.

Des analyses similaires ont été effectuées pour le risque de concentration du portefeuille au Brésil. L'exposition à ce pays a été mesurée, des scénarios macroéconomiques et géopolitiques ont été élaborés et leurs impacts sur le portefeuille global ont été évalués.

Ces analyses ont été réalisées selon une approche transversale avec les équipes d'investissement et des experts internes et externes.

Risques opérationnels

En 2013, la Caisse a continué sa démarche d'amélioration continue de sa gestion des risques opérationnels afin d'être en mesure de mieux anticiper les enjeux liés à un environnement en constante évolution et d'encadrer adéquatement la mise en œuvre de son plan stratégique :

- le processus d'identification des enjeux et incidents opérationnels a été revu;
- le comité Risques opérationnels a poursuivi la coordination des efforts de la Caisse afin de contrôler et de réduire les risques opérationnels.

Gestion des risques

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET OUTILS DE GESTION DES RISQUES

Amélioration de la modélisation du risque de marché des investissements moins liquides

En 2012, afin d'arriver à une estimation plus fidèle du risque de marché des portefeuilles d'actifs moins liquides, la Caisse a entrepris la révision de la méthodologie utilisée pour le portefeuille Infrastructures. Pendant l'année 2013, cette approche novatrice a été étendue à l'ensemble des investissements directs de ce portefeuille. Les spécificités de chaque investissement sont maintenant considérées dans la modélisation du risque, de manière à rendre la mesure du risque de marché plus juste et précise. Cette approche a également permis la mise en place d'outils d'analyse et de simulation pour chaque investissement, ainsi que pour le portefeuille dans son ensemble.

En collaboration avec Ivanhoé Cambridge, une approche similaire a été entreprise pour les investissements du portefeuille Immeubles.

Amélioration des capacités d'analyse quantitative du risque

En cours d'année, les outils d'analyse quantitative ont été étendus, permettant d'offrir un meilleur suivi du risque et des analyses plus approfondies.

Pour les marchés boursiers, un suivi des risques et des concentrations du portefeuille Actions Qualité mondiale a été mis en place. Ce suivi inclut plusieurs mesures de risque provenant de différentes sources, telles que la valeur à risque et les facteurs de risque. Du point de vue quantitatif, des simulations sur mesure et des analyses prospectives ont été réalisées pour certaines activités afin de permettre de mieux comprendre le risque et d'optimiser l'utilisation du budget de risque. Une nouvelle façon d'analyser la corrélation en utilisant une approche par regroupement de titres qui réagissent de manière semblable à des événements de marché a aussi été utilisée.

Par ailleurs, la capacité d'analyse des portefeuilles de revenu fixe a grandement progressé en 2013. En plus d'avoir revu, amélioré et mis en place des rapports et des tableaux de bord destinés au suivi du risque, plusieurs analyses ont été réalisées afin d'appuyer les gestionnaires, telles que l'analyse du risque de la dette des marchés émergents et la sensibilité aux variations des taux d'intérêt et des écarts de taux du portefeuille Obligations.

Le suivi des produits dérivés a progressé avec l'introduction d'une méthode de calcul visant à faire subir des tests de tension spécifiques aux différents groupes de produits. Une nomenclature unique permettant de mieux catégoriser l'utilisation des produits dérivés a également été mise en place.

Des efforts ont également été déployés pour créer des outils quantitatifs afin d'analyser davantage l'impact potentiel sur le rendement et le risque des décisions de répartition de l'actif. L'approche utilisée permet de mieux comprendre les sensibilités à divers chocs de marché, ainsi que l'impact sur le risque de différentes décisions de répartition de l'actif.

Plusieurs initiatives ont été réalisées pour permettre d'approfondir les analyses des concentrations des différents portefeuilles. La classification géographique des titres selon le pays source du revenu de l'entreprise, la décomposition de l'exposition avec l'information sur les sous-jacents des investissements et l'amélioration des courbes de taux d'intérêt utilisées pour le calcul des risques ont permis d'améliorer la qualité et la granularité des données utilisées par la Caisse dans ses analyses. En parallèle, un outil pour favoriser l'analyse temporelle des concentrations a été amélioré afin de couvrir l'ensemble des actifs de la Caisse et de pouvoir examiner davantage de dimensions.

Ces initiatives ont permis d'améliorer la précision et la fiabilité des mesures de risque, ainsi que la capacité d'analyse du risque.

Afin d'en savoir plus sur les pratiques de gestion des risques de la Caisse, nous vous invitons à consulter le site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

Conformité

Les activités de conformité de la Caisse comprennent notamment la surveillance pour assurer le respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, le Code d'éthique et de déontologie, la Politique linguistique et la Politique sur la divulgation de l'information.

FAITS SAILLANTS

1

La sensibilisation des employés au Code d'éthique et de déontologie s'est poursuivie au moyen de diverses activités.

2

La Politique linguistique révisée de la Caisse a été approuvée par l'Office québécois de la langue française.

POLITIQUES DE PLACEMENT ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Des programmes de conformité sont en place pour attester du respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés de la Caisse. En 2013, des certificats de conformité à ces politiques ont été transmis aux déposants à deux reprises, soit en date du 30 juin et du 31 décembre.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le respect du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés est primordial. Le Code souligne l'importance pour chacun d'adopter un comportement approprié en tenant compte des pratiques de l'organisation, du respect des individus et des groupes, ainsi que des lois, des politiques et des règlements applicables à la Caisse. Il prévoit notamment un processus de préautorisation des transactions personnelles des employés.

Au début de chaque année, tous les employés doivent remplir des déclarations relatives au respect du Code et à la situation de leur portefeuille personnel. Ils sont par ailleurs tenus de signaler toute situation où il est raisonnable de croire à un manquement au Code ou à toute politique de la Caisse. Au cours de 2013, la Caisse a mis en place des activités pour sensibiliser ses employés aux différents aspects du Code ainsi qu'à la ligne Éthique en place, et leur demander de signer leur déclaration annuelle. De plus, des capsules « Questions d'éthique » ont été diffusées dans le journal interne des employés tout au long de l'année pour rappeler les comportements à adopter dans des situations comportant une dimension éthique et déontologique.

Il est possible de consulter le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés sur le site Web de la Caisse (www.lacaisse.com), sous l'onglet Gouvernance.

Conformité

ACCÈS À L'INFORMATION

La Caisse traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès). Au cours de l'année 2013, la Caisse a traité neuf demandes d'accès à des documents. Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais légaux. De ces neuf demandes, quatre ont été acceptées et une a été acceptée en partie. Celles-ci concernaient des politiques de la Caisse, les salaires et avantages des membres du conseil d'administration, ainsi que la liste des demandes d'accès depuis le 1^{er} janvier 2011 et la liste des contrats depuis le 1^{er} janvier 2010. Quatre demandes ont été refusées, soit parce qu'il s'agissait d'information stratégique ou de renseignements concernant un tiers. Aucune demande n'a fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Caisse se conforme aux exigences de la Charte de la langue française et à sa Politique linguistique qui établit le français comme langue de travail au quotidien pour tous ses employés. Elle accorde une importance fondamentale à la qualité et à l'utilisation du français dans ses communications orales et écrites.

À cet effet, elle met à la disposition de ses employés divers outils utiles à la bonne utilisation du français ainsi que plusieurs ouvrages de référence, dont un lexique qu'elle a développé sur la terminologie propre à ses activités.

Au cours de 2013, des capsules linguistiques ont été publiées toutes les deux semaines dans le journal interne des employés concernant des expressions et locutions à privilégier. Par ces capsules, la Caisse invite également les employés à utiliser les outils et ouvrages de référence disponibles sur le site de l'Office québécois de la langue française ainsi que les autres outils linguistiques mis à leur disposition.

En 2013, la Caisse a de nouveau participé à la Francofête organisée par l'Office québécois de la langue française, du 16 au 24 mars. Au cours de cette semaine, diverses initiatives ont été mises en place, dont des jeux-questionnaires et des capsules linguistiques quotidiennes sur la qualité et l'utilisation du français. Par ailleurs, la Caisse a poursuivi la diffusion d'un bulletin trimestriel électronique, « La pause linguistique », auprès de l'ensemble du personnel de soutien administratif.

À la suite de l'adoption d'une nouvelle politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'administration publique, la Caisse a revu sa Politique linguistique pour l'arrimer avec la politique gouvernementale. Cette politique a été soumise à l'Office québécois de la langue française, qui l'a approuvée en décembre 2013.

La Caisse a tenu des réunions régulières avec son comité linguistique, un comité permanent formé de personnes clés de divers secteurs de l'organisation. Au cours de l'année, les travaux du comité ont porté sur les modifications à la Politique linguistique ainsi que sur une campagne de sensibilisation à son sujet.

GESTION DES PLAINTES

La Caisse a désigné la vice-présidente principale, Conformité et investissement responsable, madame Ginette Depelteau, pour recevoir et analyser les plaintes et y accorder toute l'attention requise. Toute plainte peut être transmise à son attention par téléphone (514 847-5901), par télécopieur (514 281-9334) ou par courriel à l'adresse suivante : gestiondesplaintes@lacaisse.com.

Présence de la Caisse au Québec

UN RÔLE DE PREMIER PLAN AU QUÉBEC

11,9 G\$

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS DEPUIS 2009

3,6 G\$

NOUVEAUX
INVESTISSEMENTS
ET ENGAGEMENTS
EN 2013

600 M\$

NOUVEAUX
ENGAGEMENTS
DANS LES PME
EN 2013

350 M\$

OFFRE RENFORCÉE
DANS DEUX
SECTEURS PORTEURS
DE L'ÉCONOMIE

550

ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE

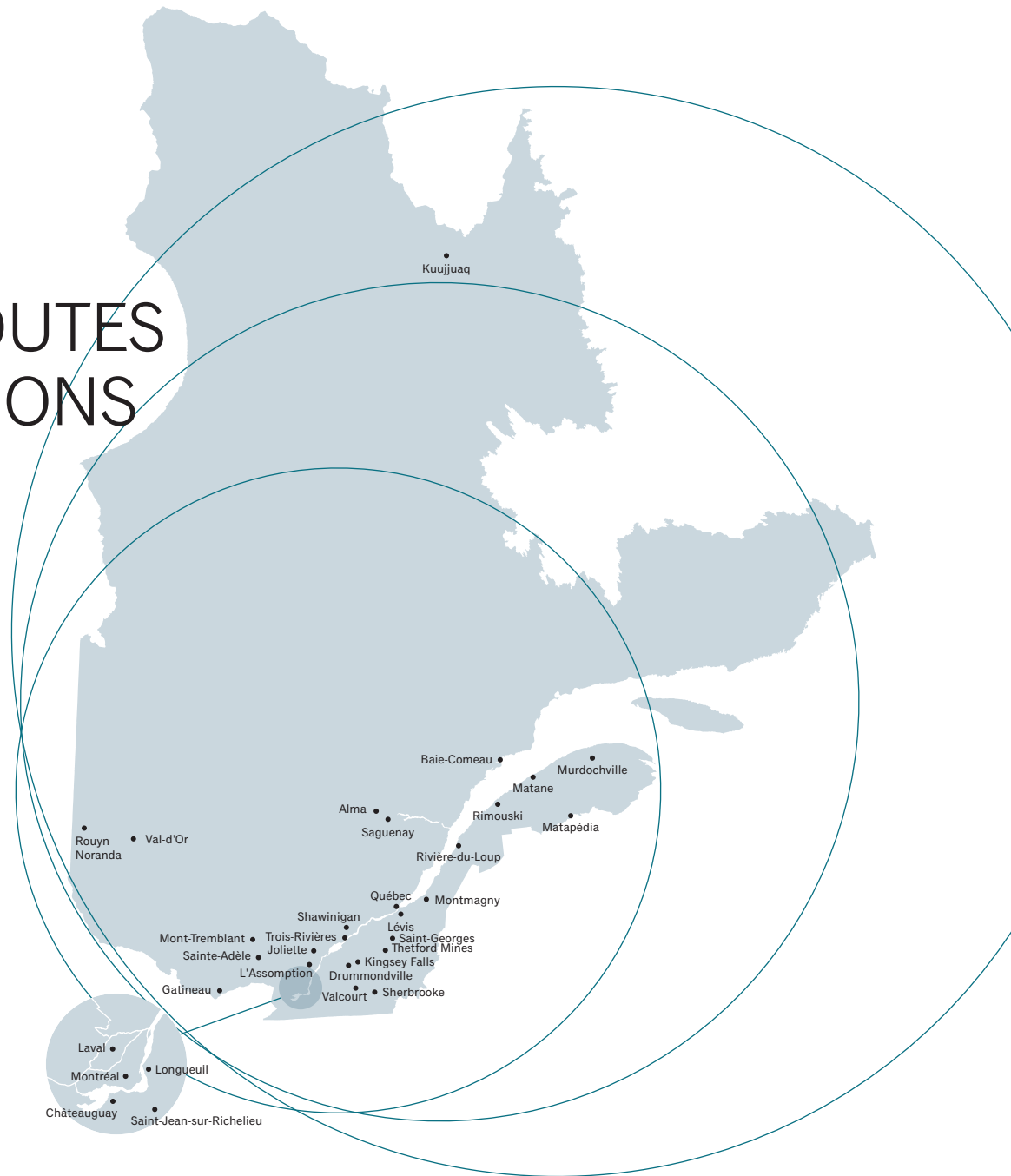
400

PME QUÉBÉCOISES
APPUYÉES
DEPUIS 4 ANS

440

IMMEUBLES
DÉTENUS
OU FINANCÉS
AU QUÉBEC

ACTIVE DANS TOUTES LES RÉGIONS



INVESTISSEMENTS

EXPERTISE

PARTENARIATS

RÉSEAU

**FORUMS
D'ÉCHANGES**

MAILLAGE

INVESTIR AU QUÉBEC : UN ENGAGEMENT FERME ET DES RÉSULTATS CONCRETS

Le Québec est le marché que la Caisse connaît le mieux. Elle y a développé une offre unique qui mène à des partenariats porteurs avec des entreprises et différents acteurs économiques. Cette solide expertise acquise ici lui sert aussi dans d'autres marchés. Tout cela au profit des déposants, des entreprises et de l'économie québécoise.

La Caisse est présente partout au Québec, où elle offre du financement et de l'accompagnement aux entreprises prometteuses de toutes les régions, à tous les stades de leur développement. Elle est aussi un acteur de premier plan sur les marchés immobilier et obligataire québécois. La Caisse doit remplir un double mandat, soit celui de générer du rendement pour ses déposants tout en contribuant au développement économique du Québec. Pour la Caisse, ces deux volets vont naturellement de pair.

Au cours des quatre dernières années, la Caisse a continué de renforcer sa présence au Québec. Cela s'est traduit notamment par des nouveaux investissements et engagements de 10,3 G\$, dont 3,6 G\$ en 2013. Depuis 2009, ils atteignent 11,9 G\$.

L'engagement de la Caisse au Québec s'est aussi concrétisé grâce à plusieurs initiatives et partenariats visant à renforcer et promouvoir l'entrepreneuriat, à développer l'expertise et la relève financière, et à appuyer les entreprises d'ici en favorisant leur expansion à l'échelle internationale.

En 2013, l'augmentation de l'actif total s'est chiffrée à 6,7 G\$, dont plus de 73 % proviennent du secteur privé. Pour faciliter la compréhension de la nature des placements de la Caisse au Québec, le tableau 28, p. 56, présente l'actif total par type de placement, soit les obligations, les placements en immobilier, les titres sur les marchés boursiers et les placements du groupe Placements privés (incluant les infrastructures). L'actif total de la Caisse au Québec a enregistré une hausse de 20,3 G\$ sur quatre ans.

QUATRE AVANTAGES COMPARATIFS

CONNAISSANCE APPROFONDIE DU QUÉBEC

MASSE CRITIQUE

RÔLE D'INVESTISSEUR DE LONG TERME

ENVERGURE INTERNATIONALE

TROIS PRIORITÉS D'ACTION

CHERCHER ET SAISIR LES MEILLEURES
OCCASIONS D'AFFAIRES ET D'INVESTISSEMENT

SERVIR DE PONT ENTRE LES ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES ET LES MARCHÉS MONDIAUX

RENFORCER LE DYNAMISME
DE L'ENTREPRENEURIAT ET LA RELÈVE FINANCIÈRE

Réalisations de la Caisse au Québec

BÂTIR DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES FORTES

La Caisse propose une offre distinctive ainsi que de l'expertise financière et opérationnelle aux entreprises qui se démarquent par leur potentiel de croissance ici et ailleurs dans le monde. Elle cherche à saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissement en rejoignant à la fois les petites, moyennes et grandes entreprises prometteuses.

Ce faisant, elle contribue à l'essor des chefs de file d'aujourd'hui et de demain. Au 31 décembre 2013, elle était ainsi partenaire de plus de 550 sociétés québécoises. Son portefeuille d'investissements dans le secteur privé au Québec, en hausse de 13,8 G\$ depuis quatre ans, totalisait 32,5 G\$ en fin d'année.

UNE OFFRE UNIQUE POUR LES MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

La présence de la Caisse auprès des moyennes et grandes entreprises québécoises se traduit par du financement, des placements privés et des investissements sur les marchés boursiers. La Caisse est reconnue pour sa grande expertise en placements privés, acquise au cours des 30 dernières années. Elle réalise ces investissements négociés de gré à gré dans une perspective de long terme. Elle développe de véritables partenariats avec les sociétés en portefeuille et apporte une valeur ajoutée à leur croissance. Elle met notamment à leur disposition son vaste réseau d'administrateurs, d'experts opérationnels et d'entrepreneurs, au Québec et à l'international. Au 31 décembre 2013, l'actif au Québec en placements privés se chiffrait à 6,3 G\$ (voir le tableau 31, p. 58). Au cours de l'année, la Caisse a autorisé plusieurs nouveaux engagements (voir quelques exemples à la page 60), pour un total de quelque 880 M\$. Le tableau 29, p. 57, présente les 10 principaux placements privés au Québec.

TABLEAU 28

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC PAR TYPE DE PLACEMENT

(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2013	2012
Obligations	30,1	27,7
Immobilier	10,4	9,0
Marchés boursiers	7,0	4,7
Groupe Placements privés	6,3	5,7
Total	53,8	47,1
Secteur privé	32,5	27,6
Secteur public	21,3	19,5
Total	53,8	47,1

Par ailleurs, plus de 7,0 G\$ étaient investis en titres boursiers québécois au sein du portefeuille Actions canadiennes au 31 décembre 2013. Cela représente une hausse de 2,3 G\$ par rapport à l'exercice précédent. Le tableau 30 présente les 10 principales positions de ce portefeuille.

Le poids des sociétés québécoises dans le portefeuille a d'ailleurs augmenté de 8,7 %, pour atteindre 32,0 %. Cette pondération, largement supérieure à celle de l'indice S&P/TSX qui comprenait 15,1 % de titres d'entreprises québécoises, a contribué positivement aux résultats du portefeuille. En effet, l'indice Morningstar Québec Banque Nationale a affiché un rendement nettement au-dessus du S&P/TSX en 2013 (soit 32,0 % contre 13,0 %).

L'offre de la Caisse comprend également l'octroi de prêts et l'achat d'obligations de sociétés. Plusieurs transactions ont été autorisées au cours de l'année, pour un total de plus de 550 M\$. Quelques exemples d'engagements autorisés en 2013 sont présentés à la page 60.

UNE OFFRE DISTINCTIVE QUI VA BIEN AU-DELÀ DE L'INVESTISSEMENT

TABLEAU 29

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – GROUPE PLACEMENTS PRIVÉS

(au 31 décembre 2013)

BRP (Bombardier produits récréatifs)
Camoplast Solideal
GENIVAR (aujourd'hui WSP Global)
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
Noverco (Gaz Métro)
Québecor
Québecor Média
TAD Canco (Kruger)

TABLEAU 30

DIX PRINCIPALES POSITIONS AU QUÉBEC – MARCHÉS BOURSIERS

(au 31 décembre 2013)

Alimentation Couche-Tard
Banque Nationale du Canada
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dollarama
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
Les Vêtements de Sport Gildan
Power Corporation du Canada
Valeant Pharmaceuticals International

Réalisations de la Caisse au Québec

UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE POUR LES PME

Les PME occupent une place névralgique dans l'économie du Québec. En plus de leur offrir son appui financier, la Caisse vise à favoriser leur croissance par une offre d'expertise ainsi que par des partenariats avec d'autres acteurs clés du secteur financier. Depuis quatre ans, elle a ainsi appuyé près de 400 PME de toutes les régions du Québec. En 2013 seulement, ses engagements auprès des PME québécoises ont totalisé quelque 600 M\$.

ENTREPRISES DE PETITE CAPITALISATION

La Caisse investit également dans des sociétés québécoises cotées en Bourse dont la capitalisation boursière est inférieure à 400 M\$. Cet engagement à hauteur de 200 M\$ permet de contribuer à la fois au développement du marché des actions au Québec et à l'essor d'entreprises performantes et prometteuses appelées à devenir de grandes entreprises québécoises de calibre mondial. En 2013, des investissements de 31 M\$ ont été autorisés. Quelques exemples sont présentés à la page 61.

FONDS CAPITAL CROISSANCE PME

Issu d'un partenariat conclu en 2010 avec le Mouvement Desjardins, le fonds Capital Croissance PME appuie le développement et l'expansion des petites entreprises du Québec en offrant du capital et de l'accompagnement stratégique. Dotée initialement de 200 M\$, la première phase de ce fonds a permis d'investir 190 M\$ dans 186 entreprises prometteuses de toutes les régions. Devant le succès de cette initiative, la Caisse et le Mouvement Desjardins ont lancé une deuxième phase en avril 2013. Celle-ci représente un engagement additionnel de 230 M\$ pour appuyer les PME en forte croissance dans la réalisation de leurs projets d'expansion, de recherche et de développement.

Au cours de l'année 2013 seulement, des investissements totalisant plus de 53 M\$ ont été autorisés dans 56 entreprises. La page 61 en donne quelques exemples.

CAPITAL DE RISQUE

La Caisse participe au dynamisme du secteur du capital de risque et a joué un rôle de catalyseur pour soutenir le développement d'entreprises technologiques fortes au Québec. Le fonds Teralys Capital, qui est le plus grand fonds de fonds au Canada, en est un bon exemple. Créé en 2009 et doté de 700 M\$, dont 250 M\$ proviennent de la Caisse, Teralys développe et appuie des fonds de capital de risque spécialisés dans trois secteurs : les technologies de l'information, les sciences de la vie et les technologies vertes. Au cours de l'année 2013, il a autorisé des investissements totalisant 215 M\$ dans cinq fonds de capital de risque.

TABLEAU 31

ACTIF ET ENGAGEMENTS DU GROUPE PLACEMENTS PRIVÉS AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2013			2012		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Capital de risque	89	306	395	91	293	384
Petites et moyennes entreprises	729	387	1 116	596	168	764
Grandes entreprises	5 506	370	5 876	4 988	106	5 094
Total	6 324	1 063	7 387	5 675	567	6 242

DES CAPITAUX ET DE L'EXPERTISE OPÉRATIONNELLE POUR DES SECTEURS PORTEURS

La Caisse allie investissements et expertise pour contribuer au développement de certains secteurs de l'économie québécoise qui présentent des occasions de croissance, dont le secteur manufacturier et celui des ressources naturelles. Elle est l'un des rares investisseurs à pouvoir proposer une telle offre à valeur ajoutée.

FONDS MANUFACTURIER QUÉBÉCOIS

Créé à l'initiative de la Caisse en 2006, le Fonds Manufacturier Québécois (FMQ) appuie l'expansion des entreprises manufacturières du Québec en offrant un soutien qui dépasse largement l'aspect financier. Ses gestionnaires travaillent en étroite collaboration avec les dirigeants des entreprises dans lesquelles le fonds investit afin d'améliorer la rentabilité, de définir les actions stratégiques à privilégier et d'en coordonner la réalisation.

Depuis la création du FMQ, ses gestionnaires ont mené à bien des projets porteurs au sein de cinq entreprises manufacturières québécoises. Aux côtés des dirigeants, ils ont contribué au développement des affaires, à l'optimisation des activités ainsi qu'à diverses fusions ou acquisitions d'entreprises. Au cours des quatre dernières années, le FMQ s'est engagé auprès de Ressorts Liberté, Ezeflow et Acier Hason.

Constatant la pertinence de cette initiative, la Caisse a réinvesti 100 M\$ dans le FMQ en 2013. Cela porte le total des sommes engagées dans ce fonds à 200 M\$. Grâce à ce nouvel engagement financier, le FMQ sera amené à appuyer davantage d'entreprises manufacturières ayant développé des produits de niche et techniquement performants.

SODÉMEX

Depuis 1997, la Caisse détient la totalité du fonds Sodémex Exploration, qui regroupe des entreprises québécoises de petite capitalisation du secteur des ressources naturelles, dans la phase d'exploration. Pour pallier la rareté des capitaux disponibles lors de la phase de développement, elle a lancé Sodémex Développement en juin 2013. Ce nouveau fonds de 250 M\$ offre des investissements de 5 M\$ à 20 M\$ et s'ajoute aux 75 M\$ de Sodémex Exploration.

L'offre de la Caisse couvre désormais toutes les étapes de la croissance des sociétés québécoises dans le secteur des ressources naturelles.

Au 31 décembre 2013, Sodémex Exploration détenait une participation dans plus de 70 sociétés, dont Exploration Midland (or, métaux usuels). Au début de l'année 2014, Sodémex Développement a par ailleurs annoncé un investissement dans Mines Virginia, dans le cadre du projet Coulon, un gisement de la Baie James qui recèle la plus importante ressource non développée en cuivre, zinc et argent du Québec.

UNE EXPERTISE
À VALEUR AJOUTÉE
QUI A POUR OBJECTIF
LA CROISSANCE

Réalisations de la Caisse
au Québec

QUELQUES INVESTISSEMENTS EN 2013

La Caisse a réalisé plusieurs investissements au cours de l'année, dans des entreprises de toutes tailles, à différentes étapes de leur croissance.

MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

ALIMENTS SUNCHEF

Transformation de volaille
Montréal

- Participation de 10 M\$, dans le cadre d'un investissement de 17,5 M\$ avec la BDC
- Projet soutenu : agrandissement de l'usine d'Anjou pour introduire de nouvelles gammes de produits

CAD INDUSTRIES FERROVIAIRES

Réparation et réfection
de véhicules ferroviaires
Montréal

- Investissement de 4 M\$
- Projet soutenu : modernisation des équipements et installations pour diversifier l'offre de service

FINLOC 2000

Financement
d'équipements roulants
Saint-Georges

- Investissement de 3,3 M\$ et renouvellement de 10 M\$
- Projet soutenu : poursuite de l'expansion

GROUPE TELECON

Construction, installation
et entretien de réseaux
câblés et sans-fils
Montréal

- Projet financier de 8,3 M\$
- Projet soutenu : optimisation et rachat d'actions de l'entreprise

NAUTILUS PLUS

Réseau de centres de
conditionnement physique
Saint-Hubert

- Investissement de 10 M\$
- Projet soutenu : mise en œuvre du plan d'expansion à long terme

DISTECH CONTROLS

Chef de file en solutions
de gestion de l'énergie
Brossard

- Investissement de 8,0 M\$
- Projet soutenu : accélération de la croissance et du plan de développement international

GARDA WORLD

Fournisseur de solutions d'affaires
et de services de sécurité dans
le monde
Montréal

- Engagement de 72 M\$
- Projet soutenu : poursuite de l'expansion

COGECO CÂBLE

Câblodistribution résidentielle
et commerciale
Montréal

- Financement de 50 M\$
- Projet soutenu : acquisition

VENTS DU KEMPT

Projet éolien
Vallée de la Matapédia

- Engagement de 50 M\$
- Projet soutenu : construction du parc de 43 éoliennes

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

5N PLUS

Fabrication de produits destinés à des applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles

Montréal

- Achat d'actions, pour une valeur totale de 6,2 M\$
- Contribution à l'essor de l'entreprise

GROUPE CVTECH

Entretien de lignes de transport et de distribution, de centrales et de postes électriques

Drummondville

- Achat d'actions, pour une valeur totale de 3,1 M\$
- Contribution à l'essor de l'entreprise

GROUPE HNZ

Service de transport par hélicoptère pour plusieurs industries

Les Cèdres

- Achat d'actions, pour une valeur totale de 3,6 M\$
- Contribution à l'essor de l'entreprise

H2O INNOVATION

Conception et fabrication de systèmes de traitement des eaux

Québec

- Achat d'actions, pour une valeur totale de 2,7 M\$
- Contribution à l'essor de l'entreprise

MANAC

Conception, fabrication et distribution de remorques et semi-remorques

Saint-Georges

- Achat d'actions, pour une valeur totale de 4,8 M\$
- Contribution à l'essor de l'entreprise

ABITIBI GÉOPHYSIQUE

Services de géophysique au sol et en forage

Val-d'Or

- Investissement de 725 000 \$
- Projet soutenu : croissance

FROMAGERIE DE L'ANCÊTRE

Fabrication de beurre et de fromages biologiques

Bécancour

- Investissement de 750 000 \$
- Projet soutenu : augmentation de la productivité

SHERBROOKE OEM

Conception, fabrication et intégration d'équipements de recyclage sur mesure

Sherbrooke

- Investissement de 1,7 M\$
- Projet soutenu : rachat d'un actionnaire

GROUPE ROGERS

Fabrication d'enseignes de signalisation, de marchandisage et de gestion de foule

Longueuil

- Investissement de 225 000 \$
- Projet soutenu : acquisitions

INNOVATION INDUSTRIELLE BOVIN

Récupération de métaux ferreux et non ferreux et valorisation

d'équipements industriels

Saguenay

- Investissement de 295 000 \$
- Projet soutenu : croissance

Réalisations de la Caisse au Québec

UN CHEF DE FILE DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER AU QUÉBEC

Solidement implantée dans le marché immobilier québécois par l'entremise de ses deux filiales, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital, la Caisse est l'un des plus importants investisseurs immobiliers au Québec.

Au 31 décembre 2013, son actif total en immobilier s'élevait à 10,4 G\$, tel que détaillé au tableau 32. Depuis quatre ans, les filiales immobilières ont réalisé des investissements et financements au Québec totalisant plus de 3,7 G\$. Le tableau 33, p. 63, présente les 10 principaux placements.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Ivanhoé Cambridge détient plus de 40 propriétés au Québec, dont 25 centres commerciaux et 12 immeubles de bureaux, pour une valeur de 6,9 G\$. Elle est un acteur immobilier de premier plan dans 14 villes québécoises, où elle génère des retombées économiques importantes. Elle est notamment très présente au centre-ville de Montréal, où elle détient des immeubles de bureaux et commerciaux de grande qualité, pour un total de plus de 7 millions de pieds carrés.

Au cours de l'année 2013, Ivanhoé Cambridge a réalisé des transactions totalisant plus de 650 M\$ au Québec. Elle a consolidé sa présence à Montréal en investissant au-delà de 400 M\$ pour racheter la participation de 50 % de son partenaire dans Place Ville Marie, devenant l'unique propriétaire de cet immeuble phare du centre-ville de la métropole. Elle a aussi fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans le Carrefour de l'Estrie, à Sherbrooke, le plus grand centre commercial de la région des Cantons-de-l'Est.

Ivanhoé Cambridge a également investi dans l'agrandissement et la rénovation de certains de ses immeubles au Québec. Elle a ainsi lancé le projet de modernisation du complexe résidentiel Rockhill de Montréal, au coût de 20 M\$, et a terminé les travaux d'agrandissement et de rénovation des Galeries d'Anjou, un projet de 86 M\$.

OTÉRA CAPITAL

Prêteur hypothécaire commercial de premier plan, Otéra Capital gère un actif d'une valeur totale de 3,5 G\$ au Québec. Celui-ci compte des financements sur près de 400 immeubles commerciaux. En 2013, la société a souscrit une cinquantaine de prêts dans plusieurs régions du Québec, pour un total de 1,1 G\$.

TABLEAU 32

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN IMMOBILIER AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2013			2012		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Centres commerciaux	4 438	19	4 457	3 871	51	3 922
Bureaux	4 216	456	4 672	3 603	245	3 848
Autres	1 731	263	1 994	1 533	181	1 714
Total	10 385	738	11 123	9 007	477	9 484

OBLIGATIONS : UN RÔLE CLÉ DANS LE FINANCEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

La Caisse est l'un des plus grands acheteurs de titres obligataires québécois. Elle est active dans le secteur public (obligations du gouvernement du Québec, de sociétés d'État, de municipalités, de sociétés paragouvernementales) ainsi que dans le secteur privé (prêts et obligations d'entreprises québécoises).

La Caisse participe activement au financement des organismes publics du Québec. Ce faisant, elle contribue à la liquidité du marché et génère de l'activité économique.

Elle joue également un rôle clé dans le financement des entreprises du secteur privé. Partenaire de longue date de plusieurs entreprises, elle a participé au financement de plusieurs projets de croissance au fil des ans.

Au 31 décembre 2013, l'actif total de la Caisse en titres obligataires des secteurs public et privé québécois s'élevait à 30,1 G\$, en hausse de 2,4 G\$ par rapport à 2012 (voir le tableau 34).

TABLEAU 33

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – IMMOBILIER

(au 31 décembre 2013)

Centre CDP Capital, Montréal
Centre Eaton de Montréal, Montréal
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire
Galeries d'Anjou, Montréal
Galeries Rive Nord, Repentigny
Laurier Québec, Québec
Le 1000 De La Gauchetière, Montréal
Place Ste-Foy, Québec
Place Ville Marie, Montréal
Rockland, Mont-Royal

TABLEAU 34

ACTIF AU QUÉBEC – OBLIGATIONS

(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2013	2012
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	14,1	10,5
Hydro-Québec	4,0	5,6
Autres sociétés d'État	2,1	2,3
Municipalités et sociétés paragouvernementales	1,1	1,1
Sous-total	21,3	19,5
Secteur privé : titres de sociétés	8,8	8,2
Total	30,1	27,7

Réalisations de la Caisse
au Québec

DE PME QUÉBÉCOISES À CHEFS DE FILE MONDIAUX

En tant qu'investisseur de long terme, la Caisse offre plus que des capitaux. Elle met son expertise au service des entreprises québécoises prometteuses et développe un véritable partenariat avec elles. Elle joue ainsi un rôle actif dans leur expansion au fil des ans.

PARTENAIRE FINANCIER DEPUIS **13 ANS DE CAMOPLAST SOLIDÉAL**

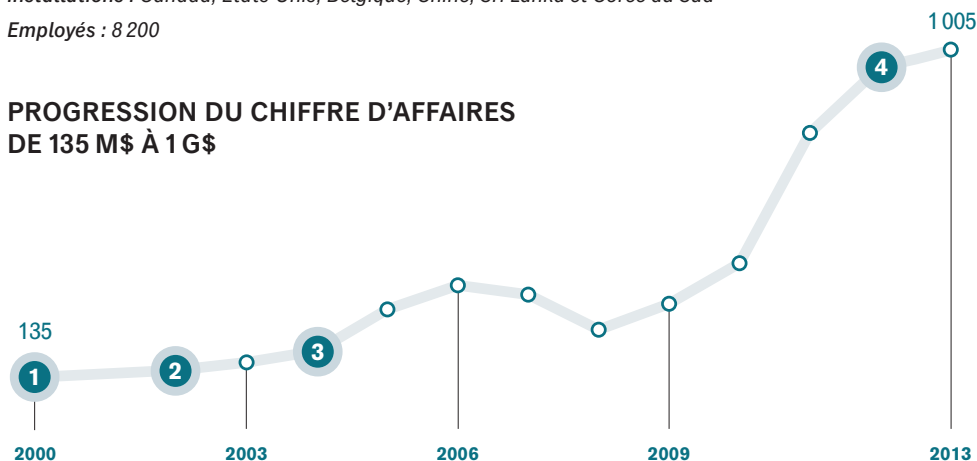
Fabrication de pneus et chenilles pour véhicules hors route, Sherbrooke

Chef de file mondial dans son secteur

Installations : Canada, États-Unis, Belgique, Chine, Sri Lanka et Corée du Sud

Employés : 8 200

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 135 M\$ À 1 G\$



INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE DEPUIS 2000

- 1 Pour le rachat de l'entreprise par un groupe d'investisseurs
- 2 Pour l'acquisition d'une division de CAT aux États-Unis
- 3 Pour l'achat de la division industrielle de BRP
- 4 Pour le rachat partiel d'un actionnaire

PARTENAIRE FINANCIER DEPUIS **26 ANS DE HÉROUX-DEVTEK**

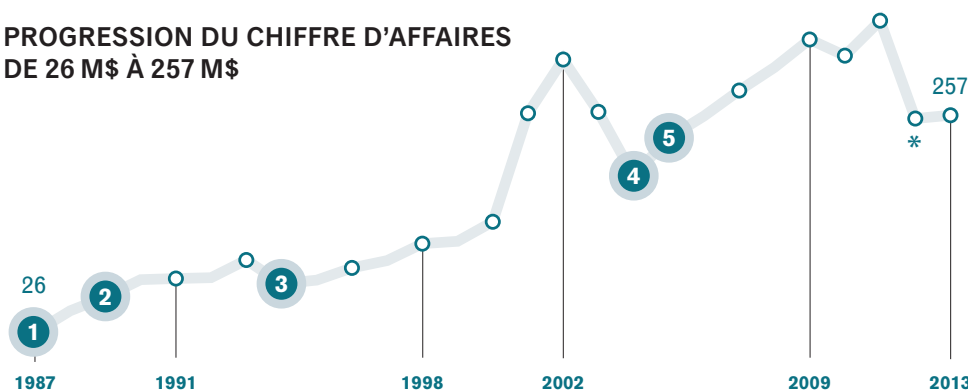
Conception et fabrication de trains d'atterrissage, Longueuil

Troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage au monde

Installations : Québec, Ontario, États-Unis et Royaume-Uni

Employés : 1 400

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 26 M\$ À 257 M\$



INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE DEPUIS 1987

- 1 Pour appuyer la croissance
- 2 Pour le rachat d'un actionnaire
- 3 Pour une recapitalisation
- 4 Pour l'acquisition de Progressive aux États-Unis
- 5 Pour appuyer la croissance

* Vente d'une division (2012)

PARTENAIRE FINANCIER DEPUIS **14 ANS DE GARDA WORLD**

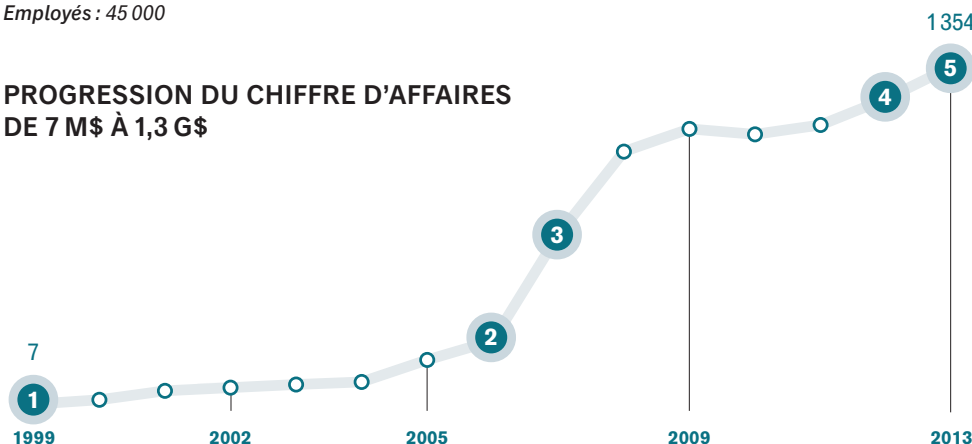
Fournisseur de solutions d'affaires et de services de sécurité dans le monde, Montréal

Plus importante société de sécurité privée au monde

Marchés : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe, Afrique, Asie et Moyen-Orient

Employés : 45 000

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 7 M\$ À 1,3 G\$



INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE DEPUIS 1999

- 1 Pour l'acquisition du Groupe de Sécurité Garda
- 2 Pour des acquisitions aux États-Unis
- 3 Pour une acquisition aux États-Unis
- 4 Dans le cadre du retrait de la Bourse
- 5 Pour l'acquisition de G4S Canada

Réalisations de la Caisse au Québec

PONT VERS L'INTERNATIONAL : PARTENAIRE DE LONG TERME DE LA CROISSANCE

Dans un monde où la concurrence et les occasions d'affaires viennent de tous les coins de la planète, la capacité des entreprises québécoises à se tailler une place sur les marchés mondiaux et à accroître les exportations est essentielle.

La Caisse peut jouer un rôle important auprès des sociétés québécoises qui souhaitent renforcer leur positionnement international. Pour ce faire, elle met son réseau, ses experts et sa capacité d'investissement à leur service.

C'est ainsi qu'au cours des dernières années, la Caisse a soutenu les projets d'expansion internationale de plusieurs entreprises, dont CAE, Cogeco Câble, Cascades, CGI et GENIVAR (aujourd'hui WSP Global).

La Caisse peut aussi servir d'intermédiaire pour mettre en relation des entreprises d'ici avec des entrepreneurs ou des acteurs financiers établis dans un pays ciblé, ou encore avec de grands donneurs d'ordres internationaux.

La Caisse contribue également à diverses initiatives visant à favoriser l'expansion internationale.

PASSEPORT PME

Passeport PME est un programme de formation et d'accompagnement pour les PME qui démontrent un fort potentiel de développement international. Il est le fruit d'un partenariat entre la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Québec International, la Caisse, la Banque Nationale, le ministère des Finances et de l'Économie et son unité Export Québec.

Lancé en 2012, ce programme donne déjà des résultats éloquentes. La première cohorte, composée de 22 entreprises des régions de Québec et Montréal, a pu participer à 22 missions commerciales dans une douzaine de pays. Celles-ci ont mené à six projets d'implantation de filiales à l'étranger, à cinq accords industriels conclus ou en cours de négociation et à l'identification d'une dizaine d'intermédiaires de vente dans diverses régions du monde. La deuxième cohorte, qui comprend 23 entrepreneurs, a été lancée en octobre.

MISSIONS COMMERCIALES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

En 2013, la Caisse est devenue partenaire de Missions commerciales de l'Université Laval, une initiative qui propose un appui aux entreprises québécoises dans leurs projets de croissance à l'étranger.

Depuis 18 ans, les Missions commerciales de l'Université Laval offrent des services sur mesure, que ce soit pour effectuer une étude de marché approfondie, de la représentation technique, tisser des liens avec des partenaires, du recrutement, de l'importation ou de l'exportation. Jusqu'à présent, plus de 450 entreprises ont eu recours à leurs services, ce qui a mené à la conclusion de plusieurs contrats de distribution, de ventes et d'approvisionnement.

MANUFACTURIERS ET EXPORTATEURS DU QUÉBEC

La Caisse est un partenaire de longue date de Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ), une association qui a pour mission d'améliorer l'environnement d'affaires et d'aider les entreprises manufacturières et exportatrices à être plus compétitives sur les marchés locaux et internationaux.

En 2013, la Caisse s'est notamment associée à la série Café, des rencontres privées permettant un échange privilégié entre des membres de MEQ et des grands acteurs de l'économie du Québec sur des enjeux d'importance. Elle a également appuyé les rencontres Export-Experts, qui ont pour objectif de favoriser le maillage et les discussions entre une quinzaine de gestionnaires d'entreprises.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Le développement de l'entrepreneuriat québécois est un sujet au cœur des priorités de la Caisse.

Au cours de l'année 2013, elle a ainsi revu l'ensemble de ses activités dans le domaine de l'entrepreneuriat afin d'en maximiser l'impact. Un processus d'analyse et de réflexion en profondeur a été amorcé sous différents angles, dont la culture entrepreneuriale, le transfert d'entreprises et la croissance des PME. Une série de rencontres réunissant différents acteurs du milieu des affaires permettra de définir et mettre en œuvre des actions concrètes et innovantes pour stimuler l'écosystème entrepreneurial.

La Caisse appuie aussi des organismes et regroupements qui font la promotion de l'entrepreneuriat ou qui contribuent au développement des entrepreneurs de demain.

ÉCOLE D'ENTREPRENEURSHIP DE BEAUCE

Fondée en 2008, l'École d'Entrepreneurship de Beauce (EEB) est la seule école pour les chefs d'entreprises au Canada. Depuis son ouverture, l'EEB a formé trois cohortes d'entrepreneurs qui voient déjà les retombées concrètes de leur passage au sein de l'institution, dont une augmentation moyenne du chiffre d'affaires qui se chiffre à 2,5 M\$ à la suite de la formation.

En 2013, la Caisse a renforcé son partenariat avec l'EEB, dont elle est un partenaire fondateur. Son appui se traduit notamment par une contribution aux activités de développement de l'École.

FONDATION DE L'ENTREPRENEURSHIP

Partenaire de la Fondation de l'entrepreneurship depuis plus de 20 ans, la Caisse est un Grand bâtisseur de cet organisme qui joue un rôle clé auprès des entrepreneurs québécois. Elle est notamment associée depuis plus de quatre ans à la publication de l'Indice entrepreneurial québécois, un vaste sondage annuel sur l'entrepreneuriat, ainsi qu'à la présentation de ses résultats dans le cadre d'une tournée des régions permettant de rencontrer des entrepreneurs de partout au Québec.

La Caisse participe également au Rendez-vous annuel du Réseau M (mentorat pour les entrepreneurs) avec la remise d'un prix qui vise à souligner l'excellence des pratiques d'un mentor s'étant engagé à soutenir l'entrepreneuriat au Québec.

PRÊT À ENTREPRENDRE

Au cours de l'année, la Caisse a continué d'appuyer *Prêt à entreprendre*, un programme pour stimuler la relève entrepreneuriale lancé en 2012 avec cinq autres partenaires : le gouvernement du Québec, le Mouvement Desjardins et Capital régional et coopératif Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fondation de l'entrepreneurship et Québecor.

En 2013, *Prêt à entreprendre* a permis à 56 nouveaux entrepreneurs issus de toutes les régions du Québec d'obtenir du financement et de l'accompagnement de la part d'une équipe de mentors et d'experts.

RÉSEAU DES FEMMES D'AFFAIRES DU QUÉBEC

En 2013, la Caisse a établi un partenariat avec le Réseau des femmes d'affaires du Québec, un organisme qui identifie, accompagne et fait la promotion du leadership des femmes au sein des milieux d'affaires, social, politique et économique depuis plus de 30 ans. Le Réseau permet à des femmes de toutes les générations de réseauter et de consolider leur position au sein de la communauté d'affaires, entre autres par du référencement, tant à l'échelle régionale qu'internationale.

Le partenariat de la Caisse s'inscrit dans le cadre des Prix femmes d'affaires du Québec, qui honorent les Québécoises s'illustrant dans le milieu des affaires, et du projet de développement économique au féminin, qui a pour but de veiller à la promotion et à l'encouragement de la croissance des entreprises à propriété féminine.

Réalisations de la Caisse
au Québec

UN ACTEUR CLÉ DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE QUÉBÉCOISE

La Caisse participe activement au développement du bassin d'expertise financière au Québec, car le talent est essentiel pour créer une industrie financière dynamique.

En 2013, elle a ainsi continué d'entretenir des liens avec plusieurs universités du Québec, en plus de jouer un rôle très actif au sein de Finance Montréal.

DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE FINANCIÈRE

La Caisse collabore avec plusieurs universités du Québec. Au fil des ans, cela s'est traduit par la mise en place et le soutien de chaires de recherche ou par la création de programmes répondant à des besoins particuliers de l'industrie financière québécoise :

- Chaire Caisse de dépôt-UQAM (Université du Québec à Montréal) sur la gestion de portefeuilles;
- Chaire de leadership en gestion actuarielle des risques d'actifs – Caisse de dépôt et placement du Québec à l'Université Laval;
- partenariat avec la Salle des marchés de l'UQAM;
- contribution au programme court de 2^e cycle en ingénierie financière de l'ÉTS (École de technologie supérieure) pour les détenteurs d'une formation technique;
- appui financier à l'Université Laval pour une recherche sur l'entrepreneuriat;
- appui financier à l'Université de Sherbrooke pour une recherche sur l'investissement responsable;
- appui financier pour un projet de recherche sur l'investissement responsable à l'Université Concordia;
- appui financier au Fonds Guynemer Giguère de la Fondation HEC Montréal.

La Caisse joue également un rôle très actif au sein de Finance Montréal, qui souhaite renforcer le secteur financier québécois. Sa participation au chantier sur la retraite a notamment mené à la mise sur pied, en 2013, de la première Conférence internationale de Montréal sur la retraite, un événement annuel qui augmentera la réputation internationale de Montréal comme centre d'expertise sur la gestion de la retraite. La Caisse s'implique aussi dans le chantier sur les ressources humaines, dans lequel un programme de stages structurés et encadrés a été mis en place pour les étudiants en finance. *Carrefour de stages* vise à offrir une formation pratique qui répond aux besoins du marché en facilitant la collaboration entre les entreprises et les universités. En 2013, la Caisse a embauché 12 stagiaires dans le cadre du projet pilote de cette nouvelle initiative.

Afin d'attirer et de retenir davantage de femmes dans les postes en investissement et dans des niveaux d'encadrement, la Caisse a aussi poursuivi les travaux de son comité sur la relève féminine. Plusieurs mesures ont été adoptées en 2013, dont un programme de mentorat en collaboration avec l'Association des femmes en finance du Québec (AFFQ), un affichage à l'AFFQ des postes en encadrement à la Caisse et des entrevues systématiques avec toutes les candidates féminines qualifiées pour un poste d'encadrement. Grâce à ces mesures, le nombre de candidates potentielles pour les postes d'encadrement à la Caisse est passé de 10 % à 33 % entre 2012 et 2013.

CONTRIBUER AU DYNAMISME DE NOMBREUX SECTEURS

La Caisse contribue au dynamisme de l'industrie financière et d'autres secteurs de l'activité économique. Près des deux tiers des 2,8 G\$ d'opérations bancaires qu'elle effectue quotidiennement sont réalisées par des banques et des courtiers établis au Québec. De plus, ses activités ainsi que celles de ses filiales immobilières nécessitent l'apport de près de 2 000 fournisseurs québécois, pour un total de plus de 640 M\$ déboursés en 2013 au Québec. La Politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services de la Caisse vise d'ailleurs à favoriser les fournisseurs québécois, pourvu qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

ÉNONCÉ SUR LA CONTRIBUTION DE LA CAISSE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

La Caisse de dépôt et placement du Québec a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à sa loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital de ses déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

Les questions de rendement et de développement économique vont de pair. La Caisse entend mettre toutes ses capacités au service du développement économique du Québec. Elle veut jouer un rôle de chef de file en investissant dans des entreprises performantes, susceptibles de générer des rendements avantageux pour ses déposants. Elle veut également soutenir la croissance d'entreprises prometteuses, au Québec comme à l'international. Elle veut jouer un rôle actif dans l'essor de l'entrepreneuriat et soutenir la relève en entreprise. De plus, elle veut contribuer au renforcement des marchés financiers québécois et poursuivre l'optimisation de ses dépenses d'exploitation au Québec.

Sa proximité et sa connaissance approfondie de l'environnement d'affaires et du marché québécois, sa perspective d'investisseur de long terme, sa masse critique et son envergure internationale sont des avantages comparatifs qui permettent aujourd'hui à la Caisse de renouveler son engagement envers l'économie québécoise et d'agir en ciblant les priorités suivantes.

1 CHERCHER ET SAISIR LES MEILLEURES OCCASIONS D'AFFAIRES ET D'INVESTISSEMENT

Investir des fonds et appuyer des entreprises performantes dans une perspective de développement économique à long terme, tout en produisant un rendement qui permet à nos déposants de s'acquitter de leurs obligations.

- Réaliser des investissements rentables à long terme dans les domaines que nous connaissons bien, par exemple les ressources naturelles et les infrastructures.
- Investir dans les moyennes entreprises québécoises capables de se développer en sociétés de plus grande envergure.
- Forger des partenariats institutionnels afin d'offrir aux entreprises, partout au Québec, une expertise variée et de meilleurs services et outils financiers.

2 SERVIR DE PONT ENTRE LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES ET LES MARCHÉS MONDIAUX

Offrir notre expertise diversifiée, nos réseaux et nos investissements aux entreprises québécoises capables de saisir les occasions d'affaires au sein des marchés internationaux afin d'accroître leur présence et d'accélérer leur croissance.

- Maximiser notre présence, nos réseaux et notre expertise dans tous les grands marchés.
- Investir dans les entreprises québécoises et les accompagner afin qu'elles puissent mettre au point de nouveaux produits, renforcer leur expansion internationale et accélérer leur croissance.
- Renforcer les partenariats stratégiques avec des investisseurs institutionnels actifs à l'échelle mondiale, tout en intégrant leur expertise financière à la nôtre.

3 RENFORCER LE DYNAMISME DE L'ENTREPRENEURIAT ET LA RELÈVE FINANCIÈRE

Favoriser la création, l'expansion et la relève des entreprises québécoises en renforçant le dynamisme de l'entrepreneuriat, et développer l'expertise financière au Québec.

- Encourager l'émergence et la croissance d'entrepreneurs dans toutes les régions du Québec.
- Appuyer des initiatives de développement afin d'enrichir l'expertise financière, de concert avec les universités et d'autres partenaires.

Investissement responsable

Rapport sur l'investissement responsable

FAITS SAILLANTS

- 1** Au cours de 2013, la Caisse a voté sur 40 601 propositions dans le cadre de 3 972 assemblées d'actionnaires.
- 2** L'engagement actionnarial de la Caisse auprès des entreprises canadiennes s'est articulé autour de thèmes tels les programmes de rémunération, les enjeux environnementaux et sociaux, et la gouvernance.
- 3** La Caisse a organisé une conférence sur le thème de l'eau qui a réuni différents spécialistes pour discuter de cet enjeu et des risques qui doivent être pris en compte.

APPROCHE EN INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Dans l'exercice de ses activités d'investissement, la Caisse est guidée par sa mission, par les politiques de placement de ses déposants, les politiques d'investissement de ses portefeuilles spécialisés, ainsi que par les défis de ses clients, notamment face aux éléments de risque et à l'investissement responsable.

La Caisse investit dans des actions de sociétés ouvertes (cotées en Bourse), des actions de sociétés fermées, des titres de créance, des biens immobiliers, des infrastructures ainsi que dans d'autres secteurs. Ces investissements sont gérés de façon active ou encore de façon indicielle.

La Caisse est un investisseur de long terme. Ses investissements en gestion active sont donc généralement réalisés dans cette perspective. Ceci lui procure la flexibilité nécessaire pour favoriser des pratiques d'investissement responsable. La Caisse croit que les entreprises qui gèrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (facteurs ESG) de manière proactive et efficace sont plus susceptibles d'assurer leur pérennité et de créer davantage de valeur à long terme.

La décision d'investir dans un titre ou de l'exclure du portefeuille s'appuie sur l'analyse rigoureuse d'un ensemble d'éléments. Parmi ceux-ci, outre les critères financiers, figurent les critères ESG. Par ailleurs, il arrive que la Caisse réalise des investissements dans des secteurs qui peuvent être considérés comme controversés. Dans ces cas, la Caisse met en application l'approche définie dans sa Politique sur l'investissement responsable. Cette politique est disponible sur son

TABLEAU 35

APPROCHE DE LA CAISSE EN INVESTISSEMENT RESPONSABLE

VISION	La Caisse est un actionnaire responsable et agit dans un esprit fiduciaire en procurant un rendement à long terme ajusté au risque.
POLITIQUES	Politique sur l'investissement responsable Politique sur les principes régissant l'exercice du droit de vote dans les sociétés cotées en Bourse
APPROCHE	Intégration des facteurs ESG Engagement actionnarial Exclusion
ACTIVITÉS	Exercice du droit de vote Dialogue direct Initiatives de collaboration Dialogue avec les parties prenantes et l'industrie Analyse du risque Recherche Examen de cas particuliers

site Web (www.lacaisse.com), sous l'onglet Investissements, dans la section Investissement responsable.

L'approche de la Caisse s'articule autour de trois volets : l'intégration des facteurs ESG dans le processus d'analyse des investissements en gestion active, l'engagement actionnarial et, exceptionnellement, l'exclusion de titres spécifiques (voir le tableau 35, p. 72).

RAPPORT 2013 SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Au cours de l'année 2013, plusieurs activités ont été menées dans les trois volets de la Politique sur l'investissement responsable de la Caisse. Voici un survol de ces activités.

1. INTÉGRATION DES FACTEURS ESG

L'intégration des facteurs ESG dans les différentes catégories d'actif a son importance puisque la Caisse est un investisseur de long terme qui privilégie la gestion active. Lorsqu'une décision de placement en gestion active est prise, ces facteurs sont examinés dans l'analyse globale de l'investissement. Le tableau 36 présente l'explication des facteurs ESG.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2013 :

- Développement d'une analyse des programmes de rémunération des 100 plus grandes entreprises en termes de capitalisation boursière de l'indice S&P/TSX, permettant une comparaison entre eux.
- Élaboration de cotes sectorielles portant sur chacun des risques ESG des titres de l'indice S&P/TSX.
- Organisation d'une conférence axée sur le thème de l'eau. Tenue le 18 septembre 2013, cette conférence réunissait différents spécialistes pour discuter de cet enjeu et des risques qui doivent être pris en compte.

TABLEAU 36

QU'EST-CE QUE LES FACTEURS ESG?

Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont pris en compte par la Caisse à des degrés qui peuvent varier en fonction de l'entreprise, du type d'industrie et du véhicule d'investissement choisi. L'examen de ces facteurs se fait lors de l'analyse préalable à une décision d'investissement et lors des rencontres avec les dirigeants d'entreprise lorsque des enjeux surviennent.



Facteurs Environnementaux

Il s'agit, par exemple, de l'impact des activités de l'entreprise sur le climat et les émissions de gaz à effet de serre, la pollution, la rareté des ressources et la remise en état des sites.



Facteurs Sociaux

Il s'agit, entre autres, des droits de la personne, du consentement des communautés locales, des conditions de travail et de la santé et sécurité.



Facteurs de Gouvernance

Il s'agit notamment de la rémunération des dirigeants, de l'élection et du mandat des administrateurs.

2. ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

L'engagement actionnarial de la Caisse prend différentes formes : intervention auprès des entreprises, seule ou en collaboration avec d'autres investisseurs, et l'exercice des votes aux assemblées d'actionnaires. Par ailleurs, la Caisse commente régulièrement les consultations faites par les autorités canadiennes de marché et les mesures législatives, tant sur des questions de gouvernance que sur les activités de placement.

Dans sa démarche d'investissement responsable, la Caisse intervient auprès des entreprises pour obtenir davantage d'information pour l'ensemble des actionnaires ou pour discuter d'enjeux particuliers et améliorer les façons de faire. Ces communications avec les entreprises se font généralement de façon privée. Par conséquent, à moins de circonstances exceptionnelles, la Caisse ne dévoile pas le nom des entreprises avec lesquelles elle a eu des communications.

Thèmes d'engagement actionnarial auprès des entreprises canadiennes

Engagement actionnarial – Programmes de rémunération

Objectifs visés par ce thème :

La Caisse souhaite que la rémunération des dirigeants soit liée aux résultats des entreprises. En conséquence, elle examine les programmes de rémunération en fonction notamment du lien entre la rémunération et le rendement de l'entreprise.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2013 :

- Participation à des rencontres organisées par la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance avec des membres de conseils d'administration de certaines entreprises canadiennes.

Rapport sur l'investissement responsable

- Rencontres avec des dirigeants et des membres de conseils d'administration concernant les programmes de rémunération, la comparaison de ces programmes avec ceux des pairs du même secteur, le vote consultatif et l'octroi de primes spéciales.
- Prise de position publique importante sur le vote consultatif de la compagnie Barrick concernant certains enjeux de rémunération, dont une prime à l'embauche excessive qui n'est aucunement liée à la performance.

Engagement actionnarial – Enjeux environnementaux et sociaux

Objectifs visés par ce thème :

Les enjeux environnementaux et sociaux sont importants puisqu'ils peuvent avoir des conséquences financières pour l'entreprise et ses actionnaires, ainsi que des répercussions sur la réputation de l'entreprise. Par ailleurs, ces enjeux soulèvent régulièrement des risques d'acceptabilité sociale de la part des parties prenantes, que ce soit les employés, les actionnaires, la population locale ou les organisations non gouvernementales (ONG).

Actions concrètes prises par la Caisse en 2013 :

- Plusieurs visites « de terrain » pour rencontrer différentes parties prenantes, constater et vérifier la situation de certains projets, faire le point sur les différentes activités d'exploitation et discuter d'enjeux précis.
- Appui au *Carbon Disclosure Project* (CDP) qui envoie un questionnaire aux entreprises afin qu'elles divulguent des renseignements sur la gestion des changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre.
- Participation au *CDP Water Disclosure Project*. Cette initiative permet de constater l'importance de l'enjeu de l'eau et de l'aborder dans le cadre du dialogue avec les entreprises.
- Appui à plusieurs propositions d'actionnaires visant à obtenir davantage d'information sur les risques et les mesures prises par les entreprises relativement aux enjeux environnementaux.
- Appui à l'Initiative de transparence de l'industrie extractive (ITIE). Cet organisme lutte contre la corruption en invitant les pays plus à risque à se doter de mesures visant à renforcer la transparence de la divulgation liée aux revenus tirés des ressources naturelles.

Engagement actionnarial – Gouvernance

Objectifs visés par ce thème :

La Caisse examine attentivement les questions de gouvernance pour intervenir auprès des entreprises lorsque celles-ci n'ont pas adopté les meilleures pratiques, qu'il s'agisse de la composition du conseil d'administration et de ses comités, de sa diversité, de l'élection annuelle des administrateurs ou de la structure du capital-actions. Par ailleurs, elle vise à améliorer le système de vote par procuration au Canada.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2013 :

- Collaboration avec d'autres investisseurs institutionnels canadiens pour transmettre des commentaires aux autorités réglementaires, à la suite de la consultation sur l'infrastructure du vote par procuration au Canada.
- Participation à un comité de la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance qui adopte les positionnements publics de cet organisme.
- Participation d'un représentant de la Caisse au comité de gouvernance de l'Association canadienne des gestionnaires de caisses de retraite (PIAC) qui s'assure d'examiner les enjeux de gouvernance pertinents pour ces investisseurs.
- Transmission de commentaires à des autorités réglementaires lors des consultations suivantes : prises de contrôle, diversité et seuils de divulgation de détentions.

Engagement actionnarial – Marchés émergents

L'engagement actionnarial dans les marchés émergents comporte des défis, notamment en raison de la situation géographique et des différences culturelles. C'est pourquoi la Caisse a confié un mandat à une firme spécialisée pour l'aider à réaliser des activités d'engagement actionnarial. Au cours de 2013, un dialogue a été établi avec plus de 75 entreprises situées dans les marchés émergents. Bien que les enjeux environnementaux et sociaux aient été régulièrement abordés avec ces entreprises, ce sont les enjeux de gouvernance qui sont ressortis comme les plus importants, étant donné l'écart constaté avec les meilleures pratiques de gouvernance reconnues internationalement.

Vote par procuration

L'exercice du vote aux assemblées d'actionnaires des entreprises détenues dans le portefeuille de la Caisse est une activité importante. Ce vote est exercé tant dans les entreprises détenues en gestion active que dans celles détenues en gestion indicielle.

L'exercice du vote est effectué par une équipe interne pour les assemblées d'actionnaires d'entreprises canadiennes et américaines. Pour les entreprises situées à l'extérieur de l'Amérique du Nord, l'exercice du vote est effectué en collaboration avec une firme externe selon les politiques de la Caisse et ses directives. Dans ce cas, la Caisse révisé les recommandations de vote de cette firme et elle intervient lorsqu'elle le juge nécessaire.

Autres activités d'engagement

La Caisse mène aussi d'autres activités d'engagement qui ont une portée plus large que celles reliées aux thèmes ou au dialogue avec les entreprises. Elle collabore sur des sujets d'investissement responsable avec plusieurs parties prenantes et souhaite, par ces activités, contribuer à l'évolution et à l'éducation sur l'investissement responsable.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2013 :

- Collaboration à divers travaux du regroupement d'investisseurs des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies (PRI), dont elle est signataire depuis le début de cette initiative, en 2006.
- Participation à un groupe de signataires des PRI du Québec qui se réunit régulièrement afin d'échanger de façon informelle sur des enjeux d'investissement responsable ainsi que sur l'implantation des PRI dans les différentes organisations.
- Participation à plusieurs rencontres avec différentes parties prenantes qui veulent comprendre l'approche de la Caisse en matière d'investissement responsable.
- Participation à plusieurs discussions avec des pairs canadiens sur différents enjeux avec des sociétés émettrices.

3. EXCLUSION

L'exclusion de titres en portefeuille demeure une mesure exceptionnelle prise par la Caisse en fonction de certaines circonstances. Ainsi, elle pourrait, si des circonstances le justifiaient, exclure de son portefeuille des titres pour lesquels il y aurait contravention au droit local ou international. L'examen de ces questions est assuré par un comité interne composé de gestionnaires de différents secteurs, dont les secteurs d'investissement.

La Caisse exclut de son portefeuille les entreprises qui fabriquent des armes interdites par la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et par la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions. Ces titres pourraient être réintégrés dans le portefeuille si les entreprises concernées cessent de fabriquer de telles armes.

COMITÉ SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Le comité sur l'investissement responsable a pour rôle d'examiner les grands thèmes liés à ce sujet, notamment pour cibler les thèmes d'engagement actionnarial et pour déterminer l'exclusion ou la réintégration de titres dans le portefeuille. Ce comité s'est réuni à deux reprises en 2013.

Pour plus d'information sur les actions de la Caisse en matière d'investissement responsable, visitez notre site Web à www.lacaisse.com.

Au cours de l'année 2013, la Caisse a voté sur 40 601 propositions dans le cadre de 3 972 assemblées d'actionnaires :

Canada : 155 assemblées
États-Unis : 733 assemblées
International : 3 084 assemblées

Sur l'ensemble des votes, 12,8 % ont été pris contre la direction des entreprises :¹

Canada : 6,3 %
États-Unis : 11,7 %
International : 13,5 %

1. Les votes contre la direction ont touché notamment des programmes de rémunération ne correspondant pas aux critères de la Caisse et l'élection d'administrateurs à des conseils non composés d'une majorité de membres indépendants.

Rapport sur le développement durable

Le plan d'action de développement durable présenté dans cette section démontre l'importance que la Caisse accorde à la durabilité et à la pérennité de ses activités. Il reflète aussi son engagement envers la stratégie gouvernementale déployée depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur le développement durable. La Caisse a adopté son plan d'action de développement durable en 2009. Depuis, plusieurs activités et gestes concrets ont été réalisés, visant l'empreinte écologique, la sensibilisation au développement durable, la mise en valeur du patrimoine culturel québécois et le partage des connaissances en développement durable avec ses pairs ainsi qu'avec ses clients, les déposants.

NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2015

Pour les années 2012 à mars 2015, le plan comporte 11 actions. L'état d'avancement de ces actions en 2013 est présenté dans cette section, qui en constitue la reddition de comptes formelle.

OBJECTIF

MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LE CONCEPT ET LES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTION 1

Informer et former les employés de la Caisse sur le développement durable

- Une formation interactive en ligne sur les principes de développement durable a été déployée auprès de 200 employés de la Caisse visés par les critères de formation du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, ainsi qu'à plus de 150 employés visés d'Ivanhoé Cambridge. La cible de 50 % de participation des employés a été largement dépassée.
- Près de 60 articles et chroniques portant sur différents aspects du développement durable ont paru dans le journal interne des employés de la Caisse. Des affiches traitant de sujets environnementaux, notamment des initiatives prises au Centre CDP Capital, ont été diffusées.
- Deux conférences sur le développement durable ont été organisées et ont connu une bonne participation : l'une sur les enjeux liés à l'eau dans les investissements (plus de 80 personnes, dont 11 conférenciers) et l'autre sur la démarche de développement durable d'une société d'État.

- Un comité de travail formé d'employés de divers secteurs a élaboré et mis en place des activités directement alignées sur les objectifs de la Stratégie de développement durable du gouvernement. Ces activités ont été intégrées au plan d'action de la Caisse qui vise la mise en place de huit activités au total d'ici à la fin de 2014.
- En 2013, Ivanhoé Cambridge a créé une section Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) sur son site Web et a mis en ligne une section RSE sur le portail intranet des employés.

OBJECTIF

DÉVELOPPER UNE CULTURE DE PRÉVENTION ET DES CONDITIONS FAVORABLES À LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

ACTION 2

Poursuivre l'amélioration des conditions de travail pour favoriser la santé et la sécurité des employés

- La Caisse a adopté une stratégie de santé globale et elle a mis à jour le régime d'assurance collective offert à ses employés.
- Des mesures ont été mises en place afin de pouvoir localiser et rejoindre rapidement les employés qui sont en déplacement d'affaires.
- Ivanhoé Cambridge a adopté une politique de santé et sécurité.
- Des communications ont été faites aux employés sur la sécurité au Centre CDP Capital, ainsi que sur les mesures d'urgence et en cas de sinistres.

ACTION 3**Mettre en place des mesures pour favoriser le transport écologique des employés**

- Un sondage a été mené auprès des employés sur leurs habitudes de transport et une analyse de la situation a été effectuée. En 2014, la Caisse se penchera sur les mesures à prendre pour faciliter l'utilisation de modes de déplacements actifs et collectifs.

OBJECTIF**FAVORISER L'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE ET LA SAINTE GESTION ENVIRONNEMENTALE****ACTION 4****Renforcer les pratiques et activités mises en œuvre pour consommer de façon responsable**

- À la suite d'une revue de sa politique d'approvisionnement, la Caisse y a ajouté, de même qu'à ses documents d'appel d'offres, de nouvelles clauses relatives au développement durable. Les exigences à ce sujet ont été prises en compte dans l'ensemble des nouveaux contrats octroyés à la suite d'un appel d'offres.
- Conformément à cette politique, la Caisse a poursuivi sa stratégie visant à favoriser les fournisseurs de biens et de services ayant une place d'affaires au Québec.
- Ivanhoé Cambridge a élaboré une politique d'approvisionnement responsable qui sera adoptée au cours de 2014.

ACTION 5**Poursuivre la gestion environnementale**

- Deux nouvelles bornes de recharge pour les véhicules électriques ont été installées au centre commercial Carrefour Rimouski, portant à 64 le total de ces bornes dans les propriétés d'Ivanhoé Cambridge au Québec.
- L'inventaire des émissions de gaz à effet de serre a été réalisé dans le cadre de l'élaboration d'un programme de mesure et de suivi de ces émissions dans les propriétés gérées par Ivanhoé Cambridge au Canada.
- Cette année, Ivanhoé Cambridge a poursuivi ses initiatives de compostage dans 13 propriétés au Québec.
- Les certifications BOMA Best de 26 propriétés d'Ivanhoé Cambridge au Québec, obtenues depuis quelques années, ont été maintenues en 2013.

OBJECTIF**CONSERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE DU QUÉBEC****ACTION 6****Poursuivre la mise en valeur du patrimoine culturel**

- Une exposition ouverte au grand public a été organisée au cours de l'été 2013 pour présenter une partie de la collection d'œuvres d'art de la Caisse.
- Quatre visites guidées de la collection ont été tenues pour les employés ainsi que pour des groupes externes.
- Une rencontre avec un artiste représenté dans la collection d'œuvres d'art a été organisée pour les employés dans les locaux de la Caisse.

ACTION 7**Poursuivre la mise en valeur du patrimoine architectural**

- En 2013, Ivanhoé Cambridge a continué la réalisation de son programme de mise en valeur d'immeubles historiques du Québec. Elle a notamment poursuivi le programme de revitalisation de la Place Ville Marie, immeuble phare du centre-ville de Montréal, dans la perspective d'obtenir une certification LEED. Elle a aussi amorcé un projet de rénovation du complexe résidentiel Rockhill, à Montréal, avec l'objectif de lui redonner la vitalité et l'attrait qui ont fait sa réputation.
- Par ailleurs, Ivanhoé Cambridge a obtenu le prix du patrimoine commercial de l'Opération patrimoine architectural de Montréal à titre de copropriétaire de l'édifice Sun Life, à Montréal. Ce prix souligne le souci constant des propriétaires de recourir à des professionnels pouvant assurer une gestion méticuleuse et respectueuse du caractère architectural exceptionnel du bâtiment.

Rapport sur le développement durable

OBJECTIF

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

ACTION 8

Encourager les employés à soutenir des causes philanthropiques

- Un programme de promotion de l'action communautaire a été déployé avec succès auprès des employés. Il comporte trois axes : valoriser l'engagement au sein d'organismes communautaires, s'engager avec Bénévoles d'affaires pour partager des expertises et compétences professionnelles, et soutenir des causes d'entreprise.
- Des activités de bénévolat ont eu lieu au cours de l'année, dont une collecte de vêtements d'hiver, le tri de denrées alimentaires et de fournitures scolaires, et l'installation de postes informatiques pour un organisme d'aide aux devoirs.
- Douze jumelages pour siéger sur des conseils d'administration ou sur des comités de travail au sein d'un organisme communautaire ont été effectués en collaboration avec Bénévoles d'affaires.
- À l'automne, près de 250 employés ont participé à l'activité Roulons pour la recherche sur le diabète juvénile, qui a permis d'amasser une somme de 175 000 \$ au profit de la Fondation pour la recherche sur le diabète juvénile.

OBJECTIF

RÉPONDRE AUX CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES ET FAVORISER LA CONCILIATION ENTRE LE TRAVAIL ET LA VIE PERSONNELLE

ACTION 9

Optimiser l'environnement de travail

- Un projet pilote de mise en œuvre d'un cadre de gestion serré de télétravail a été réalisé. Le déploiement complet de cette initiative sera effectué en 2014. Celle-ci vise à augmenter l'efficacité et la flexibilité au travail et bénéficiera autant à la Caisse qu'à ses employés.

OBJECTIF

PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE FINANCIÈRE

ACTION 10

Développer la relève financière

- La Caisse a participé activement à la définition des objectifs et à la mise en place de l'initiative *Carrefour de stages de Finance Montréal* qui vise à offrir un programme structuré de stages en finance aligné sur les besoins du marché.
- Douze stagiaires ont été embauchés à la Caisse dans le cadre du projet pilote du *Carrefour de stages*.
- Trois rencontres entre des professionnels de l'investissement à la Caisse et des étudiants universitaires ont eu lieu.
- Un projet de recherche en investissement responsable a été confié à l'Université Concordia.

ACTION 11

Promouvoir la visibilité et la représentativité des femmes dans le secteur de la finance

- Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre du Comité sur la relève féminine de la Caisse, notamment un programme de mentorat en collaboration avec l'Association des femmes en finance du Québec (AFFQ), l'affichage systématique à l'AFFQ des postes en encadrement offerts à la Caisse, et une entrevue systématique de toute candidate féminine qualifiée pour un poste d'encadrement.
- Le nombre de femmes figurant sur les listes de candidats potentiels pour les postes d'encadrement à la Caisse s'est accru en 2013, soit 33 % par rapport à 10 % en 2012.

Rapports du conseil d'administration et de ses comités

Rapport du conseil d'administration

FAITS SAILLANTS

- 1** Renouvellement du mandat du président et chef de la direction.
- 2** Suivi des orientations stratégiques de la Caisse touchant notamment la gestion en absolu, les actifs moins liquides, les investissements au Québec et ceux dans les pays émergents.
- 3** Mise en place d'un encadrement du risque en absolu pour le portefeuille global.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MANDAT

Le conseil d'administration a notamment pour mandat de s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, et que l'organisation prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission.

Pour une description complète du mandat du conseil d'administration, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION

Au 31 décembre 2013, le conseil comptait 13 membres sur un nombre maximal de 15. Au cours de l'année 2013, le gouvernement du Québec, après avoir consulté le conseil, a renouvelé le mandat de M^{me} Michèle Desjardins au poste d'administratrice indépendante et a nommé six membres au conseil d'administration. M^{mes} Rita Dionne-Marsolais et Patricia Curadeau-Grou ainsi que MM. Jean La Couture, François Joly et Gilles Godbout ont été nommés membres indépendants tandis que M. André Legault, président-directeur général de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CARRA) au moment de sa nomination, a été nommé membre non indépendant du conseil. M. Legault a quitté ses fonctions à la CARRA à la fin de 2013 et a démissionné de son poste au conseil de la Caisse.

Le tableau 37, p. 81, présente le relevé des présences des administrateurs aux réunions du conseil et des comités pour l'exercice 2013.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La rémunération des administrateurs de la Caisse, autres que le président du conseil et le président et chef de la direction, est prévue par décret du gouvernement du Québec. Leur rémunération pour 2013 est présentée au tableau 38, p. 81. Les administrateurs ont aussi droit, s'il y a lieu, au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La rémunération annuelle du président du conseil d'administration est fixée par décret du gouvernement du Québec à 195 000 \$. Par ailleurs, le président du conseil a droit au remboursement de frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par année.

TABLEAU 37

RELEVÉ DES PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS AUX RÉUNIONS DU CONSEIL ET DES COMITÉS POUR L'EXERCICE 2013¹

Administrateurs	Conseil d'administration		Comité de vérification		Comité d'investissement et de gestion des risques		Comité des ressources humaines	Comité de gouvernance et d'éthique
	6 rég.	5 extra.	6 rég.	1 extra.	6 rég.	4 extra.	7 rég.	6 rég.
Elisabetta Bigsby	6	4	–	–	5/5	3	7	–
Louise Charette	6	5	6	1	–	–	–	6
Patricia Curadeau-Grou	2/2	1/1	–	–	1/1	1/1	–	–
Michèle Desjardins	6	3	–	–	–	–	1/1	6
Rita Dionne-Marsolais	6	4	0/1	–	–	–	–	4/5
Gilles Godbout	6	4	1/1	–	5/5	3	–	–
Denys Jean	4	2	–	–	–	–	–	–
François Joly	5/5	4	4/4	1	5/5	4	5/5	–
Jean La Couture	6	5	–	–	5/5	4	–	–
A. Michel Lavigne	1/1	–	2/2	–	1/1	–	–	–
André Legault	4/5	5	–	–	–	–	–	–
Jean Pierre Ouellet	1/1	–	–	–	–	–	–	–
Réal Raymond	0/1	–	–	–	0/1	–	–	–
François R. Roy	6	5	6	1	6	4	–	–
Michael Sabia	6	4	–	–	–	–	–	–
Ouma Sananikone	5	5	–	–	4/5	3/3	6	1/1
Robert Tessier	6	5	–	–	–	–	7	6

1. Les administrateurs justifient leurs absences aux réunions régulières d'un comité ou du conseil auprès du Secrétariat de la Caisse. Au cours de l'année 2013, des administrateurs n'ont pu assister à certaines réunions pour des raisons de santé ou encore en raison d'obligations liées à des engagements familiaux ou professionnels.

TABLEAU 38

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS AU SENS DU DÉCRET¹

(en dollars)

Administrateurs	Rémunération annuelle	Rémunération à titre de président d'un comité	Jetons de présence	Rémunération totale
Elisabetta Bigsby	17 603	5 500	19 194	42 297
Louise Charette ²	17 603	–	19 142	36 745
Jean La Couture	17 603	4 137	15 048	36 788
Patricia Curadeau-Grou	4 439	–	3 744	8 183
Michèle Desjardins	17 603	–	12 528	30 131
Rita Dionne-Marsolais	17 603	–	8 854	26 457
Gilles Godbout	17 603	–	9 223	26 826
François Joly ²	13 240	4 137	21 316	38 693
A. Michel Lavigne	4 363	1 363	3 272	8 998
Jean Pierre Ouellet	4 363	–	818	5 181
Réal Raymond	4 363	1 363	–	5 726
François R. Roy ²	17 603	–	21 638	39 241
Ouma Sananikone	17 603	925	17 492	36 020
Total				341 286

1. Conformément aux termes du Décret :

- La rémunération annuelle, la rémunération des présidents de comités et les jetons de présence ont été majorés de 1,75 % au 1^{er} avril 2013.
- Le jeton de présence pour une réunion extraordinaire de courte durée du conseil ou d'un comité, tenue par conférence téléphonique, est de la moitié du jeton de présence accordé pour une réunion régulière.
- Une réduction est appliquée à la rémunération totale des membres qui sont des retraités du secteur public.

2. Ces administrateurs ont reçu un jeton de présence pour leur participation à une réunion du comité de vérification des filiales immobilières de la Caisse.

Rapport du conseil d'administration

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Renouvellement du mandat du président et chef de la direction

Chaque année depuis 2009, le conseil d'administration, avec le concours du comité des ressources humaines, a jugé que la performance de M. Sabia avait dépassé largement les objectifs qui lui avaient été fixés en début d'année. Que ce soit relativement à la performance de la Caisse, à la satisfaction des déposants, à la mobilisation des employés ou encore à l'engagement envers le Québec, le conseil s'est déclaré extrêmement satisfait du travail accompli par M. Sabia durant son premier mandat.

Le conseil d'administration a donc renouvelé à l'unanimité, avec l'approbation du gouvernement, le mandat de M. Sabia au poste de président et chef de la direction pour un nouveau terme de cinq ans.

Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques de la Caisse, approuvées par le conseil d'administration, visent notamment à obtenir davantage de stabilité et moins de volatilité dans les rendements, entre autres, en augmentant l'importance de la gestion en absolu, en investissant dans des actifs dont la valeur est directement liée à l'économie réelle, en investissant au Québec et en tirant profit de la croissance des pays émergents. Dans ce cadre, l'année 2013 a été l'occasion d'implanter plusieurs des changements nécessaires à la réalisation des orientations. Ainsi, le conseil a pu :

- revoir la stratégie de chacun des groupes d'investissement. Il a aussi été en mesure de superviser régulièrement et de contribuer de façon constructive à l'évolution des priorités stratégiques;
- revoir, entre autres, la mise en place du portefeuille spécialisé Actions Qualité mondiale, créé le 1^{er} janvier 2013, et se pencher sur l'approche à long terme utilisée par les gestionnaires;
- approuver le regroupement des différentes stratégies de rendement absolu non capitalisées dans un nouveau portefeuille spécialisé : Stratégies actives de superposition;
- approuver la mise en place d'un encadrement du risque en absolu pour le portefeuille global;

- assurer un suivi relativement à la tenue d'activités porteuses pour le développement économique du Québec. Pour plus d'information sur les activités menées par la Caisse, nous vous invitons à consulter la section Présence de la Caisse au Québec, page 51;
- assurer un suivi de la mise en œuvre de l'augmentation de la pondération du portefeuille global dans les actifs moins liquides, convenue en 2012;
- approuver l'embauche de M. Rashad Kaldany, premier vice-président, Pays émergents, et examiner la stratégie de la Caisse visant à améliorer le profil rendement-risque du portefeuille global grâce à sa diversification géographique. En outre, à la mi-année, le conseil a assuré le suivi de l'introduction graduelle de la gestion active dans le portefeuille Actions des marchés en émergence.

Le conseil s'est assuré que la mise en œuvre de ces priorités fasse l'objet de discussions avec les déposants afin de valider leur adhésion. Il a, par ailleurs, examiné et discuté avec la direction des commentaires recueillis auprès des déposants sur leur satisfaction générale, ainsi que des façons de maintenir à un niveau élevé leur satisfaction relativement aux services rendus.

Enfin, pour donner suite aux priorités stratégiques et dans une perspective de diversification des sources de financement de la Caisse, le conseil a approuvé la mise en place, par l'entremise de la filiale CDP Financière inc., d'un programme de financement sur le marché américain. Ce programme permet de financer des activités d'investissement sur les marchés liquides, selon les occasions qui se présentent.

Plans d'affaires

Le conseil a reçu des secteurs d'activité de la Caisse une présentation de leur plan d'affaires annuel intégrant des objectifs liés non seulement aux priorités stratégiques et à la gestion courante, mais aussi aux initiatives d'utilisation optimale des ressources. Le conseil a adopté le plan d'affaires de la Caisse et le budget annuel et a reçu régulièrement les rapports de la direction touchant l'évolution du plan d'affaires de la Caisse.

Résultats financiers, contrôle interne et systèmes de gestion

Avec le concours du comité de vérification, le conseil s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard des résultats financiers et des contrôles internes, notamment l'examen des états financiers trimestriels, l'approbation des états financiers cumulés intérimaires et annuels, l'évaluation de l'intégrité de l'ensemble des contrôles appliqués aux différentes données servant à l'établissement de ces états financiers et des notes afférentes, et le suivi des travaux de l'audit interne. De plus, le conseil a examiné les rendements des secteurs d'investissement et approuvé le communiqué portant sur les résultats financiers annuels et intérimaires, ainsi que le rapport annuel.

Voir le Rapport du comité de vérification, p. 84, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Investissements et gestion des risques

Le conseil, avec le concours du comité d'investissement et de gestion des risques, s'est assuré tout au long de 2013 de l'application d'un encadrement et d'un processus de gestion des risques efficaces et rigoureux. Il s'est également assuré de suivre et d'évaluer les travaux visant à adapter cet encadrement et ces processus aux changements découlant des priorités stratégiques. Il a, en outre, approuvé les dossiers d'investissement qui relèvent de son autorité et recommandés par le comité, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse.

Pour l'ensemble des activités conduites par le conseil et le comité d'investissement et de gestion des risques, voir le Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques, p. 105.

Gouvernance d'entreprise

Au cours de chaque réunion, chacun des comités a fait rapport de ses activités au conseil d'administration qui a pu examiner et se prononcer sur les recommandations qui lui ont été faites. Les membres des comités, tout comme les membres du conseil, se sont par ailleurs réunis régulièrement en l'absence des membres de la direction. Le conseil a, en outre, tenu des séances de discussions avec le président et chef de la direction en l'absence des autres membres de la direction.

Voir le Rapport du comité de gouvernance et d'éthique, p. 87, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil en matière de gouvernance et d'éthique.

Supervision de la direction et gestion des ressources humaines

Le conseil, assisté du comité des ressources humaines, a adopté les objectifs détaillés du président et chef de la direction pour l'année 2013. Le conseil a aussi examiné la performance du président et chef de la direction en fonction des objectifs établis en début d'année.

De plus, le conseil a examiné l'évaluation faite par le président et chef de la direction de la performance des hauts dirigeants. Il a également examiné les plans de relève de ces derniers et celui du président et chef de la direction. Il a approuvé les conditions salariales de 2013 et le niveau de rémunération incitative à être versé aux membres de la haute direction. Il a également approuvé la nomination et la rémunération de M. Kaldany à titre de premier vice-président.

Voir le Rapport du comité des ressources humaines, p. 89, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Rapport du comité de vérification

FAITS SAILLANTS

- | | | |
|---|--|---|
| <p>1
Examen et suivi de la préparation des états financiers.</p> | <p>2
Revue de l'implantation des normes IFRS.</p> | <p>3
Suivi des programmes d'attestation financière et d'optimisation des ressources.</p> |
|---|--|---|

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

MANDAT

Le comité de vérification supervise la conformité des états financiers par rapport à la situation financière de la Caisse. De plus, il s'assure, entre autres, de la mise en place de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces et d'un processus de gestion des risques.

Pour une description complète du mandat du comité de vérification, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2013)

Cinq membres indépendants, dont des professionnels avec une expertise en comptabilité ou en finance, ayant l'expérience et les connaissances pour lire et comprendre les états financiers et bien remplir leur rôle.

- Président :
François Joly
(membre invité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques)
- Membres :
Louise Charette, Rita Dionne-Marsolais,
Gilles Godbout et François R. Roy

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2013 : 7

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Information financière

En 2013, le comité s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard de l'information financière, notamment de la façon suivante :

- Examen des états financiers cumulés 2012 avec la Direction financière ainsi qu'avec le Vérificateur général du Québec et la firme Ernst & Young, les co-auditeurs, et revue de plusieurs éléments, dont :
 - le processus de préparation des états financiers;
 - l'évaluation des placements dans les marchés liquides négociés de gré à gré ainsi que des placements moins liquides et en BTAA;
 - la validation, par une firme externe, du montant nominal de référence des instruments financiers dérivés;
 - l'audit par une firme externe des rendements pour assurer la conformité du calcul et de la présentation des rendements aux normes de l'industrie.
- Renforcement du processus d'évaluation de la juste valeur des placements et recommandation au conseil du regroupement des politiques spécifiques à chaque type de placement dans une nouvelle politique globale applicable aux années futures.
- Examen du rapport sur le déroulement du processus d'attestation financière permettant au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière d'attester publiquement que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus adéquatement et sont efficaces.

- Recommandation des états financiers annuels au conseil pour adoption.
- Examen des communiqués de presse traitant des résultats financiers de la Caisse et des travaux de préparation du rapport annuel.
- Participation de membres du comité de vérification de la Caisse à des réunions du comité de vérification des filiales immobilières et examen du bilan annuel des activités de ces comités.
- Réception du rapport des co-auditeurs soumis à la direction de la Caisse à la suite de leur audit de fin d'année.
- Examen des états financiers trimestriels, des suivis budgétaires, des charges d'exploitation et des prévisions budgétaires de fin d'année.
- Discussions avec les co-auditeurs concernant leur plan d'audit des états financiers de la Caisse.
- Discussions avec Ernst & Young concernant ses procédés internes de contrôle de la qualité.
- Suivi de la politique relative à l'indépendance des co-auditeurs externes et recommandation au conseil des honoraires d'audit d'Ernst & Young.
- Examen des principales positions comptables ainsi que des choix recommandés par la Direction financière ayant une incidence sur les états financiers de la Caisse en vue de l'implantation des normes internationales d'information financière (IFRS) et suivi des travaux de préparation pour cette implantation.
- Discussions régulières avec le personnel de la Direction financière, en l'absence des membres de la direction.
- Rencontres régulières avec les co-auditeurs en l'absence des membres de la direction pour discuter de divers aspects de leur mandat.

Audit interne

Au cours de 2013, le comité a mené les activités suivantes avec la vice-présidence, Audit interne :

- Adoption du plan d'audit interne 2013-2014 et examen du plan d'affaires 2013 de la vice-présidence, Audit interne.
- Examen des rapports d'activité de l'Audit interne découlant du plan d'audit interne et portant notamment sur les mécanismes de contrôle interne, les processus de gestion des risques et l'utilisation optimale des ressources.
- Suivi de la mise en application par la direction de la Caisse des recommandations de l'Audit interne.
- Examen des rapports de suivi relatifs à l'audit interne des filiales immobilières.
- Examen des rapports découlant du programme d'audit continu à la Caisse.
- Discussion des résultats de l'évaluation par un expert externe de la qualité du service de l'Audit interne et examen des changements requis en conséquence.
- Validation que l'équipe de l'Audit interne est en mesure d'agir de manière indépendante de la direction de la Caisse.
- Discussions périodiques avec la vice-présidente de l'Audit interne, en l'absence des membres de la direction.

Rapport du comité de vérification

Contrôles internes et plan d'utilisation optimale des ressources

Le comité a examiné plusieurs aspects des contrôles internes et de l'utilisation optimale des ressources en 2013. Pour ce faire, il a notamment procédé aux travaux suivants :

- Discussions concernant l'évaluation globale par la direction de la conception et de l'efficacité de l'environnement de contrôle général.
- Examen des conclusions de la direction et de l'Audit interne sur les processus et les contrôles liés à l'environnement général de contrôle, ainsi que ceux portant sur les technologies de l'information, et suivis réguliers de la mise en œuvre de ces contrôles chez l'impartiteur.
- Suivi de l'avancement des travaux relatifs à la refonte du programme d'attestation financière visant, entre autres, à améliorer l'efficacité des fonctions de surveillance de la Caisse.
- Examen et approbation du mandat de la vice-présidence, Trésorerie.
- Suivi et analyse des effets des activités mises en œuvre visant une utilisation optimale des ressources.
- Suivi des placements effectués en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la loi sur la Caisse.
- Révision des délégations d'autorité pour approbation par le conseil.

Gestion des risques

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Le comité a donc conduit les activités suivantes pour assurer un suivi des travaux en matière de gestion des risques :

- Réception des mémoires de délibérations des réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.
- Réception de la copie des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés de la Caisse.
- Participation du président du comité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de vérification n'a pas fait appel à de tels services en 2013. Il a toutefois appuyé la direction lorsqu'elle a eu recours à des firmes externes pour une révision indépendante des justes valeurs de placements privés, de certains titres liquides, de biens immobiliers, de créances immobilières et de BTAA.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique

FAITS SAILLANTS

1

Recommandation de la composition et de la présidence des comités du conseil.

2

Révision du Code d'éthique et de déontologie des administrateurs et de celui à l'intention des dirigeants et des employés.

3

Examen des activités de la Caisse liées à la Politique sur l'investissement responsable.

LE COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

MANDAT

Le comité s'assure que la Caisse maintient les plus hautes normes de gouvernance et d'éthique. Pour une description complète du mandat du comité de gouvernance et d'éthique, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2013)

Cinq membres indépendants :

- Présidente :
Ouma Sananikone
- Membres :
Louise Charette, Michèle Desjardins,
Rita Dionne-Marsolais et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2013 : 6

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Composition du conseil et des comités

Le comité a revu la composition du conseil et des comités afin de s'assurer qu'elle soit optimale. Pour ce faire, le comité a notamment conduit les activités suivantes :

- Analyse de la composition du conseil, de la durée du mandat des administrateurs, ainsi que des compétences et de l'expertise du conseil dans son ensemble, conformément au profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants.
- Recommandation de la nomination au conseil de membres indépendants.
- Recommandation au conseil de la composition et de la présidence des comités.

Conseil et ses comités

- Révision des responsabilités décrites dans les mandats du conseil et de chacun de ses comités ainsi que dans les mandats de leur président respectif et du président et chef de la direction.
- Discussion de pratiques de gouvernance touchant l'évaluation du conseil et de la direction.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique

- Vérification que les personnes clés au sein de la direction de la Caisse ou à l'externe sont disponibles pour exposer les différents sujets à l'ordre du jour des réunions du conseil, et que le temps accordé est suffisant pour permettre une discussion pleine et entière.
- Obtention de l'assurance que le conseil dispose de toute l'information pertinente et de tout le temps nécessaire à l'analyse des enjeux de la Caisse.
- Vérification de la tenue, au cours de l'année, de séances de discussions en l'absence des membres de la direction et obtention de l'assurance que des périodes suffisantes sont prévues pour permettre une discussion pleine et entière par les administrateurs.
- Discussion d'un programme prévoyant des présentations dans le cadre des réunions du conseil et en dehors de ce cadre formel, pour permettre aux administrateurs d'échanger entre eux et avec la direction sur des sujets pertinents pour la réalisation de leur rôle.

Règles d'éthique et de déontologie

À l'égard des règles d'éthique et de déontologie en vigueur, le comité a, entre autres, mené les activités suivantes :

- Revue des règles de déclaration d'intérêts, obtention de l'assurance, au nom du conseil, que les déclarations d'intérêts soumises par les administrateurs sont conformes aux dispositions en vigueur et transmission de ces déclarations aux autorités désignées par la loi sur la Caisse.
- Révision du code à l'intention des administrateurs et de celui à l'intention des dirigeants et des employés et examen du rapport d'application des règles d'éthique et de déontologie.
- Révision de la directive relative aux transactions sur les titres de sociétés ayant des liens avec un administrateur de la Caisse et révision de ces transactions, le cas échéant.

Politique sur l'investissement responsable

La Caisse s'est dotée d'une politique sur l'investissement responsable. À ce sujet, le comité a effectué les travaux suivants :

- Examen du rapport sur l'exercice du droit de vote de la Caisse auprès des sociétés dont elle est actionnaire.
- Examen et discussion d'un rapport sur l'engagement actionnarial de la Caisse, à savoir l'exercice de son droit de vote et la tenue d'un dialogue avec les sociétés dont elle est actionnaire, plus particulièrement dans les marchés émergents.

Caisse

- Révision de la Politique de dons et commandites, examen du rapport sur les dons et commandites accordés par la Caisse durant l'année et revue du budget annuel consacré par la Caisse à ces activités.
- Examen du processus de vérification de l'application des règles d'éthique et de déontologie chez les gestionnaires externes de la Caisse.
- Examen du processus de désignation de membres au conseil d'administration de certaines sociétés fermées dans lesquelles la Caisse investit.

Évaluation du fonctionnement des comités et du conseil

Le programme d'évaluation du conseil, de ses comités et des administrateurs de la Caisse contribue à la qualité de sa gouvernance en permettant d'établir dans quels domaines des améliorations peuvent être apportées. Considérant la présence de plusieurs nouveaux membres au conseil, le comité a recommandé un report d'une année de ce processus d'évaluation.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas eu recours à de tels services en 2013.

Rapport du comité des ressources humaines

FAITS SAILLANTS

1

Recommandation du renouvellement du mandat du président et chef de la direction par le conseil d'administration.

2

Vigie des pratiques du marché en matière de rémunération.

3

Revue des orientations stratégiques en matière de santé organisationnelle.

LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

MANDAT

Le comité a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines, notamment l'évaluation de la performance, la planification de la relève, la rémunération de la haute direction et les pratiques générales de la Caisse en matière de ressources humaines.

Pour une description complète du mandat du comité des ressources humaines, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2013)

Le comité est composé de cinq membres indépendants :

- Présidente :
Elisabetta Bigsby
- Membres :
Michèle Desjardins, François Joly,
Ouma Sananikone et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2013 : 7

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Président et chef de la direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration l'approbation des objectifs de M. Sabia en sa qualité de président et chef de la direction pour l'exercice 2013. En outre, le comité a examiné et recommandé au conseil l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale du président et chef de la direction.

Par ailleurs, le comité a examiné et évalué les réalisations de M. Sabia à l'égard du développement et du repositionnement de la Caisse et de sa stratégie d'investissement au Québec et ailleurs dans le monde, et ce, pour la période de son premier mandat à titre de président et chef de la direction. Le comité a jugé la performance de M. Sabia comme étant exceptionnelle et a recommandé au conseil de renouveler son mandat pour une autre période de cinq ans.

Haute direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, les éléments suivants :

- L'évaluation de la performance et la détermination de la rémunération globale des membres de la haute direction;
- Le plan de relève des postes de haute direction et de celui de président et chef de la direction;
- La nomination du premier vice-président, Pays émergents.

Rapport du comité des ressources humaines

Stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents

Le comité s'est penché sur plusieurs stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents au cours de l'année 2013. Pour ce faire, le comité a notamment :

- examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, la structure de rémunération des employés, incluant le salaire de base et la rémunération incitative;
- revu les orientations stratégiques en matière de santé organisationnelle, et examiné et discuté des démarches concernant la mobilisation des employés;
- examiné les différents indicateurs de gestion, y compris les indicateurs relatifs à la gestion des risques opérationnels liés à la gestion des ressources humaines ainsi que ceux touchant les plans de relève.

Recours à des experts externes

Le conseil d'administration et ses comités peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, faire appel à des experts externes. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rémunération incitative, le comité et le conseil d'administration ont eu recours aux services d'une firme indépendante d'experts-conseils, reconnue en matière de rémunération du personnel, qui œuvre dans le secteur des caisses de retraite, Hugessen Consulting. Le comité tient compte de l'avis et des recommandations de Hugessen Consulting, mais prend ses propres décisions, qui peuvent être basées sur des renseignements autres que les recommandations de cet expert.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Travaux du comité relatifs à la rémunération

Durant l'année 2013, le comité, avec l'appui de son conseiller Hugessen Consulting, s'est assuré que la politique de rémunération adoptée en 2010 rencontrait ses objectifs stratégiques de payer pour la performance à long terme, d'offrir une rémunération compétitive et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Le comité a examiné la façon dont la politique de rémunération de la Caisse a été appliquée; il a analysé les propositions de primes de performance, ainsi que les propositions relatives à l'application du coinvestissement, et s'est assuré de l'adéquation de ces propositions avec la politique de rémunération et les pratiques du marché.

Ainsi, le comité a notamment analysé et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, le montant des primes de performance à être versées en fonction du programme de rémunération incitative.

Par ailleurs, le comité a reçu une mise à jour sur les tendances du marché en matière de révision salariale. Il s'est penché sur les conditions salariales des employés de la Caisse pour 2013 et les a recommandées au conseil d'administration pour approbation.

Encadrement

La politique de rémunération de la Caisse a été adoptée conformément à l'annexe A du règlement encadrant la régie interne de la Caisse (le Règlement intérieur). Cette annexe a été révisée par décret gouvernemental en 1996 et :

- définit les niveaux maximums de rémunération globale des employés et les marchés de référence;
- indique que les données reflétant le portrait des marchés de référence doivent être compilées au moyen d'un sondage annuel fait par une firme indépendante reconnue, et que celui-ci doit être administré et analysé selon une méthodologie et des règles généralement reconnues en cette matière;
- prévoit que la masse salariale de la Caisse ne doit pas excéder 100 % du point milieu des échelles salariales.

Les marchés de référence et le positionnement des niveaux de rémunération¹

Pour le poste de président et chef de la direction, le marché de référence est composé d'un échantillon de huit grandes caisses de retraite canadiennes, dont la liste se trouve au tableau 45, p. 100. Pour ce poste, la rémunération globale doit se situer entre la médiane et le troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence, selon que la performance de la Caisse est moyenne ou supérieure.

Pour les postes liés à l'investissement, le marché de référence est celui de l'investissement institutionnel canadien. Celui-ci doit comprendre un échantillon représentatif, notamment d'institutions, de compagnies d'assurance, de sociétés de fiducie, de caisses de retraite, de firmes de conseillers en placement, de firmes de courtage et de gestionnaires de fonds ou d'industries de même nature. L'échantillon actuel comprend 42 organisations, dont la liste se trouve au tableau 43, p. 99. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du décile supérieur (90^e rang centile) du marché de référence.

1. Aux fins de la rémunération, le premier quartile s'étend du 1^{er} au 25^e rang centile, le deuxième quartile du 26^e au 50^e rang centile, le troisième quartile du 51^e au 75^e rang centile et le quatrième du 76^e au 100^e rang centile.

Pour les postes non liés à l'investissement, le marché de référence est celui du Québec et doit comprendre notamment les emplois du secteur public. Ainsi, le marché de référence comprend un échantillon représentatif de grandes entreprises québécoises des secteurs public et privé ainsi que d'entreprises du secteur financier. L'échantillon actuel comprend 55 organisations, dont la liste se trouve au tableau 44, p. 100. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer au troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence.

En 2013, la Caisse a retenu les services de Towers Watson pour l'étalonnage de ses marchés de référence. Les critères de sélection utilisés pour établir les entreprises faisant partie des marchés de référence sont notamment : la taille, le secteur d'activité, ainsi que les entreprises qui recrutent des talents similaires aux profils recherchés par la Caisse, qui offrent des produits et types d'investissement innovateurs et diversifiés, qui sont reconnues pour avoir les meilleures pratiques en ressources humaines, dont la culture est alignée sur la performance et qui participent à la banque de données de Towers Watson.

Objectifs stratégiques liés à la politique de rémunération

La Caisse doit pouvoir compter sur des employés hautement compétents, qui lui permettent d'atteindre sa mission : recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement, tout en contribuant au développement économique du Québec.

Par conséquent, la politique de rémunération poursuit les trois objectifs suivants :

1. Payer pour la performance : une rémunération incitative proportionnelle au rendement procuré aux déposants. Cet objectif s'articule autour des quatre thèmes suivants :

- **Une orientation à long terme :** pour récompenser la performance soutenue sur plusieurs années.
- **Un juste équilibre rendement-risque :** afin d'encourager une prise de risque mesurée, qui facilite la production d'un rendement à long terme soutenu pour les déposants, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.

- **Une évaluation globale :** afin de favoriser un équilibre entre la contribution individuelle, le rendement des portefeuilles et le rendement de la Caisse.

- **Un accent sur la perspective globale Caisse :** une importance accrue de la contribution des employés aux priorités stratégiques et au rendement global de la Caisse, incluant une pondération accordée au leadership et aux comportements souhaités.

2. Offrir une rémunération compétitive : afin d'attirer, mobiliser et retenir des employés qui possèdent une expérience et des compétences qui permettent à la Caisse d'atteindre ses objectifs stratégiques, tout en respectant les balises énoncées par le Règlement intérieur et décrites précédemment.

3. Lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants : afin qu'ils orientent leur contribution individuelle et d'équipe vers le succès soutenu à long terme de la Caisse.

La politique de rémunération de la Caisse respecte les principes de saine gestion de la rémunération émis par le Forum de stabilité financière (FSF) et entérinés par les pays du G20, soit une gouvernance efficace en matière de rémunération et un alignement entre la rémunération et la prise de risque mesurée à long terme, et la revue régulière des pratiques de rémunération.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des employés de la Caisse repose sur quatre composantes :

1. Le salaire de base
2. La rémunération incitative
3. Le régime de retraite
4. Les avantages sociaux

Rapport du comité des ressources humaines

Salaire de base

Le Règlement intérieur établit que la moyenne des salaires de base ne doit pas excéder le point milieu des échelles salariales. À l'intérieur de ces paramètres, les salaires de base annuels sont fixés en fonction des conditions de salaire qui ont cours dans les marchés de référence.

Chaque année, le comité des ressources humaines soumet au conseil d'administration, pour approbation, l'enveloppe de masse salariale.

Pour l'année 2013, le conseil d'administration a approuvé les recommandations formulées par la direction de la Caisse visant à :

- maintenir les échelles de salaire près de la médiane des marchés de référence, telle que mesurée par des firmes externes reconnues;
- verser une enveloppe d'augmentation au mérite se situant sous la médiane des prévisions d'augmentation du marché.

Rémunération incitative

Dans le milieu de l'investissement, la rémunération incitative est une composante essentielle de la rémunération globale offerte aux employés de ce secteur, puisqu'elle permet d'aligner les incitatifs financiers sur les objectifs de rendement attendus par les clients.

La rémunération incitative à la Caisse sert à reconnaître la performance, l'atteinte d'objectifs et la contribution à la réalisation des orientations stratégiques. La rémunération incitative représente une partie importante de la rémunération globale. Elle a ainsi une influence directe sur le niveau de rémunération globale offert et sur son positionnement par rapport au marché de référence.

Le programme de rémunération incitative, introduit en 2010, reconnaît par l'octroi d'une prime, la performance soutenue sur quatre années et permet de différer une partie de cette prime de performance dans un compte de coinvestissement sur une période de trois ans (voir page 95). Ce mécanisme permet de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants, en faisant fluctuer ces montants en fonction du rendement absolu généré pour les déposants.

Composantes de la prime de performance

L'attribution d'une prime de performance n'est jamais garantie : elle dépend toujours de l'évaluation des critères de performance tels qu'ils sont établis par le programme de rémunération incitative. Ainsi, l'attribution d'une prime de performance aux employés est évaluée à l'aide des trois composantes présentées au graphique 39.

GRAPHIQUE 39

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE



Réalisations depuis 2010

Sur la période de quatre ans s'échelonnant de 2010 à 2013, la Caisse a procuré un rendement net annualisé de 10,0 %, générant 61,2 G\$ de résultats de placement nets, et ce, en dépit d'un contexte économique incertain et volatil.

- Ce rendement dépasse celui de son portefeuille de référence qui se situe à 8,8 %. Cet écart représente 6,0 G\$ de valeur ajoutée.
- Chacune des catégories d'actif a contribué de façon importante au rendement global de la Caisse sur quatre ans.
- Sur cette période, la Caisse surpasse largement les objectifs à long terme des déposants.

En 2013, la Caisse a procuré un rendement de 13,1 %, générant 22,8 G\$ de résultats de placement nets :

- Ce rendement surpasse celui de son portefeuille de référence, qui se situe à 12,6 %. Cela représente 851,0 M\$ de valeur ajoutée.
- L'actif net des déposants atteint 200,1 G\$ à la fin de l'année.
- Quinze des dix-sept portefeuilles spécialisés affichent des résultats positifs.

La Caisse a poursuivi en 2013 la mise en œuvre des objectifs stratégiques clés de son plan d'affaires, notamment :

Présence accrue de la Caisse au Québec

Depuis quatre ans, la Caisse a assuré la croissance de ses actifs au Québec par de nouveaux investissements et engagements, et a mis en œuvre plusieurs initiatives pour renforcer sa présence auprès des entrepreneurs.

- Les actifs de la Caisse au Québec ont augmenté de 20,3 G\$, atteignant 53,8 G\$ au 31 décembre 2013, dont 32,5 G\$ dans le secteur privé.
- Les nouveaux investissements et engagements de la Caisse auprès d'entreprises québécoises s'élèvent à 10,3 G\$.
- La Caisse a mis en place une stratégie de développement au Québec basée sur trois axes :
 1. Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissement.
 2. Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux.
 3. Renforcer le dynamisme de l'entrepreneuriat et la relève financière.

Pour mettre en œuvre sa stratégie de développement au Québec, la Caisse en 2013 a notamment :

- réalisé de nouveaux investissements et engagements, totalisant 3,6 G\$, dont 600 M\$ de nouveaux engagements auprès des PME québécoises;
- mené plus de 125 activités afin de tisser des liens avec la communauté d'affaires et les entreprises québécoises;
- accordé des prêts hypothécaires commerciaux totalisant 1,1 G\$.

Mise en œuvre de sa stratégie d'investissement**Gestion en absolu**

- Lancement du portefeuille Actions Qualité mondiale au début de l'année 2013. Ce portefeuille géré en absolu est concentré sur les titres de qualité qui affichent des rendements plus stables à long terme, avec un risque diminué, ce qui correspond au profil rendement-risque des déposants.
- À la fin de 2013, l'actif sous gestion s'élevait à 17,2 G\$, soit 8,6 % du portefeuille global.
- En 2013, pour une seule année de rendement, le portefeuille Actions Qualité mondiale a produit un rendement de 32,4 %.

Actifs moins liquides

- Poursuite de la stratégie d'investissement en placements privés, en infrastructures et en immobilier. Les investissements dans ces actifs moins liquides ont été de 9,6 G\$ en 2013.
- Investissement en infrastructures dans le port de Brisbane, en Australie.
- Investissement en énergie dans une quinzaine de parcs éoliens au Québec, au Canada, aux États-Unis et en mer du Nord.

Rapport du comité des ressources humaines

- Acquisition de la participation de 50 % d'AIMCo dans Place Ville Marie, permettant à Ivanhoé Cambridge de devenir l'unique propriétaire de cet immeuble phare du centre-ville de Montréal.
- Renforcement de la présence d'Ivanhoé Cambridge aux États-Unis avec l'acquisition d'une participation dans un immeuble à New York, l'acquisition de tours à Chicago et le lancement du plus grand projet immobilier à voir le jour dans cette ville depuis cinq ans.
- Repositionnement stratégique du portefeuille immobilier en Europe par la concentration des activités dans certains marchés, notamment à Londres et à Paris.

Pays émergents et profondeur d'expertise

- Cette année, la Caisse a renforcé ses équipes de recherche et a accru de façon importante son expertise en pays émergents.
 - Nomination du premier vice-président, Pays émergents.
 - Création d'une équipe responsable du développement d'une stratégie d'investissement dans ces marchés, qui sera implantée graduellement d'ici 2018.
- À compter de juillet 2013, la gestion active externe a été introduite dans le portefeuille Actions des marchés en émergence en vue de mieux profiter du potentiel de croissance de ces pays.

Approfondir nos connaissances afin de mieux gérer les risques

- Maintien d'un juste équilibre entre le rendement et le risque, notamment par :
 - une réduction du risque absolu et du risque actif du portefeuille global;
 - le maintien d'un niveau robuste de liquidités.
- Mise en place d'un encadrement du risque en absolu, en cohérence avec l'évolution du portefeuille global.

Capacité de recherche et d'analyse des tendances économiques et financières

- Au cours des dernières années, un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités de recherche : recrutement d'experts opérationnels et sectoriels (géologie, soins de santé, génie mécanique, etc.) et création d'un programme de recherche pour développer une expertise globale et enrichir la prise de décision en investissement.

Pilotage du portefeuille global et évolution de l'offre aux déposants

Depuis les dernières années, la Caisse a procédé à un recentrage des stratégies d'investissement sur les métiers de base et à une modification en profondeur de l'offre de portefeuilles pour la rendre plus flexible et mieux adaptée aux besoins des déposants. La Caisse a aussi renforcé les services-conseils et la reddition de comptes faite auprès des déposants et a mis en œuvre de nouveaux mécanismes de collaboration.

Les commentaires recueillis auprès des déposants au cours de l'année 2013 exprimaient un fort niveau de satisfaction à l'égard du pilotage du portefeuille global et de l'évolution de l'offre de la Caisse.

Simplification et optimisation

Au cours des dernières années, la Caisse a mis en place un nouveau modèle d'affaires opérationnel centré sur le client et l'efficacité.

En 2013, la Caisse a notamment :

- poursuivi ses efforts pour améliorer son efficacité et le ratio des dépenses s'est établi à 17,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen comparativement à 17,9 cents en 2012. Ce ratio continue de placer la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie de gestionnaires.
- déployé des initiatives structurantes pour améliorer l'agilité opérationnelle, la gestion des données, le rééquilibrage de portefeuilles et le cycle d'approvisionnement dont :
 - simplification des activités, des processus et des systèmes par une mise à niveau de la chaîne opérationnelle et la migration vers de nouvelles solutions technologiques;
 - évolution de la gestion des données par la mise en place d'une gouvernance assurant l'accès, l'intégrité et l'intégrité des données;
 - implantation d'une nouvelle application de rééquilibrage de portefeuilles.
- mis en place une mesure interne de la santé organisationnelle et lancé des initiatives structurantes afin d'améliorer celle-ci.

Prime de performance 2013

En tenant compte des primes de performance versées et différées, la rémunération globale des employés de la Caisse en 2013 se situe en deçà de la médiane des marchés de référence pour un rendement net annualisé de 10,0 % sur une période de quatre ans s'échelonnant de 2010 à 2013, correspondant à 6,0 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence, et équivalant à une performance supérieure sur quatre ans.

Plus spécifiquement et selon une analyse produite par Towers Watson, la rémunération globale des employés se positionne dans un intervalle se situant entre les 24^e et 78^e rangs centiles (où le 100^e rang centile représente la rémunération la plus élevée du marché) des marchés de référence selon le poste occupé, la performance spécifique des portefeuilles et la rémunération versée pour ces postes (voir le tableau 40). En comparaison avec l'année 2010, le montant des primes de performance par rapport à l'actif net de la Caisse a légèrement diminué.

L'opinion de Hugessen Consulting présentée au conseil d'administration de la Caisse souligne :

« Nous avons revu les rendements de la Caisse et des indices de référence pour 2013, ainsi que les facteurs ayant contribué au rendement de la Caisse et nous en sommes satisfaits. Nous pouvons confirmer, entre autres, que les calculs de la valeur ajoutée, les multiples de rendement 2013, les multiples de rendement moyen 2010-2013 et les multiples de prime 2013 sont conformes au programme de rémunération incitative de la Caisse. À notre avis, le montant total des primes déterminées par le programme en 2013 est raisonnable dans le contexte du marché, considérant la performance de la Caisse en 2010, 2011, 2012 et 2013. »

Coinvestissement : primes de performance différées

Le coinvestissement vise à renforcer l'alignement des intérêts des employés ayant le plus d'influence sur la performance organisationnelle et financière de la Caisse sur ceux des déposants sur un horizon à long terme. La valeur des montants de primes de performance différées et coinvesties variera avec le rendement global absolu moyen de la Caisse durant la période pendant laquelle les primes sont différées, à la hausse comme à la baisse.

À la fin de chaque période de trois ans, le montant différé, diminué ou augmenté du rendement moyen crédité pour cette période, sera versé à chaque participant sous forme de prime différée avec restrictions. Le graphique 41, p. 96, illustre cette mécanique.

Les membres de la haute direction disposent de trois ans pour contribuer au minimum l'équivalent de leur salaire de base dans le compte de coinvestissement.

TABLEAU 40

POSITIONNEMENT DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE SELON LE POSTE OCCUPÉ

Postes	Rémunération globale maximale selon le Règlement ¹	Positionnement moyen de la rémunération globale versée en 2013 par rapport aux marchés de référence selon le Règlement
Postes liés à l'investissement	90 ^e rang centile	Du 24 ^e au 78 ^e rang centile
Postes non liés à l'investissement	75 ^e rang centile	En moyenne, au 39 ^e rang centile

1. Les positionnements en rang centile auxquels réfère la rémunération globale maximale se retrouvent à l'annexe A du Règlement intérieur, révisée par décret gouvernemental en 1996.

Rapport du comité des ressources humaines

Changements apportés en 2013

S'inspirant des meilleures pratiques de rémunération incitative du secteur financier et dans l'optique de renforcer l'alignement des objectifs de rendement absolu dans la durée, une hausse a été appliquée sur le seuil minimum de coinvestissement à compter de 2013.

Pour le président et chef de la direction et les membres de la haute direction, le seuil minimum de la rémunération incitative totale devant être différée dans un compte de coinvestissement est passé de 40 % à 55 %. Pour tous les vice-présidents et vice-présidents principaux ainsi que les employés en investissement des niveaux intermédiaire et senior, le seuil minimum a été haussé de 25 % à 35 %.

Depuis 2011, la Caisse offre aux employés visés l'option de différer et coinvestir une portion additionnelle de leur prime dans le compte de coinvestissement. Comparé à 2012, les nouveaux minimums obligatoires ainsi que la participation volontaire ont accru de près de 30 % les montants différés et coinvestis.

Régime de retraite

Tous les employés participent et contribuent à l'un des deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), selon le poste qu'ils occupent. De plus, les cadres et professionnels occupant une fonction stratégique participent au Régime additionnel de retraite (RAR) et les membres de la haute direction participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD). En vertu de ces deux régimes, ceux-ci ont droit de recevoir, à compter

de l'âge normal de la retraite, une rente annuelle totale correspondant à 2 % de leurs gains admissibles pour chacune des années ou fraction d'année de participation aux régimes, tout en tenant compte des limites fiscales annuelles imposées par l'Agence du revenu du Canada pour chacune des années où ils ne participaient pas au RAR ou au RSRCD.

Certains membres de la haute direction se voient reconnaître des années de service additionnelles au RSRCD en fonction des circonstances particulières de leur promotion ou de leur embauche.

Avantages sociaux

Les employés bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux de valeur concurrentielle, notamment une assurance collective (par exemple, les soins médicaux et dentaires, l'assurance vie, etc.). Par ailleurs, les membres de la haute direction bénéficient d'avantages particuliers pour assumer, principalement, des dépenses associées à l'allocation de voiture. La Caisse exige également de ses cadres qu'ils procèdent à une évaluation annuelle de leur état de santé.

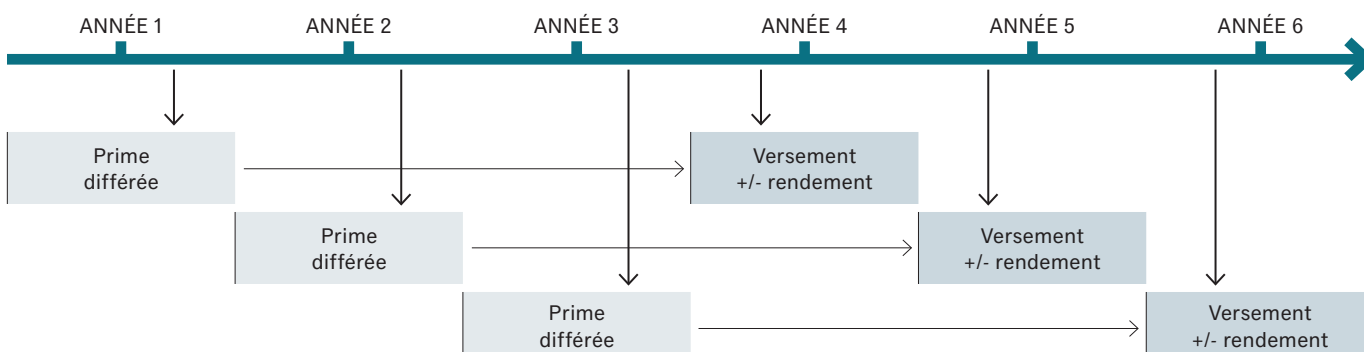
Revue de performance et de rémunération globale du président et chef de la direction

Revue de performance

Au début de l'année 2013, le comité a recommandé au conseil d'administration, à des fins d'examen et d'approbation, une série d'objectifs individuels autres que financiers proposés par le président et chef de la direction. Une série de grands objectifs d'entreprise visaient à atteindre des cibles en lien avec la stratégie et le plan d'affaires de la Caisse.

GRAPHIQUE 41

PRIMES DE PERFORMANCE DIFFÉRÉES ET COÏNVESTIES



La mise en œuvre des stratégies d'investissement, la présence accrue au Québec, le pilotage du portefeuille global et l'évolution de l'offre aux déposants, et la simplification et l'optimisation des opérations sont autant de chapitres qui ont fait l'objet d'une évaluation par le comité des ressources humaines.

En complément, le comité a aussi reçu un sommaire de la rétroaction donnée par les membres de la haute direction au président du conseil.

Au terme du processus, un rapport a été soumis au conseil d'administration qui s'est déclaré entièrement satisfait de la performance du président et chef de la direction qui a non seulement atteint mais aussi largement dépassé les objectifs qui lui avaient été fixés. Il s'agit aux yeux du conseil d'une performance remarquable.

Revue de rémunération globale

La rémunération et les autres conditions d'emploi du président et chef de la direction sont établies en fonction des paramètres déterminés par le gouvernement, après consultation du conseil d'administration.

Conformément à sa demande, M. Sabia n'a reçu aucune augmentation salariale depuis sa nomination en 2009. En 2013, le salaire de base de M. Sabia est demeuré inchangé à 500 000 \$.

En 2013, aucune prime différée n'a été versée à M. Sabia à l'égard de 2010, puisque M. Sabia a renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour les années 2009 et 2010.

En ce qui concerne la détermination de la prime de performance annuelle du président et chef de la direction, les trois composantes présentées au graphique 42 ont été prises en compte.

La composante liée au rendement global de la Caisse correspond, cette année, au rendement sur une période de quatre ans s'échelonnant de 2010 à 2013. Le rendement net annualisé sur cette période correspond à 10,0 %, soit 6,0 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence. Ce rendement représente une performance supérieure sur quatre années.

Quant à la composante liée aux objectifs d'entreprise, au cours des quatre dernières années, sous la direction de M. Sabia, la Caisse a :

- complètement repositionné la stratégie d'investissement afin de générer des rendements solides, qui répondent aux besoins des déposants;
- rebâti une relation de collaboration constructive et de confiance avec les déposants;
- renforcé de façon importante la gestion des risques à la Caisse, tant sur les plans de l'expertise, des méthodologies que des outils;
- renforcé la présence de la Caisse au Québec, par le biais d'une stratégie qui a permis de réaliser 10,3 G\$ de nouveaux investissements et engagements sur 4 ans, et 11,9 G\$ depuis 2009;
- simplifié et grandement amélioré l'efficacité de ses opérations.

GRAPHIQUE 42

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

RENDEMENT GLOBAL DE LA CAISSE	→	Est fonction du niveau d'atteinte des objectifs de rendement de la Caisse
RÉALISATION DES OBJECTIFS D'ENTREPRISE	→	Est évaluée sur le niveau d'atteinte des objectifs d'entreprise
CONTRIBUTION INDIVIDUELLE	→	Résulte du niveau d'atteinte des objectifs individuels

Rapport du comité des ressources humaines

En ce qui a trait à la contribution individuelle, M. Sabia a exercé un leadership fort pour rallier et mobiliser les équipes de la Caisse autour d'une vision et d'objectifs communs, afin de renforcer la culture de l'organisation.

Le comité et le conseil d'administration considèrent que M. Sabia a livré une performance exceptionnelle et a largement dépassé les objectifs des quatre dernières années.

Le président et chef de la direction, tout comme les autres membres de la haute direction visés par le programme de rémunération incitative, a l'obligation de différer au minimum 55 % de la rémunération incitative qui lui est accordée dans un compte de coinvestissement. Pour l'atteinte des objectifs annuels, le conseil d'administration a versé à M. Sabia une rémunération incitative de 600 000 \$ et M. Sabia a choisi de différer un montant de 800 000 \$ au titre du compte de coinvestissement. En 2016, M. Sabia sera admissible à recevoir une prime différée liée à ce montant, augmentée ou diminuée du rendement absolu moyen de la Caisse sur la période de trois ans, entre 2014 et 2016.

Les autres conditions d'emploi auxquelles M. Sabia a droit sont alignées sur les politiques de la Caisse et respectent les paramètres fixés par le Règlement intérieur. Il reçoit des avantages particuliers d'une valeur annuelle de 40 000 \$ et participe au régime d'assurance collective des employés de la Caisse.

Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite, comme il a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause. Toutefois, compte tenu du caractère obligatoire de la participation au régime de retraite de base en vertu des dispositions du régime de retraite du personnel d'encadrement (selon les règles de la CARRA), M. Sabia a dû y être inscrit malgré son intention d'y renoncer. Les cotisations au régime de base obligatoire ont représenté un coût annuel de 16 585 \$ pour la Caisse en 2013.

En 2013, la rémunération directe versée au président et chef de la direction est inférieure de 69 % du potentiel de rémunération directe versée, pour une performance supérieure, par le marché de référence, qui est constitué des pairs provenant des huit grandes caisses de retraite canadiennes. Pour une performance supérieure, un écart d'environ 2,6 M\$ est constaté entre la rémunération directe versée au président et chef de la direction et le marché de référence (voir le tableau 49).

Trois raisons expliquent cet écart. D'abord, M. Sabia a proposé, au début de son premier mandat, une réduction de ses potentiels de rémunération incitative. Ensuite, le programme de rémunération incitative prévoyait l'application de limites sur le rendement de la Caisse reconnu aux fins de la détermination des primes de performance. Finalement, en 2013, aucune prime différée n'a été versée à M. Sabia à l'égard de 2010, puisque M. Sabia a renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour les années 2009 et 2010.

Rémunération du président et chef de la direction et des cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les années 2011 à 2013

Le conseil d'administration de la Caisse reconnaît l'importance d'un leadership de qualité et croit fermement que les politiques et programmes qu'il a entérinés permettent :

- d'offrir une rémunération concurrentielle dans un marché où la compétition pour le talent est vive et où, pour produire le rendement attendu, la Caisse est en concurrence à l'échelle mondiale;
- d'atteindre les objectifs stratégiques qui soutiennent la réalisation de la mission de la Caisse.

Conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse divulgue ci-après, pour elle-même et ses filiales en propriété exclusive, la rémunération du président et chef de la direction et celle des cinq dirigeants les mieux rémunérés agissant sous son autorité immédiate (voir le tableau 46, p. 101).

TABLEAU 43

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- AEGON Gestion de capitaux
- Air Canada
- Alberta Investment Management Corporation
- Alberta Teacher's Retirement Fund Board
- Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal
- ATB Financial
- BIMCOR
- British Columbia Investment Management Corporation
- Connor, Clark & Lunn Financial Group
- Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Ontario)
- Commission du régime de retraite de l'Ontario
- Division des investissements du CN
- Desjardins Gestion d'actifs
- Financière Sun Life
- Fondation Lucie et André Chagnon
- Gestion globale d'actifs HSBC Canada
- Gestion Pembroke
- Greystone Managed Investments
- Hydro-Québec
- Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
- Insurance Corporation of British Columbia
- Intact Gestion de placements
- La Great-West, compagnie d'assurance-vie
- L'Association canadienne de protection médicale
- Le Régime des CAAT
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Matrix Asset Management
- Mawer Investment Management
- Nova Scotia, Département des finances (LMTS)
- OPSEU Pension Trust
- Placements Montrusco Bolton
- Régime de retraite de la Municipalité régionale d'Halifax
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)
- Services aux médecins MD
- Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick
- Société Radio-Canada
- The Civil Service Superannuation Board
- Telus Communication
- Worker's Compensation Board of Alberta

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 44

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES NON LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- Agropur Coopérative
- Aimia
- Air Canada
- Alcoa Canada
- AstraZeneca Canada
- Banque de Montréal
- BCE
- Bell Aliant Communications régionales
- BIMCOR
- Bombardier
- Bombardier Aéronautique
- Cirque du soleil
- COGECO
- Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
- Division des investissements du CN
- Ericsson Canada
- Gaz Metro
- Générale Électrique du Canada
- Groupe de communications Square Victoria
- Groupe SNC-Lavalin
- Groupe TMX
- Hydro-Québec
- IBM Canada
- Industries Lassonde
- Intact Corporation financière
- Intact Gestion de placements
- Kruger
- La Coop fédérée
- La Corporation Cadillac Fairview
- La Great-West, compagnie d'assurance-vie
- Le Groupe CSL
- Le Group GLV
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Oréal Canada
- Loto-Québec
- McKesson Canada
- Microsoft Canada
- Molson Coors Canada
- Mouvement Desjardins
- Northbridge
- Power Corporation du Canada
- Placements Montrusco Bolton
- Produits forestiers Résolu
- Québecor
- RGA Compagnie de réassurance-vie du Canada
- Rio Tinto Alcan
- SGI Canada
- Société Radio-Canada
- Telus Communication
- Tembec
- Énergie Valero
- Via Rail Canada
- Vidéotron
- Yellow Média

TABLEAU 45

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

- Alberta Investment Management Corporation
- BIMCOR
- British Columbia Investment Management Corporation
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)

TABLEAU 46

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2011 À 2013

Nom et poste principal	Exercice (année)	Salaire de base (\$)	Rémunération incitative ¹ (\$)	Autre rémunération (\$)	Rémunération directe ² (\$)	Rémunération incitative différée en 2010 et versée en 2013 ³ (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction ⁴	2013	500 000	600 000	40 000	1 140 000	s.o.
	2012	500 000	500 000	40 000	1 040 000	s.o.
	2011	500 000	400 000	40 000	940 000	s.o.
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements	2013	475 000	607 500	30 000	1 112 500	619 389
	2012	450 000	690 000	30 000	1 170 000	s.o.
	2011	450 000	660 000	30 000	1 140 000	s.o.
Normand Provost Premier vice-président, Placements privés et infrastructures	2013	395 000	591 760	30 000	1 016 760	580 677
	2012	395 000	480 000	30 000	905 000	s.o.
	2011	395 000	655 000	30 000	1 080 000	s.o.
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	2013	375 000	254 250	30 000	659 250	387 118
	2012	375 000	267 500	346 667	989 167	s.o.
	2011	375 000	275 000	296 667	946 667	s.o.
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations	2013	415 000	157 500	30 000	602 500	446 675
	2012	405 000	252 000	280 000	937 000	s.o.
	2011	375 000	260 000	280 000	915 000	s.o.
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière ⁵	2013	375 000	141 000	30 000	546 000	s.o.
	2012	375 000	321 000	90 000	786 000	s.o.
	2011	212 500	171 000	108 000	491 500	s.o.

1. Tel que mentionné à la page 96 du présent rapport, comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les hauts dirigeants ont l'obligation de différer au minimum 55 % de leur rémunération incitative calculée dans un compte de coinvestissement ; ce seuil était de 40 % en 2010, 2011 et 2012 et de 55 % en 2013. En 2013, pour la première fois, les hauts dirigeants étaient admissibles à recevoir une prime différée, majorée du rendement annuel moyen généré par la Caisse pour ses déposants sur la période de trois ans. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2014 à l'égard de 2011 sont présentés dans le Rapport annuel 2011, à la page 122. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2015 à l'égard de 2012 sont présentés dans le Rapport annuel 2012, à la page 110. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2016 à l'égard de 2013 correspondent respectivement à : 800 000 \$ pour M. Sabia, 742 500 \$ pour M. Lescure, 708 240 \$ pour M. Provost, 310 750 \$ pour M. Bergeron, 472 500 \$ pour M. Morency et 424 000 \$ pour M^{me} Paul.
2. La valeur de la rémunération directe inclut le salaire, la rémunération incitative annuelle versée à l'égard de 2013 et l'autre rémunération. Elle exclut le montant de rémunération incitative différé et coinvesti au cours de l'année visée par la divulgation, le montant de rémunération incitative différé dans le passé et versé au cours de l'année visée par la divulgation, incluant l'intérêt crédité, et la valeur du plan de retraite. La valeur du plan de retraite est présentée au tableau 47 du présent rapport annuel.
3. Les montants de rémunération incitative différés et coinvestis jusqu'en 2013 à l'égard de 2010, sont présentés à la page 112 du Rapport annuel 2010. Comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les primes différées et coinvesties à l'égard de 2010, majorées du rendement annuel moyen généré par la Caisse pour ses déposants sur la période de trois ans, ont été versées aux dirigeants pour la première fois en 2013.
4. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour les années 2009 et 2010. Par conséquent, il n'a coinvesti aucun montant en 2010 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2013.
5. M^{me} Paul a été nommée première vice-présidente et chef de la Direction financière en juin 2011. M^{me} Paul a commencé sa participation au coinvestissement en 2011. Par conséquent, elle n'a coinvesti aucun montant en 2010 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2013. Le montant différé et coinvesti jusqu'en 2014 à l'égard de 2011 correspond à 114 000 \$ et celui différé et coinvesti jusqu'en 2015 à l'égard de 2012 correspond à 214 000 \$. M^{me} Paul a reçu un montant forfaitaire de dédommagement échelonné sur plusieurs années en compensation notamment des montants auxquels elle a dû renoncer au moment de son embauche. Ce montant s'est élevé à 90 000 \$ en 2011 et à 60 000 \$ en 2012.

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 47

SOMMAIRE DE LA RETRAITE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Années décomptées ¹ (nombre)	Prestations annuelles payables ² (\$)		Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice ³ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunératoires ⁴ (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunératoires ⁵ (\$)	Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ³ (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Michael Sabia Président et chef de la direction ⁶	4,8	12 900	25 800	0	0	0	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements	4,2	161 000	515 900	1 216 400	413 000	(175 200)	1 454 200
Normand Provost Premier vice-président, Placements privés et infrastructures	33,6	308 200	404 100	3 102 100	381 600	(443 800)	3 039 900
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	33,2	223 400	321 200	1 624 500	70 000	(78 500)	1 616 000
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations	4,4	95 000	161 500	1 139 300	322 300	(94 400)	1 367 200
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière	2,6	56 500	211 000	372 100	211 300	(39 000)	544 400

1. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.

2. Les prestations annuelles équivalent à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.

3. Les obligations n'excluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé sont versées à la CARRA qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la Caisse était de 16 585 \$ par dirigeant en 2013.

4. La variation attribuable à des éléments rémunératoires comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée, des modifications au régime ou l'attribution d'années de service additionnelles.

5. La variation attribuable à des éléments non rémunératoires comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.

6. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite. Cependant, la participation au Régime de retraite du personnel d'encadrement est obligatoire en vertu des règles de la CARRA, tel que détaillé sur son site Internet à l'adresse électronique suivante : http://www.carra.gouv.qc.ca/fra/regime/rrpe/rrpe_s00.htm.

TABLEAU 48

SOMMAIRE DES INDEMNITÉS ADVENANT LE DÉPART DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Événement déclencheur	Montant théorique payable (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction ¹	Terminaison du contrat	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements ²	Terminaison non volontaire	1 000 000
Normand Provost Premier vice-président, Placements privés et infrastructures ³	Terminaison non volontaire	790 000
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques ⁴	Terminaison non volontaire	780 000
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations ⁵	Terminaison non volontaire	830 000
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière ⁶	Terminaison non volontaire	937 500

1. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause.

2. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.

3. Le contrat de travail de ce dirigeant ne prévoit aucune condition particulière liée à sa fin d'emploi. Son indemnité de fin d'emploi a donc été évaluée à partir du cadre de référence de la Caisse en la matière, lequel accorde un mois de salaire de base par année de service pour un maximum de 24 mois.

4. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalant à une fois sa prime cible annuelle et du montant annuel lié aux avantages particuliers.

5. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, additionné du montant équivalant à une fois sa prime cible annuelle.

6. Le contrat de travail de cette dirigeante prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à quinze mois de son salaire de base annuel, majoré du montant équivalant à quinze mois de sa prime cible annuelle, jusqu'à un maximum de 995 000 \$. Des dispositions particulières liées à la retraite sont prévues advenant un départ non volontaire avant le 29 janvier 2017.

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 49

COMPARAISON AU MARCHÉ DU POTENTIEL DE RÉMUNÉRATION DIRECTE MAXIMUM ET DE LA RÉMUNÉRATION DIRECTE EN 2013 À LA CAISSE POUR LES POSTES DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET CEUX DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS^{1,7}

Poste	Marchés de référence Rémunération directe versée		Caisse Rémunération directe versée en 2013 ⁴ (\$)
	Rémunération maximale prévue par le Règlement ² (\$)	Pour une performance supérieure ³ (\$)	
Président et chef de la direction ⁵	4 970 200	3 727 650	1 140 000
Premier vice-président et chef des Placements	4 081 000	3 060 750	1 731 889
Premier vice-président, Placements privés et infrastructures	3 131 000	2 348 250	1 597 437
Premier vice-président et chef de la Direction des risques	1 712 000	1 284 000	1 046 368
Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations	n.d.	n.d.	1 049 175
Première vice-présidente et chef de la Direction financière ⁶	1 228 000	921 000	546 000

1. La rémunération directe versée présentée en 2013 est alignée sur le principe de la rémunération « gagnée », qui est défini conformément à Loi de l'impôt sur le revenu comme la rémunération « versée en espèces et imposable ».
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération directe observé au 75^e rang centile de leur marché de référence respectif a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction et les postes non liés à l'investissement, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement. Ces montants théoriques excluent la valeur des plans de retraite, mais incluent la valeur des avantages particuliers et de la rémunération à long terme octroyée par le passé et payable au cours de l'exercice.
3. La rémunération directe versée par les marchés de référence pour une performance supérieure correspond à environ 75 % de la rémunération directe maximale prévue par le Règlement intérieur.
4. Ces montants reflètent la rémunération directe versée en 2013, qui exclut la rémunération incitative différée et coinvestie (voir la note 1 présentée au tableau 46) et la valeur du plan de retraite, mais qui inclut la valeur des montants de rémunération incitative différés en 2010 et versés pour la première fois en 2013 et la valeur des avantages particuliers. Cette rémunération a été versée pour un rendement net annualisé sur quatre ans (2010, 2011, 2012 et 2013) de 10,0 %, équivalant à une performance supérieure.
5. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour les années 2009 et 2010. Par conséquent, il n'a coinvesti aucun montant en 2010 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2013.
6. M^{me} Paul a été nommée première vice-présidente et chef de la Direction financière en juin 2011. M^{me} Paul a commencé sa participation au coinvestissement en 2011. Par conséquent, elle n'a coinvesti aucun montant en 2010 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2013.
7. Towers Watson, Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération des membres du comité de direction, Caisse de dépôt et placement du Québec, 2013.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques

FAITS SAILLANTS

1

Recommandation de la politique d'investissement du nouveau portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition.

2

Analyse et recommandation de la mise en place d'un nouvel encadrement pour le suivi du risque de marché des instruments ou contrats de nature financière.

3

Examen des rapports rendement-risque de chaque portefeuille spécialisé et de la Caisse globalement.

LE COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques.

MANDAT

Le comité a pour mandat d'établir les orientations et les politiques d'encadrement relatives à la gestion des risques afin d'atteindre une relation rendement-risque optimale. Pour une description complète du mandat du comité, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2013)

- Président :
Jean La Couture
- Membres :
Elisabetta Bigsby, Patricia Curadeau-Grou
Gilles Godbout et François R. Roy
- Membre invité :
François Joly, président du comité de vérification

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2013 : 9

Le comité a implanté différents mécanismes pour fournir au comité de vérification et au conseil l'assurance dont ils ont besoin à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Il a :

- fait rapport de ses activités après chaque réunion, verbalement et par écrit, au conseil;
- rendu disponibles ses mémoires de délibérations au comité de vérification et au conseil;
- invité le président du comité de vérification à chaque réunion.

Le rapport ci-dessous a été approuvé par les membres du comité.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques

Orientation et politiques d'encadrement de la gestion des risques

En 2013, le comité s'est acquitté de ses responsabilités, notamment de la façon suivante :

- Examen, à chaque réunion du comité, de rapports rendement-risque relatifs aux portefeuilles spécialisés d'un secteur d'investissement ou à la Caisse globalement.
- Analyse et recommandation au conseil, pour approbation, de la politique d'investissement du nouveau portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition.
- Révision des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés pour une gestion optimale des activités d'investissement et de risque, par exemple en ce qui a trait aux activités de prêts et emprunts de titres, et recommandations de ces modifications au conseil d'administration.
- Révision et recommandation au conseil, pour approbation, des objectifs de rendement et de valeur ajoutée des portefeuilles spécialisés en gestion active.
- Analyse et recommandation au conseil, pour approbation, de la mise en place d'un nouvel encadrement pour le suivi du risque de marché des instruments ou contrats de nature financière.
- Révision et recommandation au conseil, pour approbation, de la méthode d'établissement du seuil de tolérance au risque de marché pour le portefeuille global Caisse et pour le portefeuille spécialisé Infrastructures.
- Examen et suivi de la stratégie globale de la Caisse concernant le secteur de l'énergie et des critères pour l'évaluation des occasions d'investissement dans ce secteur.
- Discussion du processus de gestion du risque de crédit et de contrepartie.
- Examen et discussion du rapport du comité interne Risques opérationnels.
- Analyse et recommandation au conseil, pour approbation, de modifications à la Politique de gestion intégrée des risques.
- Examen et suivi du plan d'affaires de la Direction des risques.
- Réception des rapports de reddition de comptes relatifs à la conformité et au contrôle interne.

Dossiers d'investissement

- Étude et recommandation de dossiers d'investissement relevant de l'autorité du conseil, et ce, en tenant compte de l'analyse présentée par l'équipe responsable de la transaction, de l'analyse des risques du projet et, plus particulièrement, de son incidence sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse, ainsi que de la conformité de l'investissement aux politiques et directives d'encadrement des risques.
- Discussions sur la relation rendement-risque pour chacun des dossiers d'investissement qui lui ont été soumis.
- Réception de rapports sur le suivi des dossiers d'investissement autorisés par le conseil, ainsi que des dossiers autorisés par la direction de la Caisse et ne relevant pas de l'autorité du conseil.
- Suivi régulier d'investissements importants ayant une incidence particulière sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse.

Déposants

- Discussion de l'adhésion des déposants aux priorités de la Caisse et aux stratégies d'implantation de ces priorités.
- Analyse des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

RECOURS AUX SERVICES D'EXPERTS EXTERNES

Le comité d'investissement et de gestion des risques n'a pas fait appel à de tels services en 2013.

Conseil d'administration et comité de direction

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son président, du président et chef de la direction, de représentants des déposants et de membres indépendants. La loi sur la Caisse prévoit qu'au moins les deux tiers des administrateurs, dont le président, doivent être indépendants.

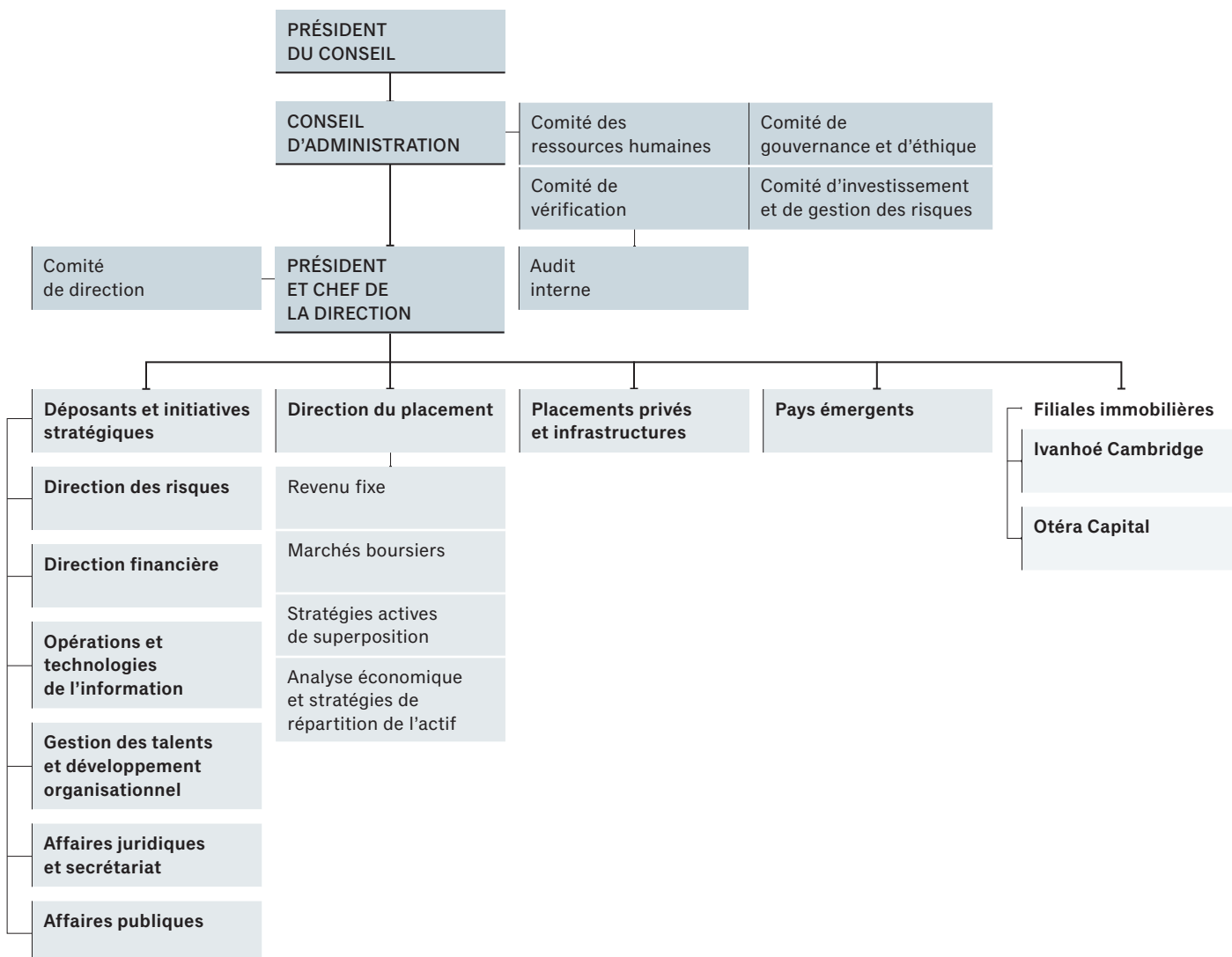
Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs de la Caisse. Au 31 décembre 2013, la Caisse employait un total de 838 personnes. Quant à elles, à la même date, les filiales immobilières Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital comptaient un total de 1934 employés.

Ces filiales opèrent de façon indépendante de la Caisse, c'est-à-dire qu'elles sont chapeautées par leur propre conseil d'administration et dirigées par des présidents distincts (voir le graphique 51, p. 109).

GRAPHIQUE 50

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – CAISSE

(au 31 décembre 2013)



IMMOBILIER

Les investissements en immobilier sont effectués en fonds propres et en produits de financement principalement dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et des propriétés multirésidentielles au Canada, aux États-Unis, en Europe, au Brésil et en Asie. Les activités immobilières sont distribuées dans deux portefeuilles spécialisés : Immeubles et Dettes immobilières.

Le portefeuille Immeubles est constitué des activités d'Ivanhoé Cambridge, une société immobilière de classe mondiale qui met à profit une expertise de haut niveau dans toutes les disciplines de l'immobilier : investissement, construction, location, gestion d'actifs et exploitation. Le portefeuille d'immeubles d'Ivanhoé Cambridge comprend principalement des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et des immeubles multirésidentiels.

Le portefeuille Dettes immobilières est constitué des activités d'Otéra Capital, une des plus importantes sociétés de financement immobilier commercial au Canada. Le portefeuille d'Otéra Capital comprend essentiellement des prêts hypothécaires commerciaux canadiens de premier rang.

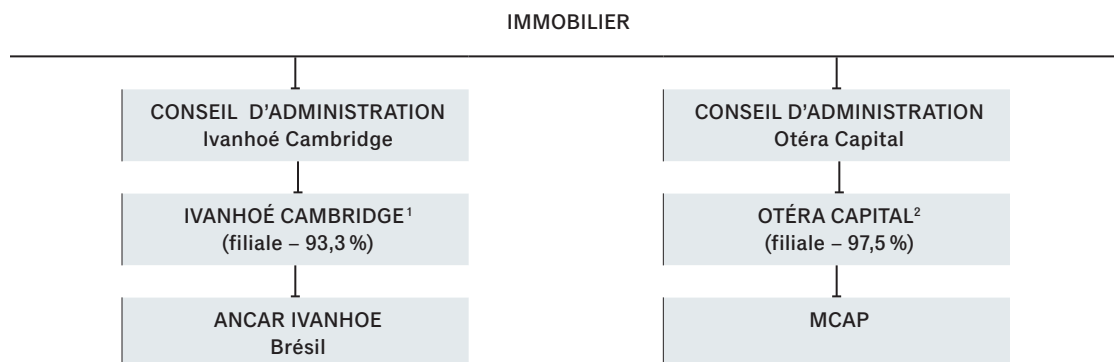
Le graphique 51 présente la structure organisationnelle de l'immobilier ainsi que le pourcentage de détention de la Caisse dans les filiales Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital.

Pour plus de détails sur les filiales immobilières, visitez les sites Web www.ivanhoecambridge.com et www.oteracapital.com.

GRAPHIQUE 51

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALES IMMOBILIÈRES

(au 31 décembre 2013)



1. Daniel Fournier, président du conseil et chef de la direction, Ivanhoé Cambridge

2. Alfonso Graceffa, président et chef de la direction, Otéra Capital
Raymond McManus, président du conseil, Otéra Capital

Conseil d'administration

ROBERT TESSIER

Président du conseil d'administration

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis mars 2009

ELISABETTA BIGSBY

Administratrice de sociétés

Comités : Ressources humaines /
Investissement et gestion des risques

Membre depuis novembre 2009

LOUISE CHARETTE

Administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Vérification

Membre depuis mai 2005

PATRICIA CURADEAU-GROU

Conseillère stratégique au président et chef de la direction
Banque Nationale du Canada

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis octobre 2013

MICHÈLE DESJARDINS

Présidente

Consultants Koby et Associée principale
Lansberg Gersick & Associates LLC

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis décembre 2009

RITA DIONNE-MARSOLAIS

Économiste et administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Vérification

Membre depuis janvier 2013

GILLES GODBOUT

Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques / Vérification

Membre depuis janvier 2013

DENYS JEAN

Président-directeur général

Régie des rentes du Québec

Membre depuis septembre 2011

FRANÇOIS JOLY

Administrateur de sociétés

Comités : Vérification / Ressources humaines /
Investissement et gestion des risques

Membre depuis mars 2013

JEAN LA COUTURE

Administrateur de sociétés

Président, Huis Clos Ltée, Gestion et médiation

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis janvier 2013

FRANÇOIS R. ROY

Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques / Vérification

Membre depuis décembre 2009

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Caisse de dépôt et placement du Québec

Membre depuis mars 2009

OUMA SANANIKONE

Administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis août 2007

Pour consulter les biographies des membres du conseil d'administration, nous vous invitons à visiter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

Comité de direction

CLAUDE BERGERON

Premier vice-président
et chef de la Direction des risques

MICHÈLE BOISVERT

Première vice-présidente
Affaires publiques

FRÉDÉRIK CHARETTE

Premier vice-président
Gestion des talents et développement organisationnel

MARC CORMIER

Premier vice-président
Revenu fixe et stratégies actives de superposition

DANIEL FOURNIER

Président du conseil et chef de la direction
Ivanhoé Cambridge

MARIE GIGUÈRE

Première vice-présidente
Affaires juridiques et secrétariat

JEAN-LUC GRAVEL

Premier vice-président
Marchés boursiers

ROLAND LESCURE

Premier vice-président
et chef des Placements

PIERRE MIRON

Premier vice-président
Opérations et technologies de l'information

BERNARD MORENCY

Premier vice-président
Déposants, stratégie et chef des Opérations

MAARIKA PAUL

Première vice-présidente
et chef de la Direction financière

NORMAND PROVOST

Premier vice-président
Placements privés et infrastructures

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Pour consulter les biographies des membres du comité de direction, nous vous invitons à visiter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

Rapport financier

Évolution de l'actif

FAITS SAILLANTS

- 1** L'actif net des déposants se situe à 200,1 G\$, en hausse de 68,5 G\$ depuis le 31 décembre 2009.
- 2** Sur quatre ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 61,2 G\$, dont 54 % proviennent de la catégorie Actions.
- 3** Le total des dépôts nets des déposants s'est élevé à 7,3 G\$ sur quatre ans.

ACTIF NET DES DÉPOSANTS

L'actif net est passé de 131,6 G\$ au 31 décembre 2009 à 200,1 G\$ au 31 décembre 2013, soit une hausse de 68,5 G\$ sur quatre ans. Cette croissance provient essentiellement des résultats de placement nets de 61,2 G\$, auxquels s'ajoutent des contributions nettes des déposants de 7,3 G\$.

Durant l'année 2013, l'actif net des déposants a augmenté de 24,0 G\$ pour s'établir à 200,1 G\$, comparativement à 176,2 G\$ au 31 décembre 2012. Cette hausse de 24,0 G\$ s'explique par des résultats de placement nets de 22,8 G\$, provenant principalement de la catégorie Actions, ainsi que par des dépôts nets de 1,2 G\$ de la part des déposants (voir le tableau 52, p. 115).

L'actif net inclut un ajustement de consolidation de 702 M\$ (637 M\$ en 2012) découlant de l'adoption anticipée des Normes internationales d'information financière (IFRS) au 31 décembre 2012 pour le portefeuille spécialisé Immeubles, qui comprend la filiale Ivanhoé Cambridge. Cette filiale est évaluée et présentée à titre de placement et l'évaluation reflète la juste valeur de l'entreprise, incluant la juste valeur des biens immobiliers, la qualité du portefeuille et la gestion intégrée de la plateforme.

ACTIF TOTAL

L'actif total s'élevait à 245,7 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 213,8 G\$ à la fin de 2012. Cette hausse de 31,9 G\$ s'explique par les réinvestissements de revenus de placement, les plus-values non matérialisées et les dépôts des déposants. La Caisse, qui bénéficie d'une situation financière solide, a maintenu une gestion soutenue de son passif en le conservant stable par rapport à l'actif total, soit à 19%. Le passif de la Caisse est composé principalement de titres vendus à découvert, de titres vendus en vertu de conventions de rachat, des produits dérivés, ainsi que des programmes de financement émis par la filiale CDP Financière, qui servent notamment à financer l'achat de placements immobiliers.

BIENS SOUS GESTION ET BIENS ADMINISTRÉS

Au 31 décembre 2013, les biens sous gestion et biens administrés par la Caisse se situaient à 48,8 G\$, en hausse de 3,5 G\$ par rapport à l'année dernière.

Cette croissance provient principalement du portefeuille administré par la société MCAP Commercial LP, filiale d'Otéra Capital. Cette société administre plus de 39 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels, commerciaux et de construction au Canada.

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Sur quatre ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 61,2 G\$ et la catégorie Actions est celle qui y a contribué le plus avec des résultats de 32,8 G\$, dont près de 10,0 G\$ proviennent du portefeuille Placements privés.

En 2013, la Caisse a enregistré des résultats de placement nets de 22,8 G\$, comparativement à des résultats de 14,9 G\$ pour l'exercice précédent (voir le tableau 53, p. 115). Cette hausse est directement attribuable aux rendements élevés des marchés boursiers et des placements privés qui ont produit des résultats totaux de 18,2 G\$ dans la catégorie Actions. Les résultats favorables de 2013 sont également attribuables à la catégorie Placements sensibles à l'inflation, dont la plus forte contribution provient du portefeuille Immeubles avec des résultats de 2,9 G\$.

DÉPÔTS NETS DES DÉPOSANTS

Au 31 décembre 2013, le total des dépôts nets des déposants de 1,2 G\$ s'explique principalement par des contributions du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, de la Régie des rentes du Québec ainsi que de deux nouveaux déposants.

TABLEAU 52

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DES DÉPOSANTS

(pour la période de 2010 à 2013 – en milliards de dollars)

	2013	2012	2011	2010	4 ans
Actif net des déposants au début	176,2	159,0	151,7	131,6	131,6
Revenus de placement	6,3	5,6	5,2	4,8	21,9
Gains (pertes) à la vente de placements	4,4	2,4	(0,5)	1,6	7,9
Plus-values non matérialisées	12,4	7,2	1,3	11,6	32,5
Charges d'exploitation	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(1,2)
Résultats de placement nets ¹	22,8	14,9	5,7	17,7	61,2
Dépôts nets des déposants	1,2	2,3	1,5	2,4	7,3
Actif net des déposants à la fin	200,1	176,2	159,0	151,7	200,1

1. Les résultats de placement nets comprennent les revenus générés par les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

TABLEAU 53

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DES DÉPOSANTS ET DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION

(des exercices clos le 31 décembre – en millions de dollars)

	2013	2012
Revenus de placement	6330	5 590
Moins :		
Charges d'exploitation	287	284
Revenus de placement nets	6043	5 306
Gains à la vente de placements	4413	2 454
Total des revenus matérialisés	10456	7 760
Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	12312	7 177
Résultats de placement nets	22768	14 937
Dépôts nets des déposants	1171	2 308
Augmentation de l'actif net des déposants	23939	17 245
Actif net des déposants au début	176210	158 965
Actif net des déposants à la fin	200149	176 210
Passif (principalement l'actif financé par emprunts) et participations ne donnant pas le contrôle	45554	37 590
Actif total des déposants	245703	213 800
Biens sous gestion	7738	7 423
Biens administrés	41102	37 913
Biens sous gestion et biens administrés	48840	45 336
Actif total sous gestion	294543	259 136

Analyse des charges d'exploitation et des frais de gestion externe

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des portefeuilles. Quant aux frais de gestion externe, il s'agit des sommes versées à des institutions financières externes pour gérer des fonds au nom de la Caisse. Les charges liées à la gestion des portefeuilles spécialisés Immeubles et Dettes immobilières sont incluses dans les charges d'exploitation. Les frais d'exploitation liés à la gestion et à l'administration des biens immobiliers et des financements hypothécaires sont présentés en réduction des revenus de placement de biens immobiliers et de financements hypothécaires respectivement.

Pour l'exercice 2013, les charges d'exploitation s'élèvent à 287 M\$, comparativement à 284 M\$ en 2012. Pour leur part, les frais de gestion externe ont totalisés 11 M\$, soit un montant équivalant à celui de 2012. Aux états financiers cumulés, les frais relatifs à la gestion externe sont présentés à l'encontre des revenus de placement.

La somme des charges d'exploitation et des frais de gestion externe s'établit à 298 M\$ en 2013, contre 295 M\$ en 2012. Cette somme représente 17,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen, soit un niveau qui situe la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie de gestionnaires (voir le graphique 54).

Sur quatre ans, les charges d'exploitation et frais de gestion externe sont passés de 22,0 cents à 17,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen, soit une réduction de cinq points centésimaux.

EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

La Caisse révisé périodiquement ses façons de faire et maintient un contrôle serré de ses charges d'exploitation. Elle a pour objectif de maintenir ses charges d'exploitation à un niveau qui, toutes proportions gardées relativement à la composition des placements, se compare avantageusement à celui d'autres gestionnaires de fonds institutionnels de sa taille menant des activités similaires. La Caisse participe depuis plusieurs années à des travaux d'étalonnage des coûts par catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 54

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS DE GESTION EXTERNE EXPRIMÉS EN CENTS PAR 100 \$ D'ACTIF NET MOYEN DES DÉPOSANTS

(pour les périodes terminées le 31 décembre)



CDP Financière

CDP Financière est une filiale en propriété exclusive de la Caisse. Ses opérations visent à optimiser les coûts de financement des activités de la Caisse et de ses filiales, à permettre une diversification des sources de financement et à assurer l'appariement des actifs financés en termes de devises et de taux d'intérêt. Pour réaliser ses objectifs, elle a recours à deux programmes de financement sur les marchés institutionnels locaux et internationaux : des emprunts à court terme et des emprunts à terme.

EMPRUNTS À COURT TERME

Au 31 décembre 2013, l'encours du financement à court terme s'élevait à 1,5 G\$, soit 1 G\$ sur le marché canadien et 500 M\$ US sur le marché américain. L'échéance moyenne des emprunts sur le marché canadien a été de 81 jours, pour un montant total des transactions de 5 G\$ durant l'année, alors que l'échéance moyenne des emprunts sur le marché américain a été de 118 jours, pour un montant total des transactions de 500 M\$ US en 2013.

EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2013, la juste valeur des billets à terme en circulation de CDP Financière totalisait 9 G\$, comparativement à 8,9 G\$ à la fin de 2012 (voir le graphique 55). La variation par rapport à 2012 est attribuable à la fluctuation des taux d'intérêt et à l'effet de la dépréciation du dollar canadien. En l'absence d'un besoin particulier de financement à terme, aucun nouvel emprunt à terme n'a été émis en 2013.

LES AGENCES DE NOTATION CONFIRMENT LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Les agences de notation Dominion Bond Rating Services (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) et Standard & Poor's (S&P) ont maintenu leurs cotes de crédit de première qualité, avec une perspective stable (voir le tableau 56). De plus, les agences ont accordé la cote la plus élevée au nouveau programme de financement à court terme américain. Les mises à jour confirmant les cotes de crédit de CDP Financière et de la Caisse ont été publiées le 15 novembre 2013.

GRAPHIQUE 55

RÉPARTITION DU PASSIF – CDP FINANCIÈRE

(juste valeur marchande au 31 décembre – en milliards de dollars)

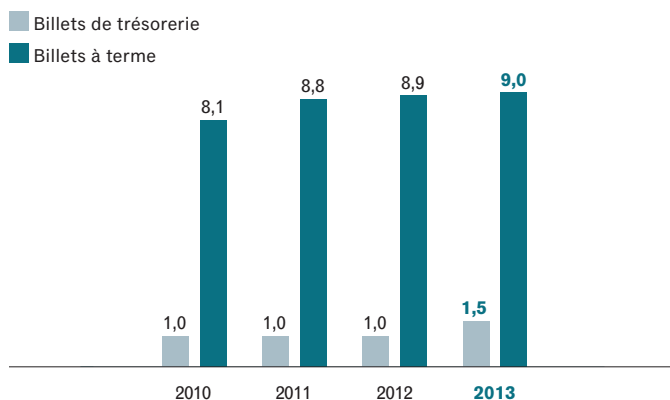


TABLEAU 56

COTES DE CRÉDIT

	Court terme	Long terme
DBRS	R-1 (élevé)	AAA
Moody's	Prime-1 (Aaa)	Aaa
S&P	A-1 + A-1 (ÉLEVÉ)	AAA

Principales méthodes comptables

Les états financiers de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont cumulés, c'est-à-dire qu'ils comprennent les comptes des filiales de la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers, ainsi que des divers portefeuilles spécialisés. L'avoir des déposants présenté à l'état de l'actif net cumulé reflète le regroupement de la valeur nette des comptes de chaque déposant de la Caisse. La note 2 accompagnant les états financiers cumulés audités au 31 décembre 2013 décrit les principales méthodes comptables utilisées par la Caisse.

AUDIT EXTERNE

Les états financiers de la Caisse sont préparés selon les normes comptables en vigueur, soit les PCGR du Canada, comme stipulé dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Conformément à cette loi, les co-auditeurs ont audité l'ensemble des livres comptables de la Caisse et ont émis un rapport des auditeurs non modifié pour chacun des 59 états financiers.

PASSAGE VERS LES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En octobre 2012, l'IASB a publié le document *Entités d'investissement* s'appliquant à une société de placement comme la Caisse. En décembre 2012, la Partie I du Manuel de CPA Canada a été mise à jour pour refléter ces dernières modifications dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2014, et la date de transition est le 1^{er} janvier 2013. Ainsi, la date des premiers états financiers annuels cumulés de la Caisse en vertu des IFRS est le 31 décembre 2014.

Mise en œuvre des normes IFRS

Dès la publication du document *Entités d'investissement*, la Caisse a entrepris son programme de conversion vers les IFRS. Conformément à son échéancier, la Caisse a réalisé au cours de l'exercice 2013 plusieurs étapes importantes de son plan détaillé qui comportent entre autres, les modifications des processus comptables et d'affaires, des systèmes opérationnels et des contrôles internes. De plus, la Caisse a validé ses positions comptables complétées à ce jour auprès des co-auditeurs, préparé un bilan d'ouverture et des chiffres comparatifs préliminaires et a débuté la rédaction d'un projet d'états financiers annuels IFRS.

Principales normes comptables IFRS s'appliquant aux états financiers de la Caisse

L'adoption des IFRS entraînera des changements en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation ainsi que de divulgation aux états financiers. Les analyses préliminaires effectuées à ce jour pourraient varier en raison des faits nouveaux susceptibles de survenir avant la publication des premiers états financiers annuels IFRS, étant donné l'évolution des normes. Les principales normes ayant une incidence à la Caisse sont les suivantes :

Entités d'investissement

En vertu des PCGR du Canada, la Caisse consolide ses filiales alors que selon les IFRS, ces filiales doivent être présentées et évaluées à la juste valeur à titre de placements. La juste valeur des actifs et des passifs des filiales qui sont consolidées selon les PCGR du Canada pourrait être significativement différente de l'évaluation d'un placement qui repose sur une technique d'évaluation d'entreprise selon les IFRS. Lors de la publication des premiers états financiers annuels selon les IFRS, l'ajustement de 702 M\$ provenant de l'adoption anticipée des IFRS par le portefeuille spécialisé Immeubles sera comptabilisé à l'avoir net cumulé des déposants au 1^{er} janvier 2014. De plus, la Caisse analyse actuellement les autres incidences de l'application de cette norme qui aura notamment comme effet de diminuer l'actif et le passif total de la Caisse.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* fournit une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les analyses complétées à ce jour, l'adoption d'IFRS 13 ne devrait pas avoir d'incidence significative à la date de transition aux IFRS.

Présentation et divulgation

La présentation de l'information est traitée par plusieurs normes IFRS, ainsi il y aura des obligations d'information supplémentaire dans les notes aux états financiers.

Au cours de l'exercice 2014, la Caisse finalisera l'analyse des exigences en matière de comptabilisation et d'informations à fournir pour les premiers états financiers annuels IFRS ainsi que la mise à niveau des processus et systèmes nécessaires aux fins de cette divulgation.

Évaluation des placements à la juste valeur

L'évaluation des placements est un processus par lequel une juste valeur est attribuée à chaque placement de la Caisse en vue de la préparation de ses états financiers. L'évaluation des placements à leur juste valeur est effectuée périodiquement selon des politiques et processus spécifiques à chaque type de placement. Ces processus sont conformes aux normes et pratiques d'organismes canadiens et internationaux, et prévoient l'utilisation des cotes de marchés boursiers et de rapports d'évaluateurs ou d'experts indépendants. Les co-auditeurs ont accès à l'ensemble des dossiers d'évaluation importants dans le cadre de l'audit des états financiers de fin d'année.

CADRE CONCEPTUEL

Suivant les dispositions de la NOC-18 du Manuel de CPA Canada, la Caisse doit évaluer ses placements à la juste valeur. La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur doit être établie en faisant l'hypothèse que les placements sont disponibles à la vente à la date de préparation des états financiers. L'objectif des normes comptables est de définir un cadre conceptuel susceptible d'être utilisé dans toutes les situations nécessitant l'évaluation de la juste valeur.

INCIDENCE SUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE

La Caisse considère que les normes comptables en matière d'évaluation de la juste valeur constituent un cadre cohérent. Toutefois, ces normes très restrictives ne tiennent pas compte du fait que, conformément à l'horizon d'investissement à très long terme adopté par ses principaux déposants, la Caisse a les moyens et l'intention de détenir certains placements qu'elle possède jusqu'à ce que leur valeur optimale soit atteinte.

Ainsi, la juste valeur établie au 31 décembre 2013 pour les placements issus de marchés moins liquides tels que l'immobilier, les placements privés, les infrastructures ainsi que les créances hypothécaires et commerciales reflète la volatilité générale des marchés financiers, ce qui peut présenter des écarts par rapport à la valeur économique des placements détenus à long terme.

L'ÉTABLISSEMENT DE LA JUSTE VALEUR À LA CAISSE

La juste valeur des placements est d'abord établie en fonction de transactions réelles portant sur des actifs identiques ou comparables dans des marchés actifs. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les marchés sont inactifs, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de transactions d'achat ou de vente, la juste valeur doit être établie en fonction de méthodes d'évaluation. Les principales méthodes d'évaluation qui sont couramment utilisées sont l'actualisation des flux monétaires et les multiples de bénéfices de sociétés comparables. Les principaux paramètres de ces méthodes sont notamment les flux monétaires, le taux d'actualisation, les primes de financement et d'illiquidité, les multiples du Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et le multiple cours-bénéfice. Ces méthodes exigent de recourir à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci sont réalisées avec toute la rigueur exigée dans un tel processus.

Placements liquides

La juste valeur des placements liquides est établie au moyen des cours des principales Bourses et des cotes ou données fournies par des courtiers en valeurs mobilières ou autres organismes spécialisés reconnus, ainsi que des méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, comme l'actualisation des flux de trésorerie, qui repose sur des données observables directement ou indirectement. Deux fois par année, la juste valeur de l'ensemble des portefeuilles de produits liquides non cotés fait l'objet d'une revue par des firmes externes indépendantes. Ces produits, qui comprennent notamment les obligations et les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, sont évalués tant sur le plan des modèles que des données servant à l'évaluation.

Placements moins liquides

Placements privés et Infrastructures

La juste valeur des investissements en placements privés et en infrastructures est établie sur une base semestrielle, le 30 juin et le 31 décembre, à moins que des circonstances importantes connues requièrent un changement de valeur sur un investissement à un autre moment dans l'année.

L'établissement de la juste valeur est effectué par une équipe d'évaluation interne indépendante du secteur d'investissement. Les investissements dont la juste valeur est supérieure à un seuil d'importance préétabli doivent être soumis à un comité d'évaluation indépendant ou à un évaluateur externe. Ce comité, qui relève du comité de vérification de la Caisse, est composé de professionnels indépendants en évaluation. Les co-auditeurs assistent aux réunions du comité en tant qu'observateurs. Le processus est complété à l'interne par des évaluations périodiques et ponctuelles, selon les événements.

Évaluation des placements à la juste valeur

Placements immobiliers

La juste valeur des investissements dans des biens immobiliers est établie sur une base semestrielle, le 30 juin et le 31 décembre, à moins que des circonstances importantes connues requièrent un ajustement de valeur ponctuel sur un investissement. Des évaluateurs agréés externes procèdent à la certification de la juste valeur des biens immobiliers. De plus, les auditeurs externes des entités immobilières effectuent des travaux d'audit sur les justes valeurs lors de la production des états financiers audités.

Par ailleurs, les normes IFRS ont été adoptées par anticipation en 2012 pour le portefeuille spécialisé Immeubles. Selon les IFRS, ce portefeuille est considéré comme une entité d'investissement et la nouvelle norme comptable exige d'évaluer et de présenter la filiale Ivanhoé Cambridge à titre de placement qui reflète la juste valeur d'entreprise. Cette valeur d'entreprise a été déterminée par des évaluateurs externes indépendants et reflète, entre autres, la juste valeur des biens immobiliers, la qualité du portefeuille et la gestion intégrée de la plateforme.

La juste valeur des prêts et titres hypothécaires est établie mensuellement selon la valeur actualisée des flux monétaires contractuels futurs au taux d'intérêt du marché. Ce taux est celui que l'on pourrait obtenir pour des prêts ou des titres comportant des conditions et des échéances similaires. Dans les cas où l'échelonnement des flux monétaires futurs ne peut pas faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la juste valeur correspond soit à la juste valeur de tout bien donné en garantie, déduction faite des coûts de réalisation prévus, et de tout montant légalement dû aux emprunteurs, soit au prix observable sur le marché pour ces financements hypothécaires. La juste valeur de ces placements est revue semestriellement par des firmes externes indépendantes.

BTAA

Les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) constituent des instruments financiers dont l'échéance moyenne est de trois ans. Dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie, la Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit et de taux d'intérêt.

Les BTAA du véhicule d'actifs-cadre (VAC) 1 et certains BTAA exclus de l'entente de restructuration sont composés essentiellement des trocs de défaillance de crédit ainsi que des actifs donnés en garantie. La juste valeur des trocs de défaillance de crédit est établie en utilisant des techniques d'évaluation qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables telles que des écarts de taux, des facteurs de corrélation et une prime d'illiquidité, laquelle est calculée à partir de l'écart entre le cours acheteur et vendeur d'instruments financiers similaires dans le marché. Pour les autres BTAA, la Caisse a établi des justes valeurs à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit.

L'ensemble des données et des méthodologies d'établissement de la juste valeur des BTAA au 31 décembre 2013 a été révisé par une firme externe indépendante.

États financiers cumulés

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers cumulés

La préparation et la présentation des états financiers cumulés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers cumulés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers cumulés.

Les états financiers cumulés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements établie en date du 31 décembre 2013.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé notamment sur : une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; des ressources compétentes; des procédures et des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés, de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités; des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de la Caisse; et l'existence et la surveillance du respect d'un ensemble élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers cumulés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé à l'audit des états financiers cumulés de la Caisse et leur rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers cumulés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers cumulés du 31 décembre 2013. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers cumulés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE

Première vice-présidente et
chef de la Direction financière

Montréal, le 25 février 2014

Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers cumulés

Nous avons effectué l'audit des états financiers cumulés de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui comprennent l'état de l'actif net cumulé au 31 décembre 2013, l'état des résultats et évolution de l'actif net cumulés de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers cumulés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers cumulés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers cumulés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers cumulés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers cumulés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers cumulés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers cumulés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers cumulés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers cumulés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

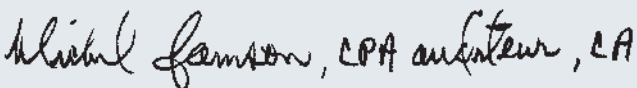
Opinion

À notre avis, les états financiers cumulés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 25 février 2014

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.



CPA auditeur, CA, permis n° A112431

Montréal, le 25 février 2014

État de l'actif net cumulé

aux 31 décembre

(en millions de dollars)	2013	2012
Actif		
Placements (note 3A)	240 940	210 460
Avances à des déposants	996	797
Revenus de placement courus et à recevoir	851	751
Opérations en voie de règlement	1 368	153
Autres éléments d'actif (note 4)	846	1 002
	245 001	213 163
Passif		
Passif lié aux placements (note 3B)	39 998	34 129
Opérations en voie de règlement	1 969	155
Autres éléments de passif (note 5)	1 386	1 300
	43 353	35 584
Actif net cumulé	201 648	177 579
Moins :		
Participations ne donnant pas le contrôle (note 6C)	2 201	2 006
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada (note 6A)	199 447	175 573
Engagements et éventualités (note 11)		
Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.		
Information supplémentaire (note 6B)		
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada	199 447	175 573
Ajustement de consolidation découlant de l'adoption anticipée des IFRS par un portefeuille spécialisé	702	637
Avoir net des déposants avant ajustement de consolidation	200 149	176 210

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA



FRANÇOIS JOLY

État des résultats et évolution de l'actif net cumulés

des exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars)	2013	2012
Revenus de placement (note 7A)	6 587	5 904
Moins :		
Charges d'exploitation (note 8)	287	284
Revenus de placement nets	6 300	5 620
Gains à la vente de placements (note 7C)	4 433	2 127
Total des revenus matérialisés	10 733	7 747
Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements (note 7D)	12 303	6 644
Résultats de placement nets	23 036	14 391
Dépôts nets des déposants	1 171	2 308
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle (note 6C)	(138)	(582)
Augmentation de l'actif net cumulé	24 069	16 117
Actif net cumulé au début	177 579	161 462
Actif net cumulé à la fin	201 648	177 579
Attribuable aux déposants		
Résultats de placement nets (note 7E)	23 036	14 391
Moins :		
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (note 7E)	333	91
Résultats de placement nets attribuables aux déposants (note 7E)	22 703	14 300
Dépôts nets des déposants	1 171	2 308
Augmentation de l'avoir net des déposants	23 874	16 608
Avoir net des déposants au début	175 573	158 965
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada	199 447	175 573

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.

Fonds cumulés notes complémentaires

au 31 décembre 2013

01 CONSTITUTION ET ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (loi). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu de la loi. En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Caisse n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales contrôlées par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés.

FONDS GÉNÉRAL (ÉTATS CONSOLIDÉS)

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie (gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et du financement corporatif de la Caisse).

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les fonds particuliers sont à l'usage des déposants suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par la Régie des rentes du Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence administré par Aon Hewitt;

Fonds 307 : Fonds de l'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;

Fonds 317 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;

Fonds 318 : Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;

Fonds 326 : Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 328 : Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec;

Fonds 329 : Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

Fonds 330 : Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

CONSTITUTION ET ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 332** : Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 333** : Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 341** : Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds de trésorerie administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 342** : Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;
- Fonds 343** : Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- Fonds 347** : Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par Aon Hewitt;
- Fonds 351** : Fonds des générations administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;
- Fonds 353** : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 354** : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse employeurs administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;
- Fonds 361** : Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 362** : Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 363** : Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval;
- Fonds 367** : Fonds d'information sur le territoire administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;
- Fonds 368** : Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 369** : Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances et de l'Économie, gouvernement du Québec;
- Fonds 371** : Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec (constitué le 1^{er} avril 2012);
- Fonds 372** : Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite (constitué le 1^{er} juillet 2012);
- Fonds 373** : Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 374** : Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte (constitué le 1^{er} octobre 2012);
- Fonds 376** : Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke (constitué le 1^{er} janvier 2013);
- Fonds 378** : Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1^{er} juillet 2013).

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Les différents portefeuilles spécialisés sont :

- Immeubles (710) (IFRS)
- Actions canadiennes (720)
- Actions EAEO (Europe, Australasie et Extrême-Orient) (730)
- Actions américaines (731)
- Actions des marchés en émergence (732)
- Actions mondiales (735) (en voie de dissolution)
- Actions Qualité mondiale (736) (créé le 1^{er} janvier 2013)
- Valeurs à court terme (740)
- Dettes immobilières (750) (états consolidés)
- Obligations (760)
- Obligations à rendement réel (762)
- Obligations à long terme (764)
- Fonds de couverture (770) (états consolidés)
- Répartition de l'actif (771)
- BTAA (772)
- Placements privés (780) (états consolidés)
- Infrastructures (782) (états consolidés)

02 MÉTHODES COMPTABLES

A) MODE DE PRÉSENTATION

La préparation des états financiers cumulés de la Caisse se fait conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Caisse est considérée comme une société de placement conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité « Sociétés de placement » (NOC-18) de la Partie V du Manuel de CPA Canada. Conséquemment, tous les placements de la Caisse ainsi que le passif lié aux placements sont à la juste valeur avec toutes les variations de juste valeur aux résultats de placement nets.

La Caisse consolide ses filiales lorsqu'elles ne satisfont pas à certaines conditions prévues à la NOC-18. Toutes les opérations et les soldes entre apparentés ont été éliminés. Les états financiers sommaires des portefeuilles spécialisés se retrouvent à la section Renseignements supplémentaires.

La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la détermination de la juste valeur des actifs et passifs ainsi que des revenus et charges au cours de l'exercice visé par les états financiers cumulés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté puisqu'il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

B) PLACEMENTS ET ACTIVITÉS CONNEXES

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie à la fin de l'exercice.

Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et à la vente de placements sont comptabilisés aux résultats et sont présentés en réduction des Gains (pertes) à la vente de placements. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais de Bourses et d'honoraires professionnels et juridiques reliés aux activités de placements.

Les autres actifs et passifs financiers, incluant les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les comptes à recevoir, les intérêts à payer sur instruments financiers dérivés et les revenus de placement courus à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur et subséquemment comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. Les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie créances et les autres passifs financiers sont classés dans la catégorie autres passifs financiers.

L'encaisse est désignée à la juste valeur et est évaluée initialement et subséquemment à la juste valeur.

TITRES À REVENU FIXE

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les obligations, les billets à terme adossés à des actifs (BTAA), les financements hypothécaires, les billets de trésorerie à payer, les billets à terme, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts à payer. Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction, sauf en ce qui concerne les financements hypothécaires, constatés en date de règlement.

i) MÉTHODE D'ÉVALUATION

La juste valeur des titres à revenu fixe à l'exception des financements hypothécaires est déterminée selon le cours du marché, lorsque cette valeur est disponible. Lorsqu'un cours n'est pas disponible, la juste valeur de ces titres est établie selon des techniques d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit ou le taux d'actualisation. La méthode d'évaluation des BTAA est décrite à la note 3E.

La juste valeur des financements hypothécaires est établie selon la valeur actualisée des flux monétaires contractuels futurs au taux d'intérêt du marché. Ce taux est celui que l'on pourrait obtenir pour des prêts ou des titres comportant des conditions et des échéances similaires. Dans les cas où l'échelonnement des flux monétaires futurs ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la juste valeur correspond soit à la juste valeur de tout bien donné en garantie, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tout montant légalement dû aux emprunteurs, soit au prix du marché observable pour ces financements hypothécaires.

La juste valeur de la plupart des titres à revenu fixe est revue semi-annuellement par des firmes externes indépendantes.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ii) REVENUS DE PLACEMENT ET GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS

Les revenus de placement des titres à revenu fixe incluent l'amortissement de la prime ou de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance. Les revenus tirés des financements hypothécaires sont réduits des frais d'opération et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Les gains (pertes) à la vente de placements représentent la différence entre le coût après amortissement et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût après amortissement correspond au coût d'acquisition ajusté pour tenir compte de l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

TITRES À REVENU VARIABLE

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles, les fonds d'investissement ainsi que les placements en biens immobiliers. Les achats et les ventes d'actions et valeurs convertibles sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de biens immobiliers et de fonds d'investissement sont constatés à la date de règlement.

i) MÉTHODE D'ÉVALUATION

La juste valeur des actions et valeurs convertibles cotées est déterminée au moyen des cours des principales Bourses. Pour les actions et valeurs convertibles non cotées, soit les cours sont fournis par des institutions financières reconnues, soit les évaluations sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment utilisées, telles que les multiples de bénéfices de sociétés cotées comparables, l'actualisation des flux monétaires, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les multiples du BAIIA, le multiple du cours-bénéfice, le multiple du cours-valeur aux livres, le taux d'actualisation et les flux monétaires futurs. Les évaluations des actions et valeurs convertibles non cotées sont revues semi-annuellement par un comité d'évaluation, formé d'experts indépendants, ou par des firmes externes indépendantes.

La juste valeur des fonds d'investissement présentés sous la rubrique Actions et valeurs convertibles est déterminée en fonction de la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur, établie à l'aide de méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements en biens immobiliers regroupent la propriété partielle ou entière d'immeubles à revenu par des intérêts dans une société ou un partenariat. La juste valeur des immeubles à revenu compris dans les biens immobiliers est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les techniques d'évaluation des immeubles à revenu utilisées reposent principalement sur trois méthodologies reconnues : l'actualisation des flux monétaires au taux de marché, la méthode de comparaison avec les dernières transactions similaires sur le marché et la capitalisation des bénéfices. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les baux, les frais d'exploitation de même que le taux de rendement et d'actualisation. Les évaluations sont établies conformément aux normes d'évaluation professionnelles couramment employées.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

ii) REVENUS DE PLACEMENT ET GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS

Les revenus de dividendes sont comptabilisés aux résultats lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des frais d'exploitation des biens immobiliers, des frais d'opération et des frais financiers des emprunts, et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains (pertes) à la vente de placements représentent la différence entre le coût et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût des placements correspond au coût d'acquisition, à l'exception du coût des placements dans des coentreprises qui correspond à la méthode de la valeur de consolidation.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché.

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique Placements, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique Passif lié aux placements.

i) MÉTHODE D'ÉVALUATION

Pour les instruments financiers dérivés hors cote, soit les cours sont fournis par des institutions financières reconnues, soit les évaluations sont réalisées sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance ou selon des modèles reconnus et couramment employés. Des modèles tels que l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs et le modèle de Black-Scholes sont alors utilisés. Ces modèles nécessitent l'utilisation d'hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs et quant au taux de rendement courant. L'élaboration de ces hypothèses est effectuée en tenant compte de données d'entrée observables ou non observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit, les taux de change ainsi que la volatilité et la corrélation des prix des actions, des matières premières et des taux d'intérêt. Dans le cas de la plupart des instruments financiers dérivés hors cote, les évaluations de la juste valeur sont revues semi-annuellement par des firmes externes indépendantes. Le cas échéant, la juste valeur des instruments financiers dérivés cotés est établie au moyen des cours des principales Bourses.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ii) REVENUS DE PLACEMENT ET GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS

Les revenus de placement ainsi que les gains (pertes) à la vente de placements relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus de placement et les gains (pertes) à la vente de placements, en fonction des placements sous-jacents.

TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE

La Caisse conclut des opérations d'emprunt de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans le but de couvrir une vente à découvert ou de dégager un revenu supplémentaire. Ces opérations d'emprunt de titres sont comptabilisées dans les titres achetés en vertu de conventions de revente sous la rubrique Placements. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenus d'intérêts sous la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT

La Caisse conclut des opérations de prêt de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans un but de trésorerie ou pour dégager un revenu supplémentaire. Ces opérations de prêt de titres sont comptabilisées dans les titres vendus en vertu de conventions de rachat sous la rubrique Passif lié aux placements. Les intérêts payés sur les conventions de rachat sont déduits des Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres vendus à découvert représentent l'engagement de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. Les frais d'intérêts relatifs aux engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu fixe, tandis que les frais relatifs aux engagements liés à des actions vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains (pertes) sur engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu fixe, tandis que ceux liés à des actions vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu variable.

PRÊTS ET EMPRUNTS DE TITRES

La Caisse conclut des opérations de prêt et d'emprunt de titres sur les placements en actions dans le but de couvrir une vente à découvert ou de dégager un revenu supplémentaire. Ces opérations ne sont pas décomptabilisées ou comptabilisées à l'actif net puisque le cédant conserve un droit sur les actions transférées. Les revenus tirés des prêts d'actions sont présentés au poste Revenus de placement – Titres à revenu variable.

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers de la Caisse sont classés selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté pour refléter les différences entre les instruments évalués et les données de marché disponibles. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque année.

Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 3F.

MÉTHODES COMPTABLES (suite)

C) BIENS ADMINISTRÉS ET BIENS SOUS GESTION

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de financements hypothécaires cédés.

D) CONVERSION DES DEVICES

La juste valeur des placements, du passif lié aux placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif monétaires libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Afin de présenter à l'état des résultats et évolution de l'actif net cumulés le montant des gains (pertes) à la vente de placements ou des plus-values (moins-values) non matérialisées, le coût des placements en actions et en biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés ainsi que le coût après amortissement des placements en valeurs à court terme, en obligations, en financements hypothécaires ainsi que le passif lié aux placements sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé Immeubles, qui sont convertis au taux moyen de l'exercice.

E) CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration de portefeuilles à l'exception des frais relatifs à la gestion externe. Les charges d'exploitation sont présentées dans un poste distinct de l'état des résultats et évolution de l'actif net cumulés. Les charges liées à la gestion des portefeuilles spécialisés Immeubles et Dettes immobilières sont incluses dans les charges d'exploitation. Les charges reliées aux filiales immobilières et de dettes immobilières sont présentées en réduction des revenus de placement de biens immobiliers et de financements hypothécaires respectivement.

F) FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer, au nom de la Caisse, des fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion reliés à la performance des gestionnaires externes sont présentés en réduction des Revenus de placement et des Gains (pertes) à la vente de placements, respectivement.

G) MODIFICATIONS FUTURES DU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public devraient appliquer les Normes internationales d'information financière (IFRS) aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Toutefois, pour les sociétés appliquant la NOC-18, le CNC a autorisé un report de l'adoption des IFRS aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, en attendant que l'International Accounting Standards Board (IASB) finalise ses propositions pour les entités d'investissement. En octobre 2012, l'IASB a publié le document *Entités d'investissement* (modifications d'IFRS 10 *États financiers consolidés*, d'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* et d'IAS 27 *États financiers individuels*) exigeant qu'une société considérée comme une entité d'investissement évalue chacune de ses entités contrôlées à la juste valeur, plutôt que de les consolider. Ainsi, la Caisse préparera ses premiers états financiers cumulés annuels conformément aux IFRS en date du 31 décembre 2014.

03 PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS

A) PLACEMENTS

(en millions de dollars)

	2013		2012	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme				
Canadiennes	1 083	1 093	391	407
Étrangères	733	832	941	1 178
	1 816	1 925	1 332	1 585
Obligations				
<i>Émises ou garanties par :</i>				
Gouvernement du Canada	15 692	15 748	16 212	15 816
Province de Québec	13 977	14 486	10 419	9 797
Autres provinces canadiennes	2 490	2 497	1 090	1 021
Municipalités et autres organismes canadiens	1 325	1 296	1 374	1 303
Sociétés d'État canadiennes	12 159	12 159	13 207	12 610
Gouvernement américain	712	847	924	945
Autres gouvernements étrangers	2 037	1 936	–	–
Titres hypothécaires				
Canadiens	12	13	122	117
Étrangers	–	109	–	109
Entreprises canadiennes	13 191	12 866	8 791	8 134
Entreprises étrangères	6 490	6 761	4 948	5 213
Titres indexés sur l'inflation				
Canadiens	979	1 032	1 252	1 123
Étrangers	473	462	65	59
	69 537	70 212	58 404	56 247
BTAA (note 3E)	9 752	10 093	9 894	11 203
Financements hypothécaires				
Canadiens	8 583	8 499	7 411	7 126
Étrangers	1 946	1 801	1 647	1 733
	10 529	10 300	9 058	8 859
Total des titres à revenu fixe	91 634	92 530	78 688	77 894
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Canadiennes	24 035	19 468	22 650	21 023
Américaines	35 039	27 734	31 509	30 235
Étrangères et des marchés en émergence	39 347	34 394	34 648	33 815
Fonds de couverture	3 843	3 702	3 228	3 252
	102 264	85 298	92 035	88 325
Biens immobiliers				
Canadiens	18 050	11 411	15 857	11 041
Étrangers	11 451	12 438	9 904	11 115
	29 501	23 849	25 761	22 156
Total des titres à revenu variable	131 765	109 147	117 796	110 481

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

(en millions de dollars)	2013		2012	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente				
Canadiens	10 958	10 958	8 629	8 629
Étrangers	4 582	4 575	2 754	2 737
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés (note 10)				
Canadiens	1 329	1 141	1 905	1 160
Étrangers	672	194	688	101
	17 541	16 868	13 976	12 627
Total des placements	240 940	218 545	210 460	201 002

B) PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS

(en millions de dollars)	2013		2012	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
Canadiens	8 571	8 571	3 762	3 762
Étrangers	3 679	3 674	862	861
Billets de trésorerie à payer				
Canadiens	1 529	1 527	1 017	1 018
Billets à terme				
Canadiens	9 020	8 289	8 879	8 287
Titres vendus à découvert				
Canadiens	6 605	5 170	7 792	7 020
Étrangers	5 087	4 825	4 427	4 270
Emprunts hypothécaires				
Canadiens	282	270	502	478
Étrangers	1 797	1 596	1 722	1 750
Autres emprunts à payer				
Canadiens	1 264	1 280	2 613	2 641
Étrangers	453	446	398	398
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés (note 10)				
Canadiens	435	–	915	–
Étrangers	1 276	160	1 240	88
Total du passif lié aux placements	39 998	35 808	34 129	30 573

Les billets à terme sont remboursables à l'échéance et sont garantis par les actifs de la Caisse. Les billets à terme en dollars américains et en dollars canadiens à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

Les emprunts hypothécaires sont remboursables soit semestriellement, mensuellement ou à l'échéance et sont garantis par des biens immobiliers. Certains emprunts hypothécaires peuvent également être garantis par de l'encaisse.

La majorité des autres emprunts à payer sont remboursables à l'échéance. Ceux liés aux placements dans les BTAA sont assortis d'une clause de remboursement anticipé au prorata des flux monétaires nets reçus sur les placements dans les BTAA et sont garantis par ceux-ci.

La juste valeur des biens immobiliers en garantie des emprunts hypothécaires et de certains autres emprunts à payer est de 5 815 M\$ (6 661 M\$ en 2012).

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

C) COENTREPRISES ET PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Aux 31 décembre, le poste Placements – Biens immobiliers inclut des actifs et passifs de coentreprises et de participations non consolidées présentés à la juste valeur qui se détaillent comme suit :

(en millions de dollars)	2013	2012
Placements dans des coentreprises et participations non consolidées	12 210	11 073
Biens immobiliers	16 731	15 195
Valeurs à court terme	32	10
Financements hypothécaires	47	–
Instruments financiers dérivés	17	–
Revenus de placement courus et à recevoir	66	54
Autres éléments d'actif	629	555
	17 522	15 814
Emprunts hypothécaires	4 451	3 923
Autres éléments de passif	768	741
Participations ne donnant pas le contrôle	93	77
	5 312	4 741

D) RÉPARTITION DE L'AVOIR NET

Aux 31 décembre, le tableau ci-dessous présente un résumé de l'avoir net de la Caisse :

(en millions de dollars)	2013	2012
Placements (note 3A)	240 940	210 460
Autres actifs	4 061	2 703
Total de l'actif	245 001	213 163
Passif lié aux placements (note 3B)	39 998	34 129
Autres passifs	3 355	1 455
Participations ne donnant pas le contrôle (note 6C)	2 201	2 006
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada (note 6A)	199 447	175 573

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

Aux 31 décembre, le tableau ci-dessous présente la répartition de l'avoir net à la juste valeur selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés aux déposants :

(en millions de dollars)	2013	2012
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	3 512	8 916
Obligations	55 016	43 790
Obligations à long terme	1 896	3 679
Dettes immobilières	8 818	7 574
	69 242	63 959
Placements sensibles à l'inflation		
Obligations à rendement réel	1 188	1 228
Infrastructures	8 048	6 307
Immeubles	21 868	17 337
	31 104	24 872
Actions		
Actions canadiennes	23 069	22 024
Actions Qualité mondiale	17 225	—
Actions mondiales	3 485	13 753
Actions américaines	9 730	10 175
Actions EAEO	9 832	9 828
Actions de marchés en émergence	10 256	8 718
Placements privés	20 182	17 796
	93 779	82 294
Autres placements		
Fonds de couverture	3 667	3 185
Répartition de l'actif	1 156	1 103
BTAA	(107)	(834)
	4 716	3 454
Stratégies de superposition et activités de trésorerie	606	994
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada	199 447	175 573

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

E) BTAA ET INSTRUMENTS FINANCIERS QUI S'Y RATTACHENT

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit ainsi que des actifs donnés en garantie pour VAC 1 et VAC 2, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales. Par ailleurs, la Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie.

Aux 31 décembre, les BTAA ainsi que d'autres instruments financiers qui s'y rattachent sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars)	2013			2012		
	Juste valeur	Plus-values (moins-values) non matérialisées	Coût	Juste valeur	Plus-values (moins-values) non matérialisées	Coût
Placements						
VAC 1 ¹	8 251	(170)	8 421	8 684	(705)	9 389
VAC 2 ¹	157	38	119	143	24	119
VAC 3 ¹	114	(125)	239	134	(144)	278
Facilité de financement	(21)	(21)	–	(210)	(210)	–
Sous-total	8 501	(278)	8 779	8 751	(1 035)	9 786
BTAA exclus de l'entente de restructuration	1 251	(63)	1 314	1 143	(274)	1 417
Total des BTAA	9 752	(341)	10 093	9 894	(1 309)	11 203
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés ²	24	(1 116)	1 140	259	(881)	1 140
Total des placements	9 776	(1 457)	11 233	10 153	(2 190)	12 343
Passif lié aux placements²	842	3	839	1 411	(1)	1 412
	8 934	(1 460)	10 394	8 742	(2 189)	10 931

1. « véhicules d'actifs-cadres » ou « VAC »

2. Ces éléments sont inclus aux rubriques des notes 3A et B.

Les BTAA de VAC 1 et certains BTAA exclus de l'entente de restructuration sont composés essentiellement des trocs de défaillance de crédit. La juste valeur des trocs de défaillance de crédit est établie en utilisant des techniques d'évaluation qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables telles que des écarts de crédit, des facteurs de corrélation et une prime d'illiquidité, laquelle est calculée à partir de l'écart entre le cours acheteur et vendeur d'instruments financiers similaires dans le marché. Pour les autres BTAA, la Caisse a établi des justes valeurs à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Par ailleurs, un jugement favorable de la cour a été rendu à l'été 2013 dans le cadre d'un litige impliquant un BTAA exclu de l'entente de restructuration. Suite à l'analyse des conclusions énoncées dans le jugement, la Caisse a considéré ce développement favorable dans la détermination de la juste valeur du placement afférent.

Au 31 décembre 2013, la facilité de financement, qui représente les engagements à l'égard de VAC 1 s'élève à 6 167 M\$ (6 167 M\$ en 2012) et vient à échéance en juillet 2017. La juste valeur de cette facilité de financement est établie par l'application d'une technique d'évaluation fondée sur des tranches de l'indice CDX.IG majoré d'une prime de financement. Cette facilité de financement représente des conventions d'indemnisation qui peuvent éventuellement obliger la Caisse à faire des paiements aux bénéficiaires de la garantie.

Une variation à la baisse de 1 % des écarts de crédit entraînerait une augmentation de la juste valeur des BTAA nette de la couverture économique d'environ 2 M\$ (6 M\$ en 2012). Toutefois, une variation à la hausse de 1 % résulterait en une diminution d'environ 2 M\$ (5 M\$ en 2012) de celle-ci.

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

F) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Aux 31 décembre, la juste valeur des placements et du passif lié aux placements est répartie entre les trois niveaux de la hiérarchie de la façon suivante :

(en millions de dollars)				2013
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	-	1 784	32	1 816
Obligations	-	65 043	4 494	69 537
BTAA	-	-	9 752	9 752
Financements hypothécaires	-	8 366	2 163	10 529
Total des titres à revenu fixe	-	75 193	16 441	91 634
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles	73 577	3 065	25 622	102 264
Biens immobiliers ¹	-	-	29 501	29 501
Total des titres à revenu variable	73 577	3 065	55 123	131 765
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	15 540	-	15 540
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	25	1 941	35	2 001
	73 602	95 739	71 599	240 940
Passif lié aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	12 250	-	12 250
Billets de trésorerie à payer	-	1 529	-	1 529
Billets à terme	-	9 020	-	9 020
Titres vendus à découvert	7 483	4 166	43	11 692
Emprunts hypothécaires	-	282	1 797	2 079
Autres emprunts à payer	-	1 717	-	1 717
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	11	1 653	47	1 711
	7 494	30 617	1 887	39 998

1. Les placements en biens immobiliers regroupent la propriété partielle ou entière d'immeubles à revenu par des intérêts dans une société ou un partenariat.

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

(en millions de dollars)				2012
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	–	1 182	150	1 332
Obligations	–	54 948	3 456	58 404
BTAA	–	–	9 894	9 894
Financements hypothécaires	–	7 395	1 663	9 058
Total des titres à revenu fixe	–	63 525	15 163	78 688
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles	64 080	3 904	24 051	92 035
Biens immobiliers ¹	–	–	25 761	25 761
Total des titres à revenu variable	64 080	3 904	49 812	117 796
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	11 383	–	11 383
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	23	2 290	280	2 593
	64 103	81 102	65 255	210 460
Passif lié aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	4 624	–	4 624
Billets de trésorerie à payer	–	1 017	–	1 017
Billets à terme	–	8 879	–	8 879
Titres vendus à découvert	8 231	3 938	50	12 219
Emprunts hypothécaires	–	503	1 721	2 224
Autres emprunts à payer	–	3 011	–	3 011
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	14	2 043	98	2 155
	8 245	24 015	1 869	34 129

1. Les placements en biens immobiliers regroupent la propriété partielle ou entière d'immeubles à revenu par des intérêts dans une société ou un partenariat.

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture se détaille comme suit :

(en millions de dollars)

								2013	
	Solde d'ouverture	Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats ¹	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts nets vers et hors du niveau 3	Solde de clôture	Total des gains (pertes) imputables aux placements détenus à la fin de l'exercice, comptabilisés en résultats ²
Valeurs à court terme	150	108	756	(227)	-	(755)	-	32	(15)
Obligations	3 456	42	6	(135)	1 377	(280)	28	4 494	26
BTAA	9 894	960	-	-	-	(1 102)	-	9 752	967
Financements hypothécaires	1 663	212	-	-	812	(551)	27	2 163	218
Actions et valeurs convertibles	24 051	3 545	3 388	(4 692)	-	-	(670)	25 622	2 310
Biens immobiliers	25 761	1 919	3 888	(2 067)	-	-	-	29 501	1 642
Montant net se rapportant aux instruments financiers dérivés ³	182	(199)	-	-	-	2	3	(12)	(190)
Titres vendus à découvert	(50)	(6)	13	-	-	-	-	(43)	6
Emprunts hypothécaires	(1 721)	(198)	-	-	(488)	610	-	(1 797)	(185)

1. Présentés aux rubriques Gains à la vente de placements et Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements.

2. Présentés à la rubrique Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements.

3. Des actifs dérivés et des passifs dérivés sont présentés au net dans le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture.

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX 1, 2 ET 3 DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice 2013, des instruments financiers dont la juste valeur est de 588 M\$ et de 82 M\$ ont été transférés hors du niveau 3 et ajoutés aux instruments financiers du niveau 2 et du niveau 1, respectivement, en raison de la prise en compte de données additionnelles observables dans la méthode d'évaluation.

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

(en millions de dollars)

2012

	Solde d'ouverture	Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats ¹	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts nets vers et hors du niveau 3	Solde de clôture	Total des gains (pertes) imputables aux placements détenus à la fin de l'exercice, comptabilisés en résultats ²
Valeurs à court terme	211	(44)	1 504	(70)	3	(1 454)	–	150	(42)
Obligations	3 209	(36)	–	(97)	852	(457)	(15)	3 456	(32)
BTAA	7 901	2 424	–	(310)	–	(121)	–	9 894	2 575
Financements hypothécaires	1 363	28	–	–	979	(633)	(74)	1 663	35
Actions et valeurs convertibles	25 527	1 439	3 400	(6 291)	–	(23)	(1)	24 051	660
Biens immobiliers	22 033	652	3 742	(666)	–	–	–	25 761	648
Montant net se rapportant aux instruments financiers dérivés ³	974	(801)	–	–	–	9	–	182	(796)
Titres vendus à découvert	(60)	(17)	27	–	–	–	–	(50)	(16)
Emprunts hypothécaires	(1 720)	(10)	–	–	9	–	–	(1 721)	(10)
Autres emprunts à payer	(9)	–	–	–	–	9	–	–	–

1. Présentés aux rubriques Gains à la vente de placements et Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements.

2. Présentés à la rubrique Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements.

3. Des actifs dérivés et des passifs dérivés sont présentés au net dans le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture.

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX 2 ET 3 DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice 2012, des instruments financiers ont été transférés hors du niveau 3 et ajoutés aux instruments financiers du niveau 2 en raison de la prise en compte de données additionnelles observables dans la méthode d'évaluation.

NIVEAU 3 : ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR SUR HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Il est possible que différentes entités arrivent à différentes évaluations de la juste valeur du même instrument financier à la même date de mesure. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces entités peuvent répondre à l'objectif de la mesure de la juste valeur. Le fait que les différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement et les hypothèses appliqués, ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur des instruments.

PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables des données non observables. Ainsi, les actions et valeurs convertibles, les obligations ainsi que le montant net se rapportant aux instruments financiers dérivés sont principalement sensibles au multiple du BAIIA et au taux d'actualisation utilisés dans l'évaluation, qui peuvent raisonnablement varier entre 5,0 et 12,9 et entre 7,8 % et 13,7 %, respectivement en 2013 (entre 5,5 et 11,0 et entre 8,0 % et 12,0 %, respectivement en 2012). Les emprunts hypothécaires sont principalement sensibles à l'écart de crédit qui peut raisonnablement varier de plus ou moins 1,0 % en 2013 (1,0 % en 2012). La juste valeur des placements en biens immobiliers est principalement sensible aux taux de capitalisation ou d'actualisation utilisés dans l'évaluation de l'immeuble, qui peuvent raisonnablement varier de plus ou moins 0,3 % en 2013 (0,3 % en 2012). La juste valeur des fonds d'investissement pour lesquels la Caisse n'a pas accès à de l'information sur les placements sous-jacents est basée sur la juste valeur fournie par le commandité ou le gestionnaire externe. Par conséquent, étant donné qu'aucune information additionnelle n'indique qu'il faudrait ajuster cette juste valeur, aucune autre hypothèse raisonnablement possible ne peut être utilisée.

La substitution des principales hypothèses retenues par des hypothèses alternatives raisonnables résulterait soit en une augmentation d'environ 1 147 M\$ (881 M\$ en 2012) ou une diminution d'environ 1 092 M\$ (966 M\$ en 2012) de la juste valeur totale des instruments du niveau 3 excluant les BTAA, les placements en biens immobiliers et les fonds d'investissement. L'effet de la substitution d'hypothèses sur la juste valeur des BTAA est décrit à la note 3E.

04 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(en millions de dollars)	2013	2012
Encaisse	448	646
Comptes à recevoir	243	213
Immobilisations	155	143
	846	1 002

05 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

(en millions de dollars)	2013	2012
Intérêts à payer sur instruments financiers dérivés	85	84
Revenus de placement courus à payer	217	165
Passifs d'impôts exigibles et futurs	423	390
Autres passifs	661	661
	1 386	1 300

06 AVOIR NET DES DÉPOSANTS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

A) AVOIR NET DES DÉPOSANTS

Les dépôts à vue et à terme portent, respectivement, intérêt à taux variable et fixe et constituent des créances de la Caisse à l'égard des déposants. Les taux annuels moyens versés sur les dépôts à vue et à terme sont de 1,0 % et de 1,5 % respectivement (1,0 % et 1,5 % en 2012).

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 4 M\$ (5 M\$ en 2012) à titre d'intérêts sur dépôts à vue et à terme.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités. Chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période mensuelle du fonds général et des fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains (pertes) à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. À l'ouverture de la période qui suit, les montants attribués sont versés au compte de dépôts à vue des déposants. Généralement, le solde des dépôts à vue est réinvesti en dépôts à participation à l'ouverture de chaque période mensuelle en fonction de la politique de placement des déposants. Le nombre d'unités de dépôts à participation émises est fonction de la juste valeur établie à la fin de la période mensuelle précédente.

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 11 382 M\$ (7 552 M\$ en 2012) à titre de revenu net aux détenteurs de dépôts à participation.

AVOIR NET DES DÉPOSANTS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE (suite)

(en millions de dollars)	2013	2012
Créances de la Caisse à l'égard des déposants		
Dépôts à vue	371	887
Dépôts à terme	92	134
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	1 328	1 612
	1 791	2 633
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	159 017	149 861
Unités émises	13 647	9 725
Unités annulées	(497)	(569)
Solde à la fin	172 167	159 017
Gains à la vente de placements des portefeuilles spécialisés non attribués	8 282	8 898
Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements nettes des participations ne donnant pas le contrôle	17 909	5 662
Ajustement de consolidation découlant de l'adoption anticipée des IFRS par un portefeuille spécialisé (note 6B)	(702)	(637)
	197 656	172 940
Avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada	199 447	175 573

La Caisse définit son capital comme l'avoir net des détenteurs de dépôts à participation, les dépôts à vue et les dépôts à terme. La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement. Par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive CDP Financière Inc., la Caisse émet des titres de capitaux afin d'optimiser les coûts de financement et de financer certains investissements.

B) AJUSTEMENT DE CONSOLIDATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION ANTICIPÉE DES IFRS PAR UN PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le document *Entités d'investissement* publié en octobre 2012 par l'IASB exige qu'une société considérée comme une entité d'investissement évalue chacune de ses entités contrôlées à la juste valeur au lieu de les consolider. Le CNC a intégré ce document dans la Partie I du Manuel de CPA Canada. La norme pour les entités d'investissement est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, une application anticipée est permise. La Caisse s'est prévaluée de l'adoption anticipée des IFRS pour les états financiers du portefeuille spécialisé Immeubles à partir de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les IFRS pour les entités d'investissement diffèrent des dispositions de la NOC-18 principalement pour la comptabilisation de certaines filiales. Selon les PCGR du Canada, le portefeuille spécialisé Immeubles consolidait ses filiales alors que selon les IFRS, une entité d'investissement ne doit pas consolider ses filiales, mais doit plutôt les évaluer et les présenter à la juste valeur comme un placement. L'évaluation de la juste valeur des placements détenus par le portefeuille spécialisé Immeubles repose dorénavant sur une technique d'évaluation d'entreprise. Ce changement dans la méthode d'évaluation a eu comme incidence d'augmenter la juste valeur des placements du portefeuille spécialisé Immeubles.

Les états financiers cumulés de la Caisse pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 sont établis selon les PCGR du Canada et conformément à la NOC-18, les filiales du portefeuille spécialisé Immeubles sont consolidées. Par conséquent, un ajustement de consolidation est nécessaire afin d'exclure de l'avoir net des déposants établi selon les PCGR du Canada un montant de 702 M\$ au 31 décembre 2013 et de 637 M\$ au 31 décembre 2012 découlant de l'adoption anticipée des IFRS par le portefeuille spécialisé Immeubles. À titre d'information supplémentaire, ces montants sont présentés distinctement à l'avoir net des déposants à la rubrique Ajustement de consolidation découlant de l'adoption anticipée des IFRS par un portefeuille spécialisé à l'état de l'actif net cumulé ainsi qu'à la note 6A. Lors de la publication des premiers états financiers cumulés annuels selon les IFRS au 31 décembre 2014, l'ajustement de 637 M\$ sera comptabilisé à l'avoir net des déposants au 1^{er} janvier 2013, la date de transition aux IFRS. De plus, un montant de 65 M\$, correspondant à l'augmentation de la juste valeur d'entreprise des placements du portefeuille spécialisé Immeubles sera comptabilisé pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, soit l'exercice comparatif établi selon les IFRS.

AVOIR NET DES DÉPOSANTS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE (suite)

En plus de l'ajustement découlant de la non-consolidation des filiales du portefeuille spécialisé Immeubles, la Caisse poursuit son analyse des autres incidences de l'adoption des IFRS pour les états financiers cumulés, les fonds particuliers, le fonds général et les autres portefeuilles spécialisés. Par conséquent, la Caisse n'est présentement pas en mesure de déterminer quelle sera l'incidence complète de la transition sur les premiers états financiers cumulés annuels qui seront présentés conformément aux IFRS en date du 31 décembre 2014.

C) PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations des actionnaires sans contrôle dans les filiales consolidées qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à la Caisse. Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à leur part de la juste valeur de l'investissement et se voient attribuer une part proportionnelle de l'actif net cumulé et des résultats de placement nets. Les changements dans la participation de la Caisse dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle de celle-ci sont comptabilisés comme des opérations sur l'actif net cumulé.

Aux 31 décembre, les participations ne donnant pas le contrôle se détaillent comme suit :

(en millions de dollars)	2013	2012
Solde au début	2 006	2 497
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (note 7E)	333	91
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle ¹	(138)	(582)
Solde à la fin	2 201	2 006

1. En 2013, les autres changements proviennent principalement de distributions ainsi que d'une augmentation des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales consolidées. En 2012, les autres changements proviennent principalement de la dissolution d'une filiale, de distributions et d'un rachat de participations ne donnant pas le contrôle par la Caisse dans des filiales consolidées.

Aux 31 décembre, le coût et la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle se détaillent comme suit :

(en millions de dollars)	2013		2012	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Canadiens	2 071	1 780	1 901	1 654
Étrangers	130	125	105	112
	2 201	1 905	2 006	1 766

07

REVENUS DE PLACEMENT, GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS ET PLUS-VALUES (MOINS-VALUES) NON MATÉRIALISÉES DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS**A) REVENUS DE PLACEMENT**

(en millions de dollars)	2013	2012
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	171	241
Obligations	1 575	1 611
Financements hypothécaires	365	354
	2 111	2 206
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	3 474	2 828
Biens immobiliers (note 7B)	1 016	850
	4 490	3 678
Autres revenus (autres dépenses)	(5)	30
Moins :		
Frais de gestion externe	9	10
	6 587	5 904

Les Revenus de placement – Titres à revenu fixe ont été augmentés de 33 M\$ (74 M\$ en 2012) à titre de revenu net (dépense nette) lié aux titres achetés (vendus) en vertu de conventions de revente (rachat). De plus, ceux liés aux valeurs à court terme ont été réduits de 11 M\$ (11 M\$ en 2012) à titre de dépense d'intérêts sur les billets de trésorerie à payer et ceux liés aux obligations ont été réduits de 320 M\$ (307 M\$ en 2012) à titre de dépense d'intérêts sur les billets à terme.

B) REVENUS NETS DE BIENS IMMOBILIERS

(en millions de dollars)	2013	2012
Revenus de biens immobiliers	2 795	2 614
Moins :		
Charges reliées aux filiales immobilières		
Frais d'exploitation des biens immobiliers	1 389	1 351
Frais d'opération	69	58
Frais financiers des emprunts	321	355
	1 779	1 764
	1 016	850

REVENUS DE PLACEMENT, GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS ET PLUS-VALUES (MOINS-VALUES) NON MATÉRIALISÉES DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

C) GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS

(en millions de dollars)	2013	2012
<hr/>		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	175	(88)
Obligations	840	1 312
BTAA	(7)	(151)
Financements hypothécaires	7	(2)
	1 015	1 071
<hr/>		
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	3 711	923
Biens immobiliers	(178)	203
	3 533	1 126
<hr/>		
Moins :		
Coûts de transaction des placements	113	69
Frais de gestion externe	2	1
	4 433	2 127
<hr/>		

Le montant de 4 433 M\$ de gains à la vente de placements (2 127 M\$ en 2012) présenté dans l'état des résultats et évolution de l'actif net cumulés comprend un montant de 985 M\$ à titre de pertes de change (292 M\$ en 2012).

REVENUS DE PLACEMENT, GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS ET PLUS-VALUES (MOINS-VALUES) NON MATÉRIALISÉES DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

D) PLUS-VALUES (MOINS-VALUES) NON MATÉRIALISÉES DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS

(en millions de dollars)	2013	2012
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	177	(320)
Obligations	(3 313)	(1 639)
BTAA	734	1 802
Financements hypothécaires	13	(24)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	(10)	24
	(2 399)	(157)
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	13 308	6 235
Biens immobiliers	2 028	539
	15 336	6 774
	12 937	6 617
Moins :		
Passif lié aux placements		
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	4	1
Billets de trésorerie à payer	3	(1)
Billets à terme	139	106
Titres vendus à découvert	768	511
Emprunts hypothécaires	217	(5)
Autres emprunts à payer	19	1
Instruments financiers dérivés	(516)	(640)
	634	(27)
	12 303	6 644

Le montant de 12 303 M\$ de plus-values non matérialisées (6 644 M\$ en 2012) présenté dans l'état des résultats et évolution de l'actif net cumulés comprend un montant de 3 481 M\$ à titre de plus-values non matérialisées de change (moins-values non matérialisées de 641 M\$ en 2012).

REVENUS DE PLACEMENT, GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS ET PLUS-VALUES (MOINS-VALUES) NON MATÉRIALISÉES DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS (suite)

E) RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS ATTRIBUABLES AUX DÉPOSANTS ET AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

(en millions de dollars)	2013			2012		
	Déposants	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	Déposants	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Revenus de placement	6 330	257	6 587	5 590	314	5 904
Moins :						
Charges d'exploitation	287	-	287	284	-	284
Revenus de placement nets	6 043	257	6 300	5 306	314	5 620
Gains (pertes) à la vente de placements	4 413	20	4 433	2 454	(327)	2 127
Total des revenus matérialisés	10 456	277	10 733	7 760	(13)	7 747
Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	12 247	56	12 303	6 540	104	6 644
Résultats de placement nets	22 703	333	23 036	14 300	91	14 391

08 CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions de dollars)	2013	2012
Traitements et avantages sociaux	153	149
Services informatiques et professionnels	47	50
Services de données et abonnements	13	13
Locaux et matériel	16	18
Amortissement des immobilisations	28	27
Autres	17	15
	274	272
Frais de garde de valeurs	13	12
	287	284

09 IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités.

La gestion du risque est encadrée par la politique de gestion intégrée des risques adoptée par le conseil d'administration. Révisée régulièrement, cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favoriseront la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. Plus particulièrement, cette politique définit la gouvernance de la gestion des risques, fixe le niveau de risque jugé acceptable afin de parer aux pertes excessives, lie ce niveau de risque aux objectifs de valeur ajoutée et vise une répartition efficace du risque.

La gouvernance de la gestion du risque repose sur trois niveaux de contrôle :

1. Les gestionnaires comme premiers responsables de la gestion des risques liés aux activités dont ils ont la responsabilité;
2. Le comité Investissement-Risques, un sous-comité du comité de direction, appuyé par l'équipe de la Direction des risques, et la vice-présidence principale, Politiques et conformité;
3. Le conseil d'administration, son comité de vérification et son comité d'investissement et de gestion des risques, ainsi que la Vérification interne.

La politique prévoit des mécanismes de reddition de comptes pour chacun de ces niveaux. D'autres encadrements sont prévus à la politique, notamment pour l'impartition de la gestion des investissements, la gestion du risque opérationnel et la gestion des instruments financiers dérivés.

Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés sont confiés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuille.

La politique de gestion intégrée des risques définit notamment les risques financiers suivants :

- a) le risque de marché;
- b) le risque de crédit;
- c) le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés;
- d) le risque de liquidité de financement.

Les politiques d'investissement visent l'encadrement du travail des gestionnaires de portefeuille. Pour chaque portefeuille spécialisé, une politique d'investissement établit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, y compris des limites de concentration et de risque. Les gestionnaires sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement.

A) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. Cette valeur est influencée par la variation de certains paramètres de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Le risque provient de la volatilité du prix d'un instrument financier, laquelle découle de la volatilité de ces variables de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les pays et les émetteurs sont pris en compte.

La Caisse peut utiliser des instruments financiers dérivés négociés en Bourse ou directement auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, aux fins de la gestion des risques de marché.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. Ainsi, la VaR calculée par la Caisse présente le niveau de perte qu'un portefeuille devrait atteindre ou dépasser dans 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille global.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour évaluer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 1500 jours d'observation des facteurs de risque, tels la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

Deux types de risque sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence de la Caisse (portefeuille visé par les déposants globalement) est la résultante du risque des indices de référence associés aux catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global de la Caisse. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par les déposants.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille global. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, le risque actif et le risque absolu du portefeuille global sont mesurés régulièrement et sont sujets à diverses limites.

Aux 31 décembre, le risque absolu et le risque actif du portefeuille global, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 1500 jours, se présentent comme suit :

RISQUE ABSOLU DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(en %)	2013	2012
Revenu fixe	9,2	9,1
Placements sensibles à l'inflation	38,7	39,8
Actions	44,6	46,8
Autres placements ¹	1,2	1,2
Risque global	29,4	30,6

RISQUE ACTIF DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(en %)	2013	2012
Revenu fixe	2,0	1,4
Placements sensibles à l'inflation	9,2	12,9
Actions	4,9	5,4
Autres placements ¹	1,3	1,1
Risque global	3,7	4,4

1. La VaR pour la catégorie Autres placements est présentée en pourcentage de l'actif net de la Caisse.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

De même, dans le cadre de sa gestion du risque de change, la Caisse utilise notamment des instruments négociés auprès de banques. Les échéances de ces instruments varient généralement d'un à douze mois dans le cas de contrats à terme de gré à gré et des options, et d'un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements et au passif lié aux placements en devises.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

Aux 31 décembre, la répartition des placements, du passif lié aux placements et des participations ne donnant pas le contrôle en devises se présente comme suit :

(en millions de dollars)

2013

	Dollar canadien	Devises ¹				Sous-total	Total
		Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres		
Placements							
Titres à revenu fixe	81 417	4 388	3 526	544	1 759	10 217	91 634
Titres à revenu variable							
Actions et valeurs convertibles	23 929	42 005	10 255	6 576	19 499	78 335	102 264
Biens immobiliers	18 050	5 389	4 095	265	1 702	11 451	29 501
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 958	1 519	3 063	-	-	4 582	15 540
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	1 329	547	46	46	33	672	2 001
	135 683	53 848	20 985	7 431	22 993	105 257	240 940
Passif lié aux placements							
Produits conventionnels ²	19 819	10 759	7 576	17	116	18 468	38 287
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	435	896	280	77	23	1 276	1 711
	20 254	11 655	7 856	94	139	19 744	39 998
Participations ne donnant pas le contrôle	2 071	14	18	92	6	130	2 201
	113 358	42 179	13 111	7 245	22 848	85 383	198 741

(en millions de dollars)

2012

	Dollar canadien	Devises ¹				Sous-total	Total
		Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres		
Placements							
Titres à revenu fixe	72 711	3 400	1 045	498	1 034	5 977	78 688
Titres à revenu variable							
Actions et valeurs convertibles	22 364	37 910	8 984	5 277	17 500	69 671	92 035
Biens immobiliers	15 857	4 114	3 846	613	1 331	9 904	25 761
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	8 629	2 328	426	-	-	2 754	11 383
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	1 905	433	86	29	140	688	2 593
	121 466	48 185	14 387	6 417	20 005	88 994	210 460
Passif lié aux placements							
Produits conventionnels ²	17 822	10 553	3 240	188	171	14 152	31 974
Montant se rapportant aux instruments financiers dérivés	915	826	115	177	122	1 240	2 155
	18 737	11 379	3 355	365	293	15 392	34 129
Participations ne donnant pas le contrôle	1 901	9	14	82	-	105	2 006
	100 828	36 797	11 018	5 970	19 712	73 497	174 325

1. Les placements sont présentés selon la devise dans laquelle ils sont libellés et sont convertis en dollars canadiens.

2. Les produits conventionnels comprennent le passif lié aux placements à l'exception du montant se rapportant aux instruments financiers dérivés.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

L'incidence de la conversion en dollars canadiens de la juste valeur des placements libellés en devises incluse à la rubrique Gains à la vente des placements et à la rubrique Plus-values non matérialisées des placements et du passif lié aux placements est favorable de 4 226 M\$ (défavorable de 1 273 M\$ en 2012). L'incidence de la couverture de change liée à une partie de ces placements est défavorable de 1 730 M\$ (favorable de 340 M\$ en 2012). L'effet net sur les résultats de placement nets est favorable de 2 496 M\$ (défavorable de 933 M\$ en 2012).

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'ensemble des actifs et des passifs qui portent intérêt ainsi que leur taux effectif sont repris à la note 9D, au tableau présentant l'exposition au risque de liquidité. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

B) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader. Le risque de crédit provient notamment des titres à revenu fixe, des instruments financiers dérivés, de l'octroi de garanties financières et des engagements de prêts donnés.

L'analyse du risque de crédit comprend la probabilité de défaillance et du taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse, ainsi que le suivi des changements de qualité de crédit des émetteurs et des groupes d'émetteurs dont les titres sont détenus dans l'ensemble des portefeuilles de la Caisse.

L'analyse de la concentration mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers, notamment les titres à revenu fixe et les titres à revenu variable, liés à un même émetteur ou à un groupe d'émetteurs contrôlés par une société mère, ayant des caractéristiques communes (région, secteur d'activité, cote de crédit).

Une limite de concentration par groupe d'émetteurs est fixée à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Quant aux émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA, ils sont exclus de cette limite de concentration. Des limites de concentration spécifiques s'appliquent également pour les investissements dans les marchés en émergence. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

Aux 31 décembre, la concentration par cote de crédit des groupes d'émetteurs de la Caisse se présente comme suit :

	2013	2012
	Valeurs en % des placements ¹	
Cote de crédit² :		
AAA – AA	19,2	17,8
A	23,6	23,4
BBB	13,8	13,4
BB ou inférieur	2,8	3,4
Pas de cote de crédit :		
Actifs immobiliers	16,4	16,3
BTAA	0,6	0,7
Placements privés	7,2	5,4
Fonds de placements privés et fonds de couverture	6,5	6,8
Financements hypothécaires et titres hypothécaires	5,3	5,1
Autres	4,6	7,7
	100,0	100,0

1. Le pourcentage des placements représente les positions nettes par groupe d'émetteurs.

2. Les cotes de crédit sont obtenues des principales agences de notation de crédit reconnues et elles sont agrégées selon un algorithme établi à l'interne. Seules les cotes de crédit à long terme des principales agences sont considérées pour obtenir cette concentration.

Dans le tableau précédent, les groupes d'émetteurs pour lesquels une cote de crédit n'est pas disponible ont été catégorisés. Pour la plupart de ces groupes d'émetteurs, l'absence de cote de crédit des principales agences de notation de crédit reconnues s'explique par le fait que les investissements sont privés, l'absence de dette, la restructuration des investissements ou une combinaison de ces éléments. Par contre, la majorité des émetteurs sont évalués à l'aide d'un système interne de notation qui permet de suivre de près l'évolution du cycle de crédit. Il existe des limites d'exposition par secteurs, par pays (ou régions) et par cotes de crédit externes (aucune limite pour les cotes de crédit internes).

Au 31 décembre 2013, 149 groupes d'émetteurs (146 en 2012), dont les titres sont détenus par la Caisse, ont bénéficié d'une amélioration de leur cote de crédit émise par les principales agences de notation et 131 autres ont vu la leur se détériorer (176 en 2012). La Caisse fait un suivi fréquent de l'évolution des cotes de crédit des agences et les compare avec les cotes de crédit internes lorsqu'elles sont disponibles.

Dans le cas des financements hypothécaires n'ayant pas de notation de crédit, l'analyse du risque de crédit s'effectue en partie à partir du ratio prêt-valeur. Selon ce ratio, le montant prêté est divisé par la juste valeur du ou des biens garantissant le prêt à la date de souscription ou d'octroi des fonds ou encore à tout autre moment durant le terme.

Aux 31 décembre, la ventilation des financements hypothécaires se présente comme suit :

	2013	2012
	Valeurs en % des financements hypothécaires	
Ratio prêt-valeur		
0 à 55 %	27,1	31,7
55 à 65 %	34,4	32,1
65 à 75 %	38,0	35,8
75 à 85 %	0,3	0,4
plus de 85 %	0,2	0,0
	100,0	100,0

Le risque de crédit se mesure par la juste valeur des placements avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les éléments hors bilan, la valeur prise en compte afin de déterminer l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant garanti ou engagé.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

Aux 31 décembre, l'exposition maximale au risque de crédit se présente comme suit :

(en millions de dollars)	2013	2012
Placements		
Titres à revenu fixe	91 634	78 688
Sommes à recevoir relativement aux placements	17 541	13 976
	109 175	92 664
Hors bilan		
Garanties données (note 12)	17 230	11 894
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 11)	649	906
Facilité de financement (note 11)	6 167	6 167
	24 046	18 967
Total de l'exposition maximale	133 221	111 631

En réalité, cette exposition est inférieure puisque la Caisse prend diverses mesures pour atténuer le risque de crédit comme la prise de garanties (se référer à la note 12).

C) RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent du risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être transigés sur une chambre de compensation. Le risque de contrepartie correspond au risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles des opérations sur ce type d'instrument dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières dont la cote de crédit est établie par des agences de notation de crédit reconnues et selon les limites opérationnelles fixées par la direction. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les sûretés échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement, selon l'accord juridique en vigueur. L'exposition potentielle au risque de contrepartie est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2013, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 110 M\$ (58 M\$ en 2012) liés à 60 contreparties actives (59 en 2012).

D) RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité de financement représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement ou d'investir sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. La Caisse simule divers scénarios afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur ses liquidités. Les gestionnaires responsables évaluent la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse. Ils s'assurent de la présence de la Caisse sur différents marchés financiers et du maintien des relations avec les agences de notation de crédit reconnues qui cotent la Caisse ainsi que les bailleurs de fonds.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

Aux 31 décembre, le sommaire des échéances en valeur nominale des placements et du passif lié aux placements se présente comme suit :

(en millions de dollars)

					2013		
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux d'intérêt effectif %	Total	Taux d'intérêt effectif %
Titres à revenu fixe							
Valeurs à court terme							
Canadiennes	671	158	297	1 126	3,9	608	2,4
Étrangères	223	526	66	815	2,8	926	2,9
	894	684	363	1 941	3,4	1 534	2,7
Obligations							
<i>Émises ou garanties par :</i>							
Gouvernement du Canada	2 300	9 849	4 561	16 710	1,5	14 709	1,5
Province de Québec	8	867	12 877	13 752	3,5	8 529	3,4
Autres provinces canadiennes	-	196	2 310	2 506	3,4	906	3,7
Municipalités et autres organismes canadiens	110	829	368	1 307	2,6	1 302	4,1
Sociétés d'État canadiennes	17	5 487	5 577	11 081	2,6	11 080	2,8
Gouvernement américain	-	-	673	673	3,8	721	3,8
Autres gouvernements étrangers	-	2 039	-	2 039	0,3	-	-
Titres hypothécaires							
Canadiens	-	5	8	13	6,1	117	4,6
Étrangers	-	109	-	109	-	109	-
Entreprises canadiennes	342	5 213	7 050	12 605	5,4	8 685	5,0
Entreprises étrangères	1 102	2 500	3 238	6 840	4,9	4 722	5,9
Titres indexés sur l'inflation							
Canadiens	-	2	616	618	0,9	679	0,9
Étrangers	292	101	-	393	0,3	50	0,7
	4 171	27 197	37 278	68 646	3,2	51 609	3,2
BTAA	387	9 654	112	10 153	-	11 260	-
Financements hypothécaires							
Canadiens	136	3 013	5 538	8 687	4,0	7 317	3,6
Étrangers	1 011	713	77	1 801	3,5	1 732	2,5
	1 147	3 726	5 615	10 488	3,9	9 049	3,4
	6 599	41 261	43 368	91 228	3,4	73 452	3,3
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente							
Canadiens	10 960	-	-	10 960	1,0	8 632	1,0
Étrangers	4 582	-	-	4 582	0,1	2 754	0,1
	15 542	-	-	15 542	0,7	11 386	0,8

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)

(en millions de dollars)

				2013		2012	
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux d'intérêt effectif %	Total	Taux d'intérêt effectif %
Passif lié aux placements							
Titres vendus en vertu de							
conventions de rachat	12 250	-	-	12 250	0,7	4 625	0,8
Billets de trésorerie à payer	1 531	-	-	1 531	0,8	1 019	1,1
Billets à terme	2 125	1 000	5 286	8 411	3,9	7 963	3,8
Titres vendus à découvert	5	2 054	1 739	3 798	1,7	3 543	1,9
Emprunts hypothécaires	351	1 649	54	2 054	3,0	2 421	4,1
Autres emprunts à payer	895	839	-	1 734	1,2	3 038	1,2
	17 157	5 542	7 079	29 778	1,9	22 609	2,4

La Caisse est partie à divers engagements et elle émet des garanties financières qui peuvent avoir un impact sur ses liquidités (se référer aux notes 3E, 11 et 12).

10 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction du titre sous-jacent, et qui n'exigent pas la détention ou la livraison du titre sous-jacent lui-même. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier), ou une marchandise (métal précieux, produit de base, pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation.

Le montant nominal de référence d'un instrument financier dérivé représente la valeur du capital théorique, à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs, et ne reflète pas le risque de crédit afférent à cet instrument.

La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

- Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme normalisé sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Le contrat à terme de gré à gré est assorti de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Le contrat à terme normalisé a des modalités fixées par un marché réglementé.
- Le troc est une opération par laquelle deux parties conviennent d'échanger des flux financiers selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence et une durée.
- L'option est un contrat négocié de gré à gré ou sur un marché réglementé, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un titre sous-jacent, un indice ou une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.
- Le bon de souscription est un contrat qui permet l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le risque de change découle des placements et du passif lié aux placements libellés en devises ainsi que des instruments financiers dérivés s'y rapportant.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés négociés en Bourse ou auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

A) SOMMAIRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

(en millions de dollars)	Montant nominal de référence	2013			2012
		Juste valeur		Montant net	Montant net
		Actif	Passif		
Gestion des risques de change¹					
Trocs de devises					
Achats	333	-	14	(14)	(12)
Contrats à terme de gré à gré					
Achats	2 881	11	9	2	(10)
Ventes	21 890	36	572	(536)	(193)
	25 104	47	595	(548)	(215)
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de devises et de taux d'intérêt	45 416	1 226	834	392	93
Trocs de taux d'intérêt réglés sur une chambre de compensation	17 041	-	-	-	-
Trocs de défaillance de crédit	32 063	27	2	25	256
Trocs d'actions et valeurs convertibles	16 670	467	46	421	294
Contrats à terme normalisés	11 026	1	-	1	1
Contrats à terme de gré à gré	7 174	11	69	(58)	(7)
Options négociées hors cote					
Achats	11 558	185	-	185	63
Ventes	9 461	-	154	(154)	(69)
Options cotées en bourse					
Achats	1 395	25	-	25	12
Ventes	2 003	-	11	(11)	(3)
Bons de souscription	84	12	-	12	13
	153 891	1 954	1 116	838	653
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	178 995	2 001	1 711	290	438

1. Lorsque les opérations de gestion des risques de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence retenu ici représente uniquement la valeur finale exprimée en dollars canadiens.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

B) SOMMAIRE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

(en millions de dollars)	2013				2012
	Montant nominal de référence – Échéance				Montant nominal de référence
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Gestion des risques de change					
Trocs de devises					
Achats	186	147	–	333	1 169
Contrats à terme de gré à gré					
Achats	2 881	–	–	2 881	1 988
Ventes	21 409	481	–	21 890	24 736
	24 476	628	–	25 104	27 893
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de devises et de taux d'intérêt	9 916	21 384	14 116	45 416	52 307
Trocs de taux d'intérêt réglés sur une chambre de compensation	–	8 346	8 695	17 041	–
Trocs de défaillance de crédit	395	31 668	–	32 063	32 829
Trocs d'actions et valeurs convertibles	14 099	2 571	–	16 670	21 399
Trocs de produits de base	–	–	–	–	21
Contrats à terme normalisés	11 026	–	–	11 026	6 737
Contrats à terme de gré à gré	7 118	56	–	7 174	3 146
Options négociées hors cote					
Achats	8 108	3 450	–	11 558	3 035
Ventes	6 512	2 949	–	9 461	3 005
Options cotées en bourse					
Achats	1 395	–	–	1 395	1 434
Ventes	2 003	–	–	2 003	1 682
Bons de souscription	51	30	3	84	82
	60 623	70 454	22 814	153 891	125 677
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	85 099	71 082	22 814	178 995	153 570

(en millions de dollars)	2013				2012
	Juste valeur – Échéance				Juste valeur
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Instruments financiers dérivés					
Actif	660	417	924	2 001	2 593
Passif	925	434	352	1 711	2 155
Montant net	(265)	(17)	572	290	438

11 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse est partie à divers engagements.

Les engagements d'achat de placements signifient que la Caisse s'est engagée à acheter des placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les cautionnements relatifs aux remboursements d'emprunts ne comportent aucune date d'échéance spécifique, sauf dans certains cas où ils sont en vigueur pour une durée maximale variant de 1 à 9 ans.

(en millions de dollars)	2013	2012
Engagements d'achats de placements	14 622	8 142
Cautionnements et garanties d'emprunts	649	906
BTAA (facilité de financement) ¹	6 167	6 167
	21 438	15 215

1. Pour la description des engagements liés aux BTAA, se référer à la note 3E.

12 NANTISSEMENT D'ÉLÉMENTS D'ACTIF

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie de titres empruntés, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et dans le cadre des transactions sur instruments financiers dérivés. La contrepartie est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la Caisse. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si celles déjà données perdent de la valeur.

Aux 31 décembre, le tableau qui suit présente la juste valeur des garanties données par la Caisse :

(en millions de dollars)	2013	2012
Garanties données sur		
Emprunts de titres	4 902	6 781
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	11 697	4 648
Instruments financiers dérivés hors cote	522	306
Instruments financiers dérivés cotés	109	159
	17 230	11 894

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie sur les prêts de titres, sur les titres achetés en vertu de conventions de revente et dans le cadre des transactions sur instruments financiers dérivés. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. La Caisse a l'obligation de rendre ces titres à ses contreparties. Si la valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut, dans certains cas, demander des garanties complémentaires.

Aux 31 décembre, le tableau qui suit présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse :

(en millions de dollars)	2013	2012
Garanties reçues sur		
Prêts de titres	2 079	2 159
Titres achetés en vertu de conventions de revente	13 920	11 408
Instruments financiers dérivés hors cote	1 180	1 386
	17 179	14 953

13 CHIFFRES PRÉSENTÉS À DES FINS DE COMPARAISON

Certains chiffres des états financiers de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés

(en millions de dollars)

	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
État de l'actif net consolidé aux 31 décembre								
Actif								
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	-	-	-	-	287,5	123,1
Obligations	-	-	64 297,2	53 246,2	1 873,2	3 940,4	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	8 651,7	7 445,4
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	12,5	121,9
Valeurs à court terme	-	-	2 002,6	1 420,0	-	-	0,1	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	300,0	721,0	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	6 167,8	8 916,3	9 600,0	8 487,2	-	-	-	-
BTA	-	-	-	-	-	-	-	-
	6 167,8	8 916,3	75 899,8	63 153,4	2 173,2	4 661,4	8 951,8	7 690,4
Dépôts à vue au fonds général	0,2	-	-	-	4,0	2,9	1,7	2,7
Autres éléments d'actif	-	0,3	3 912,0	884,6	18,4	39,5	104,3	222,2
	6 168,0	8 916,6	79 811,8	64 038,0	2 195,6	4 703,8	9 057,8	7 915,3
Passif								
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	17 941,9	13 605,2	299,6	720,8	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	300,0	721,0	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	84,0
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	4 216,5	4 344,4	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	901,4	1 215,0	-	-	47,8	46,3
	-	-	23 359,8	19 885,6	299,6	720,8	47,8	130,3
Avances du fonds général	-	0,4	46,4	124,1	-	-	-	-
Autres éléments de passif	2 659,5	8,4	1 554,4	375,5	6,5	314,4	170,6	176,4
	2 659,5	8,8	24 960,6	20 385,2	306,1	1 035,2	218,4	306,7
Actif net consolidé	3 508,5	8 907,8	54 851,2	43 652,8	1 889,5	3 668,6	8 839,4	7 608,6
Moins :								
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	47,5	35,8
Avoir net des fonds	3 508,5	8 907,8	54 851,2	43 652,8	1 889,5	3 668,6	8 791,9	7 572,8

État des résultats et évolution de l'actif net consolidés des exercices clos les 31 décembre

	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Revenus								
Revenus de placement	62,5	92,8	1 712,2	1 449,5	81,2	127,3	159,6	356,2
Autres revenus	-	-	3,0	2,3	-	-	-	-
	62,5	92,8	1 715,2	1 451,8	81,2	127,3	159,6	356,2
Charges d'exploitation	1,0	1,2	51,8	48,0	1,4	2,6	4,1	4,6
Revenus avant postes suivants	61,5	91,6	1 663,4	1 403,8	79,8	124,7	155,5	351,6
Intérêts sur billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	0,3	5,3	-	-	-	-
Intérêts sur emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net (perte nette) de placement	61,5	91,6	1 663,1	1 398,5	79,8	124,7	155,5	351,6
Gains (pertes) à la vente de placements	-	-	320,4	1 015,7	33,4	172,4	7,4	(6,2)
Plus-values (moins-values) non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	(0,4)	0,8	(1 950,1)	(669,1)	(256,1)	(185,6)	(150,6)	0,8
Résultats de placement nets	61,1	92,4	33,4	1 745,1	(142,9)	111,5	12,3	346,2
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(5 398,9)	2 151,3	12 828,1	1 783,9	(1 556,4)	(65,2)	1 361,3	969,0
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(61,5)	(91,6)	(1 663,1)	(1 398,5)	(79,8)	(124,7)	(150,1)	(346,1)
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	7,3	(1,0)
Augmentation (diminution) de l'actif net consolidé	(5 399,3)	2 152,1	11 198,4	2 130,5	(1 779,1)	(78,4)	1 230,8	968,1
Actif net consolidé au début	8 907,8	6 755,7	43 652,8	41 522,3	3 668,6	3 747,0	7 608,6	6 640,5
Actif net consolidé à la fin	3 508,5	8 907,8	54 851,2	43 652,8	1 889,5	3 668,6	8 839,4	7 608,6

Attribuable aux détenteurs des unités de participation

	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Résultats de placement nets	61,1	92,4	33,4	1 745,1	(142,9)	111,5	12,3	346,2
Moins :								
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	4,4	3,8
Résultats de placement nets attribuables aux détenteurs des unités de participation	61,1	92,4	33,4	1 745,1	(142,9)	111,5	7,9	342,4
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(5 398,9)	2 151,3	12 828,1	1 783,9	(1 556,4)	(65,2)	1 361,3	969,0
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(61,5)	(91,6)	(1 663,1)	(1 398,5)	(79,8)	(124,7)	(150,1)	(346,1)
Augmentation (diminution) de l'avoir net des fonds	(5 399,3)	2 152,1	11 198,4	2 130,5	(1 779,1)	(78,4)	1 219,1	965,3
Avoir net des fonds au début	8 907,8	6 755,7	43 652,8	41 522,3	3 668,6	3 747,0	7 572,8	6 607,5
Avoir net des fonds à la fin	3 508,5	8 907,8	54 851,2	43 652,8	1 889,5	3 668,6	8 791,9	7 572,8

Placements et passif lié aux placements au coût aux 31 décembre

	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	-	-	-	-	209,1	106,3
Obligations	-	-	63 554,4	50 050,2	1 944,8	3 755,9	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	8 618,8	7 207,3
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	121,4	225,3
Valeurs à court terme	-	-	1 937,7	1 432,5	-	-	0,1	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	300,0	721,0	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	6 168,0	8 916,3	9 593,1	8 474,2	-	-	-	-
BTA	-	-	-	-	-	-	-	-
	6 168,0	8 916,3	75 085,2	59 956,9	2 244,8	4 476,9	8 949,4	7 538,9
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	17 935,8	13 603,3	299,7	720,9	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	300,0	721,0	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	84,0
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	4 100,9	4 187,8	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	118,9	37,4	-	-	-	-
	-	-	22 455,6	18 549,5	299,7	720,9	-	84,0

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars)

	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710) ¹		ACTIONS CANADIENNES (720)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
État de l'actif net consolidé aux 31 décembre								
Actif								
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	29 607,3	25 835,8	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	6 191,9	5 436,4	4 378,9	3 449,5	16 323,8	15 097,6
Obligations	1 085,3	1 233,4	2 873,4	1 210,7	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	2 120,7	1 867,4	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	-	-	8,2	-	33,4	52,7	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	12 854,2	13 412,2
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	479,8	495,6	-	-	-	-
BATAA	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 085,3	1 233,4	9 553,3	7 142,7	36 140,3	31 205,4	29 178,0	28 509,8
Dépôts à vue au fonds général	62,9	125,7	201,5	451,3	-	8,8	-	51,4
Autres éléments d'actif	107,4	2,5	37,8	24,2	493,2	522,4	25,6	45,8
	1 255,6	1 361,6	9 792,6	7 618,2	36 633,5	31 736,6	29 203,6	28 607,0
Passif								
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	66,3	133,8	475,4	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	451,8	330,0	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	9 205,3	9 316,0	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	2 275,5	2 427,5	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	478,1	494,9	-	-	5 897,6	6 549,1
Instruments financiers dérivés	-	-	243,4	162,6	388,1	316,7	1,3	3,5
	66,3	133,8	1 196,9	657,5	12 320,7	12 390,2	5 898,9	6 552,6
Avances du fonds général	-	-	-	-	19,6	-	227,3	-
Autres éléments de passif	-	2,6	56,7	50,6	850,4	1 799,3	78,4	108,9
	66,3	136,4	1 253,6	708,1	13 190,7	14 189,5	6 204,6	6 661,5
Actif net consolidé	1 189,3	1 225,2	8 539,0	6 910,1	23 442,8	17 547,1	22 999,0	21 945,5
Moins :								
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	543,0	644,6	1 610,1	1 325,4	-	-
Avoir net des fonds	1 189,3	1 225,2	7 996,0	6 265,5	21 832,7	16 221,7	22 999,0	21 945,5
État des résultats et évolution de l'actif net consolidés des exercices clos les 31 décembre								
Revenus								
Revenus de placement	18,7	25,5	1 008,8	862,3	726,5	605,4	709,3	671,2
Autres revenus	-	-	1,9	3,2	-	-	-	3,8
	18,7	25,5	1 010,7	865,5	726,5	605,4	709,3	675,0
Charges d'exploitation	0,8	2,1	28,2	22,1	8,5	9,6	42,6	47,8
Revenus avant postes suivants	17,9	23,4	982,5	843,4	718,0	595,8	666,7	627,2
Intérêts sur billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net (perte nette) de placement	17,9	23,4	982,5	843,4	718,0	595,8	666,7	627,2
Gains (pertes) à la vente de placements	(30,6)	51,2	(297,1)	466,7	116,8	515,4	1 152,5	824,7
Plus-values (moins-values) non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	(157,4)	(40,5)	45,3	(837,0)	2 234,7	345,4	1 549,0	(173,0)
Résultats de placement nets	(170,1)	34,1	730,7	473,1	3 069,5	1 456,6	3 368,2	1 278,9
Montant net des unités de participation émises (annulées)	152,1	(71,2)	1 880,1	621,1	3 164,5	(1 595,8)	(1 648,0)	2 802,4
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(17,9)	(23,4)	(790,8)	(591,9)	(384,6)	(1 512,6)	(666,7)	(627,2)
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(191,1)	(478,5)	46,3	(102,8)	-	-
Augmentation (diminution) de l'actif net consolidé	(35,9)	(60,5)	1 628,9	23,8	5 895,7	(1 754,6)	1 053,5	3 454,1
Actif net consolidé au début	1 225,2	1 285,7	6 910,1	6 886,3	17 547,1	19 301,7	21 945,5	18 491,4
Actif net consolidé à la fin	1 189,3	1 225,2	8 539,0	6 910,1	23 442,8	17 547,1	22 999,0	21 945,5
Attribuable aux détenteurs des unités de participation								
Résultats de placement nets	(170,1)	34,1	730,7	473,1	3 069,5	1 456,6	3 368,2	1 278,9
Moins :								
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	89,5	(37,7)	238,4	124,5	-	-
Résultats de placement nets attribuables aux détenteurs des unités de participation	(170,1)	34,1	641,2	510,8	2 831,1	1 332,1	3 368,2	1 278,9
Montant net des unités de participation émises (annulées)	152,1	(71,2)	1 880,1	621,1	3 164,5	(1 595,8)	(1 648,0)	2 802,4
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(17,9)	(23,4)	(790,8)	(591,9)	(384,6)	(1 512,6)	(666,7)	(627,2)
Augmentation (diminution) de l'actif net des fonds	(35,9)	(60,5)	1 730,5	540,0	5 611,0	(1 776,3)	1 053,5	3 454,1
Avoir net des fonds au début	1 225,2	1 285,7	6 265,5	5 725,5	16 221,7	17 998,0	21 945,5	18 491,4
Avoir net des fonds à la fin	1 189,3	1 225,2	7 996,0	6 265,5	21 832,7	16 221,7	22 999,0	21 945,5
Placements et passif lié aux placements au coût aux 31 décembre								
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	23 703,8	22 010,9	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	5 145,4	4 508,4	4 031,7	3 473,1	12 464,9	13 455,7
Obligations	1 137,2	1 127,8	2 864,1	1 203,5	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	1 869,1	1 844,1	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	-	-	6,2	-	33,9	53,1	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	12 854,1	13 412,2
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	479,9	492,1	-	-	-	-
BATAA	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 137,2	1 127,8	8 495,6	6 204,0	29 638,5	27 381,2	25 319,0	26 867,9
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	66,3	133,8	477,5	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	454,0	331,3	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	8 492,8	8 761,6	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	2 053,8	2 420,6	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	484,3	491,8	-	-	4 458,4	5 780,1
Instruments financiers dérivés	-	-	37,5	41,9	20,8	20,3	-	-
	66,3	133,8	999,3	533,7	11 021,4	11 533,8	4 458,4	5 780,1

1. Les états financiers du portefeuille spécialisé Immeubles sont établis selon les IFRS pour lesquels un rapport distinct des auditeurs indépendants a été produit.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars)

État de l'actif net consolidé aux 31 décembre	ACTIONS MONDIALES (735)		ACTIONS QUALITÉ MONDIALE (736) (Constitué le 1 ^{er} janvier 2013)	ACTIONS AMÉRICAINES (731)		ACTIONS EAEO (730)		ACTIONS DES MARCHÉS EN EMERGENCE (732)	
	2013	2012		2013	2012	2013	2012	2013	2012
Actif									
Placements									
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	5 095,9	19 148,7	16 454,8	9 723,9	10 159,9	9 832,1	9 825,9	10 306,3	8 723,6
Obligations	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	0,4	1,0	-	-	-	-	-	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BTA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 096,6	19 149,7	16 454,8	9 723,9	10 159,9	9 832,1	9 825,9	10 306,3	8 723,6
Dépôts à vue au fonds général	-	-	720,6	-	3,4	-	-	-	-
Autres éléments d'actif	62,9	213,7	52,1	13,8	12,3	26,3	22,1	313,4	9,9
	5 159,5	19 363,4	17 227,5	9 737,7	10 175,6	9 858,4	9 848,0	10 619,7	8 733,5
Pasif									
Pasif lié aux placements									
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	2 529,0	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	1 462,0	2 447,6	-	-	-	3,6	-	64,0	5,4
Instruments financiers dérivés	37,4	140,3	-	-	-	0,1	-	15,8	0,1
	1 499,4	5 116,9	-	-	-	3,7	-	79,8	5,5
Avances du fonds général	135,3	396,9	-	7,2	-	17,4	19,4	282,7	7,9
Autres éléments de passif	41,9	116,7	30,2	16,2	25,9	13,2	9,0	8,3	9,4
	1 676,6	5 630,5	30,2	23,4	25,9	34,3	28,4	370,8	22,8
Actif net consolidé	3 482,9	13 732,9	17 197,3	9 714,3	10 149,7	9 824,1	9 819,6	10 248,9	8 710,7
Moins :									
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net des fonds	3 482,9	13 732,9	17 197,3	9 714,3	10 149,7	9 824,1	9 819,6	10 248,9	8 710,7
État des résultats et évolution de l'actif net consolidés des exercices clos les 31 décembre									
Revenus									
Revenus de placement	242,6	354,1	247,5	230,0	216,0	305,5	336,2	229,5	205,1
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	242,6	354,1	247,5	230,0	216,0	305,5	336,2	229,5	205,1
Charges d'exploitation	34,9	40,5	18,1	5,9	7,2	7,9	9,9	17,4	13,1
Revenus avant postes suivants	207,7	313,6	229,4	224,1	208,8	297,6	326,3	212,1	192,0
Intérêts sur billets à payer aux entités sous contrôle commun	36,9	17,6	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net (perte nette) de placement	170,8	296,0	229,4	224,1	208,8	297,6	326,3	212,1	192,0
Gains (pertes) à la vente de placements	2 173,6	15,1	62,5	1 088,8	166,1	406,9	(380,2)	(81,4)	(89,6)
Plus-values (moins-values) non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	(320,6)	1 264,2	2 295,0	2 325,7	699,9	2 028,7	1 300,0	253,2	921,2
Résultats de placement nets	2 023,8	1 575,3	2 586,9	3 638,6	1 074,8	2 733,2	1 246,1	383,9	1 023,6
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(12 103,0)	1 611,4	14 839,8	(3 849,9)	1 177,8	(2 431,1)	(194,4)	1 366,4	1 998,0
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(170,8)	(296,0)	(229,4)	(224,1)	(208,8)	(297,6)	(326,3)	(212,1)	(192,0)
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation (diminution) de l'actif net consolidé	(10 250,0)	2 890,7	17 197,3	(435,4)	2 043,8	4,5	725,4	1 538,2	2 829,6
Actif net consolidé au début	13 732,9	10 842,2	-	10 149,7	8 105,9	9 819,6	9 094,2	8 710,7	5 881,1
Actif net consolidé à la fin	3 482,9	13 732,9	17 197,3	9 714,3	10 149,7	9 824,1	9 819,6	10 248,9	8 710,7
Attribuable aux détenteurs des unités de participation									
Résultats de placement nets	2 023,8	1 575,3	2 586,9	3 638,6	1 074,8	2 733,2	1 246,1	383,9	1 023,6
Moins :									
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultats de placement nets attribuables aux détenteurs des unités de participation	2 023,8	1 575,3	2 586,9	3 638,6	1 074,8	2 733,2	1 246,1	383,9	1 023,6
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(12 103,0)	1 611,4	14 839,8	(3 849,9)	1 177,8	(2 431,1)	(194,4)	1 366,4	1 998,0
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(170,8)	(296,0)	(229,4)	(224,1)	(208,8)	(297,6)	(326,3)	(212,1)	(192,0)
Augmentation (diminution) de l'actif net des fonds	(10 250,0)	2 890,7	17 197,3	(435,4)	2 043,8	4,5	725,4	1 538,2	2 829,6
Avoir net des fonds au début	13 732,9	10 842,2	-	10 149,7	8 105,9	9 819,6	9 094,2	8 710,7	5 881,1
Avoir net des fonds à la fin	3 482,9	13 732,9	17 197,3	9 714,3	10 149,7	9 824,1	9 819,6	10 248,9	8 710,7
Placements et passif lié aux placements au coût aux 31 décembre									
Placements									
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	4 488,3	18 261,3	14 159,7	6 605,9	9 367,5	7 333,4	9 356,4	9 161,8	7 841,2
Obligations	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BTA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 488,5	18 261,5	14 159,7	6 605,9	9 367,5	7 333,4	9 356,4	9 161,8	7 841,2
Pasif lié aux placements									
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	2 529,0	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	1 308,6	2 441,6	-	-	-	3,2	-	70,7	5,3
Instruments financiers dérivés	7,0	3,0	-	-	-	-	-	-	-
	1 315,6	4 973,6	-	-	-	3,2	-	70,7	5,3

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars)	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		FONDS DE COUVERTURE (770)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)	
État de l'actif net consolidé aux 31 décembre	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Actif								
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	18 830,1	17 087,1	3 808,3	3 283,0	1 757,5	1 020,4	-	-
Obligations	1 006,1	999,4	-	-	0,9	97,3	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	-	-	-	-	570,9	269,5	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
BTAA	-	-	-	-	-	-	9 775,8	10 152,3
	19 836,2	18 086,5	3 808,3	3 283,0	2 329,3	1 387,2	9 775,8	10 152,3
Dépôts à vue au fonds général	508,3	-	-	-	451,0	197,9	-	-
Autres éléments d'actif	332,1	36,0	1,7	9,3	8,1	2,6	31,0	34,8
	20 676,6	18 122,5	3 810,0	3 292,3	2 788,4	1 587,7	9 806,8	10 187,1
Passif								
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	1 013,2	-	9 018,6	9 556,5
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	824,5	1 385,8
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	256,8	49,6	-	-	64,5	41,2	-	-
Instruments financiers dérivés	227,3	96,3	11,2	5,1	452,5	442,9	17,1	25,0
	484,1	145,9	11,2	5,1	1 530,2	484,1	9 860,2	10 967,3
Avances du fonds général	-	179,7	124,5	94,4	-	-	12,5	8,0
Autres éléments de passif	103,8	105,1	6,2	5,7	111,3	4,5	41,5	46,2
	587,9	430,7	141,9	105,2	1 641,5	488,6	9 914,2	11 021,5
Actif net consolidé	20 088,7	17 691,8	3 668,1	3 187,1	1 146,9	1 099,1	(107,4)	(834,4)
Moins :								
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net des fonds	20 088,7	17 691,8	3 668,1	3 187,1	1 146,9	1 099,1	(107,4)	(834,4)
État des résultats et évolution de l'actif net consolidés des exercices clos les 31 décembre								
Revenus								
Revenus de placement	827,3	458,4	(0,3)	0,4	27,6	24,5	140,4	146,6
Autres revenus	5,6	19,0	-	-	-	-	-	-
	832,9	477,4	(0,3)	0,4	27,6	24,5	140,4	146,6
Charges d'exploitation	42,5	39,3	11,2	13,0	15,9	15,1	4,3	5,5
Revenus avant postes suivants	790,4	438,1	(11,5)	(12,6)	11,7	9,4	136,1	141,1
Intérêts sur billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	1,2	-	116,2	119,9
Intérêts sur emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	11,6	16,3
Revenu net (perte nette) de placement	790,4	438,1	(11,5)	(12,6)	10,5	9,4	8,3	4,9
Gains (pertes) à la vente de placements	126,5	449,3	(81,3)	134,6	(166,8)	(417,4)	(7,4)	(134,3)
Plus-values (moins-values) non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	2 509,0	1 245,8	177,7	8,0	239,9	(14,5)	726,7	1 815,5
Résultats de placement nets	3 425,9	2 133,2	84,9	130,0	83,6	(422,5)	727,6	1 686,1
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(238,6)	272,2	384,6	(227,2)	(25,3)	309,3	7,7	4,2
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(790,4)	(438,1)	11,5	12,6	(10,5)	(9,4)	(8,3)	(4,9)
Autres changements dans les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation (diminution) de l'actif net consolidé	2 396,9	1 967,3	481,0	(84,6)	47,8	(122,6)	727,0	1 685,4
Actif net consolidé au début	17 691,8	15 724,5	3 187,1	3 271,7	1 099,1	1 221,7	(834,4)	(2 519,8)
Actif net consolidé à la fin	20 088,7	17 691,8	3 668,1	3 187,1	1 146,9	1 099,1	(107,4)	(834,4)
Attribuable aux détenteurs des unités de participation								
Résultats de placement nets	3 425,9	2 133,2	84,9	130,0	83,6	(422,5)	727,6	1 686,1
Moins :								
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultats de placement nets attribuables aux détenteurs des unités de participation	3 425,9	2 133,2	84,9	130,0	83,6	(422,5)	727,6	1 686,1
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(238,6)	272,2	384,6	(227,2)	(25,3)	309,3	7,7	4,2
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(790,4)	(438,1)	11,5	12,6	(10,5)	(9,4)	(8,3)	(4,9)
Augmentation (diminution) de l'actif net des fonds	2 396,9	1 967,3	481,0	(84,6)	47,8	(122,6)	727,0	1 685,4
Avoir net des fonds au début	17 691,8	15 724,5	3 187,1	3 271,7	1 099,1	1 221,7	(834,4)	(2 519,8)
Avoir net des fonds à la fin	20 088,7	17 691,8	3 668,1	3 187,1	1 146,9	1 099,1	(107,4)	(834,4)
Placements et passif lié aux placements au coût aux 31 décembre								
Placements								
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	16 869,8	17 672,4	3 642,3	3 300,7	1 655,1	983,6	-	-
Obligations	1 156,5	1 171,0	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	-	65,0	-	-	18,7	26,7	-	-
Billets à recevoir des entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
BTAA	-	-	-	-	-	-	11 233,3	12 342,8
	18 026,3	18 908,4	3 642,3	3 300,7	1 673,8	1 010,3	11 233,3	12 342,8
Passif lié aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	1 011,3	-	9 016,6	9 556,9
Emprunts à payer	-	-	-	-	-	-	839,0	1 412,0
Emprunts à payer aux entités sous contrôle commun	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	239,3	23,9	-	-	56,2	40,1	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	7,1	26,9	-	-
	239,3	23,9	-	-	1 074,6	67,0	9 855,6	10 968,9

ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je, Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné les états financiers cumulés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
2. **Aucune information fautive ou trompeuse** : À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fautive ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle** : À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers cumulés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que des résultats de son exploitation pour ces exercices.
4. **Responsabilité** : J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception** : Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis;
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers cumulés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.
- 5.1. **Cadre de contrôle** : Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 1992).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception** : s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception** : s.o.
6. **Évaluation** : J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF** : La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2013 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse** : J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA

Le 4 avril 2014

ATTESTATION FINANCIÈRE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Je, Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné les états financiers cumulés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
2. **Aucune information fautive ou trompeuse** : À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fautive ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle** : À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers cumulés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que des résultats de son exploitation pour ces exercices.
4. **Responsabilité** : J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception** : Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis;
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers cumulés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.
- 5.1. **Cadre de contrôle** : Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 1992).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception** : s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception** : s.o.
6. **Évaluation** : J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF** : La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2013 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse** : J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

La première vice-présidente et chef de la Direction financière,



MAARIKA PAUL

Le 4 avril 2014

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En 2013, la chef de la Direction financière a supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et d'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et le comité de direction a approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés. Cette évaluation du contrôle interne entourant les principaux processus financiers de la Caisse vise à assurer l'atteinte des objectifs de qualité en matière de reddition de comptes financière, à tous les égards importants.

L'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée à l'aide du modèle de contrôle habituellement adopté par les sociétés nord-américaines, soit celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Les travaux réalisés ont permis au comité de divulgation de conclure à la conception adéquate du contrôle interne à l'égard de l'information financière et à son efficacité, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée aux Documents annuels, comme définis dans la directive d'attestation financière de la Caisse, est fiable et que les états financiers cumulés de la Caisse ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la directive d'attestation financière de la Caisse, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information visant les Documents annuels, soit les états financiers cumulés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse des résultats annuels et le rapport annuel, doivent être évalués.

À l'instar des travaux entourant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la chef de la Direction financière a également supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et ceux concernant l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, et le comité de direction a également approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés.

Au 31 décembre 2013, cette évaluation confirme la conception adéquate et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière, pour que les décisions appropriées concernant la communication de l'information puissent être prises.

Le conseil d'administration a également approuvé les Documents annuels de 2013 avant leur divulgation publique.

Notes générales

1. Les activités de la Caisse sont menées selon les prescriptions de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec¹ et respectent les pratiques de l'industrie du placement. Les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Annuellement, les co-auditeurs de la Caisse, soit le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., procèdent à l'audit des états financiers, ainsi qu'à l'audit de la conformité des opérations à la loi, aux règlements, aux politiques et directives, dans la mesure qu'ils jugent appropriée.
2. Les Renseignements additionnels au rapport annuel 2013 font partie intégrante du Rapport annuel 2013 et présentent, dans la première section, les tableaux des rendements au 31 décembre 2013 se rapportant aux composites des comptes des déposants de la Caisse. Ces tableaux et les calculs ont été audités au 31 décembre 2013 par le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. quant à la conformité aux normes internationales de présentation des rendements (GIPS^{MD}).
3. Dans le présent rapport annuel, l'actif net des déposants se définit comme étant l'avoir net des déposants. L'actif net des déposants et les résultats de placement nets sont présentés avant ajustement de consolidation aux états financiers cumulés de la Caisse de dépôt et placement du Québec.
4. Les rendements des portefeuilles spécialisés représentent le taux de rendement pondéré par le temps.
5. Les indices de référence des catégories d'actif et du portefeuille global sont obtenus par la moyenne pondérée des indices de référence des portefeuilles spécialisés qui les composent.
6. Sauf indication contraire, les rendements en pourcentage sont présentés avant les charges d'exploitation et autres frais, mais après les frais de transaction, les frais de gestion externes des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, et sont annualisés pour les périodes de plus d'un an. Ils incluent le rendement des liquidités et des quasi-espèces, et tiennent compte, selon le cas, de la couverture contre les risques liés aux fluctuations des devises. Les écarts de rendement liés aux charges d'exploitation de chaque portefeuille spécialisé sont présentés dans les tableaux des rendements des Renseignements additionnels au rapport annuel 2013.
7. Sauf indication contraire, les résultats de placement nets et l'actif net sont présentés après les charges d'exploitation et autres frais.
8. Certains rendements sont exprimés en points centésimaux (p.c.). Ainsi, 100 points centésimaux équivalent à 1,00 %, et un point centésimal équivaut à 0,01 %.
9. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.
10. Les écarts possibles dans les totaux (en chiffres ou en pourcentage) s'expliquent par les arrondissements.
11. Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans les tableaux et graphiques sont issues des études effectuées par la Caisse.
12. Les tableaux des dix principaux placements présentent, en ordre alphabétique, les positions au comptant à partir de l'information présentée aux tableaux 8, 9, 10 et 11 des Renseignements additionnels au rapport annuel 2013.
13. La Caisse utilise le lieu du siège social de la société ou de l'émetteur de titres, ou encore, pour l'immobilier, l'emplacement géographique des biens, afin de décider si un actif est québécois.

Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certains biais. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

¹ La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est accessible sur notre site Web : www.lacaisse.com.

- Le Rapport annuel 2013 et le document Renseignements additionnels au rapport annuel 2013 sont accessibles sur notre site Web : www.lacaisse.com.
- Renseignements : 514 842-3261, info@lacaisse.com
- *The 2013 Annual Report and the 2013 Annual Report Additional Information are also available in English on our website : www.lacaisse.com.*
- Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014
- ISSN 1705-6446
- ISSN en ligne 1705-6454

BUREAU D'AFFAIRES

Centre CDP Capital
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : 514 842-3261
Télécopieur : 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

Édifice Price
65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : 418 684-2334
Télécopieur : 418 684-2335

CDP CAPITAL US

1540 Broadway, Suite 1600
New York, NY 10036
États-Unis
Téléphone : 212 596-6300
Télécopieur : 212 730-2356



Malentendants
514 847-2190

www.lacaisse.com

2013

RENSEIGNEMENTS
ADDITIONNELS AU
RAPPORT ANNUEL



Caisse de dépôt et placement
du Québec

Renseignements additionnels au Rapport annuel 2013

I.	Tableaux des rendements	
1	Rapport des auditeurs indépendants	1
2	Notes générales	2
3	Obligations	4
4	Dettes immobilières	6
5	Valeurs à court terme	8
6	Obligations à long terme	10
7	Immeubles	12
8	Infrastructures	15
9	Obligations à rendement réel	17
10	Actions canadiennes	19
11	Actions Qualité mondiale	21
12	Actions mondiales	23
13	Actions des marchés en émergence	25
14	Actions américaines	27
15	Actions EAEO	29
16	Placements privés	31
17	Fonds de couverture	33
18	Fonds équilibré	35
II.	Statistiques financières et rétrospective	
1.	Évolution de l'actif net	41
2.	Résultats et évolution de l'actif total sous gestion	42
3.	Évolution de l'avoir des déposants	43
4.	Ventilation de l'avoir des déposants	50
5.	Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	51
6.	Sommaire des placements	52
7.	Ventilation des placements	53
8.	Immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	55
9.	Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	64
10.	Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées	150
11.	Relevé des biens immobiliers	163
12.	Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	165

Le Code d'éthique et de déontologie des dirigeants et des employés est disponible sur le site Web de la Caisse (www.lacaisse.com), sous l'onglet À propos, dans la section Gouvernance.

I. Tableaux des rendements

Caisse de dépôt et placement du Québec
pour la période terminée le 31 décembre 2013

Présentation conforme GIPS^{MD}

Rapport des auditeurs indépendants

À l'intention des administrateurs de Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons procédé à un audit visant à déterminer si l'ensemble de **Caisse de dépôt et placement du Québec** (la « Société ») se conformait aux exigences liées à l'élaboration des composites prévues par les normes Global Investment Performance Standards (les « normes GIPS ») pour l'année se terminant au 31 décembre 2013 et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2013. La responsabilité de la conformité aux normes GIPS incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Société a respecté les critères établis par les normes GIPS. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui de la conformité, l'appréciation de la conformité générale aux critères en cause et l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, la Société s'est conformée aux normes GIPS pour l'année terminée au 31 décembre 2013, notamment aux exigences liées à l'élaboration des composites dans l'ensemble de la Société, et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2013.

Nous avons publié des rapports d'audit distincts sur certaines présentations individuelles de la Société datées du 25 février 2014 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport sur la conformité.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*¹

Le 25 février 2014

¹ CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique n° A110972



Notes générales

1. Présentation de la firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) est une institution financière qui gère des fonds provenant de régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics québécois (les déposants). La Caisse investit dans les grands marchés liquides et sous forme de placements privés et d'investissements immobiliers. L'avoir des déposants dans les fonds, excluant les dépôts à vue et dépôts à terme, s'établissait à 199,7 G\$ au 31 décembre 2013. Ce document présente les rendements relatifs aux fonds confiés à la Caisse par les déposants (voir la note 7, p. 3).

2. Énoncé de conformité

La Caisse est en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances GIPS^{MD} (« Normes GIPS^{MD} ») et a préparé et présenté ce rapport conformément aux Normes GIPS^{MD}. La Caisse a été vérifiée de façon indépendante pour les années allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

La vérification détermine si (1) la Caisse a été en conformité avec toutes les exigences de construction des composites des Normes GIPS^{MD} au niveau de l'ensemble de la firme comme défini ci-dessus et que (2) les processus et procédures de la Caisse sont conçus de manière à calculer et à présenter les performances conformément aux Normes GIPS^{MD}. Les composites ont fait l'objet d'un examen de performance pour les années allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

3. Calculs de rendement

Les calculs de rendement sont basés sur des évaluations mensuelles. La formule Dietz modifiée est utilisée pour calculer le rendement. Tous les dépôts et retraits sont faits le premier jour de chaque mois. Ainsi, les rendements ne sont aucunement distordus par des flux monétaires au cours du mois.

Chaque portefeuille discrétionnaire pour lequel la Caisse impute des charges d'exploitation est représenté dans au moins un composite. L'évaluation de ces composites est basée sur les dates de transaction et les rendements sont calculés mensuellement. Ces rendements sont ensuite liés géométriquement pour produire les rendements trimestriels et annuels.

Les rendements totaux, incluant les gains ou les pertes à la vente de placements et les plus-values (moins-values) non matérialisées, ainsi que les revenus de placement sont utilisés pour calculer les rendements. Ces rendements incluent le rendement généré par la trésorerie et équivalent de trésorerie. Les revenus d'intérêts sont courus et sont inclus dans les valeurs marchandes utilisées pour calculer les rendements. Les revenus de dividendes sont inscrits généralement à la date ex-dividende.

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen des cours de clôture des principaux courtiers, ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues, lorsque ces valeurs sont disponibles. Lorsqu'un cours n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs ou sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance. Ces évaluations sont revues deux fois par année par des firmes externes indépendantes. Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée pour évaluer les BTAA (billets à terme adossés à des actifs), veuillez vous référer à la note 3e des états financiers cumulés.

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des cours de clôture des principales Bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues.

En 2007, la Caisse a adopté les dispositions du chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » de la Partie V du Manuel de CPA Canada – Comptabilité – Normes comptables canadiennes en vigueur avant le basculement. En vertu de ces dispositions, l'établissement de la valeur marchande doit être fait selon le cours acheteur pour les actifs et le cours vendeur pour les passifs. Dans le but de préserver la comparabilité directe des rendements avec les indices de référence, les cours de clôture continuent toutefois d'être utilisés aux fins du calcul des rendements de la Caisse.

Les évaluations des actions non cotées sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées ou sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et des valeurs convertibles non cotées sont revues deux fois par année par un comité d'évaluation formé d'experts indépendants ou par des firmes externes indépendantes.

Pour les prêts et titres hypothécaires où un cours n'est pas disponible, la valeur marchande représente la somme des flux monétaires actualisés à un taux qui équivaut au rendement obtenu dans le marché pour un instrument similaire, ayant la même échéance et les mêmes caractéristiques. Les flux monétaires sont divisés en catégories de risque, déterminées par le ratio prêt-valeur (RPV) dans le cas des prêts, pour ensuite leur accorder un taux d'actualisation approprié.

Pour les biens immobiliers, les évaluations sont réalisées deux fois par année par des évaluateurs indépendants. La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés cotées comparables. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables ou non observables, telles que les multiples du cours-valeur aux livres. L'évaluation de la juste valeur est revue annuellement par une firme externe indépendante.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation des placements n'est entièrement effectuée que semestriellement, les rendements ne sont pas présentés sur une plus courte période.

La proportion de détention des déposants dans les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles ne varie pas entre les périodes d'évaluation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Ces valeurs sont établies à partir des cours de clôture des principales Bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues. Dans le cas des instruments non cotés, certaines évaluations sont réalisées sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance ou selon des modèles reconnus et couramment employés. Ces évaluations sont revues deux fois par année par des firmes externes indépendantes.

Les composites et les indices de référence américains de marchés boursiers sont présentés avant les taxes de non-résident. Pour les autres pays étrangers, les rendements sont présentés après ces taxes. Ceci est dû au fait que la Caisse, agissant pour le compte de ses déposants, bénéficie d'une exemption de taxes sur les revenus et les intérêts générés aux États-Unis en raison du statut non imposable de sa clientèle en vertu des dispositions du droit interne et du traité fiscal Canada-États-Unis. En ce qui a trait aux pays étrangers, la Caisse peut, pour certains pays, bénéficier d'une exemption de taxes ou d'un taux réduit de taxation à l'égard des revenus et des intérêts, en vertu du droit interne ou du traité fiscal entre le Canada et le pays visé.

4. Mesure de risque

Pour le composite Fonds équilibré, la dispersion des rendements annuels est mesurée par l'écart-type des rendements annuels des comptes des déposants présents durant toute l'année dans le composite.

Pour les autres composites, cette mesure de dispersion n'est pas utilisée car le nombre de portefeuilles dans chacun de ces composites est inférieur à 5. La dispersion des rendements est mesurée par l'écart-type annualisé des rendements mensuels du composite et de son indice sur une période mobile de trois ans.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation des placements est entièrement effectuée semestriellement, cette information n'est pas présentée.

5. Charges d'exploitation et autres frais

En raison de la nature de la Caisse, les charges d'exploitation et autres frais qui sont imputés aux composites sont les frais réels encourus pour gérer ces fonds. La somme de ces frais est répartie selon des inducteurs appropriés aux activités de placement. Tous les rendements dans cette présentation sont calculés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement, et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Pour chaque composite, les frais réels encourus sont présentés en points centésimaux.

6. Devise de présentation

Tous les rendements et les actifs sont présentés en dollars canadiens.

7. Actif net sous gestion

L'actif net sous gestion est celui présenté aux états financiers cumulés, ajusté pour exclure les actifs qui ne font pas partie de la firme comme définie dans la note 1, soit les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

8. Information complémentaire

Le manuel de procédures internes concernant l'évaluation des placements, les calculs de rendements et la préparation de cette présentation de rendements est disponible sur demande pour les déposants existants ou potentiels en écrivant à servicesadministratifsdeposants@lacaisse.com.



Obligations

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	(0,19)	(0,40)	0,21
3 mois	0,77	0,39	0,38
6 mois	1,00	0,42	0,58
Année à ce jour	0,24	(1,20)	1,44

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	55 016 405 \$	199 690 933 \$	27,55	2,86	3,19
2012	43 789 616 \$	175 192 938 \$	25,00	2,90	3,02
2011	41 600 376 \$	158 706 574 \$	26,21	3,28	3,28
2010	40 038 013 \$	151 387 764 \$	26,45	3,80	3,78
2009	37 645 302 \$	131 103 348 \$	28,71	3,59	3,60
2008	44 161 584 \$	117 950 388 \$	37,44	3,55	3,61
2007	39 445 960 \$	155 140 783 \$	25,43	3,02	3,04
2006	35 959 466 \$	142 716 112 \$	25,20	3,07	3,12
2005	36 186 629 \$	121 925 703 \$	29,68	3,60	3,62
2004	32 826 835 \$	102 393 353 \$	32,06	3,78	3,75

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	0,24	2,25	4,80	5,70	5,84	5,67	5,39	5,24	5,38	5,59
	INDICE :	(1,20)	1,16	3,97	4,68	4,82	5,09	4,89	4,78	4,97	5,18
	ÉCART :	1,44	1,09	0,83	1,02	1,01	0,58	0,51	0,46	0,41	0,40
2012 :	COMPOSITE :	4,30	7,16	7,58	7,28	6,78	6,27	5,97	6,04	6,20	
	INDICE :	3,58	6,65	6,71	6,39	6,39	5,93	5,66	5,76	5,92	
	ÉCART :	0,72	0,51	0,87	0,90	0,39	0,34	0,31	0,27	0,28	
2011 :	COMPOSITE :	10,10	9,27	8,30	7,42	6,67	6,25	6,29	6,44		
	INDICE :	9,81	8,31	7,34	7,11	6,41	6,02	6,08	6,21		
	ÉCART :	0,29	0,95	0,96	0,31	0,26	0,24	0,21	0,22		
2010 :	COMPOSITE :	8,45	7,41	6,54	5,84	5,50	5,67	5,92			
	INDICE :	6,84	6,12	6,22	5,58	5,27	5,47	5,71			
	ÉCART :	1,60	1,28	0,32	0,26	0,23	0,19	0,22			
2009 :	COMPOSITE :	6,38	5,60	4,98	4,78	5,12	5,51				
	INDICE :	5,41	5,91	5,16	4,88	5,20	5,52				
	ÉCART :	0,97	(0,31)	(0,18)	(0,11)	(0,08)	(0,01)				
2008 :	COMPOSITE :	4,82	4,29	4,25	4,80	5,34					
	INDICE :	6,41	5,04	4,71	5,14	5,54					
	ÉCART :	(1,59)	(0,75)	(0,46)	(0,34)	(0,21)					
2007 :	COMPOSITE :	3,76	3,96	4,80	5,47						
	INDICE :	3,68	3,87	4,73	5,33						
	ÉCART :	0,07	0,09	0,07	0,14						
2006 :	COMPOSITE :	4,17	5,33	6,04							
	INDICE :	4,06	5,25	5,88							
	ÉCART :	0,11	0,07	0,16							
2005 :	COMPOSITE :	6,50	6,99								
	INDICE :	6,46	6,80								
	ÉCART :	0,03	0,19								
2004 :	COMPOSITE :	7,49									
	INDICE :	7,15									
	ÉCART :	0,35									



Obligations

Notes relatives au composite Obligations :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence en investissant principalement dans des titres de dette canadiens.

Depuis le 1^{er} juillet 2010, les activités de dette privée ont été transférées du composite Participations et infrastructures à ce composite. Jusqu'au 30 juin 2010, le composite regroupait uniquement les placements en obligations faits sur les marchés cotés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont principalement utilisés pour couvrir des positions, réduire les risques de marché et profiter d'occasions d'arbitrage.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées. La structure des titres de dette d'actifs titrisés non synthétiques adossés à des actifs tangibles ne doit comporter aucun levier.

Une portion non significative des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2010, l'indice de référence est l'indice DEX obligataire universel ajusté. Les composantes DEX obligations provinciales et DEX obligations municipales ont été remplacées par la composante DEX obligations du Québec. Auparavant, l'indice de référence de ce composite était l'indice DEX obligataire universel. Ce changement d'indice était justifié pour mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 10 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 12 points centésimaux.



Dettes immobilières

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	0,38	(0,43)	0,81
3 mois	0,82	0,38	0,43
6 mois	1,02	0,50	0,52
Année à ce jour	0,07	(1,19)	1,27

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	8 818 031 \$	199 690 933 \$	4,42	3,61	3,10
2012	7 574 217 \$	175 192 938 \$	4,32	3,89	3,03
2011	6 679 713 \$	158 706 574 \$	4,21	11,27	3,21
2010	8 607 291 \$	151 387 764 \$	5,69	11,11	4,40
2009	9 019 927 \$	131 103 348 \$	6,88	10,60	4,09
2008	11 331 733 \$	117 950 388 \$	9,61	4,41	4,05
2007	11 506 095 \$	155 140 783 \$	7,42	4,04	3,01
2006	9 053 201 \$	142 716 112 \$	6,34	2,85	3,12
2005	6 389 641 \$	121 925 703 \$	5,24	3,30	3,61
2004	4 315 533 \$	102 393 353 \$	4,21	3,41	3,75

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	0,07	2,58	6,55	9,09	2,44	0,69	0,73	1,43	2,44	3,36
	INDICE :	(1,19)	1,18	3,88	4,68	5,44	3,98	3,91	4,06	4,33	4,61
	ÉCART :	1,27	1,40	2,67	4,41	(3,00)	(3,29)	(3,19)	(2,64)	(1,89)	(1,25)
2012 :	COMPOSITE :	5,14	9,94	12,27	3,04	0,81	0,84	1,62	2,74	3,73	
	INDICE :	3,60	6,51	6,72	7,17	5,04	4,79	4,84	5,05	5,28	
	ÉCART :	1,54	3,43	5,55	(4,12)	(4,23)	(3,95)	(3,21)	(2,30)	(1,55)	
2011 :	COMPOSITE :	14,96	16,02	2,36	(0,24)	0,00	1,05	2,41	3,56		
	INDICE :	9,51	8,31	8,38	5,41	5,03	5,05	5,25	5,49		
	ÉCART :	5,45	7,70	(6,03)	(5,65)	(5,03)	(4,00)	(2,85)	(1,93)		
2010 :	COMPOSITE :	17,09	(3,42)	(4,84)	(3,43)	(1,52)	0,45	2,02			
	INDICE :	7,13	7,82	4,07	3,94	4,18	4,56	4,93			
	ÉCART :	9,95	(11,24)	(8,92)	(7,37)	(5,70)	(4,11)	(2,90)			
2009 :	COMPOSITE :	(20,33)	(14,22)	(9,44)	(5,69)	(2,58)	(0,29)				
	INDICE :	8,52	2,58	2,89	3,45	4,05	4,56				
	ÉCART :	(28,85)	(16,79)	(12,33)	(9,14)	(6,63)	(4,86)				
2008 :	COMPOSITE :	(7,64)	(3,44)	(0,24)	2,44	4,28					
	INDICE :	(3,04)	0,19	1,81	2,97	3,79					
	ÉCART :	(4,60)	(3,63)	(2,05)	(0,52)	0,49					
2007 :	COMPOSITE :	0,94	3,68	6,04	7,49						
	INDICE :	3,52	4,33	5,05	5,57						
	ÉCART :	(2,58)	(0,65)	0,99	1,92						
2006 :	COMPOSITE :	6,48	8,69	9,77							
	INDICE :	5,14	5,82	6,26							
	ÉCART :	1,35	2,87	3,51							
2005 :	COMPOSITE :	10,94	11,45								
	INDICE :	6,51	6,83								
	ÉCART :	4,43	4,63								
2004 :	COMPOSITE :	11,97									
	INDICE :	7,15									
	ÉCART :	4,82									



Dettes immobilières

Notes relatives au composite Dettes immobilières :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des activités de prêts et de titres hypothécaires commerciaux gérés par la filiale Otéra Capital. Il comprend des prêts hypothécaires de premier rang ou de rang inférieur, des obligations hypothécaires, des prêts transitoires (majoritairement des prêts à la construction à taux variables), des TACHC au Canada (titres adossés à des créances hypothécaires commerciales) et des titres adossés à des créances.

Ce composite inclut divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de devises. Les produits dérivés de taux d'intérêt servent à ramener la durée du portefeuille, donc la sensibilité aux variations des taux, près de celle de l'indice et peuvent également servir à garantir un taux à un emprunteur.

Aucun levier n'est autorisé dans ce composite, à l'exception du levier résultant des activités telles que la titrisation et les reprises immobilières, où il existe déjà des prêts hypothécaires sur un immeuble repris, à la suite de la consolidation des plateformes opérationnelles et des sommes dues aux actionnaires minoritaires. Toutefois, un levier peut être toléré seulement si cela résulte des effets de la couverture de change ou de gestion de la durée.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence de ce composite correspond à l'indice DEX obligataire universel.

Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011, l'indice de référence de ce composite était composé de 90 % de l'indice DEX obligataire universel et de 10 % de l'indice Giliberto-Levy couvert.

Du 1^{er} octobre 2005 au 31 décembre 2009, l'indice de référence était composé de 90 % de l'indice DEX obligataire universel (anciennement appelé Scotia Capital universel) et de 10 % de l'indice Barclays CMBS B couvert. Avant novembre 2008, l'indice Barclays CMBS B couvert se nommait Lehman Brothers CMBS B couvert.

Entre le 1^{er} janvier 1999 et le 30 septembre 2005, l'indice de référence était l'indice obligataire Scotia Capital universel.

Ces changements d'indices étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 9 points centésimaux.



Valeurs à court terme

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	0,10	0,09	0,01	2013	3 511 628 \$	199 690 933 \$	1,76	0,05	0,06
3 mois	0,26	0,25	0,01	2012	8 916 169 \$	175 192 938 \$	5,09	0,12	0,10
6 mois	0,55	0,53	0,02	2011	6 762 222 \$	158 706 574 \$	4,26	0,14	0,11
Année à ce jour	1,07	1,01	0,06	2010	3 376 296 \$	151 387 764 \$	2,23	0,48	0,45
				2009	2 714 918 \$	131 103 348 \$	2,07	0,51	0,53
				2008	4 468 179 \$	117 950 388 \$	3,79	0,32	0,30
				2007	2 365 475 \$	155 140 783 \$	1,52	0,28	0,26
				2006	2 707 739 \$	142 716 112 \$	1,90	0,33	0,25
				2005	4 058 445 \$	121 925 703 \$	3,33	0,27	0,14
				2004	2 359 150 \$	102 393 353 \$	2,30	0,28	0,17

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	1,07	1,07	1,07	0,97	0,99	1,43	1,87	2,18	2,27	2,29
	INDICE :	1,01	1,01	1,01	0,89	0,84	1,25	1,70	1,98	2,04	2,07
	ÉCART :	0,06	0,06	0,06	0,08	0,15	0,18	0,18	0,21	0,22	0,22
2012 :	COMPOSITE :	1,08	1,07	0,93	0,97	1,50	2,01	2,34	2,42	2,43	
	INDICE :	1,01	1,01	0,85	0,79	1,29	1,81	2,12	2,17	2,19	
	ÉCART :	0,07	0,07	0,08	0,18	0,21	0,20	0,23	0,25	0,24	
2011 :	COMPOSITE :	1,06	0,86	0,93	1,61	2,19	2,56	2,61	2,60		
	INDICE :	1,00	0,77	0,72	1,36	1,97	2,30	2,34	2,34		
	ÉCART :	0,06	0,09	0,21	0,25	0,22	0,25	0,27	0,26		
2010 :	COMPOSITE :	0,65	0,86	1,79	2,48	2,86	2,87	2,82			
	INDICE :	0,54	0,58	1,49	2,21	2,56	2,57	2,53			
	ÉCART :	0,12	0,28	0,31	0,26	0,29	0,31	0,29			
2009 :	COMPOSITE :	1,07	2,37	3,09	3,42	3,32	3,18				
	INDICE :	0,62	1,97	2,78	3,08	2,98	2,87				
	ÉCART :	0,45	0,40	0,31	0,34	0,34	0,32				
2008 :	COMPOSITE :	3,68	4,12	4,21	3,89	3,61					
	INDICE :	3,33	3,88	3,91	3,58	3,32					
	ÉCART :	0,35	0,24	0,30	0,32	0,29					
2007 :	COMPOSITE :	4,56	4,48	3,96	3,60						
	INDICE :	4,43	4,20	3,66	3,32						
	ÉCART :	0,12	0,27	0,30	0,28						
2006 :	COMPOSITE :	4,39	3,67	3,28							
	INDICE :	3,98	3,28	2,95							
	ÉCART :	0,42	0,39	0,33							
2005 :	COMPOSITE :	2,95	2,72								
	INDICE :	2,58	2,44								
	ÉCART :	0,37	0,28								
2004 :	COMPOSITE :	2,50									
	INDICE :	2,30									
	ÉCART :	0,20									



Valeurs à court terme

Notes relatives au composite Valeurs à court terme :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif de préserver le capital investi et de maintenir un degré de liquidité élevé tout en procurant un rendement courant comparable à celui des bons du Trésor canadiens 91 jours.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la gestion du risque de taux d'intérêt ou de la durée de la dette.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est le DEX bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 2 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 2 points centésimaux.



Obligations à long terme

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	(0,08)	(0,11)	0,04	2013	1 895 965 \$	199 690 933 \$	0,95	6,53	6,54
3 mois	(0,10)	(0,15)	0,05	2012	3 678 975 \$	175 192 938 \$	2,10	5,87	5,85
6 mois	(1,47)	(1,45)	(0,02)	2011	3 758 146 \$	158 706 574 \$	2,37	6,54	6,51
Année à ce jour	(6,48)	(6,40)	(0,08)	2010	3 597 657 \$	151 387 764 \$	2,38	7,34	7,51
				2009	3 102 148 \$	131 103 348 \$	2,37	7,12	7,29
				2008	3 039 517 \$	117 950 388 \$	2,58	7,13	7,33
				2007	3 175 403 \$	155 140 783 \$	2,05	s.o.	s.o.
				2006	3 193 092 \$	142 716 112 \$	2,24	s.o.	s.o.
				2005	1 937 173 \$	121 925 703 \$	1,59	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	(6,48)	(1,65)	4,67	6,53	5,63	5,46	5,35	5,13	s.o.	
	INDICE :	(6,40)	(1,48)	4,81	6,64	5,54	5,64	5,46	5,26	s.o.	
	ÉCART :	(0,08)	(0,17)	(0,14)	(0,11)	0,09	(0,18)	(0,11)	(0,13)	s.o.	
2012 :	COMPOSITE :	3,43	10,74	11,26	8,89	8,03	7,46	6,90	s.o.		
	INDICE :	3,70	10,91	11,38	8,76	8,23	7,58	7,04	s.o.		
	ÉCART :	(0,26)	(0,17)	(0,13)	0,14	(0,20)	(0,12)	(0,14)	s.o.		
2011 :	COMPOSITE :	18,55	15,38	10,78	9,21	8,29	7,49	s.o.			
	INDICE :	18,63	15,43	10,50	9,40	8,38	7,61	s.o.			
	ÉCART :	(0,08)	(0,05)	0,28	(0,19)	(0,09)	(0,12)	s.o.			
2010 :	COMPOSITE :	12,30	7,08	6,26	5,86	5,41	s.o.				
	INDICE :	12,32	6,64	6,48	5,95	5,53	s.o.				
	ÉCART :	(0,02)	0,44	(0,22)	(0,09)	(0,12)	s.o.				
2009 :	COMPOSITE :	2,11	3,37	3,80	3,75	s.o.					
	INDICE :	1,25	3,67	3,91	3,90	s.o.					
	ÉCART :	0,86	(0,31)	(0,12)	(0,14)	s.o.					
2008 :	COMPOSITE :	4,64	4,65	4,31	s.o.						
	INDICE :	6,16	5,27	4,80	s.o.						
	ÉCART :	(1,51)	(0,62)	(0,49)	s.o.						
2007 :	COMPOSITE :	4,66	4,14	s.o.							
	INDICE :	4,39	4,12	s.o.							
	ÉCART :	0,27	0,02	s.o.							
2006 :	COMPOSITE :	3,63	s.o.								
	INDICE :	3,86	s.o.								
	ÉCART :	(0,23)	s.o.								
2005 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Obligations à long terme

Notes relatives au composite Obligations à long terme :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des instruments financiers du marché obligataire canadien à long terme. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2005.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence se nomme DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté et est composé de 10 % de l'indice DEX obligations fédérales à long terme, de 40 % de l'indice DEX obligations provinciales à long terme et de 50 % du DEX obligations du Québec à long terme. Ce changement d'indice est justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, l'indice de référence était le DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté et était composé de 25 % de l'indice DEX obligations fédérales à long terme, de 25 % de l'indice DEX obligations provinciales à long terme et de 50 % du DEX obligations du Québec à long terme. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010, l'indice était le DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté, dont la portion Provinces était remplacée par les obligations du Québec. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

Du 1^{er} septembre 2005 au 30 juin 2010, l'indice de référence de ce composite était l'indice DEX obligations gouvernementales à long terme.

Durant la mise en place du composite en avril 2005, l'indice était composé de 50 % de l'indice Scotia Capital obligations gouvernementales à long terme et de 50 % de l'indice Scotia Capital obligations fédérales à long terme. Cette proportion a été ajustée de 10 % par mois, de mai 2005 à août 2005, pour atteindre 100 % de l'indice Scotia Capital obligations gouvernementales à long terme en septembre 2005.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2005 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 6 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 6 points centésimaux.



Immeubles

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2013	22 570 193 \$	199 690 933 \$	11,30	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2012	17 973 935 \$	175 192 938 \$	10,26	s.o.	s.o.
6 mois	6,79	7,75	(0,95)	2011	18 204 805 \$	158 706 574 \$	11,47	s.o.	s.o.
Année à ce jour	15,06	15,56	(0,49)	2010	16 770 823 \$	151 387 764 \$	11,08	s.o.	s.o.
				2009	14 311 038 \$	131 103 348 \$	10,92	s.o.	s.o.
				2008	14 111 088 \$	117 950 388 \$	11,96	s.o.	s.o.
				2007	17 584 287 \$	155 140 783 \$	11,33	s.o.	s.o.
				2006	14 098 564 \$	142 716 112 \$	9,88	s.o.	s.o.
				2005	10 813 364 \$	121 925 703 \$	8,87	s.o.	s.o.
				2004	7 796 077 \$	102 393 353 \$	7,61	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	15,06	13,74	12,81	12,96	7,30	1,76	4,22	7,19	10,29	12,07
	INDICE :	15,56	14,36	14,78	13,97	7,40	5,52	8,03	10,24	12,37	13,05
	ÉCART :	(0,49)	(0,63)	(1,98)	(1,01)	(0,10)	(3,76)	(3,80)	(3,05)	(2,08)	(0,98)
2012 :	COMPOSITE :	12,43	11,69	12,27	5,44	(0,71)	2,52	6,11	9,71	11,74	
	INDICE :	13,18	14,40	13,45	5,45	3,62	6,82	9,50	11,98	12,77	
	ÉCART :	(0,75)	(2,70)	(1,18)	(0,01)	(4,33)	(4,30)	(3,39)	(2,27)	(1,04)	
2011 :	COMPOSITE :	10,96	12,19	3,21	(3,75)	0,64	5,09	9,33	11,65		
	INDICE :	15,63	13,58	3,00	1,36	5,59	8,90	11,81	12,72		
	ÉCART :	(4,66)	(1,40)	0,21	(5,10)	(4,95)	(3,81)	(2,48)	(1,07)		
2010 :	COMPOSITE :	13,42	(0,47)	(8,20)	(1,79)	3,95	9,06	11,75			
	INDICE :	11,58	(2,79)	(3,00)	3,22	7,60	11,19	12,32			
	ÉCART :	1,84	2,33	(5,21)	(5,01)	(3,65)	(2,13)	(0,57)			
2009 :	COMPOSITE :	(12,65)	(17,42)	(6,39)	1,71	8,21	11,47				
	INDICE :	(15,31)	(9,56)	0,58	6,63	11,11	12,44				
	ÉCART :	2,66	(7,86)	(6,96)	(4,92)	(2,90)	(0,96)				
2008 :	COMPOSITE :	(21,92)	(3,09)	7,01	14,16	17,05					
	INDICE :	(3,41)	9,61	15,14	18,91	19,00					
	ÉCART :	(18,51)	(12,69)	(8,13)	(4,75)	(1,95)					
2007 :	COMPOSITE :	20,29	25,27	29,57	29,51						
	INDICE :	24,37	25,70	27,45	25,37						
	ÉCART :	(4,09)	(0,44)	2,13	4,15						
2006 :	COMPOSITE :	30,46	34,48	32,74							
	INDICE :	27,05	29,01	25,70							
	ÉCART :	3,41	5,47	7,04							
2005 :	COMPOSITE :	38,62	33,90								
	INDICE :	31,00	25,03								
	ÉCART :	7,62	8,87								
2004 :	COMPOSITE :	29,34									
	INDICE :	19,33									
	ÉCART :	10,01									



Immeubles

Autres rendements présentés au 31 décembre (en pourcentage) :

	Revenu courant	Appréciation (dépréciation) du capital	Rendement total
2013	3,33	11,36	15,06
2012	3,50	8,63	12,43
2011	4,17	6,57	10,96
2010	4,61	8,42	13,42
2009	4,41	(16,34)	(12,65)
2008	3,71	(24,71)	(21,92)
2007	3,99	15,67	20,29
2006	5,72	23,40	30,46
2005	5,95	30,84	38,62
2004	6,71	21,21	29,34

Notes relatives au composite Immeubles :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les participations détenues dans la filiale immobilière Ivanhoé Cambridge. Plus de 85 % du composite est constitué de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale sont sous forme de fonds d'investissement, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Tout rendement courant provenant des activités de la filiale immobilière est réinvesti dans le composite. Les coûts de location et autres améliorations locatives sont amortis sur la durée du bail. Les rendements incluent aussi le rendement de la trésorerie et équivalent de trésorerie.

Ce composite, par l'intermédiaire de la filiale immobilière, peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque des devises, la gestion du risque de taux d'intérêt ainsi que la gestion de la durée de la dette.

Pour les placements en détention directe de la filiale immobilière, le levier maximal est de 55 %. Aucun levier n'est autorisé pour les placements qui ne sont pas détenus en mode de détention directe. Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

À chaque date d'évaluation, les investissements détenus dans des fonds externes d'investissement sont évalués à l'interne par la filiale immobilière. Cette évaluation est subséquentement comparée à la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur. Cette portion représente environ 6 % des actifs du composite Immeubles.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'indice se nomme Aon Hewitt - Immobilier ajusté et est composé de 40 % de l'indice IPD Canada, de 30 % de l'indice NCREIF couvert, de 15 % de l'indice IPD UK couvert, de 15 % de l'indice IPD France couvert, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Depuis le 1^{er} juillet 2012, une composante DEX bons du Trésor 30 jours a aussi été ajoutée au calcul de l'indice. Cette composante a un poids de 3 % dans l'indice de référence. Le coût du levier est composé de 50 % du coût réel du financement interne couvert, de 25 % du taux obligataire US 3 ans couvert, majoré d'un écart de crédit Giliberto-Levy 2-3 ans, et de 25 % du taux obligataire Canada 3 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien.

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'indice se nommait Aon-Immobilier et était composé de 70 % de l'indice IPD Canada et de 30 % de l'indice NCREIF couvert, moins une proportion de l'indice DEX obligataire à court terme de sociétés pour refléter le levier.

Les changements apportés à l'indice étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 10 points centésimaux.

6. Évaluation des placements

Comme décrit à la note «Description du composite», ce composite regroupe les participations dans la filiale immobilière. Il est constitué à plus de 85 % de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale immobilière sont sous forme de fonds d'investissements, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Comme les facteurs fondamentaux affectant la juste valeur ne changent pas de façon significative sur une courte période, les immeubles détenus par la filiale immobilière sont évalués semestriellement depuis juin 2007 et annuellement pour les périodes antérieures à cette date. Ces évaluations sont effectuées par des évaluateurs agréés reconnus et indépendants. Pour établir la valeur au 30 juin, l'évaluateur effectue une mise à jour des taux de capitalisation et certifie la nouvelle valeur. Une réévaluation complète est effectuée au 31 décembre de chaque année.

Sur une base trimestrielle, lors des dispositions des immeubles, les gains ou les pertes sur dispositions sont constatés. De plus, il peut arriver qu'une situation, telle qu'une demande de financement ou un établissement de valeur fiscale, permette d'obtenir une nouvelle évaluation entre les deux semestres. Si cette évaluation affiche une variation significative par rapport à la juste valeur, celle-ci sera comptabilisée durant le trimestre.

La juste valeur des placements autres que les immeubles, soit les fonds d'investissement, les prêts hypothécaires, les actions et valeurs convertibles et les instruments financiers dérivés, est établie selon les méthodes d'évaluation appropriées.

En octobre 2012, l'*International Accounting Standards Board* a publié le document Entités d'investissement (modifications d'IFRS 10 États financiers consolidés, d'IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités et d'IAS 27 États financiers individuels) exigeant à une société considérée comme une entité d'investissement d'évaluer chacune de ses entités contrôlées à la juste valeur. Le composite Immeubles applique les dispositions du document Entités d'investissement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Selon les IFRS, l'évaluation de la juste valeur des participations dans des filiales non consolidées est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés cotées comparables. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables ou non observables, comme les multiples du cours-valeur aux livres. L'évaluation de la juste valeur est revue annuellement par une firme externe indépendante.

Le changement de référentiel comptable a eu un impact positif de 4,0 % sur le rendement du composite pour l'année 2012 et de 0,3 % pour l'année 2013.

7. Autres rendements présentés

Pour ce composite, en plus du rendement total, les rendements annuels de l'appréciation ou de la dépréciation du capital et le revenu courant d'exploitation sont présentés. Avant le 1^{er} janvier 2011, ces rendements étaient calculés de sorte que la somme géométrique des deux composantes était égale au rendement total du composite.



Infrastructures

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.
6 mois	3,94	10,63	(6,69)
Année à ce jour	10,62	22,63	(12,01)

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	8 048 236 \$	199 690 933 \$	4,03	s.o.	s.o.
2012	6 306 972 \$	175 192 938 \$	3,60	s.o.	s.o.
2011	5 751 198 \$	158 706 574 \$	3,62	s.o.	s.o.
2010	4 332 759 \$	151 387 764 \$	2,86	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	10,62	9,68	14,04	s.o.						
	INDICE :	22,63	18,75	16,70	s.o.						
	ÉCART :	(12,01)	(9,07)	(2,66)	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	8,74	15,79	s.o.							
	INDICE :	15,00	13,84	s.o.							
	ÉCART :	(6,26)	1,94	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	23,28	s.o.								
	INDICE :	12,70	s.o.								
	ÉCART :	10,59	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Infrastructures

Notes relatives au composite Infrastructures :

1. Description du composite

Ce composite regroupe principalement les activités de gestion dans des placements négociés pour des souscriptions de l'avoire propre en appui au maintien ou au développement d'entreprises dans les secteurs en infrastructures. Il s'agit d'investissements sous forme de titres de participation dans des sociétés cotées en Bourse ou hors cote et exploitant des actifs de type services aux collectivités. Ces investissements peuvent être effectués dans des projets de développement ou stabilisés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises.

Une portion de ce composite est investie sous forme de fonds d'investissement.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 3 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} juillet 2010.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2013, l'indice de référence « Infrastructures » est formé de la façon suivante : un panier de 60 titres publics liés à l'infrastructure, couverts, à l'exception des titres de pays émergents qui restent non couverts. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était un composite formé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, provenant de Standard & Poor's.

Sur de courtes périodes, il est possible d'observer des écarts significatifs entre le rendement du composite et celui de son indice. L'indice est composé de titres publics, alors que le composite est essentiellement composé de titres privés, d'où un écart lié aux fluctuations du marché.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 47 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Depuis le début du composite (1^{er} juillet 2010) jusqu'au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 49 points centésimaux.



Obligations à rendement réel

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	(1,74)	(1,74)	0,00	2013	1 188 230 \$	199 690 933 \$	0,60	8,70	8,70
3 mois	(1,88)	(1,87)	(0,01)	2012	1 227 452 \$	175 192 938 \$	0,70	6,43	6,42
6 mois	(2,41)	(2,35)	(0,06)	2011	1 288 122 \$	158 706 574 \$	0,81	8,51	8,19
Année à ce jour	(13,08)	(13,07)	0,00	2010	939 609 \$	151 387 764 \$	0,62	11,75	11,39
				2009	652 763 \$	131 103 348 \$	0,50	11,87	11,47
				2008	557 727 \$	117 950 388 \$	0,47	10,10	10,02
				2007	861 805 \$	155 140 783 \$	0,56	5,64	5,56
				2006	1 059 916 \$	142 716 112 \$	0,74	5,97	5,84
				2005	1 249 024 \$	121 925 703 \$	1,02	s.o.	s.o.
				2004	1 090 673 \$	102 393 353 \$	1,07	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	(13,08)	(5,51)	1,86	4,10	6,58	5,07	4,55	3,58	4,80	6,05
	INDICE :	(13,07)	(5,45)	1,90	4,12	6,12	5,15	4,63	3,66	4,88	6,09
	ÉCART :	0,00	(0,06)	(0,04)	(0,02)	0,46	(0,08)	(0,08)	(0,08)	(0,09)	(0,04)
2012 :	COMPOSITE :	2,72	10,27	10,55	12,15	9,13	7,82	6,21	7,28	8,42	
	INDICE :	2,85	10,33	10,58	11,55	9,23	7,92	6,30	7,38	8,46	
	ÉCART :	(0,13)	(0,06)	(0,03)	0,60	(0,10)	(0,10)	(0,10)	(0,10)	(0,04)	
2011 :	COMPOSITE :	18,37	14,69	15,48	10,79	8,87	6,80	7,94	9,15		
	INDICE :	18,35	14,66	14,61	10,88	8,96	6,89	8,04	9,18		
	ÉCART :	0,02	0,03	0,88	(0,09)	(0,09)	(0,09)	(0,10)	(0,03)		
2010 :	COMPOSITE :	11,12	14,07	8,37	6,62	4,62	6,30	7,90			
	INDICE :	11,09	12,78	8,50	6,73	4,73	6,41	7,93			
	ÉCART :	0,03	1,29	(0,13)	(0,11)	(0,11)	(0,11)	(0,03)			
2009 :	COMPOSITE :	17,09	7,02	5,16	3,06	5,36	7,37				
	INDICE :	14,50	7,23	5,32	3,20	5,50	7,41				
	ÉCART :	2,59	(0,21)	(0,16)	(0,14)	(0,14)	(0,05)				
2008 :	COMPOSITE :	(2,18)	(0,35)	(1,24)	2,61	5,52					
	INDICE :	0,42	1,01	(0,31)	3,36	6,05					
	ÉCART :	(2,60)	(1,35)	(0,93)	(0,75)	(0,53)					
2007 :	COMPOSITE :	1,52	(0,76)	4,26	7,54						
	INDICE :	1,59	(0,67)	4,36	7,51						
	ÉCART :	(0,08)	(0,09)	(0,10)	0,03						
2006 :	COMPOSITE :	(2,99)	5,66	9,63							
	INDICE :	(2,89)	5,77	9,55							
	ÉCART :	(0,10)	(0,11)	0,07							
2005 :	COMPOSITE :	15,08	16,54								
	INDICE :	15,20	16,36								
	ÉCART :	(0,13)	0,18								
2004 :	COMPOSITE :	18,02									
	INDICE :	17,53									
	ÉCART :	0,49									



Obligations à rendement réel

Notes relatives au composite Obligations à rendement réel :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les obligations canadiennes à rendement réel de la Caisse. Les obligations à rendement réel sont des obligations dont la valeur nominale est directement liée à l'indice des prix à la consommation. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2004.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est l'indice DEX obligations à rendement réel.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 10 points centésimaux.



Actions canadiennes

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	1,96	1,93	0,03	2013	23 069 410 \$	199 690 933 \$	11,55	10,40	9,91
3 mois	7,88	7,56	0,32	2012	22 023 752 \$	175 192 938 \$	12,57	12,14	11,39
6 mois	15,09	14,38	0,71	2011	18 564 397 \$	158 706 574 \$	11,70	15,85	14,87
Année à ce jour	16,33	14,83	1,50	2010	19 312 200 \$	151 387 764 \$	12,76	21,25	20,23
				2009	17 050 443 \$	131 103 348 \$	13,01	20,87	19,74
				2008	12 886 364 \$	117 950 388 \$	10,93	18,55	17,27
				2007	20 029 648 \$	155 140 783 \$	12,91	11,07	10,62
				2006	18 885 097 \$	142 716 112 \$	13,23	10,19	10,14
				2005	17 464 444 \$	121 925 703 \$	14,32	9,33	9,72
				2004	15 347 875 \$	102 393 353 \$	14,99	10,66	11,31

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	16,33	11,36	3,48	6,41	11,87	2,87	4,21	6,29	7,83	8,54
	INDICE :	14,83	11,22	4,33	7,50	12,52	3,21	4,13	5,69	7,59	8,26
	ÉCART :	1,50	0,13	(0,85)	(1,09)	(0,65)	(0,34)	0,08	0,60	0,24	0,28
2012 :	COMPOSITE :	6,59	(2,40)	3,30	10,78	0,37	2,32	4,92	6,81	7,71	
	INDICE :	7,73	(0,55)	5,17	11,95	1,03	2,44	4,44	6,72	7,56	
	ÉCART :	(1,14)	(1,85)	(1,87)	(1,17)	(0,66)	(0,13)	0,48	0,09	0,16	
2011 :	COMPOSITE :	(10,63)	1,69	12,21	(1,13)	1,49	4,65	6,84	7,85		
	INDICE :	(8,20)	3,91	13,40	(0,58)	1,42	3,90	6,58	7,53		
	ÉCART :	(2,43)	(2,22)	(1,19)	(0,54)	0,07	0,75	0,26	0,32		
2010 :	COMPOSITE :	15,71	25,74	2,26	4,76	8,00	10,07	10,79			
	INDICE :	17,61	26,03	2,09	3,98	6,51	9,26	9,99			
	ÉCART :	(1,90)	(0,29)	0,17	0,79	1,50	0,81	0,80			
2009 :	COMPOSITE :	36,64	(3,86)	1,35	6,16	8,97	9,99				
	INDICE :	35,05	(4,88)	(0,21)	3,90	7,66	8,77				
	ÉCART :	1,58	1,01	1,56	2,26	1,31	1,22				
2008 :	COMPOSITE :	(32,36)	(12,71)	(2,41)	2,98	5,32					
	INDICE :	(33,00)	(14,22)	(4,80)	1,73	4,16					
	ÉCART :	0,65	1,51	2,39	1,25	1,16					
2007 :	COMPOSITE :	12,64	17,22	18,47	17,65						
	INDICE :	9,83	13,49	16,93	16,31						
	ÉCART :	2,81	3,74	1,54	1,33						
2006 :	COMPOSITE :	22,00	21,50	19,36							
	INDICE :	17,26	20,64	18,56							
	ÉCART :	4,73	0,85	0,81							
2005 :	COMPOSITE :	21,00	18,07								
	INDICE :	24,13	19,21								
	ÉCART :	(3,13)	(1,14)								
2004 :	COMPOSITE :	15,21									
	INDICE :	14,48									
	ÉCART :	0,72									



Actions canadiennes

Notes relatives au composite Actions canadiennes :

1. Description du composite

Le composite Actions canadiennes a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence. Il vise une croissance à long terme du capital. Les capitaux sous gestion sont investis selon deux approches, soit la gestion de type fondamental et la gestion de type rendement absolu.

Les investissements étrangers à l'intérieur du composite ne peuvent dépasser la limite fixée de 5 % de contenu étranger.

Une portion non significative des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} mars 2011, l'indice Actions canadiennes est composé de 90 % du S&P/TSX plafonné et de 10 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite qui comporte une stratégie sur les sociétés dont le siège administratif est situé au Québec.

Avant cette date, l'indice était le S&P/TSX plafonné.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 22 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 27 points centésimaux.



Actions Qualité mondiale

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	1,95	1,79	0,16
3 mois	11,07	9,28	1,79
6 mois	14,91	14,09	0,82
Année à ce jour	32,39	26,09	6,29

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	17 224 882 \$	199 690 933 \$	8,63	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	32,39									
	INDICE :	26,09									
	ÉCART :	6,29									



Actions Qualité mondiale

Notes relatives au composite Actions Qualité mondiale :

1. Description du composite

Le composite Actions Qualité mondiale a comme objectif d'offrir un rendement ajusté pour le risque supérieur à l'indice de référence tout en dépassant le seuil de rendement absolu visé de 6 %. La stratégie préconisée ne tient pas compte de l'évolution ou de la composition des indices de marché. Elle cherche plutôt à construire un portefeuille de compagnies ayant un modèle d'affaires éprouvé permettant d'exhiber des fondamentaux forts dans la durée.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

L'écart-type de ce composite n'est pas présenté, car il y a moins de 36 mois d'historique de rendements disponibles.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2013.

3. Indice de référence

L'indice de référence est composé de 85 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et de 15 % de l'indice DEX bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Depuis le début du composite (1^{er} janvier 2013), les frais représentent en moyenne 35 points centésimaux.



Actions mondiales

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	2,73	2,09	0,64
3 mois	10,90	10,92	(0,03)
6 mois	17,37	16,62	0,75
Année à ce jour	32,18	31,04	1,14

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	3 484 641 \$	199 690 933 \$	1,75	8,99	8,97
2012	13 752 787 \$	175 192 938 \$	7,85	s.o.	s.o.
2011	10 855 120 \$	158 706 574 \$	6,84	s.o.	s.o.
2010	5 873 087 \$	151 387 764 \$	3,88	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	32,18	22,74	12,43	s.o.						
	INDICE :	31,04	21,99	12,21	s.o.						
	ÉCART :	1,14	0,76	0,22	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	13,98	3,69	s.o.							
	INDICE :	13,56	3,84	s.o.							
	ÉCART :	0,42	(0,15)	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	(5,67)	s.o.								
	INDICE :	(5,05)	s.o.								
	ÉCART :	(0,62)	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Actions mondiales

Notes relatives au composite Actions mondiales :

1. Description du composite

Le composite Actions mondiales a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence. Les capitaux sous gestion sont investis selon plusieurs approches : la gestion de type acheteur/vendeur, la gestion externe, la gestion de type rendement absolu, la gestion d'investissements en Chine et la gestion de type indicielle.

Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2010.

3. Indice de référence

L'indice de référence est le MSCI ACWI non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 74 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Depuis le début du composite (1^{er} avril 2010) jusqu'au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 44 points centésimaux.



Actions des marchés en émergence

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	(0,97)	(1,10)	0,12	2013	10 255 853 \$	199 690 933 \$	5,14	14,22	14,24
3 mois	5,16	5,03	0,13	2012	8 718 216 \$	175 192 938 \$	4,98	14,96	14,98
6 mois	8,47	8,25	0,22	2011	5 886 235 \$	158 706 574 \$	3,71	17,12	17,24
Année à ce jour	4,02	3,72	0,30	2010	5 803 254 \$	151 387 764 \$	3,83	23,86	23,27
				2009	4 942 984 \$	131 103 348 \$	3,77	23,76	23,05
				2008	3 014 620 \$	117 950 388 \$	2,56	23,50	22,52
				2007	5 000 387 \$	155 140 783 \$	3,22	16,48	16,08
				2006	4 298 359 \$	142 716 112 \$	3,01	17,01	16,79
				2005	1 281 022 \$	121 925 703 \$	1,05	16,43	16,12
				2004	939 335 \$	102 393 353 \$	0,92	16,53	16,58

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	4,02	9,73	0,22	3,05	11,22	(1,10)	1,31	4,79	7,37	8,07
	INDICE :	3,72	9,50	0,08	3,09	11,35	(0,01)	2,41	5,68	8,20	8,99
	ÉCART :	0,30	0,23	0,14	(0,03)	(0,14)	(1,09)	(1,10)	(0,89)	(0,82)	(0,93)
2012 :	COMPOSITE :	15,76	(1,63)	2,74	13,09	(2,09)	0,86	4,90	7,80	8,52	
	INDICE :	15,61	(1,69)	2,88	13,35	(0,74)	2,19	5,96	8,77	9,59	
	ÉCART :	0,15	0,07	(0,14)	(0,25)	(1,35)	(1,33)	(1,06)	(0,97)	(1,07)	
2011 :	COMPOSITE :	(16,40)	(3,22)	12,22	(6,10)	(1,88)	3,19	6,71	7,65		
	INDICE :	(16,40)	(2,95)	12,61	(4,45)	(0,30)	4,43	7,83	8,87		
	ÉCART :	0,00	(0,27)	(0,39)	(1,65)	(1,58)	(1,24)	(1,12)	(1,21)		
2010 :	COMPOSITE :	12,05	30,02	(2,40)	2,13	7,63	11,14	11,61			
	INDICE :	12,67	30,69	(0,10)	4,19	9,19	12,50	13,05			
	ÉCART :	(0,63)	(0,67)	(2,30)	(2,06)	(1,56)	(1,36)	(1,44)			
2009 :	COMPOSITE :	50,87	(8,90)	(0,97)	6,55	10,96	11,54				
	INDICE :	51,59	(5,93)	1,51	8,33	12,47	13,11				
	ÉCART :	(0,72)	(2,97)	(2,49)	(1,78)	(1,51)	(1,57)				
2008 :	COMPOSITE :	(44,99)	(19,77)	(5,11)	2,76	5,00					
	INDICE :	(41,63)	(16,93)	(3,14)	4,38	6,68					
	ÉCART :	(3,37)	(2,84)	(1,96)	(1,62)	(1,68)					
2007 :	COMPOSITE :	17,02	24,64	26,55	23,43						
	INDICE :	18,21	24,76	26,69	24,04						
	ÉCART :	(1,20)	(0,13)	(0,14)	(0,61)						
2006 :	COMPOSITE :	32,75	31,61	25,64							
	INDICE :	31,67	31,16	26,04							
	ÉCART :	1,08	0,45	(0,41)							
2005 :	COMPOSITE :	30,48	22,23								
	INDICE :	30,64	23,32								
	ÉCART :	(0,16)	(1,10)								
2004 :	COMPOSITE :	14,50									
	INDICE :	16,41									
	ÉCART :	(1,91)									



Actions des marchés en émergence

Notes relatives au composite Actions des marchés en émergence :

1. Description du composite

Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'objectif de ce composite est de procurer un rendement à long terme supérieur à l'indice de référence en adoptant une approche hybride (indicielle avec gestion active superposée). Les capitaux sous gestion du portefeuille pour la portion gestion indicielle sont investis et gérés à l'interne. Pour la portion complémentaire en gestion active, on retrouve essentiellement les activités de la gestion externe.

Du 1^{er} avril 2010 au 30 juin 2013, l'objectif de ce composite était de répliquer le rendement du MSCI EM.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes, sauf pour la période entre le 1^{er} avril 2010 et le 30 juin 2013.

Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'indice de référence de ce composite est composé du MSCI EM non couvert et du MSCI Chine A. Le poids associé à la partie Chine A est proportionnel au droit d'investissement de la Caisse dans l'indice Chine A. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite suite à l'ajout d'activités de type Chine A.

Avant le 30 juin 2013, l'indice était le MSCI EM non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 21 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 32 points centésimaux.



Actions américaines

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	2,90	2,90	0,00
3 mois	14,23	14,23	(0,01)
6 mois	17,14	17,14	0,00
Année à ce jour	41,29	41,27	0,02

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	9 730 364 \$	199 690 933 \$	4,87	8,47	8,46
2012	10 175 564 \$	175 192 938 \$	5,81	s.o.	s.o.
2011	8 120 296 \$	158 706 574 \$	5,12	s.o.	s.o.
2010	5 760 820 \$	151 387 764 \$	3,81	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	41,29	26,64	18,83	s.o.						
	INDICE :	41,27	26,59	18,80	s.o.						
	ÉCART :	0,02	0,05	0,02	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	13,51	8,97	s.o.							
	INDICE :	13,43	8,95	s.o.							
	ÉCART :	0,07	0,02	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	4,62	s.o.								
	INDICE :	4,64	s.o.								
	ÉCART :	(0,02)	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Actions américaines

Notes relatives au composite Actions américaines :

1. Description du composite

L'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de l'indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2010.

3. Indice de référence

L'indice de référence est l'indice américain S&P 500 non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 8 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Depuis le début du composite (1^{er} avril 2010) jusqu'au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 9 points centésimaux.



Actions EAEO

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	1,87	1,86	0,01
3 mois	9,29	9,27	0,02
6 mois	18,85	18,78	0,07
Année à ce jour	31,48	31,02	0,47

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2013	9 831 598 \$	199 690 933 \$	4,92	11,10	11,14
2012	9 827 940 \$	175 192 938 \$	5,61	s.o.	s.o.
2011	9 101 706 \$	158 706 574 \$	5,73	s.o.	s.o.
2010	9 733 462 \$	151 387 764 \$	6,43	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	31,48	23,07	11,03	s.o.						
	INDICE :	31,02	22,60	10,61	s.o.						
	ÉCART :	0,47	0,47	0,42	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	15,20	2,03	s.o.							
	INDICE :	14,72	1,63	s.o.							
	ÉCART :	0,48	0,40	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	(9,63)	s.o.								
	INDICE :	(9,97)	s.o.								
	ÉCART :	0,34	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Actions EAEO

Notes relatives au composite Actions EAEO :

1. Description du composite

L'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de l'indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2010.

3. Indice de référence

L'indice de référence est l'indice MSCI EAFE non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 10 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Depuis le début du composite (1^{er} avril 2010) jusqu'au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 11 points centésimaux.



Placements privés

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2013	20 181 956 \$	199 690 933 \$	10,11	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2012	17 795 997 \$	175 192 938 \$	10,16	s.o.	s.o.
6 mois	10,64	11,74	(1,09)	2011	15 745 769 \$	158 706 574 \$	9,92	s.o.	s.o.
Année à ce jour	19,69	22,72	(3,03)	2010	17 467 606 \$	151 387 764 \$	11,54	s.o.	s.o.
				2009	11 255 624 \$	131 103 348 \$	8,59	s.o.	s.o.
				2008	9 733 977 \$	117 950 388 \$	8,25	s.o.	s.o.
				2007	11 344 412 \$	155 140 783 \$	7,31	s.o.	s.o.
				2006	8 149 533 \$	142 716 112 \$	5,71	s.o.	s.o.
				2005	6 218 634 \$	121 925 703 \$	5,10	s.o.	s.o.
				2004	5 101 330 \$	102 393 353 \$	4,98	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	19,69	16,61	13,33	16,54	15,37	5,81	7,23	9,88	11,94	12,94
	INDICE :	22,72	18,33	14,55	11,27	13,71	2,19	2,42	3,75	3,40	5,04
	ÉCART :	(3,03)	(1,72)	(1,22)	5,27	1,66	3,61	4,81	6,14	8,54	7,90
2012 :	COMPOSITE :	13,60	10,28	15,51	14,31	3,23	5,28	8,55	11,01	12,21	
	INDICE :	14,10	10,68	7,70	11,56	(1,48)	(0,62)	1,29	1,21	3,24	
	ÉCART :	(0,50)	(0,40)	7,81	2,75	4,71	5,90	7,26	9,79	8,98	
2011 :	COMPOSITE :	7,05	16,48	14,55	0,79	3,69	7,73	10,64	12,04		
	INDICE :	7,36	4,64	10,72	(5,03)	(3,33)	(0,70)	(0,51)	1,95		
	ÉCART :	(0,30)	11,84	3,83	5,82	7,02	8,43	11,15	10,09		
2010 :	COMPOSITE :	26,73	18,49	(1,22)	2,87	7,87	11,25	12,77			
	INDICE :	1,99	12,45	(8,83)	(5,83)	(2,24)	(1,76)	1,20			
	ÉCART :	24,74	6,04	7,61	8,70	10,10	13,01	11,57			
2009 :	COMPOSITE :	10,79	(12,79)	(4,04)	3,61	8,39	10,60				
	INDICE :	23,98	(13,81)	(8,30)	(3,27)	(2,49)	1,07				
	ÉCART :	(13,18)	1,02	4,26	6,87	10,88	9,53				
2008 :	COMPOSITE :	(31,35)	(10,69)	1,32	7,80	10,56					
	INDICE :	(40,07)	(21,13)	(10,95)	(8,17)	(2,97)					
	ÉCART :	8,72	10,44	12,26	15,97	13,54					
2007 :	COMPOSITE :	16,18	23,09	25,29	24,55						
	INDICE :	3,79	8,56	5,86	9,45						
	ÉCART :	12,40	14,53	19,43	15,10						
2006 :	COMPOSITE :	30,40	30,11	27,47							
	INDICE :	13,55	6,92	11,40							
	ÉCART :	16,85	23,19	16,07							
2005 :	COMPOSITE :	29,82	26,03								
	INDICE :	0,67	10,34								
	ÉCART :	29,15	15,69								
2004 :	COMPOSITE :	22,35									
	INDICE :	20,95									
	ÉCART :	1,41									



Placements privés

Notes relatives au composite Placements privés :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les activités de gestion des placements privés spécialisées dans les métiers d'investissement d'acquisitions par emprunt (*buyout*), de capital de développement, de capital de risque, de dette en détresse, de dette mezzanine et de restructuration.

Certains actifs en provenance du composite Participations et infrastructures ont été transférés dans le composite en date du 1^{er} juillet 2010 en raison de la réorganisation de l'offre du composite et de la fermeture du composite Participations et infrastructures.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 42 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2013, l'indice de référence est composé de 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et de 50 % de l'indice MSCI World Index couvert. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était composé de 70 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et de 30 % de l'indice MSCI World couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution du composite suite aux transferts du 1^{er} juillet 2010.

Du 1^{er} octobre 2006 au 30 juin 2010, l'indice de référence était composé de 60 % du S&P 500 couvert et de 40 % du MSCI EAFE couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution sur le plan géographique et sectoriel de la politique de placement du composite et par sa liquidité plus élevée.

Avant le 1^{er} octobre 2006, l'indice de référence de ce composite était le S&P 600 ajusté pour tenir compte des types d'investissement à l'intérieur du composite. Seuls les secteurs suivants étaient inclus dans le calcul de l'indice: les biens de consommation de base, la consommation discrétionnaire, les soins de santé, les technologies de l'information, les télécommunications et le secteur industriel. La pondération de chaque secteur était fixe.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 26 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 26 points centésimaux.



Fonds de couverture

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	0,46	0,50	(0,05)	2013	3 667 393 \$	199 690 933 \$	1,84	3,10	4,43
3 mois	3,22	4,38	(1,16)	2012	3 185 416 \$	175 192 938 \$	1,82	2,62	4,36
6 mois	2,45	2,32	0,13	2011	3 270 370 \$	158 706 574 \$	2,06	3,29	4,79
Année à ce jour	2,95	2,87	0,07	2010	3 302 924 \$	151 387 764 \$	2,18	7,80	9,28
				2009	3 826 058 \$	131 103 348 \$	2,92	8,11	9,02
				2008	3 934 185 \$	117 950 388 \$	3,34	8,10	8,57
				2007	5 176 332 \$	155 140 783 \$	3,34	4,12	2,57
				2006	4 215 582 \$	142 716 112 \$	2,95	3,99	1,67
				2005	3 909 188 \$	121 925 703 \$	3,21	s.o.	s.o.
				2004	2 800 298 \$	102 393 353 \$	2,73	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	2,95	3,80	2,68	3,57	5,42	0,50	1,73	2,34	3,05	3,21
	INDICE :	2,87	3,42	2,11	3,11	4,80	0,02	0,77	1,64	1,68	1,74
	ÉCART :	0,07	0,39	0,57	0,46	0,62	0,48	0,97	0,71	1,38	1,47
2012 :	COMPOSITE :	4,66	2,55	3,77	6,04	0,01	1,53	2,26	3,07	3,24	
	INDICE :	3,96	1,73	3,18	5,28	(0,54)	0,42	1,46	1,53	1,61	
	ÉCART :	0,70	0,82	0,59	0,76	0,56	1,11	0,80	1,54	1,63	
2011 :	COMPOSITE :	0,49	3,33	6,51	(1,12)	0,92	1,86	2,84	3,07		
	INDICE :	(0,45)	2,80	5,73	(1,64)	(0,28)	1,05	1,19	1,32		
	ÉCART :	0,94	0,54	0,78	0,52	1,19	0,81	1,65	1,74		
2010 :	COMPOSITE :	6,26	9,65	(1,64)	1,03	2,14	3,24	3,44			
	INDICE :	6,15	8,96	(2,03)	(0,23)	1,35	1,46	1,58			
	ÉCART :	0,11	0,69	0,38	1,26	0,79	1,78	1,86			
2009 :	COMPOSITE :	13,16	(5,37)	(0,66)	1,14	2,64	2,98				
	INDICE :	11,85	(5,88)	(2,27)	0,19	0,55	0,84				
	ÉCART :	1,30	0,51	1,61	0,95	2,09	2,14				
2008 :	COMPOSITE :	(20,87)	(6,92)	(2,58)	0,17	1,06					
	INDICE :	(20,80)	(8,65)	(3,42)	(2,09)	(1,23)					
	ÉCART :	(0,07)	1,73	0,84	2,27	2,29					
2007 :	COMPOSITE :	9,48	8,09	8,36	7,43						
	INDICE :	5,36	6,64	5,07	4,37						
	ÉCART :	4,12	1,45	3,29	3,05						
2006 :	COMPOSITE :	6,72	7,81	6,75							
	INDICE :	7,94	4,93	4,05							
	ÉCART :	(1,22)	2,87	2,70							
2005 :	COMPOSITE :	8,90	6,76								
	INDICE :	2,01	2,16								
	ÉCART :	6,89	4,61								
2004 :	COMPOSITE :	4,67									
	INDICE :	2,30									
	ÉCART :	2,37									



Fonds de couverture

Notes relatives au composite Fonds de couverture :

1. Description du composite

Depuis le 1^{er} mai 2009, le composite est constitué essentiellement de fonds de couverture et de fonds de fonds externes. Auparavant, il incluait aussi des activités internes de stratégies de valeur relative et de stratégies directionnelles sur divers marchés.

Le composite utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de devises. Avant le 1^{er} mai 2009, il utilisait des instruments dérivés dans le cours normal de sa gestion.

Le nom de ce composite a changé d'Unités de participation de fonds de couverture à Fonds de couverture le 1^{er} avril 2005.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2007, l'indice de référence est le Credit Suisse Hedge Fund Index ajusté couvert. Avant 2013, cet indice était nommé le Dow Jones Credit Suisse Hedge Fund Index ajusté couvert et avant 2010, il était nommé CS/Tremont Hedge Fund Index ajusté couvert. Il s'agit de l'indice « Broad Index » non investissable dont les pondérations des stratégies qui le composent sont modifiées afin de mieux refléter la composition du composite. Ce changement d'indice est justifié afin de comparer la stratégie du composite à un univers de fonds de couverture.

Du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007, l'indice de référence était le Scotia Capital bons du Trésor canadien 91 jours. Ce changement d'indice avait eu lieu, car la firme Standard & Poor's avait cessé la publication de l'indice S&P Hedge Fund Index le 30 juin 2006.

Du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2006, l'indice était le S&P Hedge Fund Index. Ce changement d'indice était justifié afin de comparer la stratégie du composite à un univers de fonds de couverture.

Avant le 1^{er} janvier 2005, l'indice de référence était l'indice Scotia Capital bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 33 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 38 points centésimaux.



Fonds équilibré

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2013 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	% des actifs	Nbre comptes	Écart-type comptes	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	1,65	1,17	0,48	2013	199 690 933 \$	100,00	41	3,70	3,56	3,44
3 mois	5,45	5,06	0,39	2012	175 192 938 \$	100,00	39	3,25	4,34	4,49
6 mois	8,18	8,04	0,15	2011	158 706 574 \$	100,00	36	2,48	5,03	6,58
Année à ce jour	13,06	12,56	0,50	2010	151 387 764 \$	100,00	36	4,06	9,98	10,10
				2009	131 103 348 \$	100,00	34	4,84	9,44	9,57
				2008	117 950 388 \$	100,00	32	7,99	9,37	8,37
				2007	155 140 783 \$	100,00	29	2,86	4,12	4,17
				2006	142 716 112 \$	100,00	26	4,52	4,18	4,48
				2005	121 925 703 \$	100,00	24	5,27	4,60	5,16
				2004	102 393 353 \$	100,00	22	1,85	6,26	6,53

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2013 :	COMPOSITE :	13,06	11,29	8,80	9,98	10,00	3,18	3,53	4,85	5,89	6,51
	INDICE :	12,56	10,92	8,64	8,85	9,88	4,55	4,78	5,74	6,51	6,97
	ÉCART :	0,50	0,37	0,15	1,13	0,12	(1,37)	(1,25)	(0,89)	(0,61)	(0,46)
2012 :	COMPOSITE :	9,55	6,73	8,98	9,24	1,31	2,02	3,72	5,03	5,80	
	INDICE :	9,30	6,73	7,64	9,22	3,02	3,54	4,80	5,78	6,36	
	ÉCART :	0,25	(0,01)	1,34	0,02	(1,70)	(1,52)	(1,07)	(0,74)	(0,56)	
2011 :	COMPOSITE :	3,97	8,69	9,14	(0,65)	0,58	2,78	4,40	5,35		
	INDICE :	4,23	6,82	9,19	1,50	2,43	4,07	5,28	6,00		
	ÉCART :	(0,26)	1,87	(0,05)	(2,15)	(1,85)	(1,28)	(0,88)	(0,66)		
2010 :	COMPOSITE :	13,62	11,82	(2,14)	(0,25)	2,55	4,47	5,54			
	INDICE :	9,48	11,76	0,61	1,98	4,03	5,46	6,26			
	ÉCART :	4,15	0,06	(2,75)	(2,23)	(1,49)	(0,99)	(0,72)			
2009 :	COMPOSITE :	10,04	(9,18)	(4,49)	(0,05)	2,73	4,25				
	INDICE :	14,10	(3,55)	(0,40)	2,72	4,67	5,73				
	ÉCART :	(4,05)	(5,63)	(4,09)	(2,76)	(1,94)	(1,48)				
2008 :	COMPOSITE :	(25,05)	(11,02)	(3,20)	0,98	3,13					
	INDICE :	(18,47)	(6,95)	(0,82)	2,44	4,13					
	ÉCART :	(6,58)	(4,07)	(2,38)	(1,46)	(1,00)					
2007 :	COMPOSITE :	5,63	10,00	11,53	11,70						
	INDICE :	6,20	9,39	10,54	10,70						
	ÉCART :	(0,57)	0,61	0,99	0,99						
2006 :	COMPOSITE :	14,55	14,60	13,80							
	INDICE :	12,67	12,77	12,25							
	ÉCART :	1,88	1,83	1,55							
2005 :	COMPOSITE :	14,65	13,42								
	INDICE :	12,88	12,03								
	ÉCART :	1,78	1,39								
2004 :	COMPOSITE :	12,20									
	INDICE :	11,20									
	ÉCART :	1,00									



Fonds équilibré

Composition de l'indice de référence Fonds équilibré

Indices de référence ¹	Poids de référence au 1 ^{er} décembre 2013
DEX obligataire universel ajusté	27 %
DEX obligataire universel	6 %
DEX bons du Trésor 91 jours	1 %
DEX obligations gouvernementales à long terme ajusté	1 %
Aon Hewitt - Immobilier ajusté	11 %
Infrastructures	5 %
DEX obligations à rendement réel	1 %
Actions canadiennes	11 %
Actions Qualité mondiale	7 %
MSCI ACWI non couvert	2 %
Actions des marchés en émergence	5 %
S&P 500 non couvert	6 %
MSCI EAFE non couvert	5 %
Placements privés	11 %
Credit Suisse Hedge Fund Index ajusté couvert	2 %

1. La description des indices est présentée dans les notes de chacun des composites.

Notes relatives au composite Fonds équilibré :

1. Description du composite

Ce composite regroupe l'ensemble des comptes des déposants, incluant le Fonds général, et mesure le travail global de la répartition de l'actif effectué par la Caisse pour l'ensemble des catégories d'actifs offertes aux déposants. Des activités de trésorerie et de superposition sont aussi incluses dans ce composite. Depuis 2007, une moins-value non matérialisée sur des placements en BTAA est incluse dans ce composite. Se référer à la note 3e des états financiers cumulés pour plus d'information.

Ce composite peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés principalement pour couvrir des positions, réduire les risques de marché, profiter d'occasions d'arbitrage, répliquer l'indice de référence, accélérer un investissement ou un désinvestissement, couvrir les risques de taux de change et appairer la durée du composite à celle de l'indice.

Des activités à levier peuvent être présentes dans le composite, incluant les ventes à découvert. Le niveau de levier dépend de la nature de l'investissement. Certaines stratégies ne contiennent pas de levier et d'autres sont 100 % à levier selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

En 2012, suite à l'adoption des IFRS pour le composite Immeubles, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de la composante Immeubles du fonds équilibré, se référer à la page 14 du présent document pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS a eu un impact positif de 0,4 % sur le rendement de l'année 2012 du composite Fonds équilibré. Pour l'année 2013, cet impact est non significatif sur le rendement du composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est un indice construit par la Caisse. Il est composé de la moyenne pondérée des indices de référence des déposants. Ces indices correspondent à la moyenne pondérée des indices des catégories d'actif présentes dans la politique de référence de chaque déposant. La politique de référence des déposants est établie une fois par mois selon les besoins et les préférences des déposants ainsi que les prévisions de marché. L'indice de référence comprend aussi un niveau d'exposition aux devises et un ajustement à la durée déterminée par la politique de référence de chaque déposant. Les poids de chacun des indices qui composent l'indice de référence de ce composite, en date du 1^{er} décembre 2013, sont indiqués dans le tableau de la page précédente.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 19 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2013. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, les frais représentaient en moyenne 22 points centésimaux.

II. Statistiques financières et rétrospective

1. Évolution de l'actif net	41
2. Résultats et évolution de l'actif total sous gestion	42
3. Évolution de l'avoir des déposants.....	43
4. Ventilation de l'avoir des déposants.....	50
5. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens.....	51
6. Sommaire des placements	52
7. Ventilation des placements.....	53
8. Immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	55
9. Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	64
10. Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées.....	150
11. Relevé des biens immobiliers	163
12. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	165

1

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Actif										
Placements	241 642	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797	203 491	177 108	144 193
Avances à des déposants	996	797	761	789	371	754	372	1 024	941	884
Revenus de placement courus et à recevoir	851	751	854	933	1 042	1 394	1 209	1 097	950	873
Opérations en voie de règlement	1 368	153	774	177	70	1 241	1 567	1 277	349	338
Autres éléments d'actif	846	1 002	3 293	2 922	1 598	993	1 204	625	391	788
	245 703	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149	207 514	179 739	147 076
Passif										
Passif lié aux placements	39 998	34 129	28 554	27 807	34 830	62 612	66 100	60 644	51 632	41 945
Opérations en voie de règlement	1 969	155	110	563	1 478	849	2 087	514	3 718	1 047
Autres éléments de passif	1 386	1 300	1 162	1 310	1 200	1 511	1 561	1 509	970	1 033
Participations ne donnant pas le contrôle	2 201	2 006	2 497	1 775	1 560	1 815	2 051	1 368	1 260	618
	45 554	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799	64 035	57 580	44 643
Actif net des déposants	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159	102 433

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION
des exercices clos le 31 décembre
(en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Résultats de placement nets										
Revenus de placement nets	6 043	5 306	4 873	4 559	4 643	5 847	6 201	5 241	4 485	3 638
Gains (pertes) à la vente de placements	4 413	2 454	(495)	1 582	4 514	(23 228)	9 427	4 607	7 715	4 169
Total des revenus (pertes) matérialisés	10 456	7 760	4 378	6 141	9 157	(17 381)	15 628	9 848	12 200	7 807
Plus-values (moins-values) non matérialisées des placements et du passif lié aux placements	12 312	7 177	1 368	11 590	2 595	(22 435)	(7 757)	7 920	2 955	3 011
	22 768	14 937	5 746	17 731	11 752	(39 816)	7 871	17 768	15 155	10 818
Dépôts (retraits) nets des déposants	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000	3 552	4 571	2 217
Augmentation (diminution) de l'actif net	23 939	17 245	7 223	20 154	11 500	(35 262)	11 871	21 320	19 726	13 035
Actif net des déposants	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159	102 433
Passif et participations ne donnant pas le contrôle	45 554	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799	64 035	57 580	44 643
Actif total	245 703	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149	207 514	179 739	147 076
Biens sous gestion et administrés										
Biens sous gestion	7 738	7 423	8 731	11 417	14 933	17 364	16 498	13 979	16 417	10 664
Biens administrés	41 102	37 913	4 159	4 516	15 676	16 185	14 098	15 460	19 997	17 778
	48 840	45 336	12 890	15 933	30 609	33 549	30 596	29 439	36 414	28 442
Actif total sous gestion	294 543	259 136	204 178	199 130	201 265	220 424	257 745	236 953	216 153	175 518

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
CAISSES DE RETRAITE										
Régie des rentes du Québec										
Revenu net attribué	2 569	2 191	1 478	905	385	(87)	2 431	2 155	1 538	851
Dépôts (retraits)	745	567	178	981	(20)	934	33	741	948	1 185
+/- valeur non matérialisée	3 487	1 435	(624)	3 249	2 118	(9 381)	(383)	2 348	2 096	1 657
Avoir net	45 871	39 070	34 877	33 845	28 710	26 227	34 761	32 680	27 436	22 854
Avances de fonds	(636)	(461)	(369)	(504)	(76)	(478)	(58)	(441)	(463)	(433)
Avoir net incluant avances de fonds	45 235	38 609	34 508	33 341	28 634	25 749	34 703	32 239	26 973	22 421
Excédent sur le coût	6 530	3 043	1 608	2 232	(1 017)	(3 135)	6 246	6 629	4 281	2 185
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué	1 034	832	538	277	143	257	855	754	726	372
Dépôts (retraits)	198	254	159	121	78	112	93	126	122	16
+/- valeur non matérialisée	235	231	415	1 098	466	(2 279)	(261)	457	497	520
Avoir net	15 943	14 476	13 159	12 047	10 551	9 864	11 774	11 087	9 750	8 405
Avances de fonds	-	(7)	(16)	(10)	(59)	(47)	(34)	(11)	(5)	-
Avoir net incluant avances de fonds	15 943	14 469	13 143	12 037	10 492	9 817	11 740	11 076	9 745	8 405
Excédent sur le coût	1 626	1 391	1 160	745	(353)	(819)	1 460	1 721	1 264	767
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué	2 946	2 253	1 464	281	364	470	2 998	2 745	2 308	1 594
Dépôts (retraits)	(759)	(767)	(689)	(673)	(334)	(438)	(249)	(187)	(92)	(145)
+/- valeur non matérialisée	3 114	1 673	(94)	4 538	3 331	(12 301)	(849)	2 683	2 344	1 916
Avoir net	50 442	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063	44 163	38 922	34 362
Avances de fonds	(57)	-	-	-	-	-	-	(51)	-	(14)
Avoir net incluant avances de fonds	50 385	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063	44 112	38 922	34 348
Excédent sur le coût	7 782	4 668	2 995	3 089	(1 449)	(4 780)	7 521	8 370	5 687	3 343
Régime de retraite du personnel d'encadrement										
Revenu net attribué	479	386	312	144	49	54	535	470	374	249
Dépôts (retraits)	(25)	35	(39)	(388)	(165)	217	(58)	62	102	13
+/- valeur non matérialisée	437	255	6	655	519	(1 943)	(149)	420	416	328
Avoir net	8 689	7 798	7 122	6 843	6 432	6 029	7 701	7 373	6 421	5 529
Avances de fonds	-	-	-	(6)	-	-	(16)	(109)	(6)	-
Avoir net incluant avances de fonds	8 689	7 798	7 122	6 837	6 432	6 029	7 685	7 264	6 415	5 529
Excédent sur le coût	1 189	752	497	491	(164)	(683)	1 260	1 409	989	573
Régimes particuliers										
Revenu net attribué	13	10	7	2	-	3	19	16	13	9
Dépôts (retraits)	(5)	(4)	(1)	(65)	(5)	(5)	7	(5)	(4)	(4)
+/- valeur non matérialisée	10	6	(1)	20	19	(70)	(5)	16	16	13
Avoir net	208	190	178	173	216	202	274	253	226	201
Excédent sur le coût	28	18	12	13	(7)	(26)	44	49	33	17

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué	12	8	6	1	-	2	13	10	8	5
Dépôts (retraits)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	-	(1)	-	3
+/- valeur non matérialisée	13	7	(1)	17	13	(46)	(4)	11	10	9
Avoir net	196	173	159	156	139	128	173	164	144	126
Excédent sur le coût	33	20	13	14	(3)	(16)	30	34	23	13
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence										
Revenu net attribué	17	17	12	8	4	3	18	13	10	8
Dépôts (retraits)	11	12	15	12	9	8	3	7	6	7
+/- valeur non matérialisée	21	10	(3)	20	16	(57)	(7)	14	14	9
Avoir net	389	340	301	277	237	208	254	240	206	176
Excédent sur le coût	44	23	13	16	(4)	(20)	37	44	30	16
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué	2 367	1 781	1 124	264	284	(244)	1 798	1 167	810	359
Dépôts (retraits)	1 000	1 000	1 000	1 500	-	2 850	3 750	3 000	3 597	1 807
+/- valeur non matérialisée	2 774	1 590	25	3 603	2 450	(8 467)	(409)	1 797	1 467	1 066
Avoir net	46 863	40 722	36 351	34 202	28 835	26 101	31 962	26 823	20 859	14 985
Excédent sur le coût	5 078	2 304	714	689	(2 914)	(5 364)	3 103	3 512	1 715	248
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse employeurs										
Revenu net attribué	17	7	7	5	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(2)	147	(3)	(3)	128	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	20	5	(2)	12	-	-	-	-	-	-
Avoir net	338	303	144	142	128	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	35	15	10	12	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite de l'Université du Québec										
Revenu net attribué	12	21	9	6	9	6	7	7	6	3
Dépôts (retraits)	4	-	(10)	34	(8)	10	18	(5)	18	73
+/- valeur non matérialisée	28	6	13	23	(17)	(61)	25	28	22	10
Avoir net	297	253	226	214	151	167	212	162	132	86
Excédent sur le coût	77	49	43	30	7	24	85	60	32	10
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec										
Revenu net attribué	8	7	2	1	(6)	4	2	1	-	-
Dépôts (retraits)	38	15	17	34	(15)	5	29	18	2	-
+/- valeur non matérialisée	12	5	5	7	5	(15)	1	-	-	-
Avoir net	182	124	97	73	31	47	53	21	2	-
Excédent sur le coût	20	8	3	(2)	(9)	(14)	1	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec										
Revenu net attribué	-	-	(2)	(2)	-	1	1	1	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	(16)	(5)	-	8	-	13	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	2	5	(1)	(5)	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	16	18	19	15	14	-	-
Excédent sur le coût	-	-	1	(1)	(6)	(5)	-	-	-	-
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale										
Revenu net attribué	2	2	1	1	-	1	2	-	-	-
Dépôts (retraits)	(3)	(4)	(3)	(4)	(3)	(4)	(1)	48	-	-
+/- value non matérialisée	1	1	1	3	2	(7)	-	-	-	-
Avoir net	36	36	37	38	38	39	49	48	-	-
Excédent sur le coût	1	-	(1)	(2)	(5)	(7)	-	-	-	-
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal										
Revenu net attribué	11	10	7	3	1	4	13	-	-	-
Dépôts (retraits)	(22)	(22)	(23)	(23)	(24)	(25)	294	-	-	-
+/- value non matérialisée	8	9	6	21	13	(42)	(3)	-	-	-
Avoir net	216	219	222	232	231	241	304	-	-	-
Excédent sur le coût	12	4	(5)	(11)	(32)	(45)	(3)	-	-	-
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants										
Revenu net attribué	12	6	4	3	-	(1)	1	-	-	-
Dépôts (retraits)	31	31	26	23	26	23	21	-	-	-
+/- value non matérialisée	13	6	(1)	7	7	(8)	(1)	-	-	-
Avoir net	229	173	130	101	68	35	21	-	-	-
Excédent sur le coût	23	10	4	5	(2)	(9)	(1)	-	-	-
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval										
Revenu net attribué	7	7	2	1	-	1	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	10	8	23	8	13	17	25	-	-	-
+/- value non matérialisée	12	4	5	9	1	(12)	2	-	-	-
Avoir net	143	114	95	65	47	33	27	-	-	-
Excédent sur le coût	21	9	5	-	(9)	(10)	2	-	-	-
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges										
Revenu net attribué	5	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(3)	(2)	(4)	61	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	2	2	(1)	6	-	-	-	-	-	-
Avoir net	72	68	65	67	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	9	7	5	6	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval										
Revenu net attribué	2	8	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	3	106	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	134	114	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fiducie globale Ville de Magog										
Revenu net attribué	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	1	40	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	48	41	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke										
Revenu net attribué	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	12	13	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	26	13	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels										
Revenu net attribué	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	133	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	145	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances de fonds	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	144	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	56	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	56	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
RÉGIMES D'ASSURANCE										
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Revenu net attribué	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	1	-	(1)	-	-	-	-
Avoir net	8	8	7	7	6	6	6	6	5	5
Excédent sur le coût	1	1	1	1	-	-	1	1	-	(1)
La Financière agricole du Québec										
Revenu net attribué	10	11	7	-	3	14	21	15	12	6
Dépôts (retraits)	49	37	(8)	(36)	31	(3)	(7)	(5)	9	19
+/- valeur non matérialisée	15	5	2	20	3	(56)	(5)	13	15	13
Avoir net	345	271	218	217	233	196	241	232	209	173
Excédent sur le coût	28	13	8	6	(14)	(17)	39	44	31	16
Autorité des marchés financiers										
Revenu net attribué	15	15	14	11	14	15	20	19	14	13
Dépôts (retraits)	-	7	16	53	6	13	13	3	29	12
+/- valeur non matérialisée	(6)	8	14	15	3	(19)	(5)	(1)	2	3
Avoir net	631	622	592	548	469	446	437	409	388	343
Excédent sur le coût	26	32	24	10	(5)	(8)	11	16	17	15
Commission de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué	710	650	410	176	(54)	(22)	822	594	555	306
Dépôts (retraits)	(76)	(2)	(27)	39	(248)	(159)	(315)	28	68	(193)
+/- valeur non matérialisée	665	289	(1)	1 004	797	(2 957)	(217)	851	673	578
Avoir net	12 181	10 882	9 945	9 563	8 344	7 849	10 987	10 697	9 224	7 928
Avances de fonds	-	(40)	(136)	(7)	(50)	(76)	(80)	(304)	(337)	(290)
Avoir net incluant avances de fonds	12 181	10 842	9 809	9 556	8 294	7 773	10 907	10 393	8 887	7 638
Excédent sur le coût	1 666	1 001	712	713	(291)	(1 088)	1 869	2 086	1 235	562
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué	458	420	294	184	63	34	958	698	426	384
Dépôts (retraits)	(5)	67	(13)	37	(156)	(360)	(435)	(489)	(427)	(565)
+/- valeur non matérialisée	363	256	102	665	441	(2 185)	(447)	381	727	497
Avoir net	8 948	8 132	7 389	7 006	6 120	5 772	8 283	8 207	7 617	6 891
Avances de fonds	(302)	(289)	(240)	(262)	(186)	(153)	(183)	(108)	(130)	(147)
Avoir net incluant avances de fonds	8 646	7 843	7 149	6 744	5 934	5 619	8 100	8 099	7 487	6 744
Excédent sur le coût	1 137	774	518	416	(249)	(690)	1 495	1 942	1 561	834

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Fédération des producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-
Dépôts (retraits)	1	(3)	1	3	-	-	(1)	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	(1)	-	-	-	-
Avoir net	5	4	7	6	3	3	3	4	4	3
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	-	-	-	-
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué	26	23	16	5	6	(10)	31	30	20	9
Dépôts (retraits)	(21)	(29)	(22)	(24)	(15)	(21)	(16)	(14)	(8)	(11)
+/- valeur non matérialisée	21	11	(2)	40	25	(104)	(5)	30	32	31
Avoir net	387	361	356	364	343	327	462	452	406	362
Excédent sur le coût	54	33	22	24	(16)	(41)	63	68	38	6
Conseil de gestion de l'assurance parentale										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	4	19	20	4	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	(202)	(224)	188	195	-
+/- valeur non matérialisée	-	1	-	-	-	-	(3)	2	(1)	-
Avoir net	3	3	2	2	2	2	200	408	198	-
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	1	(1)	-
AUTRES DÉPOSANTS										
Office de la protection du consommateur										
Revenu net attribué	5	3	3	1	1	-	2	1	-	-
Dépôts (retraits)	8	6	10	11	9	11	4	10	6	-
+/- valeur non matérialisée	5	3	1	4	1	(4)	(1)	1	-	-
Avoir net	105	87	75	61	45	34	27	22	10	4
Excédent sur le coût	10	5	2	1	(3)	(4)	-	1	-	-
Société des alcools du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-	-
Dépôts (retraits)	(31)	(3)	(23)	144	(83)	30	40	14	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	87	118	121	144	-	83	53	14	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds des générations										
Revenu net attribué	311	217	130	92	33	(40)	29	-	-	-
Dépôts (retraits)	117	782	602	655	794	615	976	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	310	147	5	236	180	(286)	3	-	-	-
Avoir net	5 908	5 170	4 024	3 287	2 304	1 297	1 008	-	-	-
Excédent sur le coût	595	285	138	133	(103)	(283)	3	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Fonds des congés de maladie accumulés										
Revenu net attribué	49	47	35	44	18	2	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	(79)	-	-	-	600	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	44	13	(11)	40	41	-	-	-	-	-
Avoir net	843	750	769	745	661	602	-	-	-	-
Excédent sur le coût	127	83	70	81	41	-	-	-	-	-
Fonds d'information sur le territoire										
Revenu net attribué	28	9	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(292)	18	313	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	(5)	10	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	83	352	315	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	6	11	1	-	-	-	-	-	-	-
Agence du revenu du Québec										
Revenu net attribué	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	79	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	92	82	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	7	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de la réserve budgétaire du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	2	18	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	(71)	(268)	319	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	71	337	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué	11 137	8 947	5 884	2 413	1 319	491	10 594	8 717	6 825	4 168
Dépôts (retraits)	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000	3 552	4 571	2 217
+/- valeur non matérialisée	11 631	5 990	(138)	15 318	10 433	(40 307)	(2 723)	9 051	8 330	6 650
Avoir net	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159	102 433
Avances de fonds	(996)	(797)	(761)	(789)	(371)	(754)	(371)	(1 024)	(941)	(884)
Avoir net incluant avances de fonds	199 153	175 413	158 204	150 953	131 217	119 334	154 979	142 455	121 218	101 549
Excédent sur le coût	26 189	14 558	8 568	8 706	(6 612)	(17 045)	23 262	25 985	16 934	8 604

4

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	25,2	25,6	26,4	27,2	28,2	28,2	29,7	30,8	31,9	33,6
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	23,4	23,1	22,9	22,6	21,9	21,7	20,6	18,7	17,1	14,6
Régie des rentes du Québec	22,9	22,2	21,9	22,3	21,8	21,9	22,4	22,8	22,5	22,3
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	8,0	8,2	8,3	8,0	8,0	8,2	7,6	7,7	8,0	8,2
Commission de la santé et de la sécurité du travail	6,1	6,2	6,3	6,3	6,3	6,5	7,1	7,5	7,6	7,7
Société de l'assurance automobile du Québec	4,5	4,6	4,7	4,6	4,7	4,8	5,3	5,7	6,2	6,7
Régime de retraite du personnel d'encadrement	4,3	4,4	4,5	4,5	4,9	5,0	5,0	5,1	5,2	5,4
Fonds des générations	3,0	2,9	2,5	2,2	1,8	1,1	0,6	-	-	-
Autres déposants	2,6	2,8	2,5	2,3	2,4	2,6	1,7	1,7	1,5	1,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS
 (taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Dépôts à vue ¹	1,00	1,00	1,00	0,61	0,61	3,11	4,35	4,01	2,71	2,01
Dépôts à terme ¹	1,54	1,47	1,69	0,78	1,39	3,55	4,38	3,78	2,79	2,77
Dépôts à participation ²	6,64	5,74	4,00	1,76	1,14	0,65	8,32	7,82	6,75	4,05

¹ Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

² Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu comptabilisé au cours de l'année sur les investissements des déposants; il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur									
	2013	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Obligations	32,2	29,2	28,4	32,0	34,3	36,7	38,6	37,1	36,7	40,6	42,3
BTAA	5,1	4,1	4,8	4,8	5,0	4,3	3,9	4,8	-	-	-
Financements hypothécaires	4,7	4,4	4,3	4,1	4,3	5,3	6,5	4,7	3,4	2,8	3,2
Valeurs à court terme	1,0	0,9	0,8	1,2	2,7	4,8	7,3	7,2	16,7	18,2	12,4
Titres achetés en vertu de conventions de revente	7,1	6,4	5,4	4,3	5,5	4,8	3,1	3,4	2,6	1,9	2,3
Titres à revenu fixe	50,1	45,0	43,7	46,4	51,8	55,9	59,4	57,2	59,4	63,5	60,2
Actions canadiennes	9,0	10,2	10,9	9,5	9,8	8,8	7,2	7,9	8,7	9,9	10,8
Actions étrangères	30,0	32,3	32,9	32,2	26,3	23,3	20,7	24,7	22,7	19,3	20,8
Biens immobiliers	10,9	12,5	12,5	11,9	12,1	12,0	12,7	10,2	9,2	7,3	8,2
Titres à revenu variable	49,9	55,0	56,3	53,6	48,2	44,1	40,6	42,8	40,6	36,5	39,8
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

VENTILATION DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	Coût	%	Juste valeur									
	2013		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Obligations												
Titres canadiens ²												
Gouvernement du Québec	14 486	6,6	13 977	10 419	9 507	8 801	7 859	9 265	8 592	9 521	9 651	10 902
Gouvernement du Canada	15 748	7,2	15 692	16 212	16 165	21 637	21 652	16 552	23 586	18 213	26 999	21 523
Autres gouvernements	2 497	1,2	2 490	1 090	1 499	1 658	3 158	3 047	2 304	4 002	1 852	1 309
Garantis par le gouvernement du Québec	4 015	1,8	3 988	7 886	7 777	6 074	5 495	5 102	5 524	6 121	5 261	5 069
Garantis par les autres gouvernements	8 135	3,7	8 161	5 321	5 279	5 924	4 987	5 989	7 787	4 560	4 520	2 663
Garantis par octroi	106	-	108	376	364	336	308	333	423	415	216	236
Municipaux et scolaires	986	0,5	1 019	998	1 117	944	971	1 278	1 305	1 120	1 032	893
Entreprises et obligations hypothécaires	12 879	5,9	14 104	10 236	12 320	9 850	10 941	14 710	16 423	14 925	9 891	5 627
Titres indexés à l'inflation	1 032	0,5	979	1 252	1 318	975	667	587	934	1 054	1 277	1 090
Fonds de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	131	167	447	235
	59 884	27,4	60 518	53 790	55 346	56 199	56 038	56 863	67 009	60 098	61 146	49 547
Titres étrangers ²												
Gouvernement des États-Unis	847	0,4	712	924	1 174	1 379	510	823	205	1 180	1 807	3 675
Entreprises et obligations hypothécaires	6 872	3,2	6 627	5 142	2 370	3 668	4 499	8 515	8 394	6 895	3 972	2 847
Titres indexés à l'inflation	462	0,2	473	65	100	-	-	1 973	3 381	3 328	1 858	865
Fonds de couverture	-	-	-	-	-	-	72	439	2 001	2 261	1 026	241
Autres	2 149	1,0	2 245	-	308	17	346	1 812	1 759	950	1 990	2 157
	10 330	4,8	10 057	6 131	3 952	5 064	5 427	13 562	15 740	14 614	10 653	9 785
	70 214	32,2	70 575	59 921	59 298	61 263	61 465	70 425	82 749	74 712	71 799	59 332
BTAA	11 233	5,1	9 776	10 153	8 932	8 942	7 249	7 186	10 740	-	-	-
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Énergie	4 159	1,9	4 379	4 273	3 195	3 411	3 346	2 690	3 210	2 535	2 194	1 357
Matériels	2 051	0,9	1 403	3 464	3 201	3 998	2 791	1 811	2 137	2 742	2 544	2 622
Industrie	2 550	1,2	3 504	1 895	1 617	1 325	1 166	847	1 416	1 351	1 249	1 319
Consommation discrétionnaire	3 094	1,4	4 078	3 682	3 487	3 577	2 670	2 172	3 505	2 950	3 029	2 518
Biens de consommation de base	851	0,4	1 159	747	549	283	257	240	445	806	886	1 060
Santé	330	0,2	563	272	104	123	106	101	218	319	316	422
Finance	3 441	1,6	4 923	4 165	2 682	2 007	2 042	2 853	3 285	3 657	4 026	3 572
Technologies de l'information	1 462	0,7	2 712	2 056	728	846	902	623	1 014	947	942	1 321
Télécommunications	416	0,2	472	636	250	49	232	608	802	500	506	529
Services aux collectivités	561	0,2	515	901	1 009	1 196	685	629	787	824	816	101
Fonds communs	554	0,2	731	882	652	599	491	485	681	1 155	983	750
Participations indicielles et autres	276	0,1	228	100	92	32	33	27	7	12	-	-
	19 745	9,0	24 667	23 073	17 566	17 446	14 721	13 086	17 507	17 798	17 491	15 571
Titres étrangers												
Fonds externes	15 533	7,1	17 833	16 848	16 783	15 952	19 634	20 124	24 428	26 076	15 486	9 839
Fonds internes	50 038	22,9	60 267	52 583	43 037	30 892	19 418	17 695	30 691	20 113	18 750	20 210
	65 571	30,0	78 100	69 431	59 820	46 844	39 052	37 819	55 119	46 189	34 236	30 049
	85 316	39,0	102 767	92 504	77 386	64 290	53 773	50 905	72 626	63 987	51 727	45 620

VENTILATION DES PLACEMENTS (suite)
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	Coût	%	Juste valeur									
	2013		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Financements hypothécaires												
Titres canadiens	8 499	3,9	8 583	7 411	6 754	5 886	5 944	6 451	5 979	4 877	4 402	3 998
Titres étrangers	1 801	0,8	1 964	1 682	780	1 833	2 872	5 349	4 490	2 038	580	557
	10 300	4,7	10 547	9 093	7 534	7 719	8 816	11 800	10 469	6 915	4 982	4 555
Biens immobiliers												
Canadiens	11 411	5,2	18 752	16 494	13 501	12 880	10 931	11 884	13 419	11 187	9 255	8 547
Étrangers	12 455	5,7	11 494	9 966	8 670	8 732	9 142	11 219	9 318	7 512	3 742	3 401
	23 866	10,9	30 246	26 460	22 171	21 612	20 073	23 103	22 737	18 699	12 997	11 948
Total des placements à long terme	200 929	91,9	223 911	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321	164 313	141 505	121 455
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	1 093	0,5	1 083	391	521	2 357	4 625	5 909	9 895	28 950	29 745	17 151
Titres étrangers	990	0,5	1 108	1 192	1 789	2 425	3 458	7 485	6 131	4 969	2 488	2 240
	2 083	1,0	2 191	1 583	2 310	4 782	8 083	13 394	16 026	33 919	32 233	19 391
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	10 958	5,0	10 958	8 629	6 056	8 761	6 171	2 900	2 457	1 332	675	734
Titres étrangers	4 575	2,1	4 582	2 754	1 919	1 007	1 945	2 780	4 993	3 927	2 695	2 613
	15 533	7,1	15 540	11 383	7 975	9 768	8 116	5 680	7 450	5 259	3 370	3 347
Total des placements à court terme	17 616	8,1	17 731	12 966	10 285	14 550	16 199	19 074	23 476	39 178	35 603	22 738
Total	218 545	100,0	241 642	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797	203 491	177 108	144 193
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	50 463	25,1	49 844	44 558	44 608	47 745	45 953	46 943	55 800	50 252	56 203	50 349
Secteur privé	150 466	74,9	174 067	153 573	130 713	116 081	105 423	116 476	143 521	114 061	85 302	71 106
Total	200 929	100,0	223 911	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321	164 313	141 505	121 455

¹ La valeur des placements est établie en fonction des états financiers cumulés.

² Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
OTÉRA CAPITAL		
0697788 B.C. Ltd., Onni Triangle Development Limited Partnership	2125, Hawkins Street	Port Coquitlam
0790792 B.C. LTD, RPMG Holdings Ltd	19100, Airport Way	Pitt Meadows
0943164 B.C. LTD.	15100, River Road	Richmond
10 Dundas Street Ltd	10, Dundas Street East	Toronto
100 Parkway Forest Drive Limited Partnership	100, Parkway Forest Drive	Toronto
1030 King Limited Partnership	1030, King Street West	Toronto
110 Parkway Forest Drive Limited Partnership	110, Parkway Forest Drive	Toronto
1145 Maritime Way Inc., Building B Canadian Shield Avenue Inc.	1025, Canadian Shield Avenue	Ottawa
119-6th Avenue Inc.	119, 6th Avenue SW	Calgary
1200 McGill College inc.	1200-1240, avenue McGill College	Montréal
1204225 Alberta Ltd.	184th Street; 107th Avenue	Edmonton
130 Bloor CREIF Inc.	130, Bloor Street West	Toronto
145 Richmond Street West Limited Partnership, KWMC Toronto Inc.	145, Richmond Street West	Toronto
152523 Canada inc., Fonds de placement immobilier Cominar	3103, boul. Royal	Shawinigan
1562903 Ontario Limited	2305, McPhillips Street	Winnipeg
160 Elgin Portfolio Inc.	160, Elgin Street	Ottawa
1602157 Alberta Ltd	10004, 104th Avenue	Edmonton
171518 Canada Inc., Édifice 500 Grande Allée Est Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Georges S. Gantcheff, Jennifer Gilgan, Simon Margel, Michael Rosenberg	500, Grande-Allée Est; 425-475, rue St-Amable	Québec
1899038 Ontario Inc.	95-115, King Street South	Waterloo
215 Holdings Ltd.	215, Garry Street	Winnipeg
2200-41 Ane Property Ltd.	2200, 41st Avenue NE	Calgary
2249419 Ontario Inc.	7555, Montrose Road	Niagara Falls
2250584 Ontario Inc., Morguard Holdings PI Ltd.	2311, 2341, 2355 boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
2426-5233 Québec inc., 9136-3549 Québec inc., Les Investissements Immobiliers Mirelis Inc., Société d'Investissement Kesmat Inc.	1134-1140, rue Ste-Catherine O.	Montréal
2631-1746 Québec inc.	1111, boul. Dr. Frédéric-Phillips; 3300, boul. Côte-Vertu;	Montréal
2848945 Canada Inc.	7075, Place Robert-Joncas	Montréal
299 Burrard Management Ltd	6335-6455, rue Jean-Talon Est; 7550, boul. Langelier	Montréal
30 Adelaide Street East Limited Partnership, 30 Adelaide Street East Inc.	1011, W Cordova Street; 1038, Canada Place Way	Vancouver
310 Donald Inc.	30, Adelaide Street East	Toronto
322-326 11th Avenue SW Inc.	Lots located on Portage Avenue	Winnipeg
333 and 339 King Street North (ARI) Ltd., CHC Student Housing Luxe Inc.	322-326, 11th Avenue SW	Calgary
4239440 Canada Inc., Mayfair Shopping Centre Limited Partnership	333, King Street North	Waterloo
5500 North Service Road Property Inc, 5500 North Service Road Property LP Inc.	3147, Douglas Street; 775, Finlayson Street	Victoria
5505 Boulevard Saint-Laurent Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	5500, North Service Road	Burlington
	5505, boul. St-Laurent	Montréal

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
555 René GP inc., 7761007 Canada Inc., 7929579 Canada Inc., Complexe 555 RLO S.E.C.	555, boul. René-Levesque Ouest	Montréal
630 René-Lévesque West Property Co.	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
6807992 Canada Limited	1760, Huron Church Road	Windsor
6828094 Canada Ltd.	10907, 82nd (Whyte) Avenue NW	Edmonton
6930221 Canada Inc.	400, avenue Kensington	Westmount
6979530 Canada Inc.	2344, boul. Alfred-Nobel	Montréal
6979611 Canada Inc.	22, rue Eddy	Gatineau
6979637 Canada Inc.	455, boul. de la Carrière	Gatineau
7736266 Canada Inc.	Autoroute 25, intersection Paul Kane	Laval
7791313 Canada Inc.	5555, rue Cypihot	Montréal
7943032 Canada Inc.	5600, ch. Côte de Liesse; 2175, 2205-2225 boul. des Entreprises	Montréal, Terrebonne
8104441 Canada Inc., 8104450 Canada Inc., 8104468 Canada Inc., 8174709 Canada Inc.	100, 200, 300, 400, Consilium Place	Toronto
8264635 Canada Inc., Carrefour Langelier SENC, Carrefour Langelier S.E.N.C., Columbia-Wertek Inc., Mazel Inc.	7225, 7265, 7275, 7325, 7335, 7373, 7445, boul. Langelier	Montréal
9045-4737 Québec inc.	20, boul. Bouthillier Ouest	Rosemère
9067-7048 Québec Inc.	630, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9069-8689 Québec inc., GDB Entrepreneur Inc., Haleand Park Investments Ltd., Les Placements Sanpel Inc., Morris Feinstein Inc., Société en commandite Lapierre, Société en commandite Gasina	8235-8355, rue Notre-Dame E.	Montréal
9070-8058 Québec Inc.	1255-1259, rue Berri	Montréal
9089-0021 Québec Inc., 9164-3031 Québec inc., Immeubles Régime VII Inc.	410, boul. Charest Est	Québec
9097-0286 Québec Inc., 9164-3064 Québec Inc., Immeubles Régime VIII inc	725, St-Joseph Est	Québec
9103-1013 Québec inc., Dundee Canada 700 Montréal Limited Partnership	700, rue De La Gauchetière Ouest	Montréal
9103-4975 Québec inc.	800, 850, boul. De Maisonneuve Est	Montréal
9103-4983 Québec inc.	888, boul. De Maisonneuve Est	Montréal
9145-0577 Québec Inc., 9145-0627 Québec inc., 9145-0692 Québec Inc, 9145-0718 Québec inc., 9145-0726 Québec inc., 9145-0742 Québec inc., 9145-0767 Québec Inc., Kimwood Lac Saint-Jean Holdings ULC	39, Montée Sandy Beach; 555, 655, 705, avenue du Pont Nord; 1221, boul. Marcotte; 1212, boul. Talbot; 3460, boul. Saint-Francois; 500, 550, rue Daigneault; 1324, boul. Talbot	Gaspé, Alma, Roberval, Chicoutimi, Jonquière, Chandler
9145-9701 Québec inc.	12655-12695, rue Sherbrooke Est	Montréal
9170-4767 Québec Inc.	380, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9177-2541 Québec Inc.	380-400, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9179-8645 Québec inc.	355-359, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
9180-6851 Québec Inc.	4635, 1ère Avenue; 1365-1371, ch. Ste-Foy; 1400, St-Jean Baptiste; 1730, 1750, 1790, ave. Newton; 1990, Jean Talon Nord; 2006-2010, 2022, Lavoisier; 201-211, Laurier Est; 1540, 2100, 2200, Cyrille-Duquet; 2385, Watt; 2760-2794, Jacques-Cartier Est; 2800, 2900-2976, Joseph-Armand-Bombardier; 2800, St-Jean-Baptiste; 3175, ch. Quatre-Bourgeois; 625-673, ave. Godin; 9101-9175, boul. des Sciences; 450, avenue St-Jean Baptiste; 1405-1475, 55 ème avenue; 1670, rue Semple; 2500, Jean-Perrin (Place Métrobec I); 2600, Jean-Perrin (Place Métrobec II); 2700, Jean-Perrin (Place Métrobec III); 50, avenue Président Kennedy; 500, 955, avenue Saint-Jean-Baptiste; 9100, rue du Parcours	Dorval, Laval, Lévis, Longueuil, Montréal, Québec, Vanier
9180-9293 Québec inc.	3310-3550, boul. Côte-Vertu	Montréal
9222-1605 Québec Inc.	1187-1199, rue de Bleury	Montréal
9223-8062 Québec inc.	1307, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal
9224-2239 Québec Inc.	Phase III Quartier Dix30 - Square Dix30	Brossard
9227-1758 Quebec Inc.	4745-4769, boul. Dagenais Ouest	Laval
9241-1842 Québec Inc.	2045-2053, rue Peel	Montréal
9256-0085 Québec Inc., Complexe L.L. Phase I, SEC	4805, boul. Lapinière	Brossard
926 Capital Corp.	926, 5th Avenue SW	Calgary
9275-2492 Québec Inc.	880, chemin Sainte-Foy; 930, chemin Sainte-Foy	Québec
939 GP Inc.	939, Eglinton Avenue East	Toronto
ADG Immobilier inc.	1170, boul. Lebourgneuf; 100, 1re rue	Québec, Thetford Mines
Allied Properties Real Estate Investment Trust, CDM de Montréal inc.	50, 75, 80, rue Queen ; 700, rue Wellington; 87, rue Prince; 111, rue Duke	Montréal
Aménagement Westcliff Itée	40, rue Évangeline	Granby
Amexon Capital Corporation	1177-1183A, Finch Avenue West	Toronto
Amexon Properties Inc.	480, University Ave.	Toronto
Amexon Real Estate Investment Syndicate Inc.	1000, Finch Ave. W.; 4580, Dufferin Street	Toronto
Amexon Realty Inc.	701, 703, Evans Avenue	Toronto
Artis Alpordeau Ltd	635, 6th Avenue SW; 521, 3rd Avenue SW; 2695, Dollard Avenue	Calgary
Artis Four Valley Drive Ltd, AX L.P.	199, Four Valley Drive	Vaughan
Artis Meadowvale Gateway Ltd.	400-450, Matheson Blvd. East; 100, Timberlea Blvd.; 6616, 6700, 6760, Campobello Road	Mississauga
Artis Quarry Park Ltd.	109, Quarry Park Blvd SE	Calgary
Aspen Landing Shopping Centre L.P.	1450, 85th Street SW	Calgary
Balmain Operators Inc.	26-36, Mercer Street	Toronto
Bayview Properties Ltd.	60, 70, 65, Saghalié Road	Victoria
Birkmont Corporation	1240, Square Phillips	Montréal
Brookfield Office Properties Canada LP	333, Bay Street	Toronto

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Brookfield Properties (Bankers Hall) Ltd. et al.	319, 325, 329, 335, 8th Avenue SW	Calgary
Burrard International Holdings Inc.	1030, West Georgia Street	Vancouver
Cambridge Retirement Group Ltd	208, Hespeler Road	Cambridge
Cameron Corporation, Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	10141, 13th Avenue NW	Edmonton
Canada-Les Halles Holdings ULC	7500, boul. des Galeries d'Anjou	Anjou
Canadian Property Holding Inc.	1185, West Georgia Street; 6080, Young Street	Halifax, Vancouver
Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	140, 144, 4th Avenue SW; 112, 4th Avenue	Calgary
Cataraqui Holdings Inc.	945, Gardiners Road	Kingston
CBS Property Holdings Inc., Gestion Plaza Z-Corp. Limitée, Les Développements Plaza DM (2006) Inc., Sydney River Investments Ltd., TC Land Holdings Corp.	641, King Street East; 250, Airport Blvd; 1170, Kings Rd.; 2500, boul. des Promenades; 5490-5580, boul. Jean XXIII	Gananoque, Gander, Sydney River, Deux-Montagnes, Trois-Rivières
CDM Properties Ltd.	242, Powder Drive	Fort McMurray
Cedarview Square Inc.	4100, 4110, 4120, Strandherd Drive	Ottawa
Center 10 Corporation	515-517, 10th Avenue SE	Calgary
Centre Commercial Cavendish Cie Itée	5800, boul. Cavendish	Côte-Saint-Luc
Centre Commercial Plaza LPC (2002) Inc.	100, rue du Terminus	Rouyn-Noranda
Centre Street Trust	Nort East Corner of Center Street & 6th Avenue S.W.	Calgary
Charter Acquisition Corp.	2360, Parkedale Avenue; 24614, Adelaide Road; 75, 45th Street South	Brockville
Cominar NB Real Estate Holdings Inc., Cominar NS Real Estate Holdings Inc.	120-140, Commerce Street; 65, Regent Street; 699, Champlain Street; 749, Wilsey Rd; 520, Edinburgh Drive; 50-70, MacNaughton; 612, Windmill Rd; 1199, St-George Blvd; 1149, Smythe Rd; 115, Whiting Rd; 120-140, Commerce Street; 125, Whiting Rd; 229-231, JD Gauthier Blvd; 440, Wilsey Road; 420, Wilsey Road; 330-350, 633, Main Street	Moncton, Dieppe, Moncton, Dartmouth, Shippagan
Commercial Properties Limited	5000, Autoroute Transcanadienne	Moncton
Complexe Pointe-Claire GM S.E.C.	7167, Progress Way	Pointe-Claire
Concert Real Estate Corporation	35, Tobermory Drive	Delta
ConRes Property Income Fund III Managing GP Inc., Conundrum Residential Property Income Fund III		Toronto
Conundrum Residential Property Income Fund III	2450-2460, Weston Road	Toronto
Corporation Centrefund (Lachenaie)	492-560, 570, montée des Pionniers	Terrebonne
Crombie Limited Partnership	1894, 1990, 2000, 2021, Barrington Street; 5201, 5202, 5251, Duke Street; 1508, Upper James Street	Halifax, Hamilton
Crombie Property Holdings II Limited	215, Park Avenue West	Chatham
Crombie Property Holdings Limited	1100, 1110, 1120, 1140, 1150, 1160, Carp Road; 400, Lansdowne Street East	Stittsville, Ottawa, Peterborough
CSH-HCN (Avondale) Inc.	1238, Queen Street East	Toronto
CSH-HCN (Héritage) Inc.	610, Montréal Road	Ottawa
DDP 320-326-330 Avenue Ltd., DDP 340-342 Avenue Ltd.	320, 326, 330, 340, 342, Avenue Road	Toronto
Developpement Metro-Montreal Corporation	6348-6420, rue Sherbrooke Est	Montréal
Développement Trans-Edmond Inc.	16 750, Autoroute Transcanadienne	Kirkland

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Développements Immobiliers Commerces Séville Inc., Société en commandite Les Commerces Le Séville	2153, 2163, 2173, 2183, rue Ste-Catherine	Montréal
Drewlo Holdings Inc.	635, Canterbury Street	Woodstock
Dunbourne Properties inc., Dunbourne Properties LP inc.	95, Moatfield Drive; 225, Duncan	Toronto
Dundeal Canada West (GP) Inc., Dundeal Canada (West) Limited Partnership	5201, 50th Avenue; 4920, 52nd Street; 5102, 50th Avenue	Yellowknife
Dundee 2340 St-Laurent Inc., Dundee Industrial (GP) Inc.	2340, boul. St-Laurent	Ottawa
Dundee Properties (GP) Inc.	2200, 2204, Walkley Road	Ottawa
Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Édifice Les Façades Inc.	400, boul. Jean Lesage	Québec
Édifice Sandvar Itée	502-510, rue Ste-Catherine Est	Montréal
El-Ad (1500 Don Mills) Limited	1500, Don Mills Road	Toronto
Fiducie Immeubles Centre Lachenaie, Immeubles Centre Lachenaie Inc.	1115-1181, Montée des Pionniers	Terrebonne
First Capital ProMed (Meadowlark) Inc.	8713, 156th Street NW	Edmonton
First Gulf King Street Inc., Sun Life Assurance Company of Canada (Toronto)	333, King Street East	Toronto
Fonds de placement immobilier Cominar	2000, rue Halpern; 5100, rue Sherbrooke Est	Montréal
Fonds de placement immobilier Cominar, Homburg Trust (189)	3400, 3500, 4000, boul. de Maisonneuve Ouest; 1500, avenue Atwater; 4045-4049, rue Sainte-Catherine Ouest	Westmount
Galeries Rive Nord Limited Partnership, Ivanhoé Rive Nord inc.	100, boul. Brien	Repentigny
Gestion 500 Place d'Armes Inc.	500, Place d'Armes	Montréal
Gestion Golden Square Mile inc, Golden Trust, RCM Hôtel inc., Sherbrooke Canada Trust, The HIG Settlement Trust, Torriani Property Trust	1228-1290, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
Gillin Engineering and Construction Limited	141, avenue Laurier Ouest	Ottawa
GM Développement inc.	520-540-560, boul. Charest Est	Québec
Golden Gate Dixie Plaza Limited	14, Lisa Street	Brampton
Grace Management Inc.	55, Isabella Street	Toronto
Great-West Life Assurances Company, London Life Insurance Company	530, 8th Avenue S.W.; 155, University Avenue	Calgary, Toronto
Grenville-Germain Calgary Limited Partnership	899, Centre Street S.W.; 112, 9th Avenue S.W.	Calgary
Groupe Mercille inc., François Mercille, Hélène Mercille, Louise Mercille	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil
Heritage York Holdings Inc.	1210-1220, Sheppard Avenue East	Toronto
Hillcrest Holdings Inc., Montez Hillcrest Inc.	9350, Yonge Street	Richmond Hill
Hoopp Realty inc.	3636, Research Road NW	Calgary
Hopewell (HDPII) Developments Inc.	6825, 68th Street SE	Calgary
Hopewell (Whitemud) Developments Inc.	34th Street and Whitemud	Edmonton
Hopewell Airport Road GP Corp., Hopewell Airport Road LP	12333, 12347, Airport Road	Caledon
Hopewell Development (Mahogany) Inc.	52nd Street SE (West side)	Calgary
HSBCB (BOPC) Inc., HSBCB Leasehold (BOPC) Inc.	70, York Street	Toronto
Hudson's Bay Company	8875-8925, Torbram Road	Brampton
IMH 2402-2406 Queen Ltd.	2402-2406, Queen Street East	Toronto
IMH 555 The West Mall Ltd.	555, The West Mall	Toronto
Immeubles Marché St-Joseph-du-Lac inc.	3741-3773, Chemin Oka	St-Joseph-du-Lac
Immeubles Marché St-Léonard Inc.	5915-5993, rue Bélanger	Saint-Léonard

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Immo Côte Vertu 1 Ltd.	395, 415, Boul. Côte-Vertu; 1105, Boul. Jules-Poitras; 370, Boul. Thompson	Montréal
Immo Côte Vertu II Ltd.	320, 325, 360, 365, boul. Côte-Vertu	Montréal
Ivanhoé Ste-Foy inc., Place Ste-Foy Limited Partnership	2450-2490, 2580, boul. Laurier	Sainte-Foy
Kanco Mayfair Manor Ltd.	407, 5th Avenue S.E.	Medicine Hat
Kevric Reat Estate Corporation, PSPIB-RE Direct Inc.	800, de la Gauchetière Ouest	Montréal
Killam KFH (1355 Silver Spear Road) Inc.	1355, Silver Spear Road	Mississauga
Killam KFH (Kanata Lakes) Inc.	1175, Maritime Way	Kanata
Lansdowne Mall Inc.	645, Lansdowne Street West	Peterborough
Larco Investments Ltd.	4295, Blackcomb Way	Whistler
Le Vert Mezzanine S.E.C.	Rue Mathieu-Da-Costa	Québec
Les Galeries Montmagny (1988) inc.	81-91, 101, boul. Taché Ouest	Montmagny
Linmar Investment Corporation Limited	705, Kingston Road	Pickering
London City Centre London Inc.	380, Wellington; 275, Dundas Street	London
Midnapore Property Investments Inc.	10404, Jasper Avenue NW	Edmonton
Midtown Plaza Limited Partnership	201, 1st Avenue S	Saskatoon
ML Matheson Realty Investments Inc.	115-135, Matheson Blvd. West	Mississauga
Montez (Sorel) Inc.	450, boul. Poliquin	Sorel
Montez Core Income Fund Limited Partnership, Place d'Orleans Holdings Inc., PRR Trust	110, Place d'Orléans; 3013, 3025, boul. St-Joseph	Ottawa
Montez Retail Fund Inc., Montez Victoriaville inc., Société Immobilière SYM Inc.	1071-1121, boul. Jutras Est	Victoriaville
Northen Property Limited Partnership	4901, 4911, 4921, 49th Street; 4810, 4905, 4915, 48th Street	Yellowknife
Northland Properties Corporation	1755, West Broadway	Vancouver
Old Oak Downtown Inc.	150, Dufferin Avenue	London
Old Oak Downtown Inc., Old Oak Properties Inc., Summit Properties Inc.	465, Richmond St; 140, 142, 148, Fullarton St	London
Old Oak Properties Inc.	405, Sugarcreek Trail	London
Olymbec Development Inc.	100-190, 200-290, rue Voyageur; 2315, rue de la Province; 2365-2385, ch. Saint-Francois; 3540-3600, rue Griffith; 1955, 2925, 5580-5584, 6635-6667, ch. Côte-de-Liesse; 585-599, rue Iberville; 889, Montée-de-Liesse; 1900-1910, Norman; 10500, Colbert; 1406-1410, rue St-Amour; 2225, 2231, boul. Hymus; 5700, rue Paré; 6749-6789, Place Pascal Gagnon; 8148-8190, 8505, 8515, chemin Devonshire; 8489-8491, Ernest Cornier; 5600-5620, rue Notre-Dame; 1450-1470, boul. de Louvain Ouest; 1505-1525, rue Mazurette; 4580, 4590, 4600, 4610, rue Hickmore; 5623-5651, rue Ferrier; 6355-6395, rue Sherbrooke Est; 9450-9490, boul. de l'Acadie; 200, rue Stinson; 2700, rue Alphonse-Gariepy; 6767, boul. Léger; 3000, rue Cartier; 15-135, 155-255, rue Montpellier; 650, rue Hodge; 700, boul. Lebeau; 690-730, rue Deslauriers	Dorval, Longueuil, Montréal, Mont-Royal, Pointe-Claire, Repentigny, Saint-Hyacinthe

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Olymbec Development Inc., Edward I. Stern	6400, ch.Côte-de-Liesse; 131-141, avenue Labrosse; 210-222, boul. Brunswick; 230, rue King West; 3140-3260, Chanoine-Chamberland; 35, rue Robineault; 6300, autoroute Transcanadienne; 7175, rue Marion	Montréal, Pointe-Claire, Salaberry-de-Valleyfield, Sherbrooke, Trois-Rivières
Olymbec Development Inc., Olymbec Group Limited Partnership	555, boul. Ste-Adèle	Sainte-Adèle
Omers Realty Corporation	109, Street & Kingsway Avenue	Edmonton
One Eglinton East Inc	1, Eglinton Avenue East	Toronto
OPTrust Community Centres Inc.	225, Centennial Road	Orangeville
Palicor inc.	11025-11075, boul L.H. Lafontaine; 7655-7675, rue Larrey	Montréal
Parallel Centre Ltd.	1040, 7th Avenue S.W.	Calgary
Park Avenue Furniture Corporation	5811, 46th Street SE	Calgary
Pensionfund Realty Limited	2929, Barnet Highway	Coquitlam
PIRET (Burlington) Holdings Inc., PIRET (Mississauga) Holdings Inc.	1070, 1100, Midway Boulevard; 1219, Corporate Drive; 1020, Lorimar Drive; 375-425, Britannia Road East; 199, Traders Boulevard East; 3450, Harvester Road; 7600, Danbro Crescent; 7115, Tomken Road	Mississauga, Burlington
PIRET (GTA North) Holdings Inc.	191, 215, 231, 525, 625, 701, 750-770, 891, 911, 951, Rowntree Dairy Road; 20, 21, 33, Alex Avenue; 83, Strada Drive; 39, 75, 135, Haist Avenue	Vaughan
Place du Royaume Inc.	1401, boul. Talbot	Saguenay
Plains West Limited Partnership	Lot 1, Block 1 Plan 1022722 et al.	Edmonton
Plaza 1000 Ltd.	1000, 7th Avenue S.W.	Calgary
Propriétés Tzanet Odyssey inc.	1110-1146, boul. Marcel Laurin	Montréal
Queen's Quay (BOPC) Inc.	207, Queens Quay West	Toronto
Realex-Woodbourne Properties 2 Ltd.	13140, St-Albert Trail NW	Edmonton
Redbourne Erindale Properties III Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties II Inc., Redbourne Erindale Properties II Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties III Inc.	1270,1290, 1300, Central Parkway West	Mississauga
Redbourne Redvest Inc., Redbourne Redvest S.E.C./LP	480, 3500, 3510, boul. Saint-Laurent; 205, Viger Ouest; 200-210, boul. Crémazie Ouest; 740, rue Saint-Maurice; 8, place du Commerce	Montréal
Regina Assisted Group Ltd., Regina Assisted Living Limited Partnership	2400, Arens Road	Regina
Remington Development Corporation	101, Quarry Green S.E.	Calgary
Richcraft Bexley Ltd, Richcraft Gladwin Ltd, Richcraft Lancaster Ltd., Richcraft Leeds Ltd., Richcraft Matthews Ltd, Richcraft Michael Ltd	2495, Lancaster Road; 1350-1372; Leeds Avenue; 1480, Michael Street; 200, Terence Matthews Crescent; 2239-2261, 2265-2287, Gladwin Crescent; 30, Stafford Rd; 6, 14, 20, Bexley Place	Ottawa
RioKim Holdings (Ontario) Inc.	815-845, Eglinton Avenue East	Toronto
RioKim Holdings (PEI) Inc.	670, University Avenue	Charlottetown
RioKim Holdings (Quebec) Inc.	200, boul. d'Anjou	Châteauguay
RioTrin Properties (Vaughan 3) Inc.	7621, Weston Road	Vaughan

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Rosbrand Investments Inc.	4405, boul. Métropolitain Est	Montréal
Royop (Southlands) Development Ltd.	1941, 1991, Strachan Road SE	Medicine Hat
Sherwood Developments Ltd	2000-2002, St-Mary's Road	Winnipeg
Sifton Properties Limited	241, 255, Queens Avenue	London
Société en commandite Lombard	909-915, boul. Pierre-Bertrand	Québec
Société en commandite Kau et Associés	1501-1657, boul. Des Promenades; 7979, Weston Road	Saint-Hubert, Vaughan
Société en commandite Locoshop Angus	2600, rue William-Tremblay; 4101, rue Molson	Montréal
Société Immobilière Cagim SEC	6700, boul. Pierre-Bertrand	Québec
Société Immobilière GP inc.	750, avenue du Phare Ouest	Matane
SRF2 Westland Market Mall Inc	70, McLeod Avenue	Spruce Grove
Station Lands Ltd	10423, 101st Street NW	Edmonton
Summit Holdings (2580 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (2695 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (300 Labrosse Avenue) Ltd., Summit Holdings (7290 Frederick-Banting) Ltd., Summit Industrial Income Operating Limited Partnership	2580, avenue Dollard; 2695, avenue Dollard; 300, avenue Labrosse; 7290, Frederick-Banting	Lasalle, Pointe-Claire, Montréal
Sundance Place II Limited Partnership	1000, 15 Sunpark Plaza SE	Calgary
T.H.M. Immobilier Inc.	700, 710, Place d'Youville	Québec
TCR 2008 Equities Inc., Timbercreek Opportunity Fund LP #2	1867, Bloor Street; 25, Rambler Drive; 600, Kingston Road	Mississauga
TG 378 Gauvin Ltd.	378, 380, Gauvin Road	Dieppe
The Renaissance Resort Retirement Living inc.	6676, 203rd Street	Langley
The Standard Life Insurance Company of Canada	903, 8th Avenue SW.	Calgary
TN Trossacks Ltd.	1549,1550,1554,1558,1562,1566, Trossacks	London
Tour de la Bourse SPE inc.	800, Place Victoria	Montréal
Vaughan West II Limited	500, Zenway Boulevard	Vaughan
Walton Duggan Ranch Development Corporation	North-East	Edmonton
Walton International Group Inc.	Point Trotter Business Park	Calgary
Walton Northpoint East Development Corporation	North-East	Calgary
Whiterock 1900 Dickson Street Montreal Inc.	1900, rue Dickson	Montréal
Whiterock 200 Ste-Foy inc.	200, chemin Sainte-Foy	Québec
Whiterock Sussex Centre Mississauga Inc	50, 90, Burnhamthorpe Road West	Mississauga
Windermere Commercial Lands Ltd.	5110, Windermere Boul. NW	Edmonton
Woodstock Retirement Group Ltd.	511 Finkle Street	Woodstock
York Bremner Developments Limited	15, York Street; 75, Bremner Boulevard	Toronto

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Deerfoot Equities Inc. & Deerfoot Shape Properties Corp.	505 Burrard Street 2020	Vancouver
Kingsett Canadian Real Estate Income Fund	66 Wellington Street W	Toronto
Oxford Properties Residential LP	200 Bay Street, Suite 900	Toronto
SEC 901 Square-Victoria	901, Square Victoria	Montréal
Waterfront Hospitality Inc.; WPG Hargrave Hotel LP; 3428834 Canada Ltd.; 3755878 Canada Inc.	5090 Explorer Drive, Suite 700	Mississauga

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Placements à l'étranger - États-Unis		
388 Realty Mezz LLC	420 Lexington Avenue	New York
GSG Residential Portfolio LP	1209 Orange Street	Wilmington
Stonehenge Partners LLC	235 48 th Street W, RP Level	New York
Placements à l'étranger - Autres		
Atelco Gestion y Promocion de Marcas, S.L	Arga, 25 - Bis	Madrid, Espagne
Carvalho Holdings S.A.	Avenida das Americas, 7777	Rio de Janeiro, Brésil
Mag-Import, S.L	Orense, 62 - Piso 6B	Madrid, Espagne
North Empreendimentos Ltda.	Rua Maria Domitila, 380, Bras	São Paulo, Brésil

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations d'entreprises tels qu'ils sont présentés à l'actif des états financiers cumulés. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent à la Caisse un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
3i Group PLC		759 119	5,1				5,1
3M Co		2 222 900	331,2				331,2
361 Degrees International Ltd		2 527 000	0,7				0,7
407 International Inc					83,2		83,2
5N Plus Inc		4 869 300	11,6				11,6
AAC Technologies Holdings Inc		1 437 000	7,4				7,4
ABB Ltd		1 724 526	48,4				48,4
ABC-Mart Inc		20 600	1,0				1,0
ABN AMRO Bank NV					72,9		72,9
ACC Ltd		48 948	0,9				0,9
ACE Ltd		229 700	25,3				25,3
ACS Actividades de Construccion y Servicios SA		143 291	5,2				5,2
ADM Galleus Fund	unités de fonds	86 930	4,9				4,9
ADM Galleus Fund II	unités de fonds	220 143	14,3				14,3
ADT Corp, The		256 960	11,0				11,0
ADTRAN Inc		320 254	9,2				9,2
AECOM Technology Corp		180 360	5,6				5,6
AEON Financial Service Co Ltd		52 377	1,5				1,5
AES Corporation		438 655	6,8				6,8
AES Gener SA		6 363 560	3,7				3,7
AES Tiete SA	privilégiées	74 570	0,6				0,6
AGCO Corp		97 130	6,1				6,1
AGL Energy Ltd		433 084	6,2				6,2
AGL Resources Inc		65 954	3,3				3,3
AIA Group Ltd		9 467 740	50,5				50,5
AIM Quantitative Global SF II Ltd	unités de fonds	50 000	55,0				55,0
AK Transneft OAO	privilégiées	4 087	11,4				11,4
ALL - America Latina Logistica SA		2 927 873	8,6				8,6
ALS Ltd		300 799	2,5				2,5

AMBEV SA		16 742 195	130,6		130,6
AMEC PLC		232 386	4,4		4,4
AMETEK Inc		158 075	8,8		8,8
AMMB Holdings Bhd		4 463 993	10,5		10,5
AMP Ltd		2 300 605	9,6		9,6
ANA Holdings Inc		907 599	1,9		1,9
ANSYS Inc		7 800	0,7		0,7
APA Group		652 976	3,7		3,7
AP Moeller - Maersk AS	classe A	1 195	13,1		13,1
	classe B	1 031	11,9		11,9
ARA Asset Management Ltd		1 088 000	1,7		1,7
ARC Resources Ltd		5 067 378	149,8		149,8
ARM Holdings PLC		1 093 244	21,1		21,1
ASM Pacific Technology Ltd	classe A	188 541	1,7		1,7
ASML Holding NV		279 282	27,8		27,8
ASX Ltd		151 257	5,3		5,3
AT&T Inc		3 590 423	134,1	100,4	234,5
AU Optronics Corp		11 968 641	4,1		4,1
AVIC Aircraft Co Ltd	classe A	257 054	0,4		0,4
AXA SA		1 401 827	41,5		41,5
AZZ Inc		105 177	5,5		5,5
Abbott Laboratories		1 165 100	47,4		47,4
AbbVie Inc		1 276 329	71,6		71,6
Aberdeen Asset Management PLC		749 550	6,6		6,6
Abertis Infraestructuras SA		2 200 853	52,0		52,0
Aboitiz Equity Ventures Inc		5 080 140	6,6		6,6
Aboitiz Power Corp		4 835 609	3,9		3,9
Accenture PLC	classe A	435 000	38,0		38,0
Accor SA		124 412	6,2		6,2
Accuray Inc		317 931	2,9		2,9
Acer Inc		833 574	0,5		0,5
Acom Co Ltd		311 800	1,1		1,1
Actavis plc		101 731	18,2		18,2
Actelion Ltd		77 225	7,0		7,0
Activision Blizzard Inc		38 200	0,7		0,7
Adani Enterprises Ltd		238 949	1,1		1,1
Adani Ports and Special Economic Zone Ltd		899 497	2,4		2,4
Adaro Energy Tbk PT		25 991 900	2,5		2,5
Adecco SA		103 511	8,7		8,7
Adidas AG		204 823	27,8		27,8
Aditya Birla Nuvo Ltd		75 757	1,6		1,6
Admiral Group PLC		2 637 503	60,8		60,8
Adobe Systems Inc		318 000	20,2		20,2
Advance Auto Parts Inc		6 200	0,7		0,7
Advanced Info Service PCL		2 735 277	17,6		17,6

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Advanced Semiconductor Engineering Inc		8 460 318	8,4				8,4
Advanced Technology & Materials Co Ltd	classe A	111 400	0,1				0,1
Advantech Co Ltd		741 285	5,5				5,5
Advantest Corp		116 976	1,5				1,5
Adventure Gold Inc.		3 916 765	0,4				0,4
Aegon NV		1 402 975	14,1				14,1
Aeon Co Ltd		493 907	7,1				7,1
Aeon Mall Co Ltd		89 050	2,7				2,7
Aéroports de Montréal					91,5		91,5
Aéroports de Paris		77 970	9,4				9,4
Aetna Inc		204 093	14,9				14,9
Affiliated Managers Group Inc		4 500	1,0				1,0
Aflac Inc		313 165	22,2				22,2
African Bank Investments Ltd		3 551 173	4,3				4,3
African Rainbow Minerals Ltd		283 394	5,4				5,4
Ageas		174 662	7,9				7,9
Aggreko PLC		210 191	6,3				6,3
Agile Property Holdings Ltd	classe A	2 525 194	2,9				2,9
Agilent Technologies Inc		212 700	12,9				12,9
Agricultural Bank of China Ltd	classe A	5 064 000	2,2			2,2	
	classe H	39 393 800	20,6			20,6	22,8
Agrium Inc		517 938	50,3				50,3
Aguas Andinas SA	classe A	6 109 885	4,2				4,2
Aimia Inc					33,4		33,4
AirAsia BHD		3 634 257	2,6				2,6
Air China Ltd	classe A	8 547 483	6,3				6,3
Air Liquide SA		243 577	36,7				36,7
Air Methods Corp		86 267	5,3				5,3
Air Products & Chemicals Inc		136 300	16,2				16,2
Air Water Inc		117 000	1,7				1,7
Airbus Group NV		461 343	37,7				37,7
Airgas Inc		42 800	5,1				5,1
Airports of Thailand PCL		1 126 500	5,8				5,8
Aisin Seiki Co Ltd		154 141	6,7				6,7
Aisino Co Ltd	classe A	109 300	0,4				0,4
Ajinomoto Co Inc		471 756	7,3				7,3
Akamai Technologies Inc		115 300	5,8				5,8
Akbank TAS		4 731 448	15,7				15,7

Aker Solutions ASA		128 447	2,4		2,4
Akzo Nobel NV		188 444	15,5		15,5
Albemarle Corp		6 900	0,5		0,5
Alcatel-Lucent		2 175 147	10,4		10,4
Alcoa Inc		738 456	8,3		8,3
Alexandria Real Estate Equities, Inc.	unités de fonds	101 400	6,9		6,9
Alexion Pharmaceuticals Inc		112 324	15,9		15,9
Alfa Laval AB		245 792	6,7		6,7
Alfa SAB de CV	classe A	7 434 650	22,1		22,1
Alfresa Holdings Corp		29 214	1,5		1,5
Algonquin Power Co				5,1	5,1
Align Technology Inc		124 999	7,6		7,6
Alimentation Couche-Tard Inc	classe B	7 214 100	576,3	124,6	700,9
Alior Bank SA		110 180	3,2		3,2
Alleghany Corp		1 500	0,6		0,6
Allegheny Technologies Inc		60 100	2,3		2,3
Allegion PLC		49 600	2,3		2,3
Allergan Inc		1 290 200	152,3		152,3
Alliance Data Systems Corp		31 100	8,7		8,7
Alliance Financial Group Bhd		2 918 014	4,5		4,5
Alliance Global Group Inc		5 399 027	3,3		3,3
Alliance Pipeline, LP				1,2	1,2
Alliant Energy Corp		9 400	0,5		0,5
Allianz SE		357 822	68,3		68,3
Allied Properties Real Estate Investment Trust	unités de fonds	134 400	4,4		4,4
Allstate Corp, The		294 600	17,1		17,1
Almacenes Exito SA		529 454	8,7		8,7
Alpha Bank AE		4 019 646	3,7		3,7
Alstom SA		172 061	6,7		6,7
AltaGas Ltd		10 100	0,4	97,7	98,1
AltaLink LP				120,5	120,5
Altera Corp		207 300	7,2		7,2
Altria Group Inc		1 458 380	59,5		59,5
Alumina Ltd		1 973 268	2,1		2,1
Aluminum Corp of China Ltd	classe A	7 738 154	2,9		2,9
Amada Co Ltd		278 198	2,6		2,6
Amadeus IT Holding SA		297 244	13,5		13,5
Amazon.com Inc		239 000	101,3		101,3
Ambrilia Biopharma Inc		1 232 719	-		-
Ambuja Cements Ltd		1 476 634	4,6		4,6
Amcort Ltd		950 184	9,5		9,5
Ameren Corp		281 927	10,8		10,8
America Movil SAB de CV	série L	93 489 450	115,4		115,4
American Campus Communities Inc	unités de fonds	132 600	4,5		4,5

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
American Capital Agency Corp	unités de fonds	36 000	0,7				0,7
American Electric Power Co Inc		319 703	15,9				15,9
American Express Canada Credit Corp					22,7		22,7
American Express Co		1 858 244	179,1				179,1
American Financial Group Inc		91 754	5,6				5,6
American International Group Inc		1 051 846	57,1				57,1
American Public Education Inc		142 091	6,6				6,6
American Railcar Industries Inc		116 950	5,7				5,7
American Tower Corp	classe A	254 900	21,6				21,6
American Water Works Co Inc		999 200	44,9				44,9
Ameriprise Financial Inc		126 000	15,4				15,4
AmerisourceBergen Corp		147 800	11,0				11,0
Amex Exploration Inc.		4 086 000	0,8				0,8
Amgen Inc		602 696	73,1				73,1
Amira Nature Foods Ltd		150 000	2,5				2,5
Amorepacific Corp		8 452	8,5				8,5
Amorepacific Group		7 340	3,4				3,4
Amphenol Corp	classe A	102 300	9,7				9,7
Anadarko Petroleum Corp		325 000	27,4				27,4
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii AS		544 739	6,3				6,3
Analog Devices Inc		201 100	10,9				10,9
Andritz AG		56 879	3,8				3,8
Anglo American Platinum Ltd		177 220	7,1				7,1
Anglo American PLC		1 095 589	25,4				25,4
AngloGold Ashanti Ltd		1 009 635	12,6				12,6
Anhanguera Educacional Participacoes SA		4 103 739	27,5				27,5
Anheuser-Busch InBev NV		652 210	73,8				73,8
Anhui Conch Cement Co Ltd	classe A	4 084 912	14,3				14,3
Anhui Golden Seed Winery Co Ltd	classe A	83 700	0,1				0,1
Anhui HeLi Co Ltd	classe A	4 343 449	9,2				9,2
Anhui Hengyuan Coal-Electricity Group Co Ltd	classe A	96 900	0,1				0,1
Anhui Jianghuai Automobile Co Ltd	classe A	179 800	0,3				0,3
Anhui USTC iFlytek Co Ltd	classe A	60 420	0,5				0,5
Anhui Zhongding Sealing Parts Co Ltd	classe A	103 900	0,1				0,1
Annaly Capital Management Inc	unités de fonds	80 200	0,8				0,8
Anta Sports Products Ltd		1 597 000	2,1				2,1
Antero Resources Corp		50 000	3,4				3,4
Antofagasta PLC		308 101	4,5				4,5

Aon PLC		211 600	18,9		18,9
Aozora Bank Ltd		837 576	2,5		2,5
Apache Corp		256 900	23,5		23,5
Apartment Investment & Management Co	unités de fonds	81 200	2,2		2,2
Apollo Hospitals Enterprise Ltd		166 248	2,7		2,7
Apollo Tyres Ltd		4 393 092	8,1		8,1
Apple Inc		612 411	365,1		365,1
Applied Industrial Technologies Inc		104 790	5,5		5,5
Applied Materials Inc		778 400	14,6		14,6
Aptargroup Inc		1 610 100	116,0		116,0
Aptilon Corp		819 593	-		-
Aqua America Inc		1 090 600	27,3		27,3
Arca Continental SAB de CV		847 062	5,6		5,6
Arcelik AS		621 672	3,7		3,7
ArcelorMittal	classe A	780 709	14,8		14,8
Arch Capital Group Ltd		11 300	0,7		0,7
Archer Daniels Midland Company		448 578	20,7		20,7
Arezzo Industria e Comercio SA		225 700	3,0		3,0
Arkema SA		49 053	6,1		6,1
Arrow Electronics Inc		8 500	0,5		0,5
Arrow Lakes Power				19,3	19,3
Arthur J Gallagher & Co		45 750	2,3		2,3
Aryzta AG		68 146	5,6		5,6
Asahi Glass Co Ltd		789 207	5,2		5,2
Asahi Group Holdings Ltd		308 386	9,2		9,2
Asahi Kasei Corp		986 547	8,2		8,2
Ascendas Real Estate Investment Trust	unités de fonds	1 607 210	3,0		3,0
Asciano Ltd		800 354	4,4		4,4
Ashland Inc		6 300	0,6		0,6
Asia Cement Corp		4 274 544	5,9		5,9
Asia Pacific Telecom Co Ltd		4 258 000	2,3		2,3
Asian Development Bank				7,5	7,5
Asian Paints Ltd		935 198	7,9		7,9
Asics Corp		124 947	2,3		2,3
Aspect Diversified Fund	unités de fonds	1 500 000	146,8		146,8
Aspen Pharmacare Holdings Ltd		1 151 303	31,4		31,4
Assa Abloy AB	classe B	261 033	14,7		14,7
Assicurazioni Generali SpA		912 296	22,8		22,8
Associated British Foods PLC		278 343	12,0		12,0
Assore Ltd		91 742	3,2		3,2
Assurant Inc		50 824	3,6		3,6
Assured Guaranty Ltd		150 000	3,8		3,8
Astellas Pharma Inc		310 023	19,5		19,5
Astra Agro Lestari Tbk PT		859 589	1,9		1,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Astra International Tbk PT		9 397 150	5,6				5,6
AstraZeneca PLC		1 079 842	67,9				67,9
Astro Malaysia Holdings Bhd		4 099 200	4,0				4,0
Asustek Computer Inc		246 424	2,4				2,4
Atco Ltd	classe I	6 400	0,3				0,3
Athabasca Oil Corp		27 100	0,2				0,2
Atlantia SpA		2 392 787	57,1				57,1
Atlas Air Worldwide Holdings Inc		133 830	5,9				5,9
Atlas Copco AB	classe A	2 880 759	85,0			85,0	
	classe B	304 880	8,2			8,2	93,2
AtoS		54 625	5,3				5,3
Atrium European Real Estate Ltd		417 500	2,6				2,6
Atrium Innovations Inc		2 941 173	71,5				71,5
Auckland International Airport Ltd		3 898 891	12,0				12,0
Aurizon Holdings Ltd		1 659 399	7,7				7,7
Australia & New Zealand Banking Group Ltd		2 153 278	66,0				66,0
AutoNation Inc		35 800	1,9				1,9
AutoZone Inc		779 500	395,8				395,8
Autodesk Inc		145 400	7,8				7,8
Autoliv Inc		8 126	0,8				0,8
Automatic Data Processing Inc		347 850	29,9				29,9
Autonomy Global Macro Fund	unités de fonds	944 454	163,3				163,3
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto					201,2		201,2
Avago Technologies Ltd		125 843	7,1				7,1
AvalonBay Communities Inc	unités de fonds	78 850	9,9				9,9
Avery Dennison Corp		62 500	3,3				3,3
AviChina Industry & Technology Co Ltd	classe H	4 732 000	2,9				2,9
Avic Capital Co Ltd	classe A	131 020	0,4				0,4
Avic Heavy Machinery Co Ltd	classe A	83 695	0,2				0,2
Avis Budget Group Inc		133 320	5,7				5,7
Aviva PLC		2 316 515	18,3				18,3
Avnet Inc		11 600	0,5				0,5
Avon Products Inc		380 700	7,0				7,0
Axel Springer SE		30 920	2,1				2,1
Axiata Group Bhd		6 730 186	15,1				15,1
Axis Bank Ltd		73 000	1,6				1,6
Axis Capital Holdings Ltd		9 300	0,5				0,5
Ayala Corp		472 686	5,9				5,9

Ayala Land Inc		14 900 836	8,8		8,8
Azure Dynamics Corp		749 737	0,5		0,5
B2Gold Corp		207 060	0,5		0,5
BAE Systems PLC		3 326 531	25,5		25,5
BASF SE		773 930	87,8		87,8
BBMG Corp	classe H	2 274 600	2,1		2,1
BB Seguridade Participacoes SA		2 843 100	31,4		31,4
BB&T Corp		455 500	18,1		18,1
BCE Inc		189 037	8,7	1,3	10,0
BDO Unibank Inc		3 765 050	6,2		6,2
B/E Aerospace Inc		8 650	0,8		0,8
BEC World PCL		2 575 969	4,2		4,2
BG Group PLC		7 613 423	173,8		173,8
BHG SA - Brazil Hospitality Group		1 032 800	6,4		6,4
BHP Billiton Ltd		2 607 010	94,1		94,1
BHP Billiton PLC		1 666 885	54,8		54,8
BIM Birlesik Magazalar AS		558 627	12,0		12,0
BM&FBovespa SA		3 862 984	19,2		19,2
BMO Capital Trust				17,9	17,9
BNP Paribas SA		780 902	64,8		64,8
BOC Hong Kong Holdings Ltd	classe A	2 891 500	9,8		9,8
BOE Technology Group Co Ltd	classe A	1 180 100	0,4		0,4
BP PLC		14 890 905	127,9		127,9
BRF SA		1 810 516	40,2		40,2
BR Malls Participacoes SA		1 443 574	11,1		11,1
BR Properties SA		526 400	4,4		4,4
BRP Inc		7 640 347	230,4		230,4
BS Financial Group Inc		432 074	7,0		7,0
BT Group PLC		6 200 720	41,4		41,4
BTS Group Holdings PCL		15 247 400	4,3		4,3
Babcock & Wilcox Company , The		154 880	5,6		5,6
Babcock International Group PLC		282 890	6,7		6,7
Bajaj Auto Ltd		226 820	7,4		7,4
Baker Hughes Inc		303 936	17,8		17,8
Bakkafrost P/F		90 000	1,5		1,5
Baldwin & Lyons Inc	classe B	123 421	3,6		3,6
Balfour Beatty PLC		13 342	0,1		0,1
Balkrishna Industries Ltd		150 000	0,9		0,9
Ball Corp		92 800	5,1		5,1
Balmoral Resources Ltd		1 298 588	0,5		0,5
Baloise Holding AG		37 112	5,0		5,0
Banca Monte dei Paschi di Siena SpA		5 019 767	1,3		1,3
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA		4 556 305	59,7		59,7
Banco Bradesco SA		919 610	12,2	12,2	
	privilégées	7 040 449	92,2	92,2	104,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Banco Davivienda SA	privilégiées	251 057	3,3				3,3
Banco de Chile		48 983 655	7,6				7,6
Banco de Credito e Inversiones		84 515	5,0				5,0
Banco de Sabadell SA		2 655 331	7,4				7,4
Banco do Brasil SA		1 745 763	19,2				19,2
Banco do Estado do Rio Grande do Sul SA	privilégiées B	215 614	1,2				1,2
Banco Espirito Santo SA		1 412 654	2,1				2,1
Banco Popular Espanol SA		1 004 084	6,4				6,4
Banco Santander Chile SA		173 371 154	10,7				10,7
Banco Santander SA		8 933 289	85,1				85,1
Banco Santander SA (Brasil)	unités de fonds	1 105 081	7,0				7,0
Bancolumbia SA		535 921	7,0			7,0	
	privilégiées	899 297	11,6			11,6	18,6
Bangkok Bank PCL		3 763 203	21,7				21,7
Bangkok Dusit Medical Services PCL		812 400	3,1				3,1
Bank Central Asia Tbk PT		21 032 598	17,6				17,6
Bank Danamon Indonesia Tbk PT		8 193 130	2,7				2,7
Bank Handlowy w Warszawie SA		85 862	3,2				3,2
Bank Hapoalim BM		825 183	4,9				4,9
Bank Leumi Le-Israel BM		979 788	4,3				4,3
Bank Mandiri Persero Tbk PT		4 684 374	3,2				3,2
Bank Millennium SA		1 116 072	2,8				2,8
Bank Nederlandse Gemeenten NV					339,1		339,1
Bank Negara Indonesia Persero Tbk PT		11 149 480	3,8				3,8
Bank of America Corp		6 919 337	114,5		167,8		282,3
Bank of Baroda		91 524	1,0				1,0
Bank of Beijing Co Ltd	classe A	1 041 900	1,4				1,4
Bank of China Ltd	classe A	139 051 328	68,0				68,0
Bank of Communications Co Ltd	classe A	19 826 818	14,6				14,6
Bank of East Asia Ltd	classe A	974 247	4,4				4,4
Bank of Kyoto Ltd, The		251 311	2,2				2,2
Bank of Nanjing Co Ltd	classe A	383 500	0,5				0,5
Bank of New York Mellon Corp, The		742 000	27,5				27,5
Bank of Ningbo Co Ltd	classe A	248 300	0,4				0,4
Bank of Queensland Ltd		249 872	2,9				2,9
Bank of the Philippine Islands		1 869 637	3,8				3,8
Bank of Yokohama Limited , The		943 435	5,6				5,6
Bank Pekao SA		344 962	21,8				21,8

Bank Rakyat Indonesia Persero Tbk PT		7 489 732	4,7		4,7
Bank Zachodni WBK SA		73 768	10,1		10,1
Bankia SA		3 149 493	5,7		5,7
Banpu PCL		2 857 200	2,8		2,8
Banque Canadienne Impériale de Commerce		33 900	3,1	600,5	603,6
Banque de développement du Canada				49,2	49,2
Banque de Montréal		54 651	3,9	651,2	655,1
Banque de Nouvelle-Écosse, La		3 898 257	259,0	787,3	1 046,3
Banque Laurentienne du Canada		2 498 563	117,2	96,1	213,3
Banque Nationale du Canada		4 041 362	357,2	182,2	539,4
Banque Royale du Canada		121 900	8,7	1 312,2	1 320,9
Banque Toronto-Dominion, La		9 765 466	977,6	456,6	1 434,2
Baoding Tianwei Baobian Electric Co Ltd	classe A	133 000	0,1		0,1
Baoshan Iron & Steel Co Ltd	classe A	7 625 500	5,5		5,5
Baoye Group Co Ltd	classe H	4 770 000	3,4		3,4
Barclays Africa Group Ltd		891 353	12,0		12,0
Barclays PLC		12 099 616	57,9		57,9
Barloworld Ltd		577 108	5,9		5,9
Barry Callebaut AG		1 716	2,3		2,3
Batavia Investment Fund Ltd	unités de fonds	7 754	-		-
Baxter International Inc		340 033	25,1		25,1
Bayer AG		589 532	88,0		88,0
Bayerische Motoren Werke AG		261 989	32,7	32,7	
	privilégiées	42 186	3,8	3,8	36,5
Baytex Energy Corp		10 524	0,4		0,4
Beam Inc		103 700	7,5		7,5
Becton Dickinson and Co		141 873	16,7		16,7
Bed Bath & Beyond Inc		150 400	12,8		12,8
Beiersdorf AG		78 755	8,5		8,5
Beijing Capital Co Ltd	classe A	189 400	0,2		0,2
Beijing Capital Development Co Ltd	classe A	217 200	0,2		0,2
Beijing Capital International Airport Co Ltd	classe A	3 442 465	2,9		2,9
Beijing Dabeinong Technology Group Co Ltd	classe A	155 200	0,4		0,4
Beijing Enterprises Holdings Ltd	classe A	960 969	10,1		10,1
Beijing Enterprises Water Group Ltd		5 922 000	4,0		4,0
Beijing Gehua CATV Network Co Ltd	classe A	125 500	0,2		0,2
Beijing Haohua Energy Resource Co Ltd	classe A	77 500	0,1		0,1
Beijing Huaye Real Estate Co Ltd	classe A	184 000	0,1		0,1
Beijing Kangde Xin Composite Material Co Ltd	classe A	131 200	0,6		0,6
Beijing New Building Material PLC	classe A	1 181 199	3,6		3,6
Beijing North Star Co Ltd	classe A	286 300	0,1		0,1
Beijing Orient Landscape Co Ltd	classe A	43 104	0,2		0,2
Beijing Shiji Information Technology Co Ltd	classe A	19 978	0,2		0,2
Beijing Shunxin Agriculture Co Ltd	classe A	47 200	0,1		0,1
Beijing Sifang Automation Co Ltd		230 029	0,8		0,8

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Beijing SL Pharmaceutical Co Ltd	classe A	54 028	0,5				0,5
Beijing Tiantan Biological Products Co	classe A	49 900	0,2				0,2
Beijing Tongrentang Co Ltd	classe A	126 043	0,5				0,5
Beijing Toread Outdoor Products Co Ltd	classe A	857 914	2,4				2,4
Beijing Urban Construction Investment & Development Co Ltd	classe A	95 700	0,2				0,2
Beijing Venustech Inc		840 600	4,7				4,7
Beijing Wangfujing Department Store Group Co Ltd	classe A	49 784	0,2				0,2
Beijing Yanjing Brewery Co., Ltd	classe A	271 894	0,4				0,4
Beijing Zhongke Sanhuan High-Tech Co Ltd	classe A	137 600	0,3				0,3
Beiqi Foton Motor Co Ltd	classe A	272 200	0,2				0,2
Belgacom SA		126 406	4,0				4,0
Bell Aliant Inc		6 361	0,2				0,2
Bell Aliant Regional Communications LP					122,0		122,0
Bell Canada					377,3		377,3
Belle International Holdings Ltd	classe A	8 493 267	10,4				10,4
Bemis Co Inc		57 300	2,5				2,5
Bendigo and Adelaide Bank Ltd		321 933	3,6				3,6
Benesse Holdings Inc		56 039	2,4				2,4
Berjaya Sports Toto Bhd		1 775 675	2,3				2,3
Berkshire Hathaway Inc	classe B	4 136 056	521,0				521,0
BesTV New Media Co Ltd	classe A	95 841	0,6				0,6
Best Buy Co Inc		366 400	15,5				15,5
Beststone Holdings Co Ltd	classe A	40 257	0,1				0,1
Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd		1 492 239	2,7				2,7
Bharat Heavy Electricals Ltd		1 276 262	3,9				3,9
Bharat Petroleum Corp Ltd		570 041	3,4				3,4
Bharti Airtel Ltd		2 792 739	15,8				15,8
Bidvest Group Ltd		775 331	21,1				21,1
Big Lots Inc		191 030	6,6				6,6
Biogen Idec Inc		189 401	56,3				56,3
Biosensors International Group Ltd		1 562 000	1,1				1,1
Biostime International Holdings Ltd		630 500	6,0				6,0
Black Diamond Relative Value Fund	unités de fonds	1 301 282	174,7				174,7
BlackBerry Ltd		39 900	0,3				0,3
BlackPearl Resources Inc		17 250 000	39,2				39,2
BlackRock Inc	classe A	82 700	27,8				27,8
Blue Mountain Credit Alternatives Fund Ltd	unités de fonds	733 984	84,1				84,1
BlueTrend Fund Ltd	unités de fonds	1 365 904	218,8				218,8

Boeing Company, The		485 920	70,5		70,5
Bohai Leasing Co Ltd	classe A	95 600	0,1		0,1
Boliden AB		213 696	3,5		3,5
Bombardier Inc	classe A	5 774 400	26,6	56,7	83,3
	classe B	40 726 600	187,7		187,7
Bonavista Energy Corp		578 238	8,0		8,0
Boral Ltd		604 794	2,7		2,7
BorgWarner Inc		147 100	8,7		8,7
Bosch Ltd		8 800	1,5		1,5
Boston Properties Inc	unités de fonds	168 800	18,0		18,0
Boston Scientific Corp		1 653 278	21,1		21,1
Bouygues SA		149 617	6,0		6,0
Bowmore Exploration Ltd		1 388 000	0,2		0,2
Bradespar SA	privilégées	504 241	5,7		5,7
Brambles Ltd		1 245 517	10,8		10,8
Brasil Brokers Participacoes SA		2 500 000	6,6		6,6
Braskem SA	privilégées A	546 256	5,2		5,2
Brenntag AG		40 236	7,9		7,9
Bridgestone Corp		643 260	25,9		25,9
Bridgewater Pure Alpha Fund II Ltd	unités de fonds	81 732	118,9		118,9
Bridgewater Pure Alpha Major Markets II Ltd	unités de fonds	40 360	57,5		57,5
Bright Dairy & Food Co Ltd	classe A	79 100	0,3		0,3
Brilliance China Automotive Holdings Ltd		5 520 000	9,6		9,6
Bristol-Myers Squibb Co		1 155 784	65,3		65,3
British American Tobacco Malaysia Bhd		389 326	8,1		8,1
British American Tobacco PLC		1 578 108	89,9		89,9
British Columbia Ferry Services Inc				45,1	45,1
British Land Co PLC	unités de fonds	741 286	8,2		8,2
British Sky Broadcasting Group PLC		820 341	12,2		12,2
Broadcom Corp	classe A	360 788	11,4		11,4
Brookfield Asset Management Inc	classe A	46 800	1,9	120,4	122,3
Brookfield Office Properties Inc		23 500	0,5		0,5
Brookfield Renewable Energy Partners ULC				82,1	82,1
Brother Industries Ltd		184 400	2,7		2,7
Brown & Brown Inc		260 773	8,7		8,7
Brown-Forman Corp	classe B	101 000	8,1		8,1
Bumi Armada Bhd		2 696 600	3,5		3,5
Bumi Serpong Damai PT		7 397 000	0,8		0,8
Bunge Ltd		12 500	1,1		1,1
Bunzl PLC		259 905	6,6		6,6
Burberry Group PLC		352 046	9,4		9,4
Bureau Veritas SA		172 607	5,4		5,4
Burger King Worldwide Inc		396 500	9,6		9,6
Burlington Stores Inc		81 000	2,8		2,8
Byd Co Ltd	classe A	1 028 075	5,4		5,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CA Inc		229 289	8,2				8,2
CAE Inc		19 264 157	260,3		50,0		310,3
CAP SA		196 418	4,0				4,0
CARBO Ceramics Inc		44 263	5,5				5,5
CBOE Holdings Inc		160 865	8,9				8,9
CBRE Group Inc	classe A	179 900	5,0				5,0
CBS Corp	classe B	361 100	24,5				24,5
CCR SA		6 639 300	53,1				53,1
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	unités de fonds	1 750 000	191,8				191,8
CETIP SA - Mercados Organizados		1 146 356	12,5				12,5
CEZ AS		424 245	11,7				11,7
CF Industries Holdings Inc		37 065	9,2				9,2
CFS Retail Property Trust Group	unités de fonds	1 658 752	3,1				3,1
CGG SA		124 365	2,3				2,3
CH Robinson Worldwide Inc		98 700	6,1				6,1
CIBC Capital Trust					28,1		28,1
CI Financial Corp		13 200	0,5				0,5
CIMB Group Holdings Bhd		12 259 641	30,3				30,3
CIT Group Inc		140 143	7,8		148,4		156,2
CITIC Guoan Information Industry Co Ltd	classe A	202 500	0,2				0,2
CITIC Pacific Ltd	classe A	2 672 283	4,3				4,3
CJ CheilJedang Corp		20 658	5,8				5,8
CJ Corp		38 145	4,5				4,5
CLP Holdings Ltd	classe A	1 381 819	11,6				11,6
CME Group Inc	classe A	256 060	21,3				21,3
CMS Energy Corp		172 100	4,9				4,9
CMST Development Co Ltd	classe A	100 100	0,2				0,2
CNH Industrial NV		743 439	9,0				9,0
CNO Financial Group Inc		221 479	4,2				4,2
CNOOC Ltd	classe A	82 195 881	162,4				162,4
CNP Assurances		134 114	2,9				2,9
COFCO Property Group Co Ltd	classe A	195 200	0,1				0,1
CONSOL Energy Inc		148 165	6,0				6,0
COSCO Pacific Limited	classe A	3 123 560	4,6				4,6
COSCO Shipping Co Ltd	classe A	181 900	0,1				0,1
CP ALL PCL		11 570 260	15,7				15,7
CPFL Energija SA		334 360	2,9				2,9
CPFL Energias Renovaveis SA		2 500 000	15,1				15,1

CPI Yuanda Environmental-Protection Group Co Ltd	classe A	38 600	0,2		0,2
CPT Technology Group Co Ltd	classe A	30 160	0,1		0,1
CR Bard Inc		50 000	7,1		7,1
CRH PLC		569 948	15,3		15,3
CRISIL Ltd		66 000	1,4		1,4
CSE Global Ltd		1 675 000	1,1		1,1
CSG Holding Co Ltd	classe A	240 200	0,3		0,3
CSL Ltd		343 550	22,5		22,5
CSSC Jiangnan Heavy Industry Co Ltd	classe A	61 800	0,1		0,1
CSX Corp		655 200	20,0		20,0
CTBC Financial Holding Co Ltd		34 805 922	25,3		25,3
CTCI Corp		1 553 000	2,7		2,7
CU Inc				200,8	200,8
CVS Caremark Corp		804 800	61,2		61,2
Cablevision Systems Corp	classe A	136 400	2,6		2,6
Cabot Oil & Gas Corp		272 300	11,2		11,2
Cadila Healthcare Ltd		133 500	1,9		1,9
Cairn India Ltd		1 037 678	5,8		5,8
Caisse Centrale Desjardins du Quebec				135,9	135,9
Caisse Francaise de Financement Local				263,9	263,9
CaixaBank SA		1 356 888	7,5		7,5
Calbee Inc		56 700	1,5		1,5
Calpine Corp		38 697	0,8		0,8
Caltex Australia Ltd		105 477	2,0		2,0
Camden Property Trust	unités de fonds	7 700	0,5		0,5
Cameco Corp		11 475 285	252,9	14,1	267,0
Cameron International Corp		154 400	9,8		9,8
Campbell Soup Co		117 800	5,4		5,4
Canada Housing Trust No 1				6 092,2	6 092,2
Canada Lithium Corp		7 810 500	2,9		2,9
Canada Mortgage & Housing Corp				254,4	254,4
Canada Strategic Metals Inc		608 000	-		-
Canadian Natural Resources Limited		8 105 308	291,3		291,3
Canadian Oil Sands Ltd		41 000	0,8	37,4	38,2
Canadian Utilities Ltd	classe A	3 926 163	140,0	9,5	149,5
Canadian Western Bank		3 481 858	134,6		134,6
Canon Inc		885 855	29,8		29,8
Cap Gemini SA		111 890	8,0		8,0
Capita Group Plc, The		513 986	9,4		9,4
CapitaCommercial Trust	unités de fonds	1 574 000	1,9		1,9
Capital Desjardins Inc				232,9	232,9
Capital One Financial Corporation		413 043	33,6		33,6
Capital Power LP				8,3	8,3
CapitalLand Ltd		2 002 801	5,1		5,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CapitaMall Trust	unités de fonds	1 891 907	3,0				3,0
CapitaMalls Asia Ltd		1 065 000	1,8				1,8
CarMax Inc		144 300	7,2				7,2
Cardinal Health Inc		210 046	14,9				14,9
CareFusion Corporation		119 800	5,1				5,1
Carlisle Cos Inc		67 819	5,7				5,7
Carlsberg AS	classe B	103 576	12,2				12,2
Carnival Corp		278 400	11,9				11,9
Carnival PLC		143 405	6,3				6,3
Carrefour SA		480 811	20,3				20,3
Carrizo Oil & Gas Inc		2 500	0,1				0,1
Cascades Inc		3 018 868	20,8		-		20,8
Casino Guichard Perrachon SA		44 109	5,4				5,4
Casio Computer Co Ltd		174 456	2,3				2,3
Castellum AB		245 080	4,1				4,1
Catamaran Corp		2 989 870	150,8				150,8
Catcher Technology Co Ltd		260 307	1,8				1,8
Caterpillar Inc		471 320	45,5				45,5
Cathay Financial Holding Co Ltd		19 250 891	33,1				33,1
Cathay Pacific Airways Ltd	classe A	929 040	2,1				2,1
Celanese Corp	classe A	13 500	0,8				0,8
Celesio AG		60 465	2,0				2,0
Celgene Corp		232 275	41,7				41,7
Celldex Therapeutics Inc		152 000	3,9				3,9
Celltrion Inc		16 798	0,6				0,6
Cementos Argos SA		1 059 543	5,7				5,7
Cemex Latam Holdings SA		438 490	3,6				3,6
Cemex SAB de CV		4 500 000	56,6			56,6	
	unités de fonds	29 668 637	36,9			36,9	93,5
Cencosud SA		2 951 154	11,3				11,3
Cenovus Energy Inc		9 171 808	278,8				278,8
CenterPoint Energy Inc		625 464	15,4				15,4
Centerra Gold Inc		1 754	-				-
Centrais Elétricas Brasileiras S.A.		103 720	0,3			0,3	
	privilegiées B	351 463	1,6			1,6	1,9
Central Japan Railway Co		115 000	14,4				14,4
Central Pattana PCL		3 539 100	4,7				4,7
Centrica PLC		4 749 357	29,1				29,1

CenturyLink Inc		554 372	18,8	18,8
Cerner Corp		167 880	9,9	9,9
Chailease Holding Co Ltd		533 200	1,5	1,5
Chang Hwa Commercial Bank		12 221 681	8,0	8,0
Changchun High & New Technology Industries Inc	classe A	21 132	0,4	0,4
Changjiang Securities Co Ltd	classe A	280 699	0,5	0,5
Chaoda Modern Agriculture Holdings Ltd	classe A	4 197 195	-	-
Chaowei Power Holdings Ltd		876 000	0,5	0,5
Charles River Laboratories International Inc		148 624	8,4	8,4
Charles Schwab Corp, The		749 000	20,7	20,7
Charoen Pokphand Foods PCL		7 123 500	7,4	7,4
Charoen Pokphand Indonesia Tbk PT		14 596 500	4,3	4,3
Charter Communications Inc	classe A	5 100	0,7	0,7
Chartwell Retirement Residences	unités de fonds	5 400 000	53,9	53,9
Cheil Industries Inc		124 053	11,1	11,1
Cheil Worldwide Inc		241 910	6,7	6,7
Chemed Corp		125 527	10,2	10,2
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée		14 800	2,4	2,4
Cheng Shin Rubber Industry Co Ltd		4 259 944	11,8	11,8
Cheng Uei Precision Industry Co Ltd		1 039 345	2,2	2,2
Chengdu B-Ray Media Co Ltd	classe A	88 300	0,3	0,3
Chengdu Xingrong Investment Co Ltd	classe A	353 600	0,4	0,4
Cheniere Energy Inc		167 200	7,7	7,7
Chenzhou Mining Group Co Ltd	classe A	139 400	0,2	0,2
Chesapeake Energy Corp		328 900	9,5	9,5
Cheung Kong Holdings Ltd	classe A	1 084 979	18,2	18,2
Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd	classe A	488 000	3,3	3,3
Chevron Corp		1 414 452	187,7	187,7
Chiba Bank Ltd, The		581 409	4,2	4,2
Chicago Bridge & Iron Co NV		8 190	0,7	0,7
Chicony Electronics Co Ltd		977 213	2,6	2,6
China Aerospace Times Electronics Co Ltd	classe A	167 800	0,3	0,3
China Agri-Industries Holdings Ltd	classe A	3 844 087	2,0	2,0
China Airlines Ltd		2 575 816	1,0	1,0
China Avic Electronics Co Ltd	classe A	94 648	0,4	0,4
China Baoan Group Co Ltd	classe A	229 500	0,4	0,4
China BlueChemical Ltd	classe A	3 240 386	2,2	2,2
China CAMC Engineering Co Ltd	classe A	34 300	0,1	0,1
China Citic Bank Corp Ltd	classe A	15 535 724	9,0	9,0
China CNR Corp Ltd	classe A	777 500	0,7	0,7
China Coal Energy Co Ltd	classe A	7 912 884	4,7	4,7
China Communications Construction Co Ltd	classe A	8 359 455	7,1	7,1
China Communications Services Corp Ltd	classe A	4 377 773	2,9	2,9
China Construction Bank Corp	classe A	134 114 543	107,4	107,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China COSCO Holdings Co Ltd	classe A	4 724 235	2,4				2,4
China CSSC Holdings Ltd	classe A	88 968	0,4				0,4
China CYTS Tours Holding Co Ltd	classe A	71 449	0,2				0,2
China Development Financial Holding Corp		34 395 021	11,0				11,0
China Eastern Airlines Corp Ltd	classe A	365 100	0,2				0,2
China Enterprise Co Ltd	classe A	217 700	0,3				0,3
China Everbright Bank Co Ltd		4 000 000	2,1			2,1	
	classe A	3 046 500	1,4			1,4	3,5
China Everbright International Ltd		4 925 000	7,0				7,0
China Everbright Ltd	classe A	1 573 649	2,6				2,6
China First Heavy Industries Co Ltd	classe A	492 600	0,2				0,2
China Fortune Land Development Co Ltd	classe A	85 325	0,3				0,3
China Gas Holdings Ltd		3 509 000	5,5				5,5
China Gezhouba Group Co Ltd	classe A	412 900	0,3				0,3
China Hainan Rubber Industry Group Co Ltd	classe A	169 200	0,2				0,2
China Huishan Dairy Holdings Co Ltd		7 000 000	2,7				2,7
China International Marine Containers Group Co Ltd	classe A	172 400	0,4			0,4	
	classe H	916 637	2,1			2,1	2,5
China International Travel Service Corp Ltd	classe A	52 485	0,3				0,3
China Life Insurance Co Ltd	classe A	13 936 770	46,1				46,1
China Life Insurance Co Ltd, Taiwan		5 723 696	6,2				6,2
China Longyuan Power Group Corp	classe H	4 891 277	6,7				6,7
China Mengniu Dairy Co Ltd	classe A	2 777 679	14,0				14,0
China Merchants Bank Co Ltd	classe A	14 711 576	31,1				31,1
China Merchants Energy Shipping Co Ltd	classe A	355 700	0,2				0,2
China Merchants Holdings International Co Ltd	classe A	2 078 274	8,1				8,1
China Merchants Property Development Co Ltd	classe B	1 834 787	6,7				6,7
China Merchants Securities Co Ltd	classe A	250 800	0,6				0,6
China Minmetals Rare Earth Co Ltd	classe A	95 000	0,4				0,4
China Minsheng Banking Corp Ltd	classe A	7 307 127	9,9			9,9	
	classe H	9 520 905	11,2			11,2	21,1
China Mobile Ltd	classe A	11 040 790	121,6				121,6
China Motor Corp		1 455 000	1,5				1,5
China National Accord Medicines Corp Ltd	classe B	25 071	0,2				0,2
China National Building Material Co Ltd	classe A	5 270 484	6,0				6,0
China National Chemical Engineering Co Ltd	classe A	265 409	0,4				0,4
China National Medicines Corp Ltd	classe A	61 800	0,2				0,2
China Nonferrous Metal Industry Foreign Engineering & Construction Co., Ltd	classe A	127 200	0,2				0,2

China Oilfield Services Ltd	classe A	2 938 111	9,8		9,8
China Overseas Grand Oceans Group Ltd		1 254 000	1,3		1,3
China Overseas Land & Investment Ltd	classe A	7 480 398	22,3		22,3
China Pacific Insurance Group Co Ltd	classe A	541 256	1,8	1,8	
	classe H	4 827 067	20,1	20,1	21,9
China Petrochemical Development Corp		4 574 420	2,2		2,2
China Petroleum & Chemical Corp	classe A	47 688 473	41,3		41,3
China Railway Construction Corp Ltd	classe A	4 163 315	4,3		4,3
China Railway Erju Co Ltd	classe A	157 100	0,1		0,1
China Railway Group Ltd	classe A	8 421 737	4,5		4,5
China Railway Tielong Container Logistics Co Ltd	classe A	196 700	0,2		0,2
China Resources Cement Holdings Ltd		3 581 955	2,6		2,6
China Resources Double Crane Pharmaceutical Co Ltd	classe A	67 700	0,3		0,3
China Resources Enterprise Ltd	classe A	2 199 603	7,8		7,8
China Resources Gas Group Ltd		1 628 100	6,0		6,0
China Resources Land Ltd	classe A	3 735 112	9,8		9,8
China Resources Power Holdings Co	classe A	3 503 391	8,8		8,8
China Resources Sanjiu Medical & Pharmaceutical Co Ltd	classe A	1 546 271	6,8		6,8
China Shenhua Energy Co Ltd	classe A	6 613 006	21,9		21,9
China Shineway Pharmaceutical Group Ltd		892 000	1,3		1,3
China Shipbuilding Industry Co Ltd	classe A	631 500	0,6		0,6
China Shipping Container Lines Co Ltd	classe A	7 379 335	2,0		2,0
China Shipping Development Co Ltd	classe A	136 200	0,1		0,1
China South Locomotive and Rolling Stock Corp	classe A	760 700	0,7	0,7	
	classe H	3 520 000	3,1	3,1	3,8
China South Publishing & Media Group Co Ltd	classe A	96 700	0,2		0,2
China Southern Airlines Co Ltd	classe A	529 100	0,3		0,3
China Spacesat Co Ltd	classe A	114 500	0,4		0,4
China State Construction Engineering Corp Ltd	classe A	12 368 100	6,8		6,8
China State Construction International Holdings Ltd		3 204 000	6,1		6,1
China Steel Corp		3 309 150	3,2		3,2
China Taiping Insurance Holdings Co Ltd	classe A	1 561 472	3,4		3,4
China Telecom Corp Ltd	classe A	25 409 285	13,6		13,6
China Unicom Hong Kong Ltd	classe A	8 674 660	13,8		13,8
China United Network Communications Ltd	classe A	1 825 200	1,0		1,0
China Vanke Co Ltd	classe A	5 598 834	7,9	7,9	
	classe B	2 407 494	4,0	4,0	11,9
China XD Electric Co Ltd	classe A	275 900	0,2		0,2
China Yangtze Power Co Ltd	classe A	888 000	1,0		1,0
China ZhengTong Auto Services Holdings Ltd		4 500 000	3,1		3,1
China-Kinwa High Technology Co Ltd	classe A	198 100	0,2		0,2
Chinasoft International Ltd		3 072 000	0,8		0,8
Chipotle Mexican Grill Inc	classe A	20 017	11,3		11,3
Chiyoda Corp		122 000	1,9		1,9
Chongqing Brewery Co	classe A	41 700	0,1		0,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant			
Chongqing Changan Automobile Co Ltd	classe A	218 500	0,4		0,4	
	classe B	1 668 506	3,5		3,5	3,9
Chongqing Department Store	classe A	26 300	0,1			0,1
Chongqing Rural Commercial Bank	classe H	5 076 000	2,6			2,6
Christian Dior SA		42 595	8,6			8,6
Chubb Corp, The		163 000	16,7			16,7
Chubu Electric Power Co Inc		516 195	7,1			7,1
Chugai Pharmaceutical Co Ltd		159 234	3,7			3,7
Chugoku Bank Ltd, The		123 200	1,7			1,7
Chugoku Electric Power Co Inc, The		231 900	3,8			3,8
Chunghwa Telecom Co Ltd		3 466 635	11,5			11,5
Church & Dwight Co Inc		19 576	1,4			1,4
Chuying Agro-pastora Group Co Ltd	classe A	82 706	0,2			0,2
Cia Brasileira de Distribuicao Grupo Pao de Acucar	privilégiées A	310 760	14,7			14,7
Cia Cervecerias Unidas SA		388 507	4,9			4,9
Cia Energetica de Minas Gerais	privilégiées	5 394 733	34,0			34,0
Cia Energetica de Sao Paulo	privilégiées B	1 558 519	15,7			15,7
Cia Hering		75 770	1,0			1,0
Cia Paranaense de Energia	privilégiées B	393 573	5,4			5,4
Cia Siderurgica Nacional SA		1 108 449	7,2			7,2
Cia de Minas Buenaventura SAA		800 329	9,5			9,5
Cia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo		1 271 009	15,1			15,1
Cia de Saneamento de Minas Gerais-COPASA		52 900	0,9			0,9
Cie Générale d'Optique Essilor International SA		145 842	16,5			16,5
Cielo SA		165 038	4,9			4,9
Cigna Corp		159 146	14,8			14,8
Cimarex Energy Co		7 300	0,8			0,8
Cincinnati Financial Corp		96 100	5,3			5,3
Cintas Corp		65 300	4,1			4,1
Cipla Ltd		750 118	5,2			5,2
Cisco Systems Inc		4 117 281	98,2			98,2
Citic Securities Co Ltd	classe A	11 072 160	24,8		24,8	
	classe H	1 941 500	5,6		5,6	30,4
Citigroup Inc		2 035 573	112,7		297,5	410,2
Citizen Holdings Co Ltd		206 497	1,8			1,8
Citrix Systems Inc		270 500	18,2			18,2
City Developments Ltd		318 792	2,6			2,6
ClareGold Trust					21,6	21,6

Cleanaway Co Ltd		262 000	1,8		1,8
Clevo Co		1 289 564	3,0		3,0
Cliffs Natural Resources Inc		96 517	2,7		2,7
Clorox Company, The		83 400	8,2		8,2
Coach Inc		1 850 011	110,3		110,3
Coal India Ltd		1 400 856	7,0		7,0
Cobalt International Energy Inc		87 940	1,5		1,5
Cobham PLC		842 696	4,1		4,1
Coca-Cola Amatil Ltd		447 448	5,1		5,1
Coca-Cola Co, The		2 950 325	129,5		129,5
Coca-Cola Enterprises Inc		157 000	7,4		7,4
Coca-Cola Femsa SAB de CV	série L	1 111 120	14,2		14,2
Coca-Cola HBC AG		156 309	4,8		4,8
Coca-Cola Icecek AS		167 159	4,3		4,3
Coca-Cola West Co Ltd		47 700	1,1		1,1
Cochlear Ltd		40 482	2,3		2,3
Cogeco Câble Inc		1 349 000	64,7	71,1	135,8
Cogitore Resources Inc		8 275 401	0,2		0,2
Cognizant Technology Solutions Corp	classe A	304 000	32,6		32,6
Colbun SA		20 742 867	5,0		5,0
Cole Real Estate Investment Inc	unités de fonds	39 660	0,6		0,6
Colgate-Palmolive Co		5 151 400	356,9		356,9
Coloplast AS	classe B	81 110	5,7		5,7
Colruyt SA		59 250	3,5		3,5
Colt Resources Inc		1 733 500	0,6		0,6
Comber Wind Financial Corp				56,3	56,3
Comcast Corp	classe A	1 650 631	91,1	91,1	
	Classe spéciale A	87 810	4,7	4,7	95,8
Comerica Inc		118 304	6,0		6,0
ComfortDelGro Corp Ltd		1 577 000	2,7		2,7
Commercial International Bank Egypt SAE		2 248 693	11,2		11,2
Commerzbank AG		756 094	13,0	1,9	14,9
Commonwealth Bank of Australia		1 294 744	95,8		95,8
Compagnie de Financement Foncier SA				272,2	272,2
Compagnie de Saint-Gobain		323 956	19,0		19,0
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada		19 929 730	1 206,9		1 206,9
Compagnie Financière Richemont SA	classe A	411 603	43,7		43,7
Compagnie Générale des Établissements Michelin	classe B	175 250	19,8		19,8
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée		25 100	1,2		1,2
Compagnies Loblaw limitée, Les		5 227 990	221,6	186,7	408,3
Compal Electronics Inc		3 344 525	2,7		2,7
Compartamos SAB de CV		2 816 100	5,6		5,6
Compass Group PLC		1 566 145	26,7		26,7
Computer Sciences Corp		175 100	10,4		10,4
Computershare Ltd		369 380	4,0		4,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ConAgra Foods Inc		372 500	13,3				13,3
Concho Resources Inc		8 874	1,0				1,0
ConocoPhillips		833 930	62,6				62,6
Consolidated Edison Inc		200 319	11,8				11,8
Constellation Brands Inc	classe A	107 300	8,0				8,0
Contact Energy Ltd		286 466	1,3				1,3
Continental AG		85 947	20,1				20,1
Continental Resources Inc		3 868	0,5				0,5
Controladora Comercial Mexicana SAB de CV	unités de fonds	1 051 200	4,8				4,8
Convenience Retail Asia Ltd		392 000	0,3				0,3
Con-way Inc		125 650	5,3				5,3
Core Laboratories NV		73 800	15,0				15,0
Corio NV	unités de fonds	53 768	2,6				2,6
Corning Inc		935 900	17,7				17,7
Corp Financiera Colombiana SA		200 293	4,4				4,4
Corpbanca SA		357 863 811	5,2				5,2
Corporate Office Properties Trust	unités de fonds	118 700	3,0				3,0
Corporation aurifère Aurvista		2 505 500	0,1				0,1
Corporation émettrice Column Canada					42,9		42,9
Corporation financière Manuvie		10 242 575	214,7				214,7
Corporation Financière Power		2 053 500	73,9		45,9		119,8
Corporation Groupe Mercator Transport		2 500 000	-				-
Corporation Minière Osisko		15 118 000	71,2	38,8			110,0
Corporation Minière Rocmec Inc		1 000 000	0,1				0,1
Corporation Tomagold		1 500 000	0,2				0,2
Corrections Corp of America	unités de fonds	106 540	3,6				3,6
Corus Entertainment Inc					70,4		70,4
Cosan SA Industria e Comercio		179 321	3,2				3,2
Costco Wholesale Corp		300 300	38,0				38,0
Country Garden Holdings Co Ltd	classe A	8 448 645	5,4				5,4
Covanta Holding Corp		286 160	5,4				5,4
Covidien PLC		1 865 390	135,0				135,0
Coway Co Ltd		141 910	9,5				9,5
Credicorp Ltd		528 272	74,5				74,5
Crédit Agricole S.A.		780 687	10,6				10,6
Credit Analysis & Research Ltd		80 000	1,0				1,0
Credit Saison Co Ltd		123 080	3,4				3,4
Credit Suisse Group AG		1 195 543	38,9				38,9

Cree Inc		10 200	0,7	0,7
Crescent Point Energy Corp		263 665	10,9	10,9
Crestline CDP Opportunity Fund LP	quote-part	1	109,2	109,2
Criterion Capital Partners Ltd	unités de fonds	1 250 000	147,0	147,0
Croda International		106 087	4,6	4,6
Crown Castle International Corp	unités de fonds	925 800	72,2	72,2
Crown Holdings Inc		11 900	0,6	0,6
Crown Resorts Ltd		313 004	5,0	5,0
Ctrip.com International Ltd		43 100	2,3	2,3
Cummins Inc		116 654	17,5	17,5
Cummins India Ltd		222 000	1,8	1,8
Cyan Inc		600 000	3,4	3,4
Cyfrowy Polsat SA		457 837	3,2	3,2
Cypress Semiconductor Corp		780 000	8,7	8,7
Cyrela Brazil Realty SA Empreendimentos e Participacoes		197 871	1,3	1,3
DBS Group Holdings Ltd		1 338 822	19,3	19,3
DCT Industrial Trust Inc	unités de fonds	435 100	3,3	3,3
DDR Corp	unités de fonds	400 000	6,5	6,5
DENTSPLY International Inc		92 028	4,7	4,7
DEQ Systèmes Corp		6 507 000	1,9	1,9
DE Shaw Composite International Fund	quote-part	2	9,1	9,1
DE Shaw Oculus International Fund	quote-part	1	140,3	140,3
DGAM CDP Unique Strategies Fund classe A	unités de fonds	49 627	54,8	54,8
DGAM CDP Unique Strategies Fund classe C	unités de fonds	54 891	3,8	3,8
DGAM CDP Unique Strategies Fund classe D	unités de fonds	64 148	68,3	68,3
DGB Financial Group Inc		352 362	5,9	5,9
DHC Software Co Ltd	classe A	59 400	0,4	0,4
DIRECTV	classe A	326 462	24,0	24,0
DISH Network Corp	classe A	18 500	1,1	1,1
DLF Ltd		928 397	2,7	2,7
DMCI Holdings Inc		2 094 050	2,8	2,8
DNB ASA		763 553	14,5	14,5
DR Horton Inc		184 500	4,4	4,4
DSV AS		140 635	4,9	4,9
DTE Energy Co		116 229	8,2	8,2
Dabur India Ltd		454 595	1,3	1,3
Daelim Industrial Co Ltd		73 179	6,9	6,9
Daewoo Engineering & Construction Co Ltd		118 125	0,9	0,9
Daewoo International Corp		47 732	2,0	2,0
Daewoo Securities Co Ltd		429 385	3,8	3,8
Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering Co Ltd		251 541	8,9	8,9
Dah Chong Hong Holdings Ltd		744 000	0,6	0,6
Dah Sing Financial Holdings Ltd		214 800	1,3	1,3
Dai Nippon Printing Co Ltd		438 436	4,9	4,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Daicel Corp		227 505	2,0				2,0
Daido Steel Co Ltd		221 108	1,2				1,2
Daihatsu Motor Co Ltd		150 100	2,7				2,7
Daiichi Sankyo Co Ltd		477 754	9,3				9,3
Dai-ichi Life Insurance Co Limited, The		664 100	11,8				11,8
Daikin Industries Ltd		183 254	12,1				12,1
Daimler AG		812 272	74,8				74,8
Dainippon Sumitomo Pharma Co Ltd		113 177	1,9				1,9
Daito Trust Construction Co Ltd		56 698	5,6				5,6
Daiwa House Industry Co Ltd		463 329	9,5				9,5
Daiwa Securities Group Inc		1 298 851	13,8				13,8
Dana Holding Corp					50,7		50,7
Danaher Corp		1 287 600	105,6				105,6
Danske Bank AS		512 226	12,5				12,5
Daqin Railway Co Ltd	classe A	8 328 830	10,8				10,8
Darden Restaurants Inc		84 300	4,9				4,9
Dashang Group Co Ltd	classe A	50 600	0,3				0,3
Dassault Systèmes SA		49 276	6,5				6,5
Datang International Power Generation Co Ltd	classe A	5 698 588	2,8				2,8
Datong Coal Industry Co Ltd	classe A	144 100	0,1				0,1
DaVita HealthCare Partners Inc		99 800	6,7				6,7
Dazhong Transportation Group Co Ltd	classe A	157 000	0,2				0,2
Deere & Co		337 056	32,7				32,7
Delek Group Ltd		3 199	1,3				1,3
Del Frisco's Restaurant Group Inc		67 786	1,7				1,7
Delhaize Group SA		79 769	5,0				5,0
Delphi Automotive PLC		182 200	11,6				11,6
Delta Air Lines Inc		494 400	14,4				14,4
Delta Electronics Inc		4 382 774	26,6				26,6
Delta Lloyd NV		146 719	3,9				3,9
Deluxe Family Co Ltd	classe A	183 900	0,1				0,1
Dena Co Ltd		82 500	1,8				1,8
Denbury Resources Inc		237 395	4,1				4,1
Denso Corp		382 297	21,4				21,4
Dentsu Inc		169 000	7,3				7,3
Deutsche Bank AG		805 784	40,9		29,1		70,0
Deutsche Boerse AG		150 792	13,3				13,3
Deutsche Lufthansa AG		179 679	4,1				4,1

Deutsche Post AG		774 117	30,0		30,0
Deutsche Telekom AG		2 668 104	48,6		48,6
Deutsche Wohnen AG		232 583	4,8		4,8
Devon Energy Corp		246 900	16,2		16,2
DexCom Inc		80 396	3,0		3,0
Dexus Property Group	unités de fonds	6 279 712	6,0		6,0
Diageo PLC		12 048 558	424,1		424,1
Dialog Group BHD		5 297 000	6,2		6,2
Diamond Offshore Drilling Inc		108 260	6,5		6,5
Diamondback Energy Inc		38 000	2,1		2,1
Dick's Sporting Goods Inc	classe A	13 709	0,8		0,8
DiGi.Com Bhd		9 196 720	14,8		14,8
Digital Realty Trust Inc	unités de fonds	11 700	0,6		0,6
Direct Line Insurance Group PLC		878 980	3,9		3,9
Discover Financial Services		374 800	22,3		22,3
Discovery Communications Inc	classe A	138 639	13,3	13,3	
	classe C	7 480	0,7	0,7	14,0
Discovery Ltd		777 892	6,7		6,7
Distribuidora Internacional de Alimentacion SA		477 692	4,5		4,5
Divi's Laboratories Ltd		86 515	1,8		1,8
Dollar General Corp		196 653	12,6		12,6
Dollar Tree Inc		141 376	8,5		8,5
Dollarama Inc		3 668 200	323,6	14,9	338,5
Dominion Resources Inc		403 850	27,8		27,8
Domtar Corporation		5 129	0,5		0,5
Don Quijote Holdings Co Ltd		42 600	2,7		2,7
DongFeng Automobile Co Ltd	classe A	172 200	0,1		0,1
Dongbu Insurance Co Ltd		111 662	6,3		6,3
Dongfang Electric Corp Ltd	classe A	143 290	0,3		0,3
Dongfeng Motor Group Co Ltd	classe A	4 969 279	8,3		8,3
Donner Metals Ltd		170 041	-		-
Doosan Corp		21 955	3,1		3,1
Doosan Heavy Industries & Construction Co Ltd		125 211	4,5		4,5
Doosan Infracore Co Ltd		233 992	3,0		3,0
Dover Corp		165 590	17,0		17,0
Dow Chemical Company, The		856 410	40,4		40,4
Dr Peng Telcom & Media Group Co Ltd	classe A	223 047	0,6		0,6
Dr Pepper Snapple Group Inc		129 900	6,7		6,7
Dr Reddy's Laboratories Ltd		326 105	14,2		14,2
Drake Global Opportunities Fund Ltd, The	unités de fonds	534	0,5		0,5
Duke Energy Corp		549 791	40,3		40,3
Duke Realty Corp	unités de fonds	29 446	0,5		0,5
Dun & Bradstreet Corp, The		24 700	3,2		3,2
Dunkin' Brands Group Inc		100 000	5,1		5,1
Duratex SA		869 696	5,2		5,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Dynamic Offshore Fund Ltd	unités de fonds	13 524	61,1				61,1
E.CL SA		1 384 355	1,9				1,9
EDP - Energias de Portugal SA		1 568 104	6,1				6,1
EDP - Energias do Brasil SA		529 059	2,7				2,7
EI du Pont de Nemours & Co		631 150	43,6		-		43,6
EMC Corp		1 769 100	47,3				47,3
EMS-Chemie Holding AG		6 396	2,4				2,4
E-Mart Co Ltd		54 955	14,7				14,7
ENN Energy Holdings Ltd		1 543 000	12,1				12,1
ENTEL Chile SA		310 861	4,5				4,5
EOG Resources Inc		176 300	31,4				31,4
E.ON SE		1 428 452	28,1				28,1
EPCOR Utilities Inc.					66,2		66,2
EQT Corp		307 518	29,3				29,3
ERAC Canada Finance Ltd					11,0		11,0
E.Sun Financial Holding Co Ltd		6 095 492	4,3				4,3
E*TRADE Financial Corp		159 726	3,3				3,3
EUROFIMA					112,8		112,8
East China Engineering Science and Technology Co Ltd	classe A	33 586	0,1				0,1
East Japan Railway Co		267 813	22,7				22,7
Eastman Chemical Co		99 400	8,5				8,5
easyJet PLC		123 914	3,3				3,3
Eaton Corp PLC		306 393	24,8				24,8
Eaton Vance Corp		10 300	0,5				0,5
eBay Inc		976 200	56,9				56,9
Echo Entertainment Group Ltd		612 847	1,4				1,4
Eclat Textile Co Ltd		428 820	5,1				5,1
EcoRodovias Infraestrutura e Logistica SA		372 312	2,5				2,5
Ecolab Inc		175 000	19,4				19,4
Ecopetrol SA		12 969 435	26,4				26,4
Edenred		158 846	5,7				5,7
Edison International		223 260	11,0				11,0
Edwards Lifesciences Corp		62 800	4,4				4,4
Eisai Co Ltd		179 346	7,4				7,4
El Puerto de Liverpool SAB de CV	série C	493 000	6,0				6,0
Eldorado Gold Corp		6 154 000	37,1				37,1
Elec-Tech International Co Ltd	classe A	113 000	0,2				0,2
Electric Power Development Co Ltd		91 159	2,8				2,8

Électricité de France SA		337 820	12,7		12,7
Electrolux AB	classe B	187 956	5,2		5,2
Electronic Arts Inc		199 400	4,9		4,9
Elekta AB	classe B	262 214	4,3		4,3
Eli Lilly & Co		665 748	36,1		36,1
Elisa OYJ	classe A	111 243	3,1		3,1
Embotelladora Andina SA	privilegiées B	684 244	3,3		3,3
Embraer SA		1 315 741	11,2		11,2
Emerson Electric Co		604 050	45,0		45,0
Emlak Konut Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS	unités de fonds	5 493 737	5,7		5,7
Emperor Watch & Jewellery Ltd		13 343 000	1,1		1,1
Empire Co Ltd	classe A	4 700	0,3		0,3
Empire Life Insurance				17,7	17,7
Empresa Nacional de Electricidad SA		8 623 595	13,6		13,6
Empresas CMPC SA		3 111 777	8,1		8,1
Empresas COPEC SA		1 195 870	17,0		17,0
EnCana Corporation		9 921 817	190,3		190,3
Enagas SA		1 104 993	30,7		30,7
Enbridge Gas Distribution Inc				34,9	34,9
Enbridge Inc.		866 300	40,2	107,3	147,5
Enbridge Income Fund Holdings Inc				22,6	22,6
Enbridge Pipelines Inc				46,1	46,1
Endeavour International Corp		500 000	2,8		2,8
Enea SA		348 111	1,7		1,7
Enel Green Power SpA		1 367 284	3,7		3,7
Enel SpA		5 171 905	24,0		24,0
EnerCare Solutions Inc				22,0	22,0
Energen Corp		6 200	0,5		0,5
Energizer Holdings Inc		5 300	0,6		0,6
Energy Development Corp		19 714 465	2,5		2,5
Enerplus Corp		17 000	0,3		0,3
Enersis SA		51 617 757	16,4		16,4
Eni SpA		1 987 587	50,9		50,9
Enka Insaat ve Sanayi AS		1 093 491	3,3		3,3
Ensco PLC	classe A	150 900	9,2		9,2
Entergy Corp		120 599	8,1		8,1
Entree Gold Inc		12 531 400	3,9		3,9
Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc		1 270 736	0,2		0,2
Entreprises minières Globex Inc		953 500	0,3		0,3
Epistar Corp		2 205 706	4,5		4,5
Equifax Inc		78 500	5,8		5,8
Equinix Inc		4 200	0,8		0,8
Equity Residential	unités de fonds	361 620	19,9		19,9
Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS		3 680 015	4,7		4,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Erste Group Bank AG		201 484	7,5				7,5
Essent Group Ltd		325 000	8,3				8,3
Estacio Participacoes SA		589 800	5,4				5,4
Estee Lauder Cos Inc, The	classe A	163 900	13,1				13,1
Eu Yan Sang International Ltd		1 521 000	1,1				1,1
Eurazeo SA		24 053	2,0				2,0
Eurocash SA		218 122	3,7				3,7
Euronet Worldwide Inc		202 737	10,3				10,3
Eutelsat Communications SA		111 785	3,7				3,7
Eva Airways Corp		3 282 481	1,9				1,9
Everbright Securities Co Ltd	classe A	183 900	0,3				0,3
Everest Re Group Ltd		4 400	0,7				0,7
Evergrande Real Estate Group Ltd		11 741 731	4,8				4,8
Evergreen Marine Corp Taiwan Ltd		1 184 573	0,8				0,8
Exelon Corp		564 838	16,4				16,4
Exide Industries Ltd		615 000	1,3				1,3
ExlService Holdings Inc		125 600	3,7				3,7
Exor SpA		76 952	3,3				3,3
Expedia Inc		67 200	5,0				5,0
Expeditors International of Washington Inc		132 800	6,2				6,2
Experian PLC		784 710	15,4				15,4
Exploration Azimut Inc		1 105 303	0,2				0,2
Exploration Dios Inc		3 887 769	0,2				0,2
Exploration Khalkos Inc		1 641 513	0,1				0,1
Exploration Knick Inc		2 508 819	-				-
Exploration Midland Inc		2 878 390	2,2				2,2
Exploration NQ Inc		2 258 333	-				-
Exploration Puma Inc		5 300 843	1,0				1,0
Exploration Typhon Inc		1 967 500	0,3				0,3
Express Scripts Holding Co		603 920	45,1				45,1
Extended Stay America Inc	unités de fonds	200 000	5,6				5,6
Exxaro Resources Ltd		376 529	5,6				5,6
Exxon Mobil Corp		6 571 622	706,6				706,6
Ez Tec Empreendimentos e Participacoes SA		265 000	3,5				3,5
F5 Networks Inc		50 203	4,8				4,8
FANUC Corp		872 665	169,8				169,8
FLIR Systems Inc		91 900	2,9				2,9
FMC Corp		86 400	6,9				6,9

FMC Technologies Inc		152 800	8,5		8,5
FTI Consulting Inc		119 900	5,2		5,2
FUJIFILM Holdings Corporation		361 861	10,9		10,9
Facebook Inc	classe A	1 139 600	66,2		66,2
Fairfax Financial Holdings Ltd		800	0,3	34,5	34,8
Fairwood Holdings Ltd		413 000	0,9		0,9
Falco Pacific Resource Group Inc		666 666	0,3		0,3
Family Dollar Stores Inc		69 332	4,8		4,8
FamilyMart Co Ltd		51 168	2,5		2,5
Fangda Carbon New Material Co Ltd	classe A	166 413	0,2		0,2
Far East Horizon Ltd		2 412 000	2,2		2,2
Far Eastern Department Stores Ltd		2 177 256	2,3		2,3
Far Eastern New Century Corp		7 094 341	8,7		8,7
Far EasTone Telecommunications Co Ltd		4 197 307	9,8		9,8
Farglory Land Development Co Ltd		974 055	1,8		1,8
Fast Retailing Co Ltd		41 418	18,2		18,2
Fastenal Co		177 500	9,0		9,0
Faw Car Co., Ltd	classe A	175 200	0,4		0,4
FedEx Corp		206 092	31,5		31,5
Federal Grid Co Unified Energy System JSC		832 694 989	2,4		2,4
Federal Realty Investment Trust	unités de fonds	6 000	0,6		0,6
Federation Centres Ltd	unités de fonds	1 115 423	2,5		2,5
Felda Global Ventures Holdings Bhd		3 868 500	5,6		5,6
Feng Hsin Iron & Steel Co		1 146 937	2,2		2,2
Ferrovial SA		343 594	7,1		7,1
Fiat SpA		683 910	6,0		6,0
Fiberhome Telecommunication Technologies Co Ltd	classe A	93 500	0,3		0,3
Fibra Uno Administracion SA de CV	unités de fonds	3 549 700	12,0		12,0
Fibria Celulose SA		28 570	0,4		0,4
Fidelity & Guaranty Life		70 000	1,4		1,4
Fidelity National Financial Inc	classe A	148 900	5,1		5,1
Fidelity National Information Services Inc		188 100	10,7		10,7
Fiducie d'actifs BNC				23,9	23,9
Fiducie de capital Banque Scotia				43,5	43,5
Fifth Third Bancorp		588 246	13,1		13,1
Financial Select Sector SPDR Fund	unités de fonds indexés	29 187	0,7		0,7
Financial Street Holdings Co Ltd	classe A	4 688 100	4,3		4,3
Financière Sun Life du Canada, Inc		51 300	1,9	218,8	220,7
Finmeccanica SpA		316 199	2,5		2,5
Finning International Inc		1 464 500	39,8	9,8	49,6
First Asset Morningstar National Bank Quebec Index ETF	unités de fonds indexés	1 500 000	20,5		20,5
First Capital Realty Inc		7 900	0,1		0,1
First Financial Holding Co Ltd		16 666 765	11,0		11,0
First Pacific Co Ltd		1 862 500	2,3		2,3

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
First Quantum Minerals Ltd		9 008 650	172,4				172,4
First Republic Bank		8 400	0,5				0,5
First Solar Inc		39 200	2,3				2,3
FirstEnergy Corp.		270 113	9,5				9,5
FirstRand Ltd		8 150 886	29,7				29,7
Fiserv Inc		166 800	10,5				10,5
FleetCor Technologies Inc		5 930	0,7				0,7
Fletcher Building Ltd		536 051	4,0				4,0
Flextronics International Ltd		51 700	0,4				0,4
Flight Centre Travel Group Ltd		43 180	2,0				2,0
Flowserve Corp		90 200	7,6				7,6
Flughafen Zuerich AG		10 500	6,5				6,5
Fluor Corp		105 500	9,0				9,0
Focus Graphite Inc		1 731 000	0,9				0,9
Folli Follie SA		79 191	2,7				2,7
Fomento Economico Mexicano SAB de CV	unités de fonds	5 112 740	52,4				52,4
Foncière des Régions	unités de fonds	22 149	2,0				2,0
Fonds d'Arbitrage Améthyste	unités de fonds	3 954 013	34,3				34,3
Fonds de placement immobilier RioCan	unités de fonds	160 100	4,0				4,0
Fonds Stratégique à Rendement Absolu HRS, S.E.C.	unités de fonds	701 157	66,4				66,4
Ford Credit Canada Ltd					209,2		209,2
Ford Motor Company		2 729 848	44,8				44,8
Ford Otomotiv Sanayi AS		184 479	2,1				2,1
Forest City Enterprises Inc	classe A	227 500	4,6				4,6
Forest Laboratories Inc		152 200	9,7				9,7
FormFactor Inc		1 095 000	7,0				7,0
Formosa Chemicals & Fibre Corp		8 473 785	25,4				25,4
Formosa International Hotels Corp		154 529	1,9				1,9
Formosa Petrochemical Corp		944 772	2,8				2,8
Formosa Plastics Corp		10 875 578	31,2				31,2
Formosa Taffeta Co Ltd		1 992 910	2,6				2,6
Fort Global Quebec LP	quote-part	1	168,9				168,9
Fortescue Metals Group Ltd		1 236 746	6,8				6,8
Fortinet Inc		465 000	9,5				9,5
Fortis Inc		1 025 400	31,2				31,2
FortisAlberta Inc					34,6		34,6
FortisBC Energy Inc					32,1		32,1
Fortum OYJ		347 043	8,4				8,4

Foschini Group Limited, The		503 080	4,9		4,9
Fossil Group Inc		31 900	4,1		4,1
Fosun International Ltd	classe A	2 938 987	3,1		3,1
Foxconn Technology Co Ltd		1 049 162	2,6		2,6
Franco-Nevada Corp		950 546	41,1		41,1
Franklin Resources Inc		261 600	16,0		16,0
Franshion Properties China Ltd		6 708 000	2,5		2,5
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide		111 051	8,8		8,8
Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc		683 686	27,4		27,4
Fresenius Medical Care AG & Co KGaA		153 375	11,6		11,6
Fresenius SE & Co KGaA		87 723	14,3		14,3
Fresnilo PLC		143 935	1,9		1,9
Frontier Communications Corp		646 927	3,2		3,2
Fubon Financial Holding Co Ltd		17 484 607	27,2		27,2
Fuchs Petrolub SE	privilégées	27 729	2,9		2,9
Fugro NV		55 017	3,5		3,5
Fuji Electric Co Ltd		437 808	2,2		2,2
Fuji Heavy Industries Ltd		671 800	20,5		20,5
Fujian Expressway Development Co Ltd	classe A	295 400	0,1		0,1
Fujian Longking Co Ltd	classe A	69 000	0,4		0,4
Fujian Septwolves Industry Co Ltd	classe A	89 500	0,1		0,1
Fujian Sunner Development Co Ltd	classe A	68 591	0,1		0,1
Fujitsu Ltd		1 455 639	8,0		8,0
Fukuoka Financial Group Inc		603 612	2,8		2,8
Fuyao Glass Industry Group Co Ltd	classe A	7 283 824	10,6		10,6
G4S PLC		1 212 269	5,6		5,6
GAIL India Ltd		688 988	4,1		4,1
GATX Corp		99 220	5,5		5,5
GCL-Poly Energy Holdings Ltd		17 005 000	5,6		5,6
GD Power Development Co Ltd	classe A	1 483 600	0,6		0,6
GDF Suez		1 055 190	26,4		26,4
GE Capital Canada Funding Co				203,2	203,2
GEA Group AG		142 878	7,2		7,2
GF Securities Co Ltd	classe A	382 300	0,8		0,8
GFK Resources		500 000	0,2		0,2
GKN PLC		1 281 057	8,4		8,4
GLP J-Reit	unités de fonds	2 988	3,1		3,1
GLV Inc	classe A	7 827 974	34,5		34,5
GNC Holdings Inc	classe A	100 000	6,2		6,2
GOME Electrical Appliances Holding Ltd	classe A	18 537 120	3,6		3,6
GPT Group	unités de fonds	2 182 607	7,1		7,1
GRG Banking Equipment Co Ltd	classe A	1 223 204	4,1		4,1
GS Engineering & Construction Corp		93 833	2,9		2,9
GS Holdings Corp		134 329	7,7		7,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
GST Telecommunications Inc		239 600	-				-
GT Advanced Technologies Inc		312 033	2,9				2,9
Galaxy Entertainment Group Ltd		1 646 093	15,7				15,7
Galp Energia SGPS SA	classe B	271 134	4,7				4,7
GameStop Corp	classe A	75 752	4,0				4,0
Gamuda Bhd		4 963 646	7,7				7,7
Gannett Co Inc		126 500	4,0				4,0
Gansu Yasheng Industrial (Group) Co. Ltd	classe A	272 400	0,4				0,4
Gap Inc, The		174 700	7,3				7,3
Garmin Ltd		79 100	3,9				3,9
Gas Natural SDG SA		273 645	7,5				7,5
Gavea Fund Ltd	unités de fonds	603 863	114,6				114,6
Gazprom OAO		31 113 881	139,6				139,6
Geberit AG		29 533	9,5				9,5
Gecina SA	unités de fonds	28 211	4,0				4,0
Geely Automobile Holdings Ltd		9 670 000	5,0				5,0
Gem-Year Industrial Co Ltd	classe A	68 300	0,1				0,1
Gemalto NV		61 891	7,2				7,2
Gemdale Corp	classe A	5 620 283	6,6				6,6
General Dynamics Corp		212 700	21,6				21,6
General Electric Co		6 540 650	194,8				194,8
General Growth Properties Inc	unités de fonds	569 896	12,2				12,2
General Mills Inc		438 700	23,3				23,3
General Motors Co		836 118	36,3				36,3
GENIVAR Inc		8 115 344	256,0				256,0
Genomma Lab Internacional SAB de CV		2 075 500	6,2				6,2
Genting Bhd		4 000 241	13,3				13,3
Genting Malaysia Bhd		7 804 317	11,1				11,1
Genting Plantations Bhd		689 777	2,5				2,5
Genting Singapore PLC		4 776 400	6,0				6,0
Genuine Parts Co		1 728 800	152,8				152,8
Genworth Financial, Inc.	classe A	274 700	4,5				4,5
George Weston Limitée		4 300	0,3				0,3
GeoVenCap Inc		166 895	-				-
Gerdau SA	privilégiées	2 017 922	16,7				16,7
Gespeg Copper Resources Inc		1 960 000	0,1				0,1
Getinge AB	classe B	141 189	5,1				5,1
Giant Manufacturing Co Ltd		740 202	5,4				5,4

Gilead Sciences Inc		1 064 300	85,0		85,0
Givaudan SA		6 493	9,9		9,9
Gjensidige Forsikring ASA		156 260	3,2		3,2
Gladstone Investment Corp		415 874	3,6		3,6
Glanbia PLC		220 000	3,6		3,6
GlaxoSmithKline Consumer Healthcare Ltd		21 929	1,7		1,7
GlaxoSmithKline PLC		10 444 248	296,2		296,2
Glencore Xstrata PLC		8 396 452	46,2		46,2
Global Logistic Properties Ltd		3 880 966	9,4		9,4
Global Mediacom Tbk PT		18 440 500	3,1		3,1
Global Telecom Holding		6 896 354	5,0		5,0
Globe Telecom Inc		87 098	3,4		3,4
Glodon Software Co Ltd	classe A	34 674	0,2		0,2
Glow Energy PCL		1 345 913	3,1		3,1
Gobimin Inc		5 315 700	1,8		1,8
Godrej Consumer Products Ltd		258 815	3,8		3,8
GoerTek Inc	classe A	131 375	0,8		0,8
Gold Fields Ltd		1 949 883	6,5		6,5
Goldcorp Inc	classe A	5 507 756	126,9		126,9
Golden Agri-Resources Ltd		5 516 784	2,5		2,5
Golden Eagle Retail Group Ltd		1 193 000	1,7		1,7
Goldman Sachs Group, Inc., The		274 118	51,6	195,3	246,9
Goldstar Minerals Inc		625 000	0,1		0,1
Goodman Group	unités de fonds	1 342 862	6,0		6,0
Goodyear Tire & Rubber Company, The		258 903	6,6		6,6
Google Inc	classe A	202 900	241,6		241,6
Governor & Co of the Bank of Ireland , The		17 700 783	6,5		6,5
GoviEx Uranium Inc		2 490 500	2,4		2,4
Graham Holdings Co	classe B	2 400	1,7		1,7
Grand Canyon Education Inc		265 472	12,3		12,3
Grasim Industries Ltd		39 000	1,8		1,8
Great Eastern Shipping Co Limited, The		234 000	1,3		1,3
Great Wall Motor Co Ltd	classe H	1 978 300	11,6		11,6
Great-West Lifeco Inc		185 767	6,1	153,5	159,6
Gree Electric Appliances Inc	classe A	4 183 061	24,0		24,0
Gree Inc		82 817	0,9		0,9
Green Mountain Coffee Roasters Inc		10 779	0,9		0,9
Greentown China Holdings Ltd		1 183 500	1,9		1,9
Grifols SA		105 984	5,4		5,4
Groupe Bruxelles Lambert SA		63 035	6,2		6,2
Groupe Canam Inc	classe A	2 989 200	40,7		40,7
Groupe CGI inc.	classe A	58 174 038	2 067,5		2 067,5
Groupe Colabor Inc.		1 987 000	9,4		9,4
Groupe CVTech Inc		5 904 500	5,1		5,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Groupe Danone SA		446 282	34,2				34,2
Groupe Eurotunnel SA		429 719	4,8				4,8
Groupe HNZ Inc.	classe A	172 300	3,7				3,7
Groupe SNC-Lavalin Inc		15 457 100	738,7				738,7
Groupe TMX Limitée		4 594 277	234,4				234,4
Growthpoint Properties Ltd	unités de fonds	4 723 510	11,6				11,6
Grupa Azoty SA		104 298	2,3				2,3
Grupa Lotos SA		170 692	2,1				2,1
Grupo Aeroportuario del Pacifico SAB de CV	classe B	814 740	4,6				4,6
Grupo Aeroportuario del Sureste SAB de CV	classe B	546 200	7,2				7,2
Grupo Argos SA		763 420	8,2			8,2	
	privilégiées	307 899	3,3			3,3	11,5
Grupo Aval Acciones y Valores	privilégiées	3 928 638	2,8				2,8
Grupo Bimbo SAB de CV	classe A	4 326 988	14,1				14,1
Grupo Carso SAB de CV	série A1	1 504 731	8,5				8,5
Grupo Comercial Chedraui SA de CV		880 300	3,3				3,3
Grupo de Inversiones Suramericana SA		616 452	11,4			11,4	
	privilégiées	251 560	4,8			4,8	16,2
Grupo Financiero Banorte SAB de CV		6 561 859	48,6				48,6
Grupo Financiero Inbursa SAB de CV		6 133 722	18,4				18,4
Grupo Financiero Santander Mexico SAB de CV		4 802 800	13,8				13,8
Grupo Mexico SAB de CV	classe B	10 027 083	35,2				35,2
Grupo Televisa SAB	unités de fonds	6 765 767	43,2				43,2
Guangdong Advertising Co Ltd	classe A	53 899	0,3				0,3
Guangdong Baolihua New Energy Stock Co Ltd	classe A	260 200	0,2				0,2
Guangdong Electric Power Development Co Ltd	classe A	119 800	0,1				0,1
Guangdong Guanhao High-Tech Co Ltd	classe A	115 300	0,2				0,2
Guangdong Haid Group Co Ltd	classe A	3 201 282	6,6				6,6
Guangdong Investment Ltd	classe A	4 568 622	4,7				4,7
Guangdong Yihua Timber Industry Co Ltd	classe A	186 100	0,2				0,2
Guanghui Energy Co Ltd	classe A	622 400	1,0				1,0
Guangshen Railway Co Ltd	classe A	608 400	0,3				0,3
Guangxi Liugong Machinery Co Ltd	classe A	1 390 873	1,6				1,6
Guangxi Wuzhou Zhongheng Group Co Ltd	classe A	188 000	0,5				0,5
Guangzhou Automobile Group Co Ltd	classe H	4 052 813	4,7				4,7
Guangzhou Baiyun International Airport Co Ltd	classe A	99 000	0,1				0,1
Guangzhou Baiyunshan Pharmaceutical Holdings Co Ltd	classe H	115 300	0,4				0,4
Guangzhou Development Group Inc	classe A	118 100	0,1				0,1

Guangzhou Haige Communications Group Inc Co	classe A	42 900	0,2		0,2
Guangzhou R&F Properties Co Ltd	classe H	1 672 902	2,6		2,6
Guangzhou Shipyard International Co Ltd	classe A	47 200	0,1		0,1
Gudang Garam Tbk PT		934 600	3,4		3,4
Guess Inc		235 214	7,8		7,8
Guizhou Panjiang Refined Coal Co Ltd	classe A	89 100	0,1		0,1
Guizhou Yibai Pharmaceutical Co Ltd	classe A	54 300	0,3		0,3
Gujarat Mineral Development Corp Ltd		800 000	1,6		1,6
Gujarat Pipavav Port Ltd		1 370 000	1,5		1,5
Gulfmark Offshore Inc		33 083	1,7		1,7
Gulfport Energy Corp		80 000	5,4		5,4
GungHo Online Entertainment Inc		270 100	2,1		2,1
Gunma Bank Ltd, The		297 091	1,8		1,8
Guoyuan Securities Co Ltd	classe A	148 000	0,3		0,3
H2O Innovation Inc		12 028 870	3,4		3,4
HALS-Development JSC		3	-		-
HCA Holdings Inc		3 629	0,2		0,2
HCA Inc				11,5	11,5
HCL Technologies Ltd		572 215	12,4		12,4
HCP Inc	unités de fonds	294 600	11,4		11,4
HDFC Bank Ltd		4 060 294	46,4		46,4
HKT Trust and HKT Ltd		1 755 000	1,8		1,8
H&R Block Inc		176 500	5,4		5,4
H&R Real Estate Investment Trust	unités de fonds	11 142	0,2		0,2
HSBC Bank Canada				61,8	61,8
HSBC Holdings PLC		14 681 558	171,1		171,1
HTC Corp		817 906	4,1		4,1
Hachijuni Bank Ltd, The		325 000	2,0		2,0
Haci Omer Sabanci Holding AS		2 145 348	9,2		9,2
Haemonetics Corp		165 851	7,4		7,4
Hafei Aviation Industry Co Ltd	classe A	31 700	0,2		0,2
Hafnia Holding		399 000	-		-
	classe B	225 500	-		-
Haier Electronics Group Co Ltd		1 973 000	6,1		6,1
Hain Celestial Group Inc , The		20 000	1,9		1,9
Hainan Airlines Co Ltd	classe A	890 000	0,3		0,3
Haining China Leather Market Co Ltd	classe A	72 300	0,3		0,3
Haitian International Holdings Ltd		584 000	1,4		1,4
Haitong Securities Co Ltd	classe A	4 551 161	9,0	9,0	
	classe H	2 322 800	4,3	4,3	13,3
Hakuhodo DY Holdings Inc		182 250	1,5		1,5
Halla Visteon Climate Control Corp		98 220	3,8		3,8
Halliburton Co		547 629	29,5		29,5
Halozyme Therapeutics Inc		100 000	1,6		1,6
Hamamatsu Photonics KK		55 700	2,4		2,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant			
Hammerson PLC	unités de fonds	556 966	4,9			4,9
Hana Financial Group Inc		723 904	32,0			32,0
Hanergy Solar Group Ltd		24 698 000	2,7			2,7
Hang Lung Properties Ltd	classe A	1 748 587	5,9			5,9
Hang Seng Bank Ltd	classe A	597 460	10,3			10,3
Hang Seng Investment Index Funds Series - H-Share Index ETF	unités de fonds indexés	2 012 800	30,0			30,0
Hangzhou Binjiang Real Estate Group Co Ltd	classe A	72 800	0,1			0,1
Hangzhou Hikvision Digital Technology Co Ltd	classe A	216 192	0,9			0,9
Hankook Tire Co Ltd		195 370	11,9			11,9
Hankyu Hanshin Holdings Inc		894 000	5,1			5,1
Hannover Rueck SE		47 111	4,3			4,3
Han's Laser Technology Co Ltd	classe A	157 400	0,4			0,4
Hanwha Chemical Corp		221 251	4,8			4,8
Hanwha Life Insurance Co Ltd		570 750	4,4			4,4
Harbin Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	185 700	0,2			0,2
Harbinger Capital Partners Offshore Fund I Ltd	unités de fonds	115 650	18,7			18,7
Hargreaves Lansdown PLC		166 764	4,0			4,0
Harley-Davidson Inc		202 900	14,9			14,9
Harman International Industries Inc		37 500	3,3			3,3
Harmony Gold Mining Co Ltd		1 029 776	2,7			2,7
Harris Corp		69 200	5,1			5,1
Hartford Financial Services Group Inc		385 904	14,9			14,9
Harvest Natural Resources Inc		2 500 000	12,0			12,0
Harvey Norman Holdings Ltd		414 997	1,2			1,2
Hasbro Inc		74 797	4,4			4,4
Health Care REIT Inc	unités de fonds	280 020	15,9			15,9
HeartWare International Inc		62 802	6,3			6,3
Hebei Chengde Lolo Co	classe A	47 500	0,2			0,2
Hebei Iron & Steel Co Ltd	classe A	800 000	0,3			0,3
Hecla Mining Co		2 211 984	7,2			7,2
HeidelbergCement AG		109 871	8,9			8,9
Heilongjiang Agriculture Co Ltd	classe A	153 030	0,3			0,3
Heineken Holding NV	classe A	929 637	62,6			62,6
Heineken NV		3 670 945	263,8			263,8
Hellenic Petroleum SA		200 847	2,2			2,2
Hellenic Telecommunications Organization SA		644 201	9,1			9,1
Helmerich & Payne Inc		68 979	6,2			6,2
Henan Pinggao Electric Co Ltd	classe A	132 200	0,2			0,2

Henan Shenhua Coal & Power Co Ltd	classe A	204 600	0,2		0,2
Henan Shuanghui Investment & Development Co Ltd	classe A	3 088 015	25,5		25,5
Henan Zhongfu Industry Co Ltd	classe A	168 700	0,1		0,1
Henderson Land Development Co Ltd	classe A	838 113	5,1		5,1
Hengan International Group Co Ltd	classe A	10 057 090	126,2		126,2
Henkel AG & Co KGaA		239 788	26,6	26,6	
	privilegiées	139 200	17,2		43,8
Hennes & Mauritz AB	classe B	748 276	36,7		36,7
Henry Schein Inc		1 200	0,1		0,1
Herbalife Ltd		7 400	0,6		0,6
Herman Miller Inc		213 309	6,7		6,7
Hermes Microvision Inc		102 000	3,5		3,5
Hero Motocorp Ltd		173 540	6,2		6,2
Héroux-Devtek Inc		4 237 183	46,8		46,8
Hershey Co, The		97 200	10,0		10,0
Hertz Global Holdings Inc		238 648	7,3		7,3
Hess Corp		185 900	16,4		16,4
Hewlett-Packard Co		1 404 120	41,7	-	41,7
Hexagon AB	classe B	185 545	6,2		6,2
Highwealth Construction Corp		865 200	1,9		1,9
Hikma Pharmaceuticals PLC		379 639	8,0		8,0
Hilton Worldwide Holdings Inc		682 000	16,1		16,1
Hindalco Industries Ltd		2 525 241	5,3		5,3
Hindustan Unilever Ltd		1 409 484	13,8		13,8
Hino Motors Ltd		201 000	3,4		3,4
Hirose Electric Co Ltd		23 445	3,6		3,6
Hiroshima Bank Ltd, The		390 000	1,7		1,7
Hisamitsu Pharmaceutical Co Inc		43 986	2,4		2,4
Hisense Electric Co Ltd	classe A	154 700	0,3		0,3
Hitachi Chemical Co Ltd		81 498	1,4		1,4
Hitachi Construction Machinery Co Ltd		84 027	1,9		1,9
Hitachi High-Technologies Corp		48 428	1,3		1,3
Hitachi Ltd		3 824 466	30,8		30,8
Hitachi Metals Ltd		151 000	2,3		2,3
Hite Jinro Co Ltd		73 050	1,6		1,6
Hiwin Technologies Corp		294 008	2,6		2,6
Hochtief AG		24 064	2,2		2,2
Hokkaido Electric Power Co Inc		143 022	1,7		1,7
Hokuhoku Financial Group Inc		897 000	1,9		1,9
Hokuriku Electric Power Co		131 500	1,9		1,9
Holcim Ltd		190 277	15,2		15,2
HollyFrontier Corp		16 000	0,8		0,8
Hollysys Automation Technologies Ltd		129 600	2,6		2,6
Hologic Inc		124 613	3,0		3,0
Home Depot Inc, The		926 800	81,1	-	81,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Home Inns & Hotels Management Inc		19 802	0,9				0,9
Home Product Center PCL		7 562 033	2,3				2,3
Hon Hai Precision Industry Co., Ltd.		29 088 952	83,1				83,1
Honda Motor Co Ltd		1 287 762	56,4				56,4
Honeywell International Inc		527 610	51,2				51,2
Hong Kong & China Gas Co Ltd	classe A	4 481 332	10,9				10,9
Hong Kong Exchanges and Clearing Ltd	classe A	856 605	15,2				15,2
Hong Leong Bank Bhd		1 518 650	7,1				7,1
Hong Leong Financial Group Bhd		19 100	0,1				0,1
Hongkong Land Holdings Ltd		505 000	3,2				3,2
Hopewell Holdings Ltd	classe A	442 215	1,6				1,6
Horace Mann Educators Corp		75 000	2,5				2,5
Hormel Foods Corp		125 314	6,0				6,0
Hospira Inc		95 374	4,2				4,2
Hospital Infrastructure Partners NOH Partnership					26,8		26,8
Host Hotels & Resorts Inc	unités de fonds	901 576	18,6				18,6
Hotai Motor Co Ltd		646 000	8,5				8,5
Housing Development Finance Corp		3 325 723	45,4				45,4
Howard Hughes Corp , The		34 321	4,4				4,4
Hoya Corporation		347 766	10,3				10,3
Hua Nan Financial Holdings Co Ltd		14 282 697	8,9				8,9
Huadian Power International Corp Ltd	classe H	319 700	0,1				0,1
Huadong Medicine Co Ltd	classe A	41 963	0,3				0,3
Huafa Industrial Co Ltd Zhuhai	classe A	131 900	0,2				0,2
Huaku Development Co Ltd		367 000	1,1				1,1
Hualan Biological Engineering Inc	classe A	61 984	0,3				0,3
Huaneng Power International Inc	classe A	42 148 122	40,2				40,2
Huapont-Nutrichem Co Ltd	classe A	56 294	0,1				0,1
Huatai Securities Co Ltd	classe A	421 900	0,7				0,7
Huawen Media Investment Group Corp	classe A	175 700	0,4				0,4
Huaxia Bank Co Ltd	classe A	575 100	0,9				0,9
Huaxin Cement Co Ltd	classe A	45 800	0,1				0,1
Huayu Automotive Systems Co Ltd	classe A	222 386	0,4				0,4
Hubbell Inc	classe B	46 640	5,4				5,4
Hubei Yihua Chemical Industry Co., Ltd	classe A	145 000	0,2				0,2
Hudson City Bancorp Inc		307 700	3,1				3,1
Hugo Boss AG		24 752	3,8				3,8
Hulic Co Ltd		209 300	3,3				3,3

Humana Inc		89 177	9,8		9,8
Humanwell Healthcare Group Co Ltd	classe A	85 400	0,4		0,4
Hunan TV & Broadcast Intermediary Co Ltd	classe A	153 100	0,4		0,4
Hundsun Technologies Inc	classe A	99 659	0,4		0,4
Huntington Bancshares Inc		461 600	4,7		4,7
Huolinhe Opencut Coal Industry Co Ltd of Inner Mongolia	classe A	71 400	0,1		0,1
Husky Energy Inc		29 100	1,0	21,5	22,5
Husqvarna AB	classe B	315 658	2,0		2,0
Hutchison Port Holdings Trust	unités de fonds	4 083 000	2,9		2,9
Hutchison Whampoa Ltd	classe A	1 665 323	24,1		24,1
Hydro One Inc.				298,6	298,6
Hyflux Ltd		2 775 000	2,7		2,7
Hyosung Corp		64 617	4,6		4,6
Hypermarcas SA		772 136	6,1		6,1
Hysan Development Co Ltd	classe A	502 738	2,3		2,3
Hyundai Department Store Co Ltd		39 985	6,5		6,5
Hyundai Development Co-Engineering & Construction		148 619	3,5		3,5
Hyundai Engineering & Construction Co Ltd		190 260	11,6		11,6
Hyundai Glovis Co Ltd		34 500	8,0		8,0
Hyundai Heavy Industries Co Ltd		109 875	28,4		28,4
Hyundai Hysco Co Ltd		84 326	3,5		3,5
Hyundai Marine & Fire Insurance Co Ltd		164 500	5,4		5,4
Hyundai Merchant Marine Co Ltd		50 147	0,6		0,6
Hyundai Mipo Dockyard		28 914	5,2		5,2
Hyundai Mobis		179 114	52,9		52,9
Hyundai Motor Co		423 861	100,9	100,9	
	privilégiées	161 575	20,9	20,9	121,8
Hyundai Securities Co Ltd		190 461	1,1		1,1
Hyundai Steel Co		145 766	12,7		12,7
Hyundai Wia Corp		40 580	7,8		7,8
ICAP PLC		430 002	3,4		3,4
ICICI Bank Ltd		859 450	16,2		16,2
IDEX Corp		75 844	6,0		6,0
IGM Financial Inc		8 500	0,5	67,2	67,7
IHH Healthcare Bhd		6 415 000	8,0		8,0
IHI Corp		1 031 609	4,7		4,7
IHS Inc	classe A	5 000	0,6		0,6
IJM Corp Bhd		3 261 187	6,2		6,2
IMI PLC		246 925	6,6		6,6
ING Groep NV		3 025 337	44,7		44,7
IOI Corp Bhd		8 774 770	13,4		13,4
IOI Properties Group Sdn Bhd		4 387 384	4,1		4,1
I-Pulse Inc		53 035	0,1		0,1
IRPC PCL		26 319 652	2,8		2,8
ITC Ltd		4 810 718	26,6		26,6

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ITOCHU Corp		1 189 737	15,6				15,6
ITV PLC		2 918 535	10,0				10,0
Iberdrola SA		3 710 532	25,2				25,2
Ibiden Co Ltd		88 424	1,8				1,8
Icade	unités de fonds	28 312	2,8				2,8
Iconix Brand Group Inc		290 557	12,3				12,3
Idea Cellular Ltd		1 965 969	5,6				5,6
Idearc Inc		450 000	-				-
Idemitsu Kosan Co Ltd		68 800	1,7				1,7
Iida Group Holdings Co Ltd		104 216	2,2				2,2
Iliad SA		20 353	4,4				4,4
Illinois Tool Works Inc		282 000	25,2		-		25,2
Illumina Inc		1 686	0,2				0,2
Iluka Resources Ltd		327 134	2,7				2,7
Imerys SA		26 499	2,5				2,5
Immofinanz AG		755 629	3,7				3,7
ImmunoGen Inc		177 503	2,8				2,8
Immunotec Inc		10 038 617	3,0				3,0
Impala Platinum Holdings Ltd		1 412 553	17,6				17,6
Imperial Holdings Ltd		494 043	10,2				10,2
Imperial Tobacco Group PLC		926 662	38,1				38,1
Incitec Pivot Ltd		1 272 395	3,2				3,2
Inditex SA		171 305	30,0				30,0
Indo Tambangraya Megah Tbk PT		1 039 500	2,6				2,6
Indocement Tunggal Prakarsa Tbk PT		2 970 296	5,2				5,2
Indofood CBP Sukses Makmur Tbk PT		2 265 500	2,0				2,0
Indofood Sukses Makmur Tbk PT		10 625 418	6,1				6,1
Indorama Ventures PCL		3 796 454	2,5				2,5
IndusInd Bank Ltd		459 000	3,3				3,3
Industrial & Commercial Bank of China Ltd	classe A	3 395 000	2,1	1,1		3,2	
	classe H	135 068 068	97,0			97,0	100,2
Industrial Bank Co Ltd	classe A	17 240 503	30,7				30,7
Industrial Bank of Korea		433 875	5,3				5,3
Industrial Securities Co Ltd	classe A	223 900	0,4				0,4
Industrias CH SAB de CV	classe B	457 900	3,3				3,3
Industrias Penoles SAB de CV		365 682	9,6				9,6
Industrielle Alliance, Assurance et Services Financiers Inc.		9 467 763	444,5		16,8		461,3
Industrivarden AB	classe C	96 288	1,9				1,9

Infineon Technologies AG		844 604	9,6	9,6
Informatica Corp		280 000	12,3	12,3
Infosys Ltd		1 138 588	68,2	68,2
Ingersoll-Rand PLC		262 280	17,2	17,2
Inmarsat PLC		350 258	4,7	4,7
Inner Mongolia Baotou Steel Rare-Earth Hi-Tech Co Ltd	classe A	1 168 241	4,6	4,6
Inner Mongolia Junzheng Energy & Chemical Industry Co Ltd	classe A	82 700	0,2	0,2
Inner Mongolia MengDian HuaNeng Thermal Power Co Ltd	classe A	208 400	0,1	0,1
Inner Mongolia Yili Industrial Group Co Ltd	classe A	5 063 729	34,7	34,7
Inner Mongolia Yitai Coal Co Ltd	classe B	1 945 033	3,7	3,7
Innergex Energie Renouvelable Inc		10 157 106	107,7	107,7
Innolux Corp		3 049 065	1,2	1,2
Innovent Inc		5 868 182	2,9	2,9
Inpex Corp		700 000	9,5	9,5
Inspur Electronic Information Industry Co Ltd	classe A	25 424	0,2	0,2
Insurance Australia Group Ltd		1 795 811	9,9	9,9
Intact Financial Corp		5 217 878	362,0	362,0
Integra Gold Corp		4 786 350	0,9	0,9
Integrus Energy Group Inc		91 110	5,3	5,3
Intel Corp		3 270 698	90,2	90,2
Inter Pipeline Ltd				106,5
Inter-American Development Bank				71,4
Interconexion Electrica SA ESP		1 019 067	5,1	5,1
InterContinental Hotels Group PLC		209 657	7,4	7,4
IntercontinentalExchange Group Inc		74 146	17,7	17,7
International Business Machines Corp		3 173 443	632,4	632,4
International Consolidated Airlines Group SA		742 571	5,3	5,3
International Container Terminal Services Inc		2 138 700	5,2	5,2
International Flavors & Fragrances Inc		52 700	4,8	4,8
International Game Technology		161 900	3,1	3,1
International Hospitality Inc		4 099 831	-	-
International Paper Co		284 700	14,8	14,8
InterOil Corp		200 000	10,9	10,9
Interpublic Group of Cos Inc, The		269 400	5,1	5,1
Intersil Corp	classe A	400 000	4,9	4,9
Intertek Group PLC		1 459 951	80,9	80,9
Interval Leisure Group Inc		356 303	11,7	11,7
Intesa Sanpaolo SpA		9 083 562	23,9	23,9
Intime Retail Group Co Ltd		1 835 000	2,0	2,0
Intu Properties PLC	unités de fonds	528 975	2,9	2,9
Intuit Inc		1 452 700	117,8	117,8
Intuitive Surgical Inc		46 713	19,1	19,1
Invensys PLC		511 974	4,6	4,6
Inventec Corp		6 129 136	5,8	5,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Invesco Ltd		376 600	14,6				14,6
Investec Ltd		669 345	5,1				5,1
Investec PLC		451 865	3,5				3,5
Investment AB Kinnevik	classe B	174 723	8,6				8,6
Investor AB	classe B	362 638	13,3				13,3
Iridium Communications Inc		733 963	4,9				4,9
Irish Bank Resolution Corp Ltd		302 266	-				-
Iron Mountain Inc		107 639	3,5				3,5
Ironwood Pharmaceuticals Inc	classe A	535 207	6,6				6,6
Isagen SA ESP		2 149 712	3,8				3,8
Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd		277 540	4,2				4,2
iShares China Large-Cap ETF	unités de fonds indexés	4 590 000	187,0				187,0
iShares MSCI Australia ETF	unités de fonds indexés	9 929	0,3				0,3
iShares MSCI EAFE ETF	unités de fonds indexés	426 650	30,4				30,4
iShares MSCI Emerging Markets ETF	unités de fonds indexés	15 541 885	689,8				689,8
iShares MSCI EMU ETF	unités de fonds indexés	177 679	7,8				7,8
iShares MSCI Germany ETF	unités de fonds indexés	30 996	1,0				1,0
iShares MSCI Japan ETF	unités de fonds indexés	633 943	8,2				8,2
iShares MSCI Philippines ETF	unités de fonds indexés	680 000	22,8				22,8
iShares MSCI Switzerland Capped ETF	unités de fonds indexés	75 722	2,7				2,7
iShares MSCI United Kingdom ETF	unités de fonds indexés	279 862	6,2				6,2
iShares S&P/TSX 60 Index Fund	unités de fonds indexés	6 384 829	125,7				125,7
Israel Chemicals Ltd		348 436	3,1				3,1
Israel Corp Limited, The		2 108	1,2				1,2
Isuzu Motors Ltd		929 000	6,1				6,1
Itau Unibanco Holding SA	privilégiées	8 465 710	120,4				120,4
Itausa - Investimentos Itau SA	privilégiées	8 165 335	32,7				32,7
Itochu Techno-Solutions Corp		19 519	0,8				0,8
Ivanhoe Mines Ltd	classe A	9 835 633	18,4				18,4
Iyo Bank Limited, The		202 400	2,1				2,1
JB Hunt Transport Services Inc		7 900	0,6				0,6
JBS SA		150 071	0,6				0,6
JCDecaux SA		52 080	2,3				2,3
JFE Holdings Inc		384 061	9,7				9,7
J Front Retailing Co Ltd		377 161	3,0				3,0
JGC Corp		162 543	6,8				6,8
JG Summit Holdings Inc		5 360 000	4,9				4,9
JM Smucker Company, The		68 000	7,5				7,5

JPMorgan Chase & Co		2 542 327	158,0	285,7	443,7
JSR Corp		139 450	2,9		2,9
JSW Steel Ltd		183 811	3,2		3,2
J Sainsbury PLC		982 042	6,3		6,3
JTEKT Corp		160 300	2,9		2,9
JUMBO SA		256 276	4,4		4,4
JX Holdings Inc		1 754 710	9,6		9,6
Jabil Circuit Inc		102 600	1,9		1,9
Jacobs Engineering Group Inc		85 000	5,7		5,7
Jagran Prakashan Ltd		800 000	1,2		1,2
Jaiprakash Associates Ltd		2 169 575	2,0		2,0
James Hardie Industries Plc		345 669	4,3		4,3
Japan Airlines Co Ltd		46 700	2,5		2,5
Japan Airport Terminal Co Ltd		217 400	5,2		5,2
Japan Exchange Group Inc		193 000	5,8		5,8
Japan Petroleum Exploration Co		22 300	0,9		0,9
Japan Prime Realty Investment Corp	unités de fonds	612	2,1		2,1
Japan Real Estate Investment Corp	unités de fonds	1 490	8,5		8,5
Japan Retail Fund Investment Corp	unités de fonds	1 803	3,9		3,9
Japan Steel Works Ltd, The		247 125	1,5		1,5
Japan Tobacco Inc		933 800	32,3		32,3
Jardine Cycle & Carriage Ltd		83 000	2,5		2,5
Jasa Marga Persero Tbk PT		5 022 100	2,1		2,1
Jastrzebska Spolka Weglowa SA		108 019	2,0		2,0
Jaya Holdings Ltd		1 202 000	0,7		0,7
Jeronimo Martins SGPS SA		196 668	4,1		4,1
Jiangling Motors Corp Ltd	classe A	33 500	0,1		0,1
Jiangsu Expressway Co Ltd	classe A	4 679 443	5,3		5,3
Jiangsu Hengrui Medicine Co Ltd	classe A	1 060 458	7,1		7,1
Jiangsu Kanion Pharmaceutical Co Ltd	classe A	58 120	0,3		0,3
Jiangsu Phoenix Publishing & Media Corp Ltd	classe A	137 000	0,2		0,2
Jiangsu Yanghe Brewery Joint-Stock Co Ltd	classe A	27 842	0,2		0,2
Jiangsu Yangnong Chemical Co Ltd	classe A	1 218 644	7,5		7,5
Jiangsu Yueda Investment Co Ltd	classe A	137 400	0,3		0,3
Jiangsu Yuyue Medical Equipment & Supply Co Ltd	classe A	40 100	0,2		0,2
Jiangsu Zhongnan Construction Group Co Ltd	classe A	75 400	0,1		0,1
Jiangsu Zhongtian Technologies Co Ltd	classe A	121 294	0,2		0,2
Jiangsu Zongyi Co Ltd	classe A	142 700	0,2		0,2
Jiangxi Copper Co Ltd	classe A	2 718 729	5,2		5,2
Jiangxi Ganyue Expressway Co Ltd	classe A	251 400	0,1		0,1
Jiangxi Hongdu Aviation Industry Corp Ltd	classe A	77 200	0,2		0,2
Jiangzhong Pharmaceutical Co Ltd	classe A	40 186	0,1		0,1
Jihua Group Corp Ltd	classe A	249 100	0,1		0,1
Jilin Aodong Medicine Industry Groups Co Ltd	classe A	144 354	0,4		0,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Jilin Yatai Group Co Ltd	classe A	326 300	0,2				0,2
Jindal Steel & Power Ltd		812 424	3,6				3,6
Jinduicheng Molybdenum Co Ltd	classe A	173 600	0,2				0,2
Jinke Properties Group Co Ltd	classe A	62 300	0,1				0,1
Jinlin Ji En Nickel Industry Co Ltd	classe A	69 800	0,1				0,1
Jishi Media Co Ltd	classe A	126 400	0,2				0,2
Jive Software Inc		360 000	4,3				4,3
Jizhong Energy Resources Co Ltd	classe A	149 400	0,2				0,2
John Wiley & Sons Inc	classe A	161 838	9,5				9,5
Johnson & Johnson		5 476 650	533,0				533,0
Johnson Controls Inc		442 700	24,1				24,1
Johnson Matthey PLC		160 103	9,2				9,2
Joincare Pharmaceutical Group Industry Co Ltd	classe A	116 500	0,1				0,1
Jointown Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	76 315	0,2				0,2
Jollibee Foods Corp		1 102 387	4,6				4,6
Joy Global Inc		161 510	10,0				10,0
Joyo Bank Ltd, The		524 205	2,8				2,8
Ju Teng International Holdings Ltd		2 363 000	1,7				1,7
Julius Baer Group Ltd		178 300	9,1				9,1
Junex Inc		3 231 581	1,5				1,5
Juniper Networks Inc		326 300	7,8				7,8
KBC Groep NV		195 469	11,8				11,8
KB Financial Group Inc		1 015 559	43,2				43,2
KBR Inc		12 500	0,4				0,4
KCC Corp		12 444	5,9				5,9
KDDI Corp		2 634 900	172,3				172,3
KFW					74,0		74,0
KGHM Polska Miedz SA		368 002	15,3				15,3
KLA-Tencor Corp		154 350	10,6				10,6
KOC Holding AS		1 666 454	7,3				7,3
KP Tissue Inc		818 672	14,0				14,0
K+S AG		134 587	4,4				4,4
KT Corp		51 657	1,6				1,6
KT&G Corp		288 708	21,7				21,7
K Wah International Holdings Ltd		4 269 000	2,7				2,7
KWG Property Holding Ltd		3 514 000	2,1				2,1
Kabel Deutschland Holding AG		17 386	2,4				2,4
Kailuan Energy Chemical Co Ltd	classe A	119 600	0,1				0,1

Kajima Corp		660 952	2,6		2,6
Kakaku.com Inc		115 200	2,2		2,2
Kalbe Farma Tbk PT		60 065 500	6,6		6,6
Kamigumi Co Ltd		182 566	1,8		1,8
Kaneka Corp		218 306	1,5		1,5
Kangmei Pharmaceutical Co Ltd	classe A	2 112 154	6,7		6,7
Kangwon Land Inc		253 064	7,9		7,9
Kansai Electric Power Co Inc, The		563 164	6,9		6,9
Kansai Paint Co Ltd		181 000	2,8		2,8
Kansas City Southern		71 300	9,4		9,4
Kao Corporation		415 820	13,9		13,9
Kasikornbank PCL		4 906 929	25,1		25,1
Kaupthing Bank Hf				17,8	17,8
Kawasaki Heavy Industries Ltd		1 110 532	5,0		5,0
Keda Industrial Co Ltd	classe A	99 500	0,4		0,4
Keihin Corp		60 000	1,0		1,0
Keikyu Corp		366 459	3,2		3,2
Keio Corp		450 769	3,2		3,2
Keisei Electric Railway Co Ltd		214 958	2,1		2,1
Kellogg Co		165 800	10,8		10,8
Kenedix Realty Investment Corp	unités de fonds	583	2,9		2,9
Keppel Corp Ltd		1 129 632	10,6		10,6
Keppel Land Ltd		543 796	1,5		1,5
Kering		59 121	13,3		13,3
Kernel Holding SA		136 145	1,8		1,8
Kerry Group PLC	classe A	116 698	8,6		8,6
Kerry Properties Ltd	classe A	510 729	1,9		1,9
Keryx Biopharmaceuticals Inc		347 315	4,8		4,8
KeyCorp		4 605 300	65,7		65,7
Keyence Corp		35 603	16,2		16,2
Keyera Corp		6 600	0,4		0,4
Kia Motors Corp		748 046	42,2		42,2
Kikkoman Corp		123 235	2,5		2,5
Kildonan Castle Global Credit Opportunity Fund Ltd	unités de fonds	23 707	46,6		46,6
Kimberly-Clark Corp		1 995 940	221,5		221,5
Kimberly-Clark de Mexico SAB de CV	classe A	4 073 370	12,3		12,3
Kimco Realty Corp	unités de fonds	265 100	5,6		5,6
Kinden Corp		101 894	1,1		1,1
Kinder Morgan Inc	classe A	434 855	16,6		16,6
Kinder Morgan Management LLC		4 185	0,3		0,3
Kingboard Chemical Holdings Ltd	classe A	1 220 000	3,4		3,4
Kingfa Sci & Tech Co Ltd	classe A	340 300	0,3		0,3
Kingfisher PLC		1 853 939	12,6		12,6
Kingmaker Footwear Holdings Ltd		3 146 000	0,7		0,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Kinross Gold Corporation		96 641	0,4				0,4
Kinsus Interconnect Technology Corp		702 971	2,5				2,5
Kintetsu Corp		1 396 619	5,2				5,2
Kirby Corp		53 650	5,7				5,7
Kirin Holdings Co Ltd		700 985	10,7				10,7
Klabın SA	privilégées	567 621	3,1				3,1
Klépierre	unités de fonds	77 924	3,8				3,8
Kobe Steel Ltd		1 946 993	3,5				3,5
Kohl's Corp		136 049	8,2				8,2
Koito Manufacturing Co Ltd		75 000	1,5				1,5
Komatsu Ltd		734 487	15,9				15,9
Komercni Banka AS		39 965	9,5				9,5
Konami Corp		78 468	1,9				1,9
Kone OYJ	classe B	244 002	11,7				11,7
Konica Minolta Inc		373 615	4,0				4,0
Koninklijke Ahold NV		799 336	15,3				15,3
Koninklijke Boskalis Westminster NV		61 090	3,4				3,4
Koninklijke DSM NV		120 486	10,1				10,1
Koninklijke KPN NV		2 502 280	8,6				8,6
Koninklijke Philips NV		769 719	30,0				30,0
Koninklijke Vopak NV		54 933	3,4				3,4
Korea Aerospace Industries Ltd		102 490	3,0				3,0
Korea Electric Power Corp		674 982	23,6				23,6
Korea Gas Corp		35 014	2,3				2,3
Korea Investment Holdings Co Ltd		102 543	4,2				4,2
Korea Zinc Co Ltd		22 321	7,1				7,1
Korean Air Lines Co Ltd		39 966	1,3				1,3
Kotak Mahindra Bank Ltd		863 659	10,8				10,8
Koza Altın Isletmeleri AS		120 258	1,3				1,3
Kraft Foods Group Inc		384 861	22,0				22,0
Kroger Company, The		333 600	14,0				14,0
Kroton Educacional SA		317 700	5,6				5,6
Kruger Products LP					19,2		19,2
Krung Thai Bank PCL		9 184 316	4,9				4,9
Kuala Lumpur Kepong Bhd		1 455 441	11,8				11,8
Kubota Corp		834 282	14,7				14,7
Kuehne + Nagel International AG		42 190	5,9				5,9
Kulicke & Soffa Industries Inc		91 400	1,3				1,3

Kumba Iron Ore Ltd		211 657	9,5		9,5
Kumho Petro chemical Co Ltd		36 039	3,5		3,5
Kunlun Energy Co Ltd	classe A	5 904 981	11,1		11,1
Kuraray Co Ltd		269 232	3,4		3,4
Kurita Water Industries Ltd		83 766	1,8		1,8
Kweichow Moutai Co Ltd	classe A	823 465	18,6		18,6
Kyocera Corp		258 282	13,7		13,7
Kyowa Hakko Kirin Co Ltd		162 154	1,9		1,9
Kyushu Electric Power Co Inc		333 444	4,5		4,5
L-3 Communications Holdings Inc		105 220	11,9		11,9
L Brands Inc		157 800	10,4		10,4
LCY Chemical Corp		1 345 129	1,9		1,9
LG Chem Ltd		121 939	36,8	36,8	
	privilégées	20 053	3,1	3,1	39,9
LG Corp		249 469	16,1		16,1
LG Display Co Ltd		611 365	15,6		15,6
LG Electronics Inc		54 605	3,7		3,7
LG Household & Health Care Ltd		16 632	9,2		9,2
LG Innotek Co Ltd		9 162	0,8		0,8
LG Uplus Corp		562 351	6,1		6,1
LHC Group Inc		224 163	5,7		5,7
LIC Housing Finance Ltd		603 048	2,3		2,3
LIXIL Group Corp		207 873	6,1		6,1
LKQ Corp		25 400	0,9		0,9
LPS Brasil Consultoria de Imoveis SA		327 200	2,1		2,1
LS Corp		46 552	3,8		3,8
LSI Corp		352 100	4,1		4,1
LS Industrial Systems Co Ltd		39 429	2,6		2,6
LVMH Moet Hennessy Louis Vuitton SA		199 841	38,8		38,8
Laboratory Corp of America Holdings		67 040	6,5		6,5
Lafarge Malaysia Bhd		1 005 070	2,8		2,8
Lafarge SA		145 883	11,6		11,6
Lagardere SCA		87 087	3,4		3,4
Lakeside Minerals Corp		1 736 924	-		-
Lam Research Corp		104 962	6,1		6,1
Lamêlée Minerais de Fer Ltée		1 500 000	0,2		0,2
Lancy Co Ltd	classe A	931 872	4,6		4,6
Land Securities Group PLC	unités de fonds	1 117 913	19,0		19,0
Landsbanki Islands HF				3,1	3,1
Landstar System Inc		91 230	5,6		5,6
Lanxess AG		65 006	4,6		4,6
Largan Precision Co Ltd		56 274	2,4		2,4
Larsen & Toubro Ltd		833 477	15,3		15,3
Las Vegas Sands Corp		34 900	2,9		2,9
Latam Airlines Group SA		790 893	13,2		13,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Lattice Semiconductor Corp		1 020 000	6,0				6,0
Laurion Capital Ltd	unités de fonds	123 000	136,4				136,4
Lawson Inc		52 851	4,2				4,2
Lee & Man Paper Manufacturing Ltd		3 011 531	2,1				2,1
Lee's Pharmaceutical Holdings Ltd		1 390 000	1,4				1,4
Leeds Master Fund Ltd	unités de fonds	55 258	0,9				0,9
Legal & General Group PLC		4 622 026	18,1				18,1
Legg Mason Inc		69 000	3,2				3,2
Leggett & Platt Inc		91 300	3,0				3,0
Legrand SA		206 938	12,1				12,1
Leidos Holdings Inc		6 600	0,3				0,3
Leighton Holdings Ltd		131 743	2,0				2,0
Lend Lease Group		427 165	4,5				4,5
Lennar Corp	classe A	107 500	4,5				4,5
Lenovo Group Ltd	classe A	10 914 764	14,1				14,1
Les Entreprises Cobia Goldhills Inc.		775 000	0,1				0,1
Les Métaux Canadiens Inc		840 000	0,2				0,2
Les Mines Blue Note Inc		6 668 813	-				-
Leucadia National Corp		202 500	6,1				6,1
Level 3 Communications Inc		13 220	0,5				0,5
Li & Fung Ltd	classe A	4 572 586	6,3				6,3
Lianhe Chemical Technology Co Ltd	classe A	56 442	0,2				0,2
Liaoning Cheng Da Co Ltd	classe A	264 331	0,8				0,8
Liaoning Huajin Tongda Chemicals Co Ltd	classe A	129 155	0,1				0,1
Liberty Global PLC	série A	17 889	1,7			1,7	
	série C	14 081	1,3			1,3	3,0
Liberty Holdings Ltd		300 923	3,7				3,7
Liberty Interactive Corp	classe A	41 600	1,3				1,3
Liberty Media Corp	série A	7 900	1,2				1,2
Liberty Property Trust	unités de fonds	13 000	0,5				0,5
Life Healthcare Group Holdings Ltd		2 465 581	10,5				10,5
Life Technologies Corp		111 565	9,0				9,0
Limelight Networks Inc		1 900 000	4,0				4,0
Lincoln National Corp		214 600	11,8				11,8
Linde AG		145 051	32,3				32,3
Lindt & Spruengli AG		743	7,7				7,7
Linear Technology Corp		2 988 900	144,7				144,7
Link REIT, The	classe A	2 987 240	15,4				15,4

LinkedIn Corp	classe A	8 330	1,9		1,9
Lippo Karawaci Tbk PT		41 562 500	3,3		3,3
Liquidity Services Inc		395 070	9,5		9,5
Lite-On Technology Corp		5 475 386	9,3		9,3
Livzon Pharmaceutical Group Inc	classe A	21 790	0,1		0,1
Lloyds Banking Group PLC		39 032 240	54,2		54,2
Localiza Rent a Car SA		340 805	5,1		5,1
Lockheed Martin Corp		2 114 476	334,0		334,0
Loews Corp		199 700	10,2		10,2
Lojas Americanas SA		285 400	1,8	1,8	
	privilégées	126 550	0,9	0,9	2,7
Lojas Renner SA		47 500	1,3		1,3
London Stock Exchange Group PLC		144 333	4,4		4,4
Longfor Properties Co Ltd		2 490 500	3,7		3,7
Lonza Group AG		39 790	4,0		4,0
L'Oréal SA		220 692	41,3		41,3
Lorillard Inc		386 730	20,8		20,8
Lotte Chemical Corp		25 048	5,9		5,9
Lotte Confectionery Co Ltd		1 868	3,6		3,6
Lotte Shopping Co Ltd		28 972	11,8		11,8
Lowe's Cos Inc		676 000	35,6		35,6
Lower Mattagami Energy LP				12,0	12,0
Lukoil OAO		1 341 466	88,5		88,5
Lululemon Athletica Inc		118 576	7,4		7,4
Lundin Petroleum AB		173 870	3,6		3,6
Lung Yen Life Service Corp		366 000	1,1		1,1
Lupin Ltd		576 676	9,0		9,0
Luthai Textile Co Ltd	classe A	1 749 782	3,2		3,2
Luxi Chemical Group Co Ltd	classe A	173 400	0,1		0,1
Luxin Venture Capital Group Co Ltd	classe A	48 041	0,2		0,2
Luxottica Group SpA		132 550	7,6		7,6
Luxshare Precision Industry Co Ltd	classe A	35 400	0,2		0,2
Luzhou Laojiao Co Ltd	classe A	150 851	0,5		0,5
LyondellBasell Industries NV	classe A	294 470	25,1		25,1
M3 Inc		495	1,3		1,3
MAN SE		27 536	3,6		3,6
MAXIMUS Inc		174 302	8,1		8,1
MCAN Mortgage Corporation		1 403 999	16,4		16,4
MC Funding Ltd / MC Funding 2006-1 LLC				49,9	49,9
M Dias Branco SA		25 600	1,2		1,2
MDN Inc		4 698 500	0,2		0,2
MDU Resources Group Inc		315 200	10,2		10,2
MEG Energy Corp		21 150 637	647,4		647,4
MEIJI Holdings Co Ltd		47 635	3,3		3,3
MGM China Holdings Ltd		795 200	3,6		3,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
MGM Resorts International		33 064	0,8				0,8
MISC Bhd		101 300	0,2				0,2
MMC Corp Bhd		2 210 783	2,1				2,1
MMC Norilsk Nickel OJSC		145 586	25,4				25,4
MMI Holdings Ltd		2 888 450	7,4				7,4
MOL Hungarian Oil & Gas PLC	classe A	109 894	7,8				7,8
MRC Global Inc		157 930	5,4				5,4
MRV Engenharia e Participacoes SA		86 119	0,3				0,3
MS&AD Insurance Group Holdings		395 895	11,3				11,3
MStar Semiconductor Inc		379 486	4,7				4,7
M&T Bank Corp		82 945	10,3				10,3
MTN Group Ltd		4 452 489	98,0				98,0
MTR Corp Ltd	classe A	1 132 500	4,6				4,6
MW Eureka Fund	unités de fonds	1 322 270	199,7				199,7
Maanshan Iron & Steel	classe A	513 900	0,2				0,2
Mabuchi Motor Co Ltd		19 147	1,2				1,2
Macerich Company, The	unités de fonds	90 908	5,7				5,7
Macquarie Group Ltd		225 569	11,8				11,8
MacroGenics Inc	privilégiées C	1 313 315	38,3				38,3
Macy's Inc		238 900	13,6				13,6
Magnachip Semiconductor Corp		235 000	4,9				4,9
Magna International Inc	classe A	7 984 269	695,4				695,4
Magnit OJSC		683 546	48,1				48,1
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd		556 075	3,1				3,1
Mahindra & Mahindra Ltd		812 057	13,2				13,2
Mahle-Metal Leve SA Industria e Comercio		210 000	2,6				2,6
Major Drilling Group International Inc		500 000	3,8				3,8
Makita Corp		87 570	4,9				4,9
Malaga Inc		3 784 926	-				-
Malayan Banking Bhd		11 742 447	37,9				37,9
Malaysia Airports Holdings Bhd		1 610 597	4,7				4,7
Manac Inc		575 000	4,8				4,8
Manitoba Telecom Services Inc.					17,2		17,2
Manitowoc Co Inc , The		251 490	6,2				6,2
ManpowerGroup Inc		66 130	6,0				6,0
Manufacturers Life Insurance Company , The					20,5		20,5
Manulife Finance Delaware LP					48,7		48,7
Mapfre SA		842 136	3,8				3,8

Mapletree Greater China Commercial Trust	unités de fonds	4 075 000	2,9	2,9
Mapletree Logistics Trust	unités de fonds	3 111 000	2,8	2,8
Marathon Oil Corp		451 100	16,9	16,9
Marathon Overseas Fund Ltd	unités de fonds	8 168	0,2	0,2
Marathon Petroleum Corp		213 089	20,8	20,8
Marcopolo SA	privilégiées	986 700	2,3	2,3
Marico Kaya Enterprises Ltd		12 800	-	-
Marico Ltd		640 000	2,4	2,4
Marin Software Inc		550 000	6,0	6,0
MarketAxess Holdings Inc		163 877	11,6	11,6
Marks & Spencer Group PLC		1 262 482	9,6	9,6
Marriott International Inc	classe A	146 700	7,7	7,7
Marsh & McLennan Cos Inc		396 500	20,4	20,4
Martin Marietta Materials Inc		3 900	0,4	0,4
Martinrea International Inc		1 000 000	7,8	7,8
Marubeni Corp		1 306 367	10,0	10,0
Marui Group Co Ltd		174 216	1,9	1,9
Maruichi Steel Tube Ltd		36 700	1,0	1,0
Marvell Technology Group Ltd		33 300	0,5	0,5
Masco Corp		461 600	11,2	11,2
Massmart Holdings Ltd		285 253	3,8	3,8
Mastercard Inc	classe A	231 400	205,4	205,4
Matahari Department Store Tbk PT		3 835 000	3,7	3,7
Matamec Explorations Inc		1 967 250	0,2	0,2
Mattel Inc		3 508 010	177,3	177,3
MaxLinear Inc	classe A	500 000	5,5	5,5
Maxim Integrated Products Inc		24 200	0,7	0,7
Maxis Bhd		5 916 100	14,0	14,0
Mazda Motor Corp		2 109 000	11,6	11,6
Mbank		38 796	6,8	6,8
McCormick & Co Inc		84 300	6,2	6,2
McDonald's Corp		2 131 580	219,8	219,8
McDonald's Holdings Co Japan Ltd		51 900	1,4	1,4
McGraw-Hill Cos Inc, The		174 000	14,5	14,5
McKesson Corp		792 569	135,9	135,9
Mead Johnson Nutrition Co		130 500	11,6	11,6
MeadWestvaco Corp		114 900	4,5	4,5
Media Nusantara Citra Tbk PT		8 086 000	1,9	1,9
MediaTek Inc		394 894	6,2	6,2
Mediclinic International Ltd		978 177	7,5	7,5
Mediobanca SpA		403 683	3,8	3,8
Medipal Holdings Corp		95 632	1,3	1,3
Medtronic Inc		4 698 900	286,5	286,5
Mega Financial Holding Co Ltd		24 369 652	21,8	21,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
MegaFon OAO		228 161	8,1				8,1
Meggitt PLC		617 008	5,7				5,7
MeiHua Holdings Group Co	classe A	133 800	0,1				0,1
Melrose Industries PLC		989 623	5,3				5,3
Mercialys SA	unités de fonds	241 100	5,4				5,4
Merck & Co Inc		2 251 298	119,7				119,7
Merck KGaA		47 138	9,0				9,0
Merida Industry Co Ltd		524 000	4,0				4,0
Merrill Lynch & Co Inc					83,8		83,8
Merrill Lynch Financial Assets Inc					42,9		42,9
Mesnac Co Ltd	classe A	119 900	0,2				0,2
MetLife, Inc.		731 681	41,9				41,9
Metallurgical Corp of China Ltd	classe H	873 900	0,2				0,2
Metalurgica Gerdau SA	privilégiées	1 058 177	11,2				11,2
Metcash Ltd		688 099	2,1				2,1
Methanex Corp		8 081	0,5				0,5
Metro AG		101 292	5,2				5,2
Metro Inc		451 772	29,3		19,0		48,3
Metro Pacific Investments Corp		27 359 700	2,8				2,8
Metropolitan Bank & Trust Co		721 494	1,3				1,3
Metso OYJ		99 848	4,5				4,5
Mettler-Toledo International Inc		230	0,1				0,1
Mexichem SAB de CV		2 760 007	12,0				12,0
Michael Kors Holdings Ltd		115 700	10,0				10,0
Microchip Technology Inc		186 950	8,9				8,9
Micron Technology Inc		678 000	15,7				15,7
Microsoft Corp		15 048 533	598,5				598,5
Mid-America Apartment Communities Inc	unités de fonds	62 400	4,0				4,0
Middleby Corp/The		17 023	4,3				4,3
Midea Group Co Ltd		1 275 017	11,2				11,2
Midland Holdings Ltd		5 120 000	2,6				2,6
Millicom International Cellular SA		51 668	5,5				5,5
Mills Estruturas e Servicos de Engenharia SA		374 868	5,6				5,6
Mincom Capital Inc		766 667	0,1				0,1
Minera Frisco SAB de CV		1 672 631	3,7				3,7
Mines Agnico-Eagle Limitée		936 855	26,3				26,3
Mines Cancor Inc		6 268 645	-				-
Mines de la Vallée de l'or Ltée		1 351 168	-				-

Mines Indépendantes Chibougamau Inc.		1 561 820	0,1		0,1
Mines Richmond Inc		3 781 634	4,0		4,0
Mines Virginia Inc		1 163 663	13,3		13,3
Minor International PCL		4 099 300	2,7		2,7
Miraca Holdings Inc		39 526	2,0		2,0
Mirae Asset Securities Co Ltd		66 071	2,6		2,6
Mirvac Group	unités de fonds	3 108 810	5,0		5,0
Mitsuba Corp		125 000	2,2		2,2
Mitsubishi Chemical Holdings Corp		1 058 832	5,2		5,2
Mitsubishi Corp		1 108 714	22,6		22,6
Mitsubishi Electric Corp		1 509 252	20,1		20,1
Mitsubishi Estate Co Ltd		977 981	31,1		31,1
Mitsubishi Gas Chemical Co Inc		302 915	2,4		2,4
Mitsubishi Heavy Industries Ltd		2 399 195	15,8		15,8
Mitsubishi Logistics Corp		95 696	1,6		1,6
Mitsubishi Materials Corp		872 258	3,4		3,4
Mitsubishi Motors Corp		340 700	3,9		3,9
Mitsubishi Tanabe Pharma Corp		159 686	2,4		2,4
Mitsubishi UFJ Financial Group Inc		10 071 702	70,7		70,7
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd		454 900	3,0		3,0
Mitsui & Co Ltd		1 370 574	20,3		20,3
Mitsui Chemicals Inc		638 381	1,6		1,6
Mitsui Fudosan Co Ltd		921 163	35,2		35,2
Mitsui OSK Lines Ltd		848 783	4,1		4,1
Mizrahi Tefahot Bank Ltd		98 339	1,4		1,4
Mizuho Financial Group Inc		18 206 834	42,0		42,0
Mobile Telesystems OJSC		1 357 935	31,2		31,2
Mohawk Industries Inc		39 100	6,2		6,2
Molson Coors Brewing Co	classe B	111 770	6,7		6,7
Moncler SpA		89 411	2,1		2,1
Mondelez International Inc		1 127 082	42,3		42,3
MonoGen, Inc.		18 574 045	-		-
Monsanto Co		354 000	43,8		43,8
Monster Beverage Corp		168 300	12,1		12,1
Moody's Corp		123 100	10,3		10,3
Morgan Stanley		1 006 845	33,5	145,0	178,5
Mosaic Company, The		216 500	10,9		10,9
Moscow Exchange MICEX-RTS OAO		1 563 010	3,3		3,3
Motorola Solutions Inc		149 557	10,7		10,7
Movado Group Inc		44 707	2,1		2,1
Mr Price Group Ltd		627 244	10,4		10,4
Muenchener Rueckversicherungs AG		164 700	38,6		38,6
Multiplan Empreendimentos Imobiliarios SA		52 763	1,2		1,2
Murata Manufacturing Co Ltd		158 458	15,0		15,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Murphy Oil Corp		114 200	7,9				7,9
Mylan Inc		413 236	19,1				19,1
NARI Technology Development Co Ltd	classe A	284 900	0,7				0,7
NASDAQ OMX Group Inc, The		83 599	3,5				3,5
NAVER Corp		73 649	53,7				53,7
NCSOFT Corp		17 823	4,5				4,5
NEC Corp		1 934 065	4,6				4,6
NGK Insulators Ltd		211 093	4,3				4,3
NGK Spark Plug Co Ltd		139 686	3,5				3,5
NHK Spring Co Ltd		123 949	1,5				1,5
NHN Entertainment Corp		33 883	3,3				3,3
NICE Systems Ltd		45 118	2,0				2,0
NIKE Inc	classe B	521 020	43,5				43,5
NKSJ Holdings Inc		259 640	7,7				7,7
NOK Corp		74 389	1,3				1,3
NOVA Gas Transmission Limited					21,9		21,9
NRG Energy Inc		208 980	6,4				6,4
NRW Bank					164,7		164,7
NSK Ltd		366 101	4,8				4,8
NTPC Ltd		3 177 879	7,5				7,5
NTT Data Corp		98 600	3,9				3,9
NTT DOCOMO Inc		21 270 500	370,9				370,9
NTT Urban Development Corp		90 100	1,1				1,1
NVIDIA Corp		374 400	6,4				6,4
NWS Holdings Ltd	classe A	1 157 025	1,9				1,9
Nabors Industries Ltd		188 506	3,4				3,4
Nabtesco Corp		85 192	2,1				2,1
Namco Bandai Holdings Inc		138 688	3,3				3,3
Nampak Ltd		1 559 045	6,5				6,5
Nan Kang Rubber Tire Co Ltd		845 672	1,1				1,1
Nan Ya Plastics Corp		12 508 185	30,7				30,7
Nanjing Gaoke Co Ltd	classe A	72 150	0,1				0,1
Naspers Ltd	classe N	1 038 371	115,4				115,4
National Australia Bank Ltd		1 851 695	61,3				61,3
National Bank of Greece SA		882 021	5,0				5,0
National Grid PLC		22 276 002	308,9				308,9
National Oilwell Varco Inc		276 600	23,4				23,4
Natixis		724 248	4,5				4,5

Natura Cosmetics SA		4 094 400	76,3		76,3
NavInfo Co Ltd	classe A	89 300	0,2		0,2
Nedbank Group Ltd		536 548	11,4		11,4
Nemaska Lithium Inc		4 495 000	0,5		0,5
Neopost SA		261	-		-
Neste Oil OYJ		100 164	2,1		2,1
Nestle India Ltd		41 137	3,7		3,7
Nestlé SA		8 028 160	626,3		626,3
NetApp Inc		220 108	9,6		9,6
NetSuite Inc		2 859	0,3		0,3
Netcare Ltd		2 517 791	6,6		6,6
Netflix Inc		37 650	14,7		14,7
Netscout Systems Inc		260 392	8,2		8,2
NeuStar Inc	classe A	149 853	7,9		7,9
Neusoft Corp	classe A	145 239	0,3		0,3
New China Life Insurance Co Ltd	classe A	89 800	0,4	0,4	
	classe H	1 230 700	4,4	4,4	4,8
New Gold Inc		8 292 500	46,1		46,1
New Hope Liuhe Co Ltd	classe A	2 720 188	6,8		6,8
New World China Land Ltd		2 380 000	1,2		1,2
New World Development Co Ltd	classe A	3 961 077	5,3		5,3
New York Community Bancorp Inc		37 300	0,7		0,7
Newcrest Mining Ltd		603 402	4,5		4,5
Newell Rubbermaid Inc		185 500	6,4		6,4
Newfield Exploration Co		75 500	2,0		2,0
Newmont Mining Corp		324 902	8,0		8,0
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	unités de fonds	102 327	97,5		97,5
News Corp	classe A	311 475	6,0		6,0
Nexon Co Ltd		85 700	0,8		0,8
Next PLC		122 928	11,8		11,8
NextEra Energy Inc		631 973	57,5		57,5
NiSource Inc		702 300	24,5		24,5
Nidec Corp		79 381	8,3		8,3
Nielsen Holdings NV		164 444	8,0		8,0
Nikon Corp		266 234	5,4		5,4
Nine Dragons Paper Holdings Ltd		2 989 000	2,8		2,8
Ningbo Port Co Ltd	classe A	551 100	0,2		0,2
Ningbo Yunsheng Group Co Ltd	classe A	72 000	0,2		0,2
Nintendo Co Ltd		83 584	11,8		11,8
Nippon Building Fund Inc	unités de fonds	1 082	6,7		6,7
Nippon Electric Glass Co Ltd		291 764	1,6		1,6
Nippon Express Co Ltd		622 034	3,2		3,2
Nippon Meat Packers Inc		134 501	2,5		2,5
Nippon Paint Co Ltd		135 000	2,4		2,4
Nippon Prologis REIT Inc	unités de fonds	206	2,1		2,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corp		5 940 105	21,1				21,1
Nippon Telegraph & Telephone Corp		304 600	17,4				17,4
Nippon Yusen KK		1 262 972	4,3				4,3
Nishi-Nippon City Bank Ltd, The		528 453	1,5				1,5
Nissan Motor Co Ltd		1 990 930	17,8				17,8
Nisshin Seifun Group Inc		162 108	1,8				1,8
Nissin Foods Holdings Co., Ltd		45 850	2,1				2,1
Nitori Holdings Co Ltd		26 821	2,7				2,7
Nitto Denko Corp		128 993	5,8				5,8
Noble Corp plc		164 000	6,5				6,5
Noble Energy Inc		232 000	16,8				16,8
Noble Group Ltd		3 354 472	3,0				3,0
Nokia OYJ		2 925 985	24,9				24,9
Nokian Renkaat OYJ		88 378	4,5				4,5
Nomura Holdings Inc		2 837 189	23,2				23,2
Nomura Real Estate Holdings Inc		96 900	2,3				2,3
Nomura Real Estate Office Fund Inc	unités de fonds	277	1,4				1,4
Nomura Research Institute Ltd		79 136	2,7				2,7
Nomura TOPIX Banks Exchange Traded Fund	unités de fonds indexés	7 182 700	14,5				14,5
Noranda Income Fund	unités de fonds	387 000	2,1				2,1
Nordea Bank AB		2 783 876	39,9				39,9
Nordstrom Inc		93 600	6,1				6,1
Norfolk Southern Corp		199 800	19,7				19,7
Norsk Hydro ASA		1 050 752	5,0				5,0
North Battleford Power LP					70,5		70,5
North China Pharmaceutical Co Ltd	classe A	163 200	0,1				0,1
North Navigation Control Technology Co Ltd	classe A	80 100	0,2				0,2
Northam Platinum Ltd		836 070	3,6				3,6
Northeast Securities Co Ltd	classe A	63 138	0,2				0,2
Northeast Utilities		203 671	9,2				9,2
Northern Trust Corp		156 051	10,3				10,3
Northrop Grumman Corp		197 636	24,1				24,1
NorthStar Realty Finance Corp	unités de fonds	527 000	7,5				7,5
Nova Scotia Power Inc.					50,2		50,2
NovaTek OAO		239 435	34,8				34,8
Novartis AG		7 072 760	601,6				601,6
Novatek Microelectronics Corp		1 345 112	5,9				5,9
Noveko International Inc		10 183 200	0,4				0,4

Novo Nordisk AS	classe B	830 635	162,0	162,0
Novozymes AS	classe B	168 587	7,6	7,6
NuVista Energy Ltd		13 086 800	93,4	93,4
Nuance Communications Inc		721 000	11,6	11,6
Nucor Corp		205 600	11,7	11,7
Nunavik Nickel Mines Ltd		54 047	-	-
NxStage Medical Inc		265 707	2,8	2,8
OCI Co Ltd		23 883	4,6	4,6
OCI N.V.		70 886	3,4	3,4
O'Connor Global Fundamental Market Neutral Long Short Ltd	unités de fonds	158 123	172,3	172,3
OGE Energy Corp		116 800	4,2	4,2
OHL Mexico SAB de CV		1 821 300	4,9	4,9
OMV AG		115 066	5,9	5,9
ONEOK Inc		203 450	13,4	13,4
ON Semiconductor Corp		775 000	6,8	6,8
OPAP SA		586 963	8,3	8,3
ORIX Corp		1 005 530	18,8	18,8
O'Reilly Automotive Inc		69 500	9,5	9,5
OTP Bank PLC		552 002	11,2	11,2
OZ Overseas Fund II Ltd	unités de fonds	1	13,4	13,4
Obayashi Corp		506 919	3,1	3,1
Occidental Petroleum Corp		525 522	53,1	53,1
Oceaneering International Inc		9 100	0,8	0,8
Oceanwide Real Estate Group Co Ltd	classe A	245 300	0,2	0,2
Ocwen Financial Corp		9 810	0,6	0,6
Odakyu Electric Railway Co Ltd		489 483	4,7	4,7
Odontoprev SA		200 150	0,9	0,9
Offshore Oil Engineering Co Ltd	classe A	380 700	0,5	0,5
Oi SA	privilégiées	268 783	0,4	0,4
Oil & Natural Gas Corp Ltd		2 336 923	11,6	11,6
Oil India Ltd		261 211	2,2	2,2
Oji Holdings Corp		623 426	3,4	3,4
Olam International Ltd		1 144 113	1,5	1,5
Old Mutual PLC		3 825 765	12,7	12,7
Olympus Corp		167 448	5,6	5,6
Omnicare Inc		1 400	0,1	0,1
Omnicom Group Inc		166 800	13,2	13,2
Omron Corp		159 583	7,5	7,5
On Assignment Inc		153 090	5,7	5,7
OneCapital Multi Advisor Offshore Fund	unités de fonds	76	-	-
Onex Corp		4 837 475	277,4	277,4
Ono Pharmaceutical Co Ltd		58 691	5,5	5,5
Ontario Electricity Financial Corp			7,4	7,4
Open Text Corp		2 635 800	257,5	257,5

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Oracle Corp		10 430 798	424,0				424,0
Oracle Corp Japan		29 835	1,2				1,2
Orange Polska SA		1 724 820	6,0				6,0
Orange SA		10 831 341	142,7				142,7
Orascom Hotels & Development		8	-				-
Orbit Garant Drilling Inc		2 800 000	3,9				3,9
Orica Ltd		4 180 688	94,8				94,8
Orient Group Inc	classe A	269 100	0,3				0,3
Oriental Land Co Ltd		39 049	6,0				6,0
Origin Energy Ltd		857 931	11,5				11,5
Orion Corp		9 414	9,0				9,0
Orion OYJ	classe B	70 492	2,1				2,1
Orkla ASA		985 433	8,2				8,2
Osaka Gas Co Ltd		1 534 144	6,4				6,4
Oshkosh Corp		101 830	5,5				5,5
Osram Licht AG		65 765	3,9				3,9
Otsuka Corp		12 358	1,7				1,7
Otsuka Holdings Co Ltd		257 224	7,9				7,9
Oversea-Chinese Banking Corp Ltd		2 015 657	17,3				17,3
Owens Corning		130 930	5,7				5,7
Owens-Illinois Inc		105 600	4,0				4,0
OxAM Quant Fund Limited	unités de fonds	38 565	115,2				115,2
PACCAR Inc		228 700	14,4				14,4
PCCW Ltd	classe A	3 125 000	1,5				1,5
PChome Online Inc		109 000	0,9				0,9
PG&E Corp		296 409	12,7				12,7
PGE SA		1 965 928	11,3				11,3
PICC Property & Casualty Co Ltd	classe A	5 795 917	9,1				9,1
PNC Financial Services Group Inc/The		349 711	28,8				28,8
POSCO		171 883	56,5				56,5
PPB Group Bhd		43 000	0,2				0,2
PPC Ltd		1 352 597	4,3				4,3
PPG Industries Inc		91 752	18,5				18,5
PPL Corp		8 241 974	263,5				263,5
PTT Exploration & Production PCL		3 652 405	19,7				19,7
PTT Global Chemical PCL		4 385 158	11,2				11,2
PTT PCL		2 252 484	20,8				20,8
PVH Corp		52 800	7,6				7,6

Pacific Rubiales Energy Corp		26 017	0,5		0,5
Pacific Securities Co Ltd	classe A	160 200	0,2		0,2
Pall Corp		71 600	6,5		6,5
Palm Landscape Architecture Co Ltd	classe A	39 700	0,1		0,1
Pan American Silver Corp		8 068	0,1		0,1
Panasonic Corp		1 724 885	21,3		21,3
Pandora Media Inc		170 000	4,8		4,8
Pang Da Automobile Trade Co Ltd	classe A	169 300	0,1		0,1
Pangang Group Vanadium Titanium & Resources Co Ltd	classe A	739 600	0,3		0,3
Parex Resources Inc		5 200 000	34,2		34,2
Pargesa Holding SA	classe B	21 114	1,8		1,8
Park24 Co Ltd		76 600	1,5		1,5
Parker Hannifin Corp		96 300	13,2		13,2
Parkson Holdings Bhd		1 581 488	1,4		1,4
PartnerRe Ltd		4 400	0,5		0,5
Partners Group Holding AG		14 222	4,0		4,0
Pason Systems Inc		5 091 000	117,0		117,0
Pattern Energy Group Inc		150 000	4,8		4,8
Patterson Cos Inc		53 875	2,4		2,4
Paychex Inc		210 300	10,2		10,2
Peabody Energy Corporation		174 600	3,6		3,6
Pearson PLC		11 446 622	270,1		270,1
Pegatron Corp		1 114 266	1,5		1,5
Pembina Pipeline Corp		26 300	1,0	10,6	11,6
Pengrowth Energy Corp	classe B	43 829	0,3		0,3
Pengxin International Mining Co Ltd	classe A	65 500	0,1		0,1
Penn Virginia Corp		400 000	4,0		4,0
Penn West Petroleum Ltd		41 004	0,4		0,4
Pentair Ltd		128 851	10,6		10,6
People.cn Co Ltd	classe A	17 900	0,2		0,2
People's Insurance Co Group of China Ltd		8 787 000	4,5		4,5
People's United Financial Inc		205 550	3,3		3,3
Pepco Holdings Inc		161 200	3,3		3,3
PepsiCo Inc		3 641 596	320,9		320,9
Perella Weinberg Partners Xerion Fund Ltd	unités de fonds	42 083	44,1		44,1
PerkinElmer Inc		62 300	2,7		2,7
Pernod Ricard SA		165 831	20,1		20,1
Perrigo Co Plc		85 174	13,9		13,9
Persimmon PLC		237 406	5,2		5,2
Perusahaan Gas Negara Persero Tbk PT		28 674 507	11,2		11,2
PetSmart Inc		66 800	5,2		5,2
PetroChina Co Ltd	classe A	39 323 755	45,9		45,9
Petrofac Ltd		4 748 698	102,3		102,3
Petroleo Brasileiro SA		8 968 617	64,6	64,6	
	privilégiées	16 578 107	127,5	127,5	192,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Pétrolia Inc		711 810	0,5				0,5
Petronas Chemicals Group Bhd		7 360 000	16,5				16,5
Petronas Dagangan BHD		652 850	6,7				6,7
Petronas Gas Bhd		1 560 437	12,3				12,3
Peyto Exploration & Development Corp		11 900	0,4				0,4
Pfizer Inc		4 102 469	133,5				133,5
Pfizer Ltd		49 577	1,0				1,0
Pharmacyclics Inc		530	0,1				0,1
Philip Morris International Inc		1 267 050	117,3				117,3
Philippine Long Distance Telephone Co		148 033	9,4				9,4
Phillips 66		385 550	31,6				31,6
Phison Electronics Corp		355 693	2,4				2,4
Pick n Pay Stores Ltd		631 382	3,3				3,3
Pidilite Industries Ltd		260 000	1,3				1,3
Pier 1 Imports Inc		125 000	3,1				3,1
Ping An Bank Co Ltd	classe A	882 300	1,9				1,9
Ping An Insurance Group Co of China Ltd	classe A	6 572 312	55,7	0,7			56,4
Pingdingshan Tianan Coal Mining Co Ltd	classe A	203 300	0,2				0,2
Pinnacle West Capital Corp		71 200	4,0				4,0
Pioneer Natural Resources Co		91 800	18,0				18,0
Piraeus Bank SA		2 666 732	6,0				6,0
Piramal Enterprises Ltd		149 968	1,4				1,4
Pirelli & C. SpA		185 849	3,4				3,4
Pitney Bowes Inc		345 180	8,5				8,5
Plains GP Holdings LP	classe A	349 600	9,9				9,9
Plenary Health Care Partnerships Humber LP					10,1		10,1
Plum Creek Timber Co Inc	unités de fonds	114 000	5,6				5,6
Pohjola Bank PLC	classe A	108 265	2,3				2,3
Polaris Industries Inc		5 500	0,9				0,9
Polski Koncern Naftowy Orlen SA		843 201	12,2				12,2
Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA		4 652 591	8,4				8,4
Poly Property Group Co Ltd		3 670 000	2,1				2,1
Poly Real Estate Group Co Ltd	classe A	5 066 997	7,3				7,3
Polypore International Inc		324 810	13,4				13,4
Porsche Automobil Holding SE	privilégiées	119 638	13,3				13,3
Porto Seguro SA		151 408	2,0				2,0
Portola Pharmaceuticals Inc		103 041	2,8				2,8
Portugal Telecom SGPS SA		513 138	2,4				2,4

Potash Corporation of Saskatchewan Inc.		159 200	5,6		5,6
Pou Chen Corp		5 416 952	8,6		8,6
Power Assets Holdings Ltd	classe A	1 083 997	9,2		9,2
Power Construction Corp of China Ltd	classe A	723 300	0,4		0,4
Power Corporation du Canada		13 488 096	430,9		430,9
Power Finance Corp Ltd		573 594	1,6		1,6
Power Grid Corp of India Ltd		2 724 668	4,7		4,7
Powertech Technology Inc		640 545	1,0		1,0
Powszechna Kasa Oszczednosci Bank Polski SA		2 300 010	31,9		31,9
Powszechny Zaklad Ubezpieczen SA		147 540	23,3		23,3
Prada SpA		150 000	1,4		1,4
Praxair Inc		1 789 300	247,2		247,2
Precision Castparts Corp		97 400	27,9		27,9
Preferred Apartment Communities, Inc.	unités de fonds	62 788	0,5		0,5
President Chain Store Corp		1 503 256	11,1		11,1
Prestige Télécom Inc.		970 420	-		-
priceline.com Inc		33 200	41,0		41,0
Principal Financial Global Funding II LLC				88,2	88,2
Principal Financial Group, The		179 000	9,4		9,4
ProAssurance Corp		64 624	3,3		3,3
ProSiebenSat.1 Media AG		145 307	7,7		7,7
Procter & Gamble Company, The		1 992 390	172,3		172,3
Progress Software Corp		283 186	7,8		7,8
Progressive Corp, The		358 200	10,4		10,4
Prologis Inc	unités de fonds	518 948	20,4		20,4
Promet Bhd		127 000	-		-
Promotora y Operadora de Infraestructura SAB de CV		699 400	8,9		8,9
Prudential Financial Inc		299 000	29,3		29,3
Prudential PLC		1 999 598	47,2		47,2
Prysmian SpA		159 279	4,4		4,4
Public Bank Bhd		1 055 150	6,6	6,6	
	classe E	1 798 100	11,4	11,4	18,0
Public Power Corp SA		304 916	4,8		4,8
Public Service Enterprise Group Inc		335 051	11,4		11,4
Public Storage	unités de fonds	93 500	15,0		15,0
Publicis Groupe SA		141 416	13,8		13,8
PulteGroup Inc		223 100	4,8		4,8
QBE Insurance Group Ltd		953 884	10,4		10,4
QEP Resources Inc		116 000	3,8		3,8
QIAGEN NV		168 298	4,2		4,2
QLogic Corp		522 377	6,6		6,6
QMX Gold Corporation		5 222 395	0,1	2,6	2,7
Qantas Airways Ltd		858 229	0,9		0,9
Qingdao Haier Co Ltd	classe A	319 113	1,1		1,1
Qinghai Salt Lake Industry Co Ltd	classe A	102 683	0,3		0,3

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Qlik Technologies Inc		430 000	12,2				12,2
Qualcomm Inc		4 507 995	355,6				355,6
Qualicorp SA		2 598 100	26,3				26,3
Quanta Computer Inc		1 257 760	3,1				3,1
Quanta Services Inc		138 900	4,7				4,7
Québecor Inc	classe A	621 130	16,5	235,9		252,4	
	classe B	4 544 222	120,1			120,1	372,5
Quest Diagnostics Inc		85 102	4,8				4,8
RBS Capital Trust I					5,7		5,7
REA Group Ltd		41 165	1,5				1,5
RF Micro Devices Inc		1 200 000	6,6				6,6
RHB Capital Bhd		1 704 075	4,4				4,4
RLI Corp		74 957	7,8				7,8
RMB Holdings Ltd		1 855 389	9,1				9,1
RMI Holdings		1 757 365	4,9				4,9
RONA Inc		18 231 600	240,8				240,8
RR Donnelley & Sons Co		447 150	9,6				9,6
RSA Insurance Group PLC		2 856 804	4,6				4,6
RTL Group SA		30 235	4,2				4,2
RWE AG		385 106	15,0				15,0
Rackspace Hosting Inc		10 000	0,4				0,4
Radiant Opto-Electronics Corp		842 977	3,3				3,3
Raia Drogasil SA		67 000	0,4				0,4
Raiffeisen Bank International AG		38 186	1,4				1,4
Rakuten Inc		568 200	9,0				9,0
Ralph Lauren Corp	classe A	38 577	7,2				7,2
Ramsay Health Care Ltd		93 449	3,8				3,8
Ranbaxy Laboratories Ltd		275 793	2,1				2,1
Randgold Resources Ltd		68 813	4,6				4,6
Randon Participacoes SA	privilégiées	156 500	0,8				0,8
Randstad Holding NV		96 896	6,7				6,7
Range Resources Corp		105 700	9,5				9,5
Raymond James Financial Inc		11 400	0,6				0,6
Rayonier Inc	unités de fonds	11 400	0,5				0,5
Raytheon Co		206 700	19,9				19,9
Realogy Holdings Corp		13 300	0,7				0,7
Realtek Semiconductor Corp		885 585	2,5				2,5
Realty Income Corp	unités de fonds	17 800	0,7				0,7

Recall Holdings Ltd		3 823	-	-
Reckitt Benckiser Group PLC		513 991	43,4	43,4
Red Electrica Corp. S.A.		84 550	6,0	6,0
Red Hat Inc		122 500	7,3	7,3
Redefine Properties Ltd	unités de fonds	7 716 409	7,6	7,6
Reed Elsevier NV		542 494	12,2	12,2
Reed Elsevier PLC		919 865	14,6	14,6
Regal Entertainment Group	classe A	143 360	3,0	3,0
Regency Centers Corp	unités de fonds	8 400	0,4	0,4
Regeneron Pharmaceuticals Inc		50 112	14,7	14,7
Regions Financial Corp		891 400	9,4	9,4
Reinsurance Group of America Inc		1 333 700	109,7	109,7
Reliance Capital Ltd		213 469	1,3	1,3
Reliance Communications Ltd		1 121 098	2,5	2,5
Reliance Industries Ltd		3 226 667	49,6	49,6
Reliance Infrastructure Ltd		228 553	1,7	1,7
Reliance LP				26,2
Reliance Power Ltd		1 218 908	1,5	1,5
Remgro Ltd		1 264 628	26,7	26,7
Remy Cointreau SA		19 888	1,8	1,8
RenaissanceRe Holdings Ltd		4 000	0,4	0,4
Renault SA		150 182	12,9	12,9
Reno de Medici SpA		34 450 000	13,6	13,6
Repsol SA		661 468	17,7	17,7
Republic Services Inc		325 760	11,5	11,5
Resolute Energy Corp		300 000	2,9	2,9
Resolution Ltd		1 107 976	6,9	6,9
Resona Holdings Inc		1 475 600	8,0	8,0
Ressources Appalaches Inc		7 027 000	0,6	0,6
Ressources Brionor Inc		2 955 555	0,1	0,1
Ressources Cartier Inc		5 525 149	0,9	0,9
Ressources Clifton Star Inc		735 300	0,1	0,1
Ressources Eastmain Inc		2 334 800	0,6	0,6
Ressources Explor Inc		241 000	-	-
Ressources Freyja Inc		1 184 736	0,1	0,1
Ressources Géoméga Inc		876 618	0,1	0,1
Ressources Golden Tag Ltée		407 000	-	-
Ressources Métanor Inc		4 686 988	0,6	0,6
Ressources Minières Radisson Inc.		861 000	-	-
Ressources Monarques Inc		4 095 717	0,4	0,4
Ressources Robex Inc		1 665 000	0,3	0,3
Ressources Sirios Inc		2 068 446	0,3	0,3
Ressources Strateco Inc		1 096 745	0,1	0,1
Ressources Threegold Inc, Les		1 615 666	-	-

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ressources Yorbeau Inc, Les		6 008 500	0,9				0,9
RetailMeNot Inc		140 000	4,3				4,3
Reunert Ltd		476 058	3,3				3,3
Rexam PLC		618 529	5,8				5,8
Rexel SA		165 865	4,6				4,6
Reynolds American Inc		310 400	16,5				16,5
Richtek Technology Corp		211 000	1,0				1,0
Richter Gedeon Nyrt		367 427	8,0				8,0
Ricoh Co Ltd		523 665	5,9				5,9
RingCentral Inc	classe A	185 000	3,6				3,6
Rinnai Corp		26 500	2,2				2,2
Rio Tinto Ltd		347 494	22,5				22,5
Rio Tinto PLC		1 005 069	60,3				60,3
RiseSun Real Estate Development Co Ltd	classe A	1 718 195	3,0				3,0
Rising Nonferrous Metals Share Co Ltd	classe A	24 200	0,2				0,2
Ritchie Bros Auctioneers Inc		9 104 800	221,8				221,8
Ritchie Capital Energie	unités de fonds	1	-				-
Ritchie Multi-Strategy Global Ltd	unités de fonds	2	-				-
Riverbed Technology Inc		464 300	8,9				8,9
Rizhao Port Co Ltd	classe A	264 800	0,1				0,1
Robert Half International Inc		216 000	9,6				9,6
Roche Holding AG		2 228 017	663,3				663,3
Rock-Tenn Company	classe A	6 100	0,7				0,7
Rockwell Automation Inc		89 700	11,3				11,3
Rockwell Collins Inc		86 700	6,8				6,8
Rogers Communications Inc	classe A	464 000	23,0		244,3	267,3	
	classe B	93 360	4,5			4,5	271,8
Rohatyn Group Global Opportunity Fund	unités de fonds	2	1,6				1,6
Rohm Co Ltd		75 226	3,9				3,9
Rolls-Royce Holdings PLC		1 475 920	33,1				33,1
Roper Industries Inc		64 200	9,5				9,5
Rosneft OAO		3 064 404	24,9				24,9
Ross Stores Inc		140 100	11,2				11,2
Rostelecom OJSC		2 806 495	10,1				10,1
Rotam Global Agrosciences Ltd		498 033	1,2				1,2
Rowan Cos Plc	classe A	80 400	3,0				3,0
Royal Bank of Scotland Group PLC		1 685 935	10,0				10,0
Royal Bank of Scotland PLC, The					58,6		58,6

Royal Caribbean Cruises Ltd		13 100	0,7		0,7
Royal Dutch Shell PLC	classe A	15 113 869	623,6	623,6	
	classe B	1 982 065	79,5	79,5	703,1
Ruentex Development Co Ltd		1 368 527	2,8		2,8
Ruentex Industries Ltd		1 090 807	3,0		3,0
Rural Electrification Corp Ltd		643 620	2,4		2,4
RusHydro JSC		292 227 600	5,4		5,4
Ryanair Holdings PLC		28 907	1,4		1,4
Ryder System Inc		29 100	2,3		2,3
Ryman Healthcare Ltd		263 211	1,8		1,8
S1 Corporation		44 948	3,4		3,4
SABMiller PLC		759 807	41,5		41,5
SACI Falabella		1 909 800	18,2		18,2
SAIC Motor Corp Ltd	classe A	4 253 370	10,6		10,6
SAP AG		735 570	67,1		67,1
SBA Communications Corp	classe A	643 800	61,5		61,5
SBI Holdings Inc		157 900	2,5		2,5
SCANA Corp		90 000	4,5		4,5
SCOR SE		252 086	9,8		9,8
SDIC Power Holdings Co Ltd	classe A	584 300	0,4		0,4
SDIC Xinji Energy Co Ltd	classe A	139 400	0,1		0,1
SEB SA		787 763	75,8		75,8
SEI Investments Co		13 300	0,5		0,5
SEMAFO Inc		9 000 000	25,1		25,1
SES SA	classe A	6 122 498	210,9		210,9
SGS SA		4 279	10,5		10,5
SINA Corp		9 700	0,9		0,9
SJM Holdings Ltd		1 610 934	5,7		5,7
SK C&C Co Ltd		59 143	8,0		8,0
SKF AB	classe B	308 913	8,6		8,6
SK Holdings Co Ltd		67 894	13,1		13,1
SK Hynix Inc		1 105 884	41,0		41,0
SK Innovation Co Ltd		157 985	22,5		22,5
SK Networks Co Ltd		326 192	2,5		2,5
SK Telecom Co Ltd		25 469	5,9		5,9
SL Green Realty Corp	unités de fonds	8 300	0,8		0,8
SLM Corp		388 774	10,9		10,9
SMC Corp		40 412	10,8		10,8
SM Investments Corp		94 966	1,6		1,6
SM Prime Holdings Inc		15 983 925	5,6		5,6
SOHO China Ltd	classe A	3 534 102	3,2		3,2
S-Oil Corp		118 374	8,8		8,8
SP AusNet		1 318 998	1,6		1,6
SPDR S&P 500 ETF Trust	unités de fonds indexés	31 891	6,3		6,3
SPX Corp		3 500	0,4		0,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
SSE PLC		996 835	24,0				24,0
STMicroelectronics NV		497 997	4,3				4,3
Safeway Inc		258 900	9,0				9,0
Safran SA		211 791	15,7				15,7
Sage Group PLC, The		864 531	6,1				6,1
Saipem SpA		206 873	4,7				4,7
Salesforce.com Inc		359 300	21,1				21,1
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc					39,2		39,2
Sampo Oyj	classe A	327 445	17,1				17,1
Samsonite International SA		521 900	1,7				1,7
Samsung C&T Corp		366 802	22,4				22,4
Samsung Card Co Ltd		91 358	3,4				3,4
Samsung Electro-Mechanics Co Ltd		157 071	11,5				11,5
Samsung Electronics Co Ltd		290 391	401,1			401,1	
	privilégiées	54 018	55,1			55,1	456,2
Samsung Engineering Co Ltd		78 857	5,2				5,2
Samsung Fire & Marine Insurance Co Ltd		93 396	24,4				24,4
Samsung Heavy Industries Co Ltd		424 812	16,3				16,3
Samsung Life Insurance Co Ltd		157 715	16,5				16,5
Samsung SDI Co Ltd		89 816	14,6				14,6
Samsung Securities Co Ltd		160 732	7,1				7,1
Samsung Techwin Co Ltd		97 760	5,4				5,4
SanDisk Corp		147 200	11,0				11,0
Sanan Optoelectronics Co Ltd	classe A	124 300	0,5				0,5
Sanchez Energy Corp		400 000	10,4				10,4
Sands China Ltd		1 903 600	16,5				16,5
Sandvik AB		842 534	12,6				12,6
Sankyo Co Ltd		41 962	2,1				2,1
Sanlam Ltd		4 692 019	25,3				25,3
Sanofi SA		4 457 417	503,3				503,3
Sanrio Co Ltd		38 200	1,7				1,7
Santen Pharmaceutical Co Ltd		55 386	2,7				2,7
Santos Ltd		756 052	10,5				10,5
Sany Heavy Industry Co Ltd	classe A	655 800	0,7				0,7
Sappi Ltd		1 423 236	4,7				4,7
Sapurakencana Petroleum Bhd		9 450 600	15,0				15,0
Saputo Inc		4 222 466	204,3				204,3
Sasol Ltd		1 449 863	75,7				75,7

Sawai Pharmaceutical Co Ltd		36 822	2,5		2,5
Sberbank of Russia		44 871 536	146,8	146,8	
	privilégiiées	2 628 543	6,8	6,8	153,6
Scania AB	classe B	250 018	5,2		5,2
Schindler Holding AG		52 689	8,3		8,3
Schlumberger Ltd		851 137	81,5		81,5
Schneider Electric SA		1 413 000	131,2		131,2
Schooner Trust				20,4	20,4
Schroders PLC		79 467	3,6		3,6
ScinoPharm Taiwan Ltd		532 880	1,7		1,7
Scotiabank Tier I Trust				21,4	21,4
Scripps Networks Interactive Inc	classe A	68 500	6,3		6,3
SeaDrill Ltd		293 303	12,7		12,7
Seagate Technology PLC		210 200	12,5		12,5
Seahawk Minerals Ltd		47 500	-		-
Sealand Securities Co Ltd	classe A	125 400	0,3		0,3
Sealed Air Corp		125 900	4,6		4,6
Searainbow Holding Corp	classe A	145 016	0,5		0,5
Sears Holdings Corp		3 200	0,2		0,2
Secom Co Ltd		164 079	10,5		10,5
Secure Energy Services Inc		7 895 323	139,5		139,5
Securitas AB	classe B	244 646	2,8		2,8
Seek Ltd		251 507	3,2		3,2
Sega Sammy Holdings Inc		145 669	3,9		3,9
Segro PLC	unités de fonds	579 889	3,4		3,4
Sekisui Chemical Co Ltd		333 000	4,3		4,3
Sekisui House Ltd		423 556	6,3		6,3
SemGroup Corp	classe A	200 000	13,9		13,9
SembCorp Industries Ltd		768 000	3,5		3,5
SembCorp Marine Ltd		653 000	2,4		2,4
Semen Indonesia Persero Tbk PT		7 268 732	9,0		9,0
Sempra Energy		147 300	14,0		14,0
Sensata Technologies Holding NV		12 375	0,5		0,5
Serco Group PLC		390 032	3,4		3,4
ServiceNow Inc		10 330	0,6		0,6
Sesa Sterlite Ltd		2 254 413	7,8		7,8
Seven & I Holdings Co Ltd		599 552	25,3		25,3
Seven Bank Ltd		465 300	1,9		1,9
Severn Trent PLC		744 657	22,3		22,3
Severstal OAO		550 502	5,7		5,7
Shaanxi International Trust Co Ltd	classe A	104 600	0,1		0,1
Shandong Chenming Paper Holdings Ltd	classe A	6 173 293	5,1		5,1
Shandong Denghai Seeds Co Ltd	classe A	550 801	3,4		3,4
Shandong Dong-E E-Jiao Co Ltd	classe A	1 055 700	7,3		7,3
Shandong Hualu Hengsheng Chemical Co Ltd	classe A	123 200	0,1		0,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant			
Shandong Humon Smelting Co Ltd	classe A	34 300	0,1			0,1
Shandong Iron and Steel Co Ltd	classe A	346 400	0,1			0,1
Shandong Nanshan Aluminum Co Ltd	classe A	229 000	0,2			0,2
Shandong Weigao Group Medical Polymer Co Ltd	classe H	3 100 000	4,4			4,4
Shanghai Aerospace Automobile Electromechanical Co	classe A	107 600	0,2			0,2
Shanghai AJ Corp	classe A	154 700	0,3			0,3
Shanghai Chengtuo Holding Co Ltd	classe A	289 304	0,4			0,4
Shanghai Construction Co Ltd	classe A	179 200	0,2			0,2
Shanghai Datun Energy Resources Co Ltd	classe A	62 200	0,1			0,1
Shanghai Dazhong Public Utilities Group Co Ltd	classe A	265 600	0,3			0,3
Shanghai Electric Group Co Ltd	classe A	5 169 473	2,0			2,0
Shanghai Electric Power Co Ltd	classe A	138 200	0,1			0,1
Shanghai Fosun Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	225 401	0,8			0,8
Shanghai Friendship Group Inc Co	classe A	166 100	0,3			0,3
Shanghai Industrial Development Co Ltd	classe A	81 600	0,1			0,1
Shanghai Industrial Holdings Ltd	classe A	890 423	3,5			3,5
Shanghai International Airport Co Ltd	classe A	207 400	0,5			0,5
Shanghai International Port Group Co Ltd	classe A	440 900	0,4			0,4
Shanghai Jahwa United Co Ltd	classe A	94 078	0,7			0,7
Shanghai Lujiazui Finance & Trade Zone Development Co Ltd	classe A	58 490	0,2			0,2
Shanghai Mechanical and Electrical Industry Co Ltd	classe A	78 039	0,2			0,2
Shanghai Oriental Pearl Group Co Ltd	classe A	274 400	0,5			0,5
Shanghai Pharmaceuticals Holding Co Ltd	classe A	165 600	0,4		0,4	
	Classe spéciale H	1 262 000	3,3		3,3	3,7
Shanghai Pudong Development Bank	classe A	4 411 676	7,3			7,3
Shanghai Shimao Co Ltd	classe A	63 000	0,1			0,1
Shanghai Tunnel Engineering Co Ltd	classe A	111 800	0,2			0,2
Shanghai Yuyuan Tourist Mart Co Ltd	classe A	2 482 700	3,4			3,4
Shanghai Zhangjiang High-Tech Park Development Co Ltd	classe A	166 700	0,2			0,2
Shanghai Zhenhua Heavy Industries Co Ltd	classe A	327 800	0,2			0,2
Shanghai Zhixin Electric Co Ltd	classe A	74 307	0,2			0,2
Shangri-La Asia Ltd	classe A	1 234 499	2,6			2,6
Shanxi Coal International Energy Group Co Ltd	classe A	149 400	0,1			0,1
Shanxi Lanhua Sci-Tech Venture Co Ltd	classe A	135 211	0,3			0,3
Shanxi Lu'an Environmental Energy Development Co Ltd	classe A	173 400	0,3			0,3
Shanxi Securities Co Ltd	classe A	129 100	0,2			0,2
Shanxi Taigang Stainless Steel Co Ltd	classe A	429 200	0,2			0,2
Shanxi Xinghuacun Fen Wine Factory Co Ltd	classe A	55 900	0,2			0,2

Shanxi Xishan Coal & Electricity Power Co Ltd	classe A	305 300	0,4		0,4
Sharp Corp		1 121 629	3,8		3,8
Shaw Communications Inc	classe B	173 236	4,5	172,2	176,7
Shenergy Co Ltd	classe A	489 900	0,4		0,4
Shengyi Technology Co Ltd	classe A	168 500	0,1		0,1
Shenzhen Agricultural Products Co Ltd	classe A	200 900	0,3		0,3
Shenzhen Airport Co	classe A	145 500	0,1		0,1
Shenzhen Capchem Technology Co Ltd	classe A	354 000	1,2		1,2
Shenzhen Energy Group Co Ltd	classe A	170 700	0,2		0,2
Shenzhen Gas Corp Ltd	classe A	85 300	0,1		0,1
Shenzhen Grandland Decoration Group Co Ltd	classe A	38 871	0,1		0,1
Shenzhen Hifuture Electric Co Ltd	classe A	73 300	0,1		0,1
Shenzhen Kaifa Technology Co Ltd	classe A	126 700	0,1		0,1
Shenzhen Laibao Hi-tech Co Ltd	classe A	76 000	0,2		0,2
Shenzhen MTC Co Ltd	classe A	68 906	0,2		0,2
Shenzhen O-film Tech Co Ltd	classe A	39 954	0,3		0,3
Shenzhen Overseas Chinese Town Co Ltd	classe A	626 045	0,6		0,6
Shenzhen Salubris Pharmaceuticals Co Ltd	classe A	35 191	0,2		0,2
Shenzhen World Union Properties Colsultancy Inc	classe A	758 020	2,1		2,1
Shenzhen Yantian Port Holding Co Ltd	classe A	146 300	0,2		0,2
Shenzhen Zhenye Group Co Ltd	classe A	145 300	0,1		0,1
Shenzhen Zhongjin Lingnan Nonfemet Co Ltd	classe A	288 612	0,3		0,3
Shenzhou International Group Holdings Ltd		1 025 000	4,1		4,1
Sherwin-Williams Co, The		55 700	10,9		10,9
Shijiazhuang Yiling Pharmaceutical Co Ltd	classe A	24 200	0,1		0,1
Shikoku Electric Power Co Inc		139 400	2,2		2,2
Shimadzu Corp		185 000	1,7		1,7
Shimamura Co Ltd		17 319	1,7		1,7
Shimano Inc		1 184 571	108,1		108,1
Shimao Property Holdings Ltd	classe A	2 543 086	6,2		6,2
Shimizu Corp		462 000	2,5		2,5
Shin Kong Financial Holding Co Ltd		9 973 856	3,7		3,7
Shin-Etsu Chemical Co Ltd		323 090	20,1		20,1
Shinhan Financial Group Co Ltd		1 121 822	53,4		53,4
Shinsegae Co Ltd		18 115	4,6		4,6
Shinsei Bank Ltd		1 289 280	3,3		3,3
Shinva Medical Instrument Co Ltd	classe A	26 380	0,3		0,3
Shionogi & Co Ltd		212 369	4,9		4,9
Shire PLC		476 464	31,3		31,3
Shiseido Co Ltd		281 294	4,8		4,8
Shizuoka Bank Ltd, The		441 457	5,0		5,0
Shoppers Drug Mart Corp		17 000	1,0		1,0
Shoptite Holdings Ltd		1 124 862	18,7		18,7
Shougang Fushan Resources Group Ltd		5 824 000	2,2		2,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Showa Corp		30 000	0,5				0,5
Showa Denko KK		1 170 389	1,8				1,8
Showa Shell Sekiyu KK		147 141	1,6				1,6
Shree Cement Ltd		8 000	0,6				0,6
Shriram Transport Finance Co Ltd		350 736	4,1				4,1
Shuangliang Eco-Energy Systems Co Ltd	classe A	69 800	0,1				0,1
Shui On Land Ltd	classe A	6 592 435	2,2				2,2
Siam Cement PCL/The		1 135 556	14,8				14,8
Siam Commercial Bank PCL/The		4 639 133	21,5				21,5
Sichuan Changhong Electric Co Ltd	classe A	795 000	0,4				0,4
Sichuan Chuantou Energy Co Ltd	classe A	191 021	0,4				0,4
Sichuan Kelun Pharmaceutical Co Ltd	classe A	579 173	4,7				4,7
Sichuan Swellfun Co Ltd	classe A	63 100	0,1				0,1
Siemens AG		623 219	90,6				90,6
Siemens Ltd		154 744	1,8				1,8
Sieyuan Electric Co Ltd	classe A	56 800	0,1				0,1
Sigma-Aldrich Corp		77 300	7,7				7,7
Sihuan Pharmaceutical Holdings Group Ltd		3 789 362	3,7				3,7
Sika AG		1 681	6,4				6,4
Siliconware Precision Industries Co		7 782 515	9,9				9,9
Silver Wheaton Corp		30 000	0,6				0,6
Sime Darby Bhd		7 853 379	24,3				24,3
Simon Property Group Inc	unités de fonds	287 400	46,5				46,5
Simplo Technology Co Ltd		579 344	2,7				2,7
Singamas Container Holdings Ltd		4 194 000	1,0				1,0
Singapore Airlines Ltd		421 810	3,7				3,7
Singapore Exchange Ltd		670 751	4,1				4,1
Singapore Press Holdings Ltd		1 263 687	4,4				4,4
Singapore Telecommunications Ltd		6 287 870	19,4				19,4
Sino Biopharmaceutical Ltd		5 424 000	4,6				4,6
Sino Land Co Ltd	classe A	2 324 800	3,4				3,4
Sino-Forest Corp		82 200	-				-
Sino-Ocean Land Holdings Ltd	classe A	6 019 170	4,2				4,2
SinoPac Financial Holdings Co Ltd		18 988 211	10,1				10,1
Sinochem International Corp	classe A	134 500	0,2				0,2
Sinolink Securities Co Ltd	classe A	69 600	0,2				0,2
Sinoma International Engineering Co	classe A	94 100	0,1				0,1
Sinopec Engineering Group Co Ltd		1 738 000	2,8				2,8

Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd	classe A	6 790 737	2,2		2,2
Sinopharm Group Co Ltd	classe H	1 819 600	5,5		5,5
Sinotrans Air Transportation Development Co Ltd	classe A	68 200	0,1		0,1
Sirius Satellite Radio Inc		262 776	1,0		1,0
Sistema JSFC		317 072	10,8		10,8
Skandinaviska Enskilda Banken AB	classe A	1 197 372	16,8		16,8
Skanska AB	classe B	302 256	6,6		6,6
Sky Deutschland AG		342 686	4,0		4,0
Smith & Nephew PLC		670 342	10,2		10,2
Smiths Group PLC		307 789	8,0		8,0
Snam SpA		1 585 255	9,4		9,4
Snap-on Inc		32 400	3,8		3,8
Sobeys Inc.				64,1	64,1
Sociedad Quimica y Minera de Chile SA		253 137	6,9		6,9
Société Asbestos Limitée		259 065	0,1		0,1
Société Aurifère Barrick		5 663 080	106,0		106,0
Société BIC SA		22 663	3,0		3,0
Société Canadian Tire Limitée, La	classe A	6 500	0,6	32,0	32,6
Société d'Exploration Minière Vior Inc		8 971 873	0,1		0,1
Société en commandite Gaz Métro				24,5	24,5
Société financière Wells Fargo Canada				128,7	128,7
Société Générale SA		561 603	34,7		34,7
Société pour l'Expansion des Exportations				6,6	6,6
Sodexo		74 929	8,1		8,1
Softbank Corp		756 094	70,3		70,3
Sojitz Corp		977 789	1,8		1,8
Solaise Systematique Fund Limited	unités de fonds	1 003 661	105,3		105,3
Solutions Extenway Inc.		11 492 308	0,9	1,7	2,6
Solvay SA		46 324	7,8		7,8
Sonic Healthcare Ltd		270 344	4,3		4,3
Sonova Holding AG		37 831	5,4		5,4
Sony Corp		790 638	14,6		14,6
Sony Financial Holdings Inc		135 900	2,6		2,6
SooChow Securities Co Ltd	classe A	193 637	0,3		0,3
Sotheby's		114 562	6,5		6,5
Sound Environmental Co Ltd	classe A	76 181	0,5		0,5
Southern Company, The		4 413 750	192,8		192,8
Southern Copper Corp		1 362 669	41,6		41,6
SouthGobi Resources Ltd		2 167 700	1,8		1,8
Southwest Airlines Co		402 800	8,1		8,1
Southwest Securities Co Ltd	classe A	150 000	0,3		0,3
Southwestern Energy Co		226 600	9,5		9,5
Souza Cruz SA		848 640	9,2		9,2
Spar Group Limited, The		454 208	6,1		6,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Spectra Energy Corp		1 908 200	72,2				72,2
SPhinX Strategy Fund Ltd (Managed Futures)	unités de fonds	1	-				-
Spinnaker Capital Pacnet Holdings Ltd	unités de fonds	133 702	10,6				10,6
Sprint Corp		83 095	0,9				0,9
Spy Hill Power LP					4,9		4,9
St. Jude Medical Inc		187 100	12,3				12,3
Standard Bank Group Ltd		3 189 727	41,9				41,9
Standard Chartered PLC		1 908 029	45,7				45,7
Standard Foods Corp		781 968	2,6				2,6
Standard Graphite Corp		696 000	-				-
Standard Life PLC		1 856 814	11,8				11,8
Stanley Black & Decker Inc		1 187 607	101,8				101,8
Stanley Electric Co Ltd		111 840	2,7				2,7
Staples Inc		427 400	7,2				7,2
StarHub Ltd		471 000	1,7				1,7
Starbucks Corp		486 600	40,5				40,5
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc		124 000	10,5				10,5
State Bank of India		297 232	9,0				9,0
State Street Corp		1 309 900	102,1				102,1
Statoil ASA		1 007 338	25,9				25,9
Steinhoff International Holdings Ltd		3 378 538	15,5				15,5
Stella International Holdings Ltd		422 000	1,1				1,1
Stericycle Inc		55 400	6,8				6,8
Stockland	unités de fonds	1 883 471	6,5				6,5
Stone Milliner Macro Fund LP	quote-part	1	105,3				105,3
Stora Enso Oyj	classe R	429 973	4,6				4,6
Storm Resources Ltd		11 223 000	45,5				45,5
Stornoway Diamond Corporation		11 410 375	8,9				8,9
Strait Crossing Development Inc					8,3		8,3
Strategic Value Restructuring Fund Ltd	unités de fonds	250 000	35,3				35,3
Stratus Fund Ltd	unités de fonds	104 121	172,2				172,2
Stria Capital Inc		766 667	0,1				0,1
Stryker Corp		194 896	15,6				15,6
Student Transportation Inc		7 997 018	52,6				52,6
Subsea 7 SA		206 143	4,2				4,2
Suedzucker AG		63 813	1,8				1,8
Suez Environnement Co		219 256	4,2				4,2
Sul America SA	unités de fonds	76 903	0,5				0,5

Sulzer AG		18 738	3,2		3,2
Sumco Corp		90 618	0,9		0,9
Sumitomo Chemical Co Ltd		1 163 799	4,8		4,8
Sumitomo Corp		895 772	12,0		12,0
Sumitomo Electric Industries Ltd		589 280	10,4		10,4
Sumitomo Heavy Industries Ltd		432 646	2,1		2,1
Sumitomo Metal Mining Co Ltd		409 316	5,7		5,7
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc		1 009 039	55,3		55,3
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc		2 662 608	14,9		14,9
Sumitomo Realty & Development Co Ltd		404 410	21,4		21,4
Sumitomo Rubber Industries Ltd		133 621	2,0		2,0
Sun Art Retail Group Ltd		4 366 500	6,5		6,5
Sun Hung Kai Properties Ltd	classe A	1 895 446	25,5		25,5
Sun Life Capital Trust				6,5	6,5
Sun Pharmaceutical Industries Ltd		1 349 929	13,2		13,2
SunTrust Banks Inc		475 900	18,6		18,6
Suncor Énergie Inc		20 268 080	754,8		754,8
Suncorp Group Ltd		1 005 229	12,5		12,5
Suning Commerce Group Co Ltd	classe A	3 625 894	5,7		5,7
Suning Universal Co Ltd	classe A	153 900	0,1		0,1
Suntec Real Estate Investment Trust	unités de fonds	2 893 000	3,7		3,7
Suntory Beverage & Food Ltd		96 500	3,3		3,3
Superior Energy Services Inc		13 500	0,4		0,4
Surgutneftegas OAO		18 781 724	17,2	17,2	
	privilégiées	18 220 734	15,3	15,3	32,5
Suruga Bank Ltd		140 651	2,7		2,7
Surya Citra Media Tbk PT		11 530 000	2,6		2,6
Suzano Papel e Celulose SA	classe A	822 700	3,4		3,4
Suzhou Gold Mantis Construction Decoration Co Ltd	classe A	113 730	0,4		0,4
Suzuken Co Ltd		50 035	1,7		1,7
Suzuki Motor Corp		295 400	8,4		8,4
Svenska Cellulosa AB SCA	classe B	469 865	15,4		15,4
Svenska Handelsbanken AB	classe A	435 407	22,8		22,8
Swatch Group AG, The	classe B	37 224	26,2	26,2	
	classe R	33 921	4,1	4,1	30,3
Swedbank AB	classe A	712 864	21,3		21,3
Swedish Match AB		157 824	5,4		5,4
Swire Pacific Ltd	classe A	530 803	6,6		6,6
Swire Properties Ltd		914 200	2,5		2,5
Swiss Life Holding AG		25 064	5,5		5,5
Swiss Prime Site AG		42 547	3,5		3,5
Swiss Re AG		275 153	27,0		27,0
Swisscom AG		673 036	378,6		378,6
Sydney Airport		8 613 213	31,1		31,1
Symantec Corp		449 900	11,3		11,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Synageva BioPharma Corp		73 454	5,1				5,1
Syngenta AG		73 041	31,0				31,0
Synnex Technology International Corp		3 336 997	5,6				5,6
Synopsys Inc		13 100	0,6				0,6
Synthos SA		1 391 308	2,7				2,7
Sysco Corp		448 819	17,2				17,2
Systemx Corp		51 600	3,2				3,2
TAV Havalimanlari Holding AS		429 712	3,3				3,3
TBEA Co Ltd	classe A	453 900	0,9				0,9
TCF Financial Corp		363 530	6,3				6,3
TCL Corp	classe A	1 555 300	0,6				0,6
TD Ameritrade Holding Corp		1 137 700	37,0				37,0
TD Bank NA					90,5		90,5
TDC AS		634 428	6,5				6,5
TD Capital Trust IV					11,7		11,7
T&D Holdings Inc		452 672	6,7				6,7
TDK Corp		96 133	4,9				4,9
TECO Energy Inc		364 730	6,7				6,7
TE Connectivity Ltd		265 300	15,5				15,5
TELUS Communications Inc					5,8		5,8
TELUS Corporation		11 657 367	426,2		178,6		604,8
THK Co Ltd		88 864	2,4				2,4
TIBCO Software Inc		430 000	10,3				10,3
TJX Cos Inc		483 915	32,8				32,8
TMB Bank PCL		34 386 800	2,3				2,3
T-Mobile US Inc		58 371	2,1				2,1
TNT Express NV		276 751	2,7				2,7
TOP Energy Co Ltd	classe A	98 700	0,1				0,1
TOTO Ltd		221 638	3,7				3,7
TPG-Axon Partners (Offshore) Ltd	unités de fonds	4 940	6,2				6,2
TPK Holding Co Ltd		74 322	0,5				0,5
TRW Automotive Holdings Corp		9 883	0,8				0,8
T Rowe Price Group Inc		168 300	15,0				15,0
TSO3 Inc		6 710 000	4,8				4,8
TSRC Corp		1 550 406	2,4				2,4
TS Tech Co Ltd		90 000	3,2				3,2
TUI Travel PLC		349 403	2,5				2,5
TV18 Broadcast Ltd		2 186 668	0,9				0,9

Tabcorp Holdings Ltd		582 099	2,0		2,0
Tableau Software Inc		85 000	6,2		6,2
Tachi-S Co Ltd		35 000	0,5		0,5
Taiheiyo Cement Corp		919 000	3,8		3,8
Taiji Computer Corp Ltd	classe A	25 500	0,1		0,1
Taisei Corp		757 347	3,7		3,7
Taishin Financial Holdings Co Ltd		16 769 302	8,8		8,8
Taisho Pharmaceutical Holdings Co Ltd		23 786	1,7		1,7
Taiwan Business Bank		8 703 112	2,8		2,8
Taiwan Cement Corp		8 735 010	14,4		14,4
Taiwan Cooperative Financial Holding Co Ltd		14 718 617	8,6		8,6
Taiwan Fertilizer Co Ltd		2 061 102	5,0		5,0
Taiwan Glass Industry Corp		1 820 899	2,2		2,2
Taiwan Mobile Co Ltd		4 406 266	15,1		15,1
Taiwan Semiconductor Manufacturing Co Ltd		64 746 332	243,5		243,5
Taiyo Nippon Sanso Corp		187 286	1,4		1,4
Taiyuan Heavy Industry Co	classe A	339 200	0,2		0,2
Takashimaya Co Ltd		206 540	2,2		2,2
Takeda Pharmaceutical Co Ltd		566 066	27,6		27,6
Talaat Moustafa Group		2 712 904	2,6		2,6
Talisman Energy Inc		27 054 751	334,1		334,1
Tambang Batubara Bukit Asam Persero Tbk PT		1 229 560	1,1		1,1
Tangshan Jidong Cement Co Ltd	classe A	116 000	0,2		0,2
Tangshan Sanyou Chemical Industries Co Ltd	classe A	159 300	0,1		0,1
Target Corp		449 800	30,2		30,2
Tasly Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	122 243	0,9		0,9
Tata Consultancy Services Ltd		1 082 562	40,4		40,4
Tata Motors Ltd		1 664 847	10,8	10,8	
	classe A	297 000	1,0	1,0	11,8
Tata Power Co Ltd		2 113 894	3,3		3,3
Tata Steel Ltd		654 132	4,8		4,8
Tate & Lyle PLC		364 384	5,2		5,2
Tatneft OAO		3 722 467	25,1		25,1
Tatts Group Ltd		1 096 161	3,2		3,2
Tauron Polska Energia SA		2 764 032	4,3		4,3
Tech Mahindra Ltd		227 207	7,2		7,2
Technip SA		79 487	8,1		8,1
Technologies D-Box inc		19 108 882	3,5		3,5
Technologies Sensio Inc		12 224 393	1,2		1,2
Technologies Sonomax Inc.		26 000 000	0,1		0,1
Technologies Urbanimmersive Inc.		1 750 000	0,4		0,4
Technology Select Sector SPDR Fund	unités de fonds indexés	1 742 000	66,2		66,2
Techtronic Industries Co		629 000	1,9		1,9
Teck Resources Ltd	classe A	1 576 166	46,0	46,0	
	classe B	8 863 597	245,1	245,1	291,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Teco Electric and Machinery Co Ltd		4 728 226	5,8				5,8
Teijin Ltd		730 740	1,7				1,7
Tele2 AB	classe B	249 263	3,0				3,0
Telecom Corp of New Zealand Ltd		1 419 701	2,9				2,9
Telecom Egypt Co		897 694	2,0				2,0
Telecom Italia SpA		12 570 348	12,2				12,2
Teledyne Technologies Inc		55 770	5,4				5,4
Telefonaktiebolaget LM Ericsson	classe B	2 393 080	31,1				31,1
Telefonica Brasil SA	privilégiées	350 998	7,1				7,1
Telefonica Czech Republic AS		296 324	4,7				4,7
Telefonica Deutschland Holding AG		218 169	1,9				1,9
Telefonica SA		3 236 791	56,1				56,1
Telekom Austria AG		173 059	1,4				1,4
Telekom Malaysia Bhd		2 821 015	5,1				5,1
Telekomunikasi Indonesia Persero Tbk PT		106 732 805	20,0				20,0
Telenet Group Holding NV		40 374	2,6				2,6
Telenor ASA		540 051	13,7				13,7
TeliaSonera AB		1 887 442	16,7				16,7
Telstra Corp Ltd		4 548 457	22,7				22,7
Tempur Sealy International Inc		117 784	6,8				6,8
Tenaga Nasional Bhd		7 417 328	27,4				27,4
Tenaris SA		368 944	8,6				8,6
Tencent Holdings Ltd	classe A	1 871 015	126,8				126,8
Tenet Healthcare Corp		55 100	2,5				2,5
Tenneco Inc					41,9		41,9
Tenwow International Holdings Ltd		1 500 000	0,7				0,7
Teradata Corp		105 500	5,1				5,1
Teranet Holdings LP					7,4		7,4
Terna Rete Elettrica Nazionale SpA		8 810 859	46,9				46,9
Terumo Corp		108 162	5,5				5,5
Tesco PLC		6 419 677	37,8				37,8
Tesla Motors Inc		7 200	1,2				1,2
Tesoro Corp		286 000	17,8				17,8
Teva Pharmaceutical Industries Ltd	classe A	610 974	26,0				26,0
Texas Instruments Inc		707 500	33,0				33,0
Thai Oil PCL		2 145 028	3,9				3,9
Thales SA		71 140	4,9				4,9
The Eclectica Fund	unités de fonds	547 883	139,4				139,4

The Ramco Cements Ltd		120 900	0,4		0,4
Theratechnologies Inc		6 081 800	3,0		3,0
Thermo Fisher Scientific Inc		232 300	27,5		27,5
Thermon Group Holdings Inc		285 983	8,3		8,3
Thomson Reuters Corp		31 600	1,3		1,3
Thor Industries Inc		133 195	7,8		7,8
ThyssenKrupp AG		430 185	11,1		11,1
Tian Di Science & Technology Co Ltd	classe A	4 470 928	5,5		5,5
Tianjin Capital Environmental Protection Group Co Ltd	classe A	81 900	0,1		0,1
Tianjin Port Co Ltd	classe A	162 200	0,2		0,2
Tianjin Teda Co Ltd	classe A	206 500	0,2		0,2
Tianjin Zhonghuan Semiconductor Joint-Stock Co Ltd	classe A	56 708	0,2		0,2
Tianjin ZhongXin Pharmaceutical Group Corp Ltd	classe A	46 400	0,1		0,1
Tiffany & Co		72 800	7,2		7,2
Tiger Brands Ltd		427 928	11,6		11,6
Tim Hortons Inc		12 800	0,8	14,9	15,7
Tim Participacoes SA		5 184 862	28,8		28,8
Time Warner Cable Inc	classe A	182 400	26,3		26,3
Time Warner Inc		617 040	45,7		45,7
Tingyi Cayman Islands Holding Corp	classe A	3 584 939	11,0		11,0
Titan Cement Co SA		131 670	3,8		3,8
Titan Co Ltd		296 000	1,2		1,2
Titan International Inc		291 270	5,6		5,6
Tobu Railway Co Ltd		798 307	4,1		4,1
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi AS		328 572	2,2		2,2
Toho Co Ltd		88 551	2,1		2,1
Toho Gas Co Ltd		319 000	1,7		1,7
Tohoku Electric Power Co Inc		353 653	4,2		4,2
Tokio Marine Holdings Inc		549 200	19,5		19,5
Tokyo Electric Power Co Inc		1 129 905	5,9		5,9
Tokyo Electron Ltd		134 127	7,8		7,8
Tokyo Gas Co Ltd		1 928 284	10,1		10,1
Tokyo Tatemono Co Ltd		321 000	3,8		3,8
Tokyu Corp		888 062	6,1		6,1
Tokyu Fudosan Holdings Corp		413 817	4,1		4,1
Toll Brothers Inc		13 600	0,5		0,5
Toll Holdings Ltd		532 286	2,9		2,9
TonenGeneral Sekiyu KK		220 549	2,2		2,2
Tonghua Dongbao Pharmaceutical Co Ltd	classe A	130 300	0,4		0,4
Tongling Nonferrous Metals Group Co Ltd	classe A	153 000	0,3		0,3
Toppan Printing Co Ltd		437 733	3,7		3,7
Toray Industries Inc		1 147 183	8,4		8,4
Torchmark Corp		58 550	4,9		4,9
Tornier NV		211 865	4,2		4,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Torrent Pharmaceuticals Ltd		272 000	2,2				2,2
Toshiba Corp		3 145 019	14,1				14,1
Total SA		7 601 683	495,6				495,6
Total System Services Inc		108 200	3,8				3,8
Totvs SA		469 665	7,8				7,8
Tourmaline Oil Corp		1 885 188	84,3				84,3
Towa Pharmaceutical Co Ltd		86 322	3,9				3,9
Tower Bersama Infrastructure Tbk PT		4 413 000	2,2				2,2
Towers Watson & Co	classe A	5 520	0,7				0,7
Toyo Seikan Group Holdings Ltd		127 603	2,9				2,9
Toyo Suisan Kaisha Ltd		73 933	2,4				2,4
Toyoda Gosei Co Ltd		50 807	1,3				1,3
Toyota Boshoku Corp		51 400	0,7				0,7
Toyota Industries Corp		127 332	6,1				6,1
Toyota Motor Corp		2 174 747	141,1				141,1
Toyota Tsusho Corp		165 970	4,4				4,4
Tractebel Energia SA		282 411	4,6				4,6
Tractor Supply Co		11 800	1,0				1,0
TransAlta Corp		22 600	0,3				0,3
Transat AT Inc	classe B	1 000 000	12,6				12,6
TransCanada Corporation		2 586 841	125,6				125,6
TransCanada PipeLines Ltd					101,8		101,8
Transcend Information Inc		509 511	1,6				1,6
TransDigm Group Inc		4 200	0,7				0,7
TransForce Inc		1 400 000	35,4				35,4
Transmissora Alianca de Energia Eletrica SA	unités de fonds	200 000	1,6				1,6
Trans-Northern Pipelines Inc					9,7		9,7
Transocean Ltd		472 309	24,6				24,6
Transurban Finance Co Pty Ltd					50,5		50,5
Transurban Group		7 000 653	45,5				45,5
Travelers Cos Inc, The		236 000	22,7				22,7
Travis Perkins PLC		191 516	6,3				6,3
Treasury Wine Estates Ltd		505 682	2,3				2,3
Trend Micro Inc		82 251	3,1				3,1
Trican Well Service Ltd		11 426 800	148,3				148,3
Trimble Navigation Ltd		21 700	0,8				0,8
TripAdvisor Inc	classe A	72 150	6,3				6,3
True Corp PCL		13 367 900	3,2				3,2

Truworths International Ltd		1 158 197	9,0		9,0
Tryg AS		19 163	2,0		2,0
Tsinghua Tongfang Co Ltd	classe A	331 200	0,6		0,6
Tsingtao Brewery Co Ltd	classe A	59 802	0,5	0,5	
	classe H	657 866	5,9	5,9	6,4
Tsumura & Co		42 790	1,2		1,2
Tudor Tensor Fund Ltd	unités de fonds	97 671	102,9		102,9
Tullow Oil PLC		710 626	10,7		10,7
Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS		329 123	7,0		7,0
Turk Hava Yollari		1 450 977	4,6		4,6
Turk Telekomunikasyon AS		1 196 005	3,5		3,5
Turkcell Iletisim Hizmetleri AS		2 024 008	11,4		11,4
Turkiye Garanti Bankasi AS		6 072 025	20,9		20,9
Turkiye Halk Bankasi AS		1 642 864	9,9		9,9
Turkiye Is Bankasi	classe C	4 139 989	9,5		9,5
Turkiye Sise ve Cam Fabrikalari AS		1 238 851	1,7		1,7
Turkiye Vakiflar Bankasi Tao	classe D	1 971 437	3,7		3,7
Turquoise Hill Resources Ltd		32 291 249	113,3		113,3
Twenty-First Century Fox Inc	classe A	1 227 000	45,9	45,9	
	classe B	2 839 368	104,4	104,4	150,3
Tyco International Ltd		300 300	13,1		13,1
Tyson Foods Inc	classe A	243 260	8,6		8,6
UBS AG		2 878 759	58,2		58,2
UCB SA		78 237	6,2		6,2
UDR Inc	unités de fonds	22 800	0,6		0,6
UEM Sunrise Bhd		4 099 231	3,1		3,1
UMW Holdings Bhd		1 381 939	5,4		5,4
U-Ming Marine Transport Corp		1 127 459	2,2		2,2
UOL Group Ltd		360 611	1,9		1,9
UPM-Kymmene Oyj		413 084	7,4		7,4
URS Corp		96 110	5,4		5,4
US Bancorp		1 207 880	51,8		51,8
USS Co Ltd		171 370	2,5		2,5
US Silica Holdings Inc		227 288	8,2		8,2
Ube Industries Ltd		830 000	1,9		1,9
Ulker Biskuvi Sanayi AS		359 590	2,7		2,7
Ulta Salon Cosmetics & Fragrance Inc		5 100	0,5		0,5
Ultrapar Participacoes SA		608 816	15,3		15,3
Ultratech Cement Ltd		77 444	2,3		2,3
Umicore SA		89 068	4,4		4,4
Under Armour Inc	classe A	6 800	0,6		0,6
UniCredit SpA		3 392 356	26,7		26,7
Uni-President China Holdings Ltd		1 976 000	2,1		2,1
Uni-President Enterprises Corp		11 515 908	22,0		22,0
Unibail-Rodamco SE	unités de fonds	75 970	20,7		20,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Unicharm Corp		91 500	5,5				5,5
Unilever Indonesia Tbk PT		3 864 858	8,8				8,8
Unilever NV		1 321 332	56,6				56,6
Unilever PLC		6 864 243	299,8				299,8
Unimicron Technology Corp		2 738 488	2,2				2,2
Union Gas Ltd					94,0		94,0
Union Pacific Corp		297 800	53,2				53,2
Unione di Banche Italiane SCPA		669 313	4,8				4,8
Unite Group PLC		570 100	4,0				4,0
United Breweries Ltd		143 614	1,9				1,9
United Community Banks Inc		325 000	6,1				6,1
United Continental Holdings Inc		7 673	0,3				0,3
United Internet AG		83 365	3,8				3,8
United Microelectronics Corp		8 599 756	3,8				3,8
United Overseas Bank Ltd		1 004 636	18,0				18,0
United Parcel Service Inc	classe B	462 300	51,6				51,6
United Spirits Ltd		189 448	8,5				8,5
United States Steel Corp		80 500	2,5				2,5
United Technologies Corp		1 099 700	133,0				133,0
United Tractors Tbk PT		3 883 777	6,4				6,4
United Urban Investment Corp	unités de fonds	1 860	2,8				2,8
United Utilities Group PLC		3 545 309	41,9				41,9
UnitedHealth Group Inc		2 198 550	175,9				175,9
Universal American Corp		1 379 730	10,7				10,7
Universal Health Services Inc	classe B	123 357	10,7				10,7
Universal Robina Corp		2 293 710	6,2				6,2
Unum Group		168 900	6,3				6,3
Uralkali OJSC		3 472 900	19,3				19,3
Uranium Valley Mines Ltd		54 047	-				-
Urban Outfitters Inc		71 333	2,8				2,8
Usinas Siderurgicas de Minas Gerais SA	classe A	246 914	1,6				1,6
VCG Special Opportunities Fund Ltd Offshore	unités de fonds	25 000	-				-
VF Corp		227 600	15,1				15,1
VMware Inc	classe A	108 685	10,4				10,4
VST Holdings Ltd		1 214 800	0,3				0,3
VTB Bank OJSC		13 627 137 754	21,9				21,9
V V Food & Beverage Co Ltd	classe A	162 000	0,1				0,1

Vale SA		4 893 114	78,9	-	78,9
	classe A	4 709 138	69,4		69,4
	privilégiées	4 000 000	59,5		59,5
Valeant Pharmaceuticals International Inc		4 062 953	506,3		506,3
Valeo SA		58 980	6,9		6,9
Valero Energy Corp		498 700	26,7		26,7
Vallourec SA		83 874	4,9		4,9
Valmont Industries Inc		35 580	5,6		5,6
Value Partners Group Ltd		1 669 000	1,4		1,4
Vanguard International Semiconductor Corp		1 927 000	2,4		2,4
Vantiv Inc	classe A	10 494	0,4		0,4
Vard Holdings Ltd		1 675 000	1,1		1,1
Vardana International Ltd	unités de fonds	1 100 000	110,1		110,1
Varian Medical Systems Inc		68 181	5,6		5,6
Vectura Group PLC		850 190	2,1		2,1
Ventas Inc	unités de fonds	277 800	16,9		16,9
Veolia Environnement SA		278 749	4,8		4,8
VeriSign Inc		84 500	5,4		5,4
Verisk Analytics Inc	classe A	12 834	0,9		0,9
Verizon Communications Inc		1 958 743	102,3	96,8	199,1
Vermilion Energy Inc		8 155	0,5		0,5
Vertex Pharmaceuticals Inc		227 129	17,9		17,9
Vêtements de Sport Gildan Inc, Les		12 148 902	687,7		687,7
Viacom Inc	classe B	263 900	24,5		24,5
Vidéotron Ltée				38,6	38,6
Vienna Insurance Group AG Wiener Versicherung Gruppe		30 003	1,6		1,6
Vina Concha y Toro SA		1 178 140	2,4		2,4
Vince Holding Corp		40 000	1,3		1,3
Vinci SA		474 621	33,2		33,2
Visa Inc	classe A	344 226	81,4		81,4
Viterra Inc				2,1	2,1
Vivendi SA		1 102 432	30,9		30,9
Vodacom Group Ltd		977 803	13,2		13,2
Vodafone Group PLC		40 124 715	167,3		167,3
Voestalpine AG		87 578	4,5		4,5
Volkswagen AG		23 056	6,6		6,6
	privilégiées	114 354	34,2		34,2
Volvo AB	classe B	1 185 388	16,6		16,6
Vornado Realty Trust	unités de fonds	112 000	10,6		10,6
Vulcan Materials Co		84 100	5,3		5,3
WEG SA		107 600	1,5		1,5
WM Morrison Supermarkets PLC		2 276 490	10,5		10,5
WNS Holdings Ltd		155 600	3,6		3,6
WPG Holdings Ltd		3 698 975	4,5		4,5
WPP PLC		1 043 112	25,3		25,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
WPX Energy Inc		111 633	2,4				2,4
WR Berkley Corp		10 400	0,5				0,5
WW Grainger Inc		61 730	16,8				16,8
Wal-Mart de Mexico SAB de CV	série V	13 932 670	38,7				38,7
Wal-Mart Stores Inc		1 233 663	103,1				103,1
Walgreen Co		6 570 800	401,0				401,0
Walsin Lihwa Corp		8 459 303	2,9				2,9
Walt Disney Co, The		1 061 200	86,1				86,1
Wan Hai Lines Ltd		1 457 944	0,8				0,8
Wanhua Chemical Group Co Ltd	classe A	1 371 727	5,0				5,0
Want Want China Holdings Ltd	classe A	10 894 103	16,7				16,7
Wanxiang Qianchao Co Ltd	classe A	171 500	0,2				0,2
Wartsila Oyj Abp	classe B	138 695	7,3				7,3
Waste Management Inc		5 683 460	271,0				271,0
Waters Corp		48 592	5,2				5,2
Weatherford International Ltd		65 000	1,1				1,1
Weichai Power Co Ltd	classe A	179 172	0,6			0,6	
	classe H	888 233	3,8			3,8	4,4
Weifu High-Technology Group Co Ltd	classe A	1 165 093	6,3				6,3
Weir Group Plc, The		166 542	6,2				6,2
WellPoint Inc		182 700	17,9				17,9
Wells Fargo & Company		3 230 050	155,8			155,8	
	privilégiées	7	-			-	155,8
Wendel SA		25 184	3,9				3,9
Wesdome Gold Mines Ltd		364 900	0,2				0,2
Wesfarmers Ltd		791 981	33,2				33,2
West Fraser Timber Co Ltd		283 000	29,3				29,3
West Japan Railway Co		140 300	6,5				6,5
Westcoast Energy Inc					6,2		6,2
Western Digital Corp		136 300	12,2				12,2
Western Mining Co Ltd	classe A	333 400	0,3				0,3
Western Securities Co Ltd	classe A	51 700	0,1				0,1
Western Union Co, The		357 200	6,5				6,5
Westfield Group	unités de fonds	2 281 943	21,9				21,9
Westfield Retail Trust	unités de fonds	2 340 780	6,6				6,6
Westpac Banking Corp		2 523 874	77,7				77,7
Weyerhaeuser Co	unités de fonds	376 274	12,6				12,6
Wharf Holdings Ltd	classe A	1 710 173	13,9				13,9

Wheelock & Co Ltd	classe A	720 000	3,5		3,5
Whirlpool Corp		50 800	8,5		8,5
Whitbread PLC		139 940	9,2		9,2
Whiting Petroleum Corp		10 038	0,7		0,7
Whole Foods Market Inc		238 700	14,7		14,7
William Demant Holding AS		18 124	1,9		1,9
William Hill PLC		677 107	4,8		4,8
Williams Cos Inc, The		441 400	18,1		18,1
Willis Group Holdings PLC		2 109 600	100,4		100,4
Wilmar International Ltd		1 502 900	4,3		4,3
Windstream Holdings Inc		383 653	3,3		3,3
Winnipeg Airport Authority Inc				24,7	24,7
Wintime Energy Co Ltd	classe A	152 200	0,1		0,1
Wipro Ltd		1 610 599	15,5		15,5
Wisconsin Energy Corp		5 529 600	242,9		242,9
Wistron Corp		2 576 891	2,3		2,3
Wolseley PLC		207 448	12,5		12,5
Wolters Kluwer NV		235 873	7,2		7,2
Woodside Petroleum Ltd		514 981	19,0		19,0
Woolworths Holdings Ltd		1 996 789	15,1		15,1
Woolworths Ltd		984 335	31,7		31,7
Woori Finance Holdings Co Ltd		953 397	12,8		12,8
Woori Investment & Securities Co Ltd		314 248	3,0		3,0
Workday Inc		5 640	0,5		0,5
WorleyParsons Ltd		161 700	2,6		2,6
Wuhan Iron & Steel Co Ltd	classe A	760 500	0,3		0,3
Wuhan Kaidi Electric Power Co Ltd	classe A	132 000	0,1		0,1
Wuliangye Yibin Co Ltd	classe A	367 627	1,0		1,0
Wumart Stores Inc	classe H	934 750	1,6		1,6
Wyndham Worldwide Corp		84 400	6,6		6,6
Wynn Macau Ltd		1 299 708	6,3		6,3
Wynn Resorts Ltd		52 100	10,8		10,8
XCMG Construction Machinery Co Ltd	classe A	177 600	0,2		0,2
XJ Electric Co Ltd	classe A	79 302	0,4		0,4
XL Axiata Tbk PT		6 168 702	2,8		2,8
XL Group Plc	classe A	183 000	6,2		6,2
XMET Inc		1 020 500	0,1		0,1
Xcel Energy Inc		334 360	9,9		9,9
Xerox Corp		748 772	9,7		9,7
Xi' An Aero-Engine PLC	classe A	105 446	0,4		0,4
Xi'An Shaangu Power Co Ltd	classe A	105 800	0,1		0,1
Xiamen C & D Inc	classe A	264 864	0,3		0,3
Xiamen King Long Motor Group Co Ltd	classe A	974 538	1,5		1,5
Xiamen Tungsten Co Ltd	classe A	58 698	0,2		0,2

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Xilinx Inc		173 200	8,5				8,5
Xinhu Zhongbao Co Ltd	classe A	404 173	0,2				0,2
Xinjiang Goldwind Science & Technology Co Ltd	classe H	307 100	0,4				0,4
Xinjiang Tianshan Cement Co Ltd	classe A	123 100	0,1				0,1
Xinjiang Zhongtai Chemical Co Ltd	classe A	179 600	0,2				0,2
Xinxing Ductile Iron Pipes	classe A	287 435	0,3				0,3
Xizang Haisco Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	46 500	0,2				0,2
Xylem Inc		119 200	4,4				4,4
YGSOFT Inc	classe A	59 504	0,2				0,2
YTL Corp Bhd		12 702 702	6,7				6,7
YTL Power International Bhd		5 786 965	3,5				3,5
Yahoo Japan Corp		1 123 500	6,6				6,6
Yahoo! Inc.		611 700	26,3				26,3
Yakult Honsha Co Ltd		68 817	3,7				3,7
Yamada Denki Co Ltd		741 720	2,6				2,6
Yamaguchi Financial Group Inc		165 000	1,6				1,6
Yamaha Corp		123 247	2,1				2,1
Yamaha Motor Co Ltd		218 680	3,5				3,5
Yamana Gold Inc		5 208 057	47,7				47,7
Yamato Holdings Co Ltd		292 809	6,3				6,3
Yamato Kogyo Co Ltd		32 700	1,1				1,1
Yamazaki Baking Co Ltd		85 750	0,9				0,9
Yang Ming Marine Transport Corp		1 174 276	0,6				0,6
Yang Quan Coal Industry Group Co Ltd	classe A	233 000	0,3				0,3
Yango Group Co Ltd	classe A	87 650	0,1				0,1
Yangzijiang Shipbuilding Holdings Ltd		1 497 000	1,5				1,5
Yantai Changyu Pioneer Wine Co Ltd	classe A	24 360	0,1			0,1	
	classe B	424 924	1,5			1,5	1,6
Yantai Jereh Oilfield Services Group Co Ltd	classe A	51 354	0,7				0,7
Yanzhou Coal Mining Co Ltd	classe A	3 586 906	3,5				3,5
Yapi ve Kredi Bankasi AS		2 285 316	4,2				4,2
Yara International ASA		256 139	11,7				11,7
Yaskawa Electric Corp		167 883	2,8				2,8
Yes Bank Ltd		799 957	5,1				5,1
Yingde Gases Group Co Ltd		1 985 500	2,2				2,2
Yintai Resources Co Ltd	classe A	81 800	0,1				0,1
Yokogawa Electric Corp		167 891	2,7				2,7
Yokohama Rubber Co Limited , The		411 000	4,3				4,3

Yonghui Superstores Co Ltd	classe A	2 720 000	6,3	6,3
Yonyou Software Co Ltd	classe A	92 900	0,2	0,2
Youngor Group Co Ltd	classe A	311 600	0,4	0,4
Yuan Longping High-tech Agriculture Co Ltd	classe A	863 505	4,1	4,1
Yuanta Financial Holding Co Ltd		22 113 383	14,0	14,0
Yue Yuen Industrial Holdings Ltd	classe A	580 000	2,1	2,1
Yuexiu Property Co Ltd	classe H	9 376 000	2,5	2,5
Yuhan Corp		20 520	3,9	3,9
Yulon Motor Co Ltd		1 367 058	2,6	2,6
Yum! Brands Inc		2 504 400	201,2	201,2
Yunnan Aluminium Co Ltd	classe A	182 200	0,1	0,1
Yunnan Baiyao Group Co Ltd	classe A	888 126	15,9	15,9
Yunnan Chihong Zinc & Germanium Co Ltd	classe A	179 415	0,3	0,3
Yunnan Copper Industry Co Ltd	classe A	137 103	0,2	0,2
Yunnan Lincang Xinyuan Germanium Industrial Co Ltd	classe A	56 200	0,1	0,1
Yunnan Tin Co Ltd	classe A	99 100	0,2	0,2
Yunnan Yuntianhua Co Ltd	classe A	71 800	0,1	0,1
ZTE Corp	classe A	1 546 032	3,3	3,3
Zardoya Otis SA		130 749	2,5	2,5
Zee Entertainment Enterprises Ltd		521 346	2,5	2,5
Zhangzhou Pientzehuang Pharmaceutical Co Ltd	classe A	12 100	0,2	0,2
Zhangzidao Group Co Ltd	classe A	53 530	0,1	0,1
Zhejiang Beimgmate Technology Industry & Trade Co Ltd	classe A	48 083	0,3	0,3
Zhejiang China Commodities City Group Co Ltd	classe A	234 300	0,2	0,2
Zhejiang Chint Electrics Co Ltd	classe A	601 266	2,6	2,6
Zhejiang Dahua Technology Co Ltd	classe A	111 000	0,8	0,8
Zhejiang Dun'An Artificial Environment Co Ltd	classe A	72 200	0,1	0,1
Zhejiang Expressway Co Ltd	classe A	2 625 397	2,6	2,6
Zhejiang Guyuelongshan Shaoxing Wine Co Ltd	classe A	82 000	0,1	0,1
Zhejiang Hisun Pharmaceutical Co Ltd	classe A	90 396	0,2	0,2
Zhejiang Huahai Pharmaceutical Co Ltd	classe A	1 791 525	4,3	4,3
Zhejiang Juhua Co Ltd	classe A	158 600	0,1	0,1
Zhejiang Longsheng Group Co Ltd	classe A	337 578	0,8	0,8
Zhejiang Medicine Co Ltd	classe A	100 800	0,2	0,2
Zhejiang NHU Co Ltd	classe A	728 569	2,5	2,5
Zhejiang Runtu Co Ltd	classe A	66 000	0,2	0,2
Zhejiang Yasha Decoration Co Ltd	classe A	54 646	0,2	0,2
Zhen Ding Technology Holding Ltd		444 510	1,1	1,1
Zhengzhou Coal Mining Machinery Group Co Ltd	classe H	163 100	0,1	0,1
Zhengzhou Yutong Bus Co Ltd	classe A	3 614 622	11,1	11,1
Zhongbai Holdings Group Co Ltd	classe A	2 432 923	3,0	3,0
Zhongjin Gold Co Ltd	classe A	316 739	0,5	0,5
Zhongshan Public Utilities Group Co Ltd	classe A	50 300	0,1	0,1
Zhongsheng Group Holdings Ltd		1 048 500	1,5	1,5

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Zhongtian Urban Development Group Co Ltd	classe A	137 567	0,1				0,1
Zhongyuan Union Stem Cell Bioengineering Co Ltd	classe A	52 600	0,2				0,2
Zhuzhou CSR Times Electric Co Ltd	classe H	1 001 700	3,8				3,8
Zhuzhou Times New Material Technology Co Ltd	classe A	92 447	0,2				0,2
Zibo Qixiang Tengda Chemical Co Ltd	classe A	36 144	0,1				0,1
Ziggo NV		117 196	5,7				5,7
Zijin Mining Group Co Ltd	classe A	12 530 456	2,9				2,9
Zimmer Holdings Inc		2 685 512	265,9				265,9
Zions Bancorporation		102 611	3,3				3,3
Zodiac Aerospace		26 662	5,0				5,0
Zoetis Inc		276 905	9,6				9,6
Zoomlion Heavy Industry Science and Technology Co Ltd	classe A	810 600	0,8			0,8	
	classe H	2 487 180	2,5			2,5	3,3
Zurich Insurance Group AG		117 970	36,4				36,4
Zynga Inc	classe A	600 000	2,4				2,4

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations d'entreprises tels qu'ils sont présentés à l'actif des états financiers cumulés. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent à la Caisse un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements:

 A = de 0 à 5 M\$ C = de 10 à 30 M\$ E = de 50 à 75 M\$ G = de 100 à 150 M\$ I = de 300 à 500 M\$
 B = de 5 à 10 M\$ D = de 30 à 50 M\$ F = de 75 à 100 M\$ H = de 150 à 300 M\$ J = 500 M\$ et plus

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées tels qu'ils sont présentés à l'actif des états financiers cumulés. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Immobilier						
	Blackstone Real Estate Partners Asia, L.P.	X				D
	Blackstone Real Estate Partners Europe IV L.P.	X				C
	Blackstone Real Estate Partners III, L.P.	X				A
	Blackstone Real Estate Partners VI, L.P.	X				I
	Blackstone Real Estate Partners VII, L.P.	X				I
	CDP Real Estate Advisory India Private Limited		X			A
	CIM Fund III, L.P.	X				I
	CIM Fund VIII, LP	X				D
	Cerberus Capital Management LP	X				G
	Cherokee Investment Partners II, L.P.	X				A
	City Centre Associates JV		X			A
	Colyzeo Investors, L.P.	X				A
	Colyzeo Investors II, L.P.	X				E
	Creedence RE Investment AIV SUB I, LP	X				I
	daVinci Japan Real Estate Partners IV, L.P.	X				A
	Fonds de Résidences Maestro, SEC	X				A
	Fonds de Résidences Maestro II, SEC	X				A
	Fonds de Résidences Maestro III, SEC	X				A
	Fonds de Résidences Maestro IV, SEC	X				A
	Fonds de Résidences Maestro V, SEC	X				A
	Fonds de Résidences pour étudiants Maestro I, SEC	X				A

Fonds Warburg Pincus Real Estate I, LP	X			F
Gresham Real Estate Fund II L.P.	X			C
H3H Partners GmbH & Co KG		X		A
HOB Partners GmbH & Co KG		X		A
Hochstrasse 3 Hotelgesellschaft mbH		X		B
India Property fund L.P.	X			E
Kimex Retail Land and Development Fund I, LP	X			C
KingSett Real Estate Growth LP No.1	X			A
KingSett Real Estate Growth LP No.2	X			A
KingSett Real Estate Growth LP No.3	X			E
KingSett Real Estate Growth LP No.4	X			C
KingSett Real Estate Growth LP No.5	X			C
Landon Butler		X		A
Lone Star Fund III (Bermuda) LP	X			C
Lone Star Fund IV (Bermuda) LP	X			E
Lone Star Fund V (Bermuda) LP	X			I
Lone Star Fund VI (Bermuda) LP	X			J
Lone Star Fund VIII LP	X			D
Lone Star Real Estate Fund LP	X			H
MCAP Commercial LP	X			H
Macquarie Wanda Real Estate Fund	X			B
Manhattan Valley Fund LP	X			A
NYC Residential Fund GP, LLC	X			A
New York Metro Fund, LP	X			A
One Newark Center GP LLC	X			A
Penreal Property Trust II	X			A
PenRetail III Limited Partnership	X			B
Pointpark Properties, sro	X			G
Praedium Fund V, L.P., The	X			A
Praedium Fund VI, L.P., The	X			D
Praedium Fund VII, L.P., The	X			H
RP NYC CIP Investors, LP	X			F
Rockpoint Real Estate Fund IV, LP	X			D
SITQ Les Tours S.A.		X		F
Société en commandite Maestro	X			A
Utrecht AIV I, LP	X			F
WPRE Red Star L.P.	X			G
Williams Opportunity Partner Fund, LLC	X			A

Placements privés et Infrastructures ¹

4411871 Canada Inc	classe A	X			A
	privilégiées B	X			A
7764863 Canada Inc	privilégiées D, E	X		X	C
7790724 Canada Inc		X			A
9256-9771 Québec Inc	classe A	X	X		A
9272-8328 Québec Inc				X	A

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
	ARC Energy Venture Fund 3 Canadian LP	X				A
	ARC Energy Venture Fund 4 Canadian LP	X				C
	ASF V Messenger Acquisition LP	X				C
	ASF V-B Park Co-Investment LP	X				G
	AXA Capital Asia II LP	X				F
	AXA Capital Asia LP	X				H
	AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	X				G
	AXA CDP TDF FCPR	X				F
	AXA Early Secondary Fund III LP	X				D
	AXA Expansion Fund II FCPR	X				C
	AXA LBO Fund III A	X				C
	AXA LBO Fund IV FCPR	X				H
	AXA LBO Fund IV Supplementary FCPR	X				E
	AXA LBO Fund V LP	X				E
	AXA LBO Fund V Supplementary	X				A
	AXA Mezzanine 1 SICAR	X				C
	AXA Primary Fund America III LP	X				E
	AXA Primary Fund America IV LP	X				F
	AXA Primary Fund Europe III LP	X				G
	AXA Primary Fund Europe IV LP	X				G
	AXA Private Equity Fund	X				A
	AXA Private Equity Fund II	X				A
	AXA Secondary Fund II LP	X				A
	AXA Secondary Fund III-1 LP	X				B
	AXA Secondary Fund IV LP	X				H
	AXA Secondary Fund LP	X				A
	AXA Secondary Fund V LP	X				H
	AXA VENTURE Fund IV	X				A
	Affinity Asia Pacific Fund IV LP	X				B
	Airport Holding Kft		X			A
	Airport Hungary Tanácsadó Korlátolt Felelősségű Társaság Kft				X	E
	Alexander Forbes Equity Holdings (Proprietary) Limited		X			B
			X			C
	Aliments Multibar Inc, Les				X	C
	Aquiline Financial Services Fund (Offshore) LP	X				D
	ArcLight Energy Partners Fund I LP	X				A
	ArcLight Energy Partners Fund II LP	X				B
	ArcLight Energy Partners Fund III LP	X				D
	ArcLight Energy Partners Fund IV LP	X				C

ArcLight Energy Partners Fund V LP				X					D
Ares Corporate Opportunities Fund II LP				X					D
Ares Corporate Opportunities Fund III LP				X					D
Ares Corporate Opportunities Fund IV LP				X					C
Argos Therapeutics, Inc		privilégées C, D, E				X		X	B
Auriga Ventures I				X					A
Auriga Ventures II				X					B
Avenue Asia Special Situations Fund IV LP				X					C
Avenue Special Situations Fund V LP				X					A
Avenue-CDP Global Opportunities Fund LP				X					D
Averna Technologies Inc ²		classes D, G				X		X	B
AviAlliance Capital						X		X	H
BC European Capital - Suddenlink Co-Investment-2 LP				X				X	F
BC European Capital IX				X					E
BC European Capital VII				X					A
BC European Capital VIII				X					F
BCP V Co-Investors LP				X					C
BVP Management Ltd						X			A
Bariatrx Nutrition Inc.		classe A				X			C
Baring Vostok Fund IV Supplemental Fund LP				X					C
Baring Vostok Private Equity Fund III LP				X					F
Baring Vostok Private Equity Fund IV LP				X					F
Baring Vostok Private Equity Fund V LP				X					C
Baring Vostok Private Equity LP 1				X					E
BioMarin Delivery Canada Inc		privilégées A				X			A
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP				X					H
Blackstone Health Commitment Partners LP				X					A
Brightspark Ventures II LP				X					B
Brightspark Ventures LP				X					A
Bronco Midstream Partners LP				X					C
Brookfield Capital Partners Fund III LP				X					E
Brookfield Special Situations II LP				X					E
C-1 Holdings LLC						X			B
CDP Investissements Associés SENC				X					D
CDP Investissements Associés II SENC				X					F
CD&R B&M Co-Investor, LP				X					E
CD&R EMSC Co-Investor LP				X					I
CD&R Univar Co-Investor II LP				X					F
CDR USF Co-Investor NO 2 LP				X					H
CG Investment Group LLC				X					C
C Ports Australia No.1 Trust				X				X	J
C Ports Australia No.2 Trust				X					H
CVI Global Value Fund LP				X					H
CVI Global Value Fund LP - Top Off				X					H
Camille Fontaine et Fils Inc.								X	B

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Camoplast Solideal Inc ²	classes A, C		X			H
Canadian Regional Aircraft Finance Transaction no1 Limited	privilégiées		X			A
Candover 2005 Fund US No 2 LP		X				D
Capital Croissance PME SEC		X				F
Capital St-Laurent SEC		X				A
Capital Z Financial Services Fund II LP		X				A
Caravelle Investment Fund LLC		X				A
Care Capital Investments III LP		X				C
Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP		X				D
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	classe A		X			C
	privilégiées		X			F
Cellfish Media, Inc			X	X		D
Cerberus FIM Investors Auto Finance LLC		X			X	A
Cerberus FIM Investors Commercial Finance LLC		X			X	A
Cerberus FIM Investors Commercial Mortgage LLC		X			X	A
Cerberus FIM Investors Insurance LLC		X			X	A
Cerberus FIM Investors Rescap LLC		X			X	A
Cerberus Institutional Partners LP (Series Four)		X				J
Cerbus Fonds 1 CDP-IC SEC		X				D
Cevian Capital II Co-Investment Fund LP		X				G
Cevian Capital II Ltd	classe D		X			I
Citicorp Mezzanine III LP		X				A
Clarus Lifesciences I LP		X				C
Clarus Lifesciences II LP		X				C
Clayax Acquisition Luxembourg 1 Sarl			X			G
	privilégiées		X			H
Clayton Dubilier & Rice Fund VII (Co-Investment) LP		X				E
Clayton Dubilier & Rice Fund VII LP		X				D
Clayton Dubilier & Rice Fund VIII LP		X				G
Clayton Dubilier & Rice Fund IX LP		X				D
Colonial Pipeline Company			X			J
Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, La			X			G
Corex Resources Ltd			X			G
Corporation de développement Nautilus Inc	classe A		X			A
Corsair III Financial Services Capital Partners LP		X				C
Court Square Capital Partners (Offshore) II LP		X				E
Court Square Capital Partners III LP		X				B
Crown Global Secondaries III PLC	classe A		X			C
Cytheris SA			X			A

Denver Partners LLC		X				C
Deshors International S.A. ²			X		X	A
Distech Contrôles inc	privilégées A		X			B
EGS Private Healthcare Partnership II LP		X				A
EQT Mid Market Fund		X				C
EQT VI FML		X				E
Emballage St-Jean Ltée			X			A
Emerald Cleantech Fund II LP		X				B
Emerald Energy Fund I LP		X				A
EnerVest Energy Institutional Fund XIII LP		X				D
Entreprises Railquip Inc, Les	classe A		X			B
ePak Holdings Limited			X	X		A
eResearchTechnology Inc			X			C
Essex Woodlands Health Ventures Fund VII LP		X				D
Essex Woodlands Health Ventures Fund VIII LP		X				C
Euro Wagon LP		X				D
European Directories SA			X	X	X	A
Explorer Acquisition Corp.					X	F
Explorer Holdings Inc			X			B
Exxel Capital Partners 5.5 LP		X				A
Exxel Capital Partners V LP		X				A
Ezeflow Inc	classe A		X			A
	privilégées D-1		X			A
Ezeflow International Inc	classe A		X			A
FGP Topco Limited (HAH)			X			J
FONDS ID SEC		X				C
Fairfield Energy Limited	privilégées, B1		X		X	E
Fiera Axium Infrastructure Canada SEC		X				D
Finloc 2000 inc					X	A
Fluxys			X			J
Fonds AlterInvest SEC		X				A
Fonds AlterInvest SEC II		X				D
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC		X				B
Fonds Cycle Capital I SEC		X				A
Fonds d'investissement iNovia II SEC		X				C
Fonds Manufacturier Québécois SEC		X				C
Fonds Propulsion III SEC		X				B
Fonds Tandem Expansion I SEC		X				C
Fonds d'investissement AlterInvest inc	classes A, C		X			A
Fortress Coinvestment Fund V LP		X				C
Fortress Investment Fund V LP		X				F
GO Capital SEC		X				A
GSO Capital Partners LP		X				F
Genesis Partners II LDC		X				A
Genesis Partners III LP		X				C

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Genstar Capital Partners III LP		X				A
Genstar Capital Partners IV LP		X				C
Genstar Capital Partners V LP		X				F
Genstar Capital Partners VI LP		X				C
Gestion Grand Lys Inc	classes A, E privilégiées B		X			A
Gestion Sijeri Inc	classes A, B privilégiées D, H		X			A
Gestion T2C2/BIO SEC		X				A
Glencoe Capital Institutional Partners III LP		X				A
Glencoe/d'Amérique LLC		X				A
Global Agriculture AIV LLC		X				F
Global Timber Resources LLC		X				B
Gravity Energy Corp			X			A
Greenfield Ethanol Inc			X			C
Greenpac Holding LLC		X			X	F
Groupe Graham International Inc	classe A		X		X	A
Groupe Holiday Inc			X		X	A
Groupe Keolis SAS			X			J
Groupe Multibar Inc	classe A		X			B
Groupe Novatech Inc	classe O privilégiées P		X		X	C
Groupe Optimum Inc	classe AA classe BB		X			A
Groupe Stageline Inc	classes A, E privilégiées B		X		X	A
Grupo Corporativo ONO SA	classe A		X			H
HDF (UK) Holdings Limited	classe A privilégiées		X			F
HEF HoldCo II, Inc.			X		X	H
HM/Latimer Coinvestors LP		X				B
HM/Latimer Investments No 1 LP		X				A
HMY International	privilégiées B2, B3		X	X		A
Harlan Laboratories Corp			X			B
Hastings Luxembourg Water S.à.r.l.					X	F
HydroSolution Ltée	classes A, B		X			A
HydroSolution SEC		X				C
iCON Infrastructure Partners LP		X				C

ILM Investments LP		X							I
IPE Tank and Rail Investment 2 SCA			X						A
Innisfree PFI Continuation Fund		X							F
Inotek Pharmaceuticals Corp	privilégies B			X	X				A
Interconnector UK Ltd				X					I
	privilégies			X					A
Intransit BC Limited Partnership		X							F
Intransit British Columbia GP Ltd				X					A
	privilégies			X					A
Invenergy Canada Wind 4 Limited	classe A			X					A
	privilégies B			X					A
Invenergy Canada Wind Green Limited	classe A			X					A
	privilégies B			X					A
Invenergy Green LP		X							F
Invenergy Raleigh Green Limited	classe A			X					A
	privilégies B			X					A
Invenergy US Wind Holdings LLC							X		I
Invenergy Wind LLC						X			H
Investissements BSA Inc	classe A			X					C
Investissements Novacap inc				X					A
J L Albright III Venture Fund		X							A
J L Albright IV Venture Fund		X							B
JitneyTrade Inc							X		A
KERN Cobalt Co-Invest Partners AP LP		X							G
KERN Energy Partners I LP		X							C
KERN Energy Partners II LP		X							F
KERN Energy Partners III LP		X							E
Kodiak Funding LP		X							A
LB Firth Sidecar LLC		X							A
	privilégies				X				D
Laboratoires Oméga Limitée	classe A				X				B
	privilégies D				X				A
Laureate Co-Investors V Limited Partnership		X							C
Lightyear NIB LP		X							D
Lion Capital Fund I LP		X							A
Lion Capital Fund II LP		X							G
Lion Capital Fund III LP		X							F
Lion/Seneca Cayman 1 LP		X					X		H
Lone Star Fund III (Bermuda) LP		X							B
Lumira Capital Corp					X				A
MCC Hold Trust		X							B
MMV Financial Inc	classe A				X	X			A
	privilégies G				X				A
MSR Location Scène Mobile Inc							X		A
Macquarie European Infrastructure Fund LP		X							F

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Maetta Sciences inc	classe A		X	X		A
	privilégiées B, C, D		X			A
Manzoni International SA ²	classe A		X		X	A
Marcomir Acquisition SAS					X	D
Marietta Corp			X			A
	privilégiées A, B		X			A
Montreal Maine & Atlantic Railway Ltd			X			A
Morgan Schaffer inc	classe A		X		X	C
Multiple Capital Fonds II SEC		X				A
NB Co-Investment Partners LP		X				D
NGEN Enabling Technologies Fund LP		X				A
Nanoledge			X			A
Nautilus Plus Inc					X	A
New Asurion Corporation			X			H
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd	classe A		X			A
	privilégiées A		X			F
Newbridge Asia III LP		X				A
Newbridge Asia IV LP		X				D
Novacap II Société en commandite		X				C
Novacap Industries III SEC		X				D
Novacap Technologies III SEC		X				C
Noverco Inc. (Gaz Métro)			X		X	J
Nth Power Technology Fund II-A LP		X				A
OCM Asia Principal Opportunities Fund LP		X				C
OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd		X				E
OCM Opportunities Fund VIIb LP		X				G
OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd		X				E
OTYC Holdings Inc.	privilégiées D		X			A
Oncap II LP		X				D
Oncap III (Canada) LP		X				C
Onex Allison Co-Invest LP		X				F
Onex Partners II LP		X				F
Onex Partners III LP		X				F
Onex Partners LP		X				E
Onex Spirit Co-Investment LP		X				C
Onex Tomkins Co-Invest LP		X				E
OrbiMed Private Investments III LP		X				C
Osum Oil Sands Corp			X			D
PCUT No 1 Pty Ltd					X	D

PPP Holdings No 1 Pty Ltd			X		X	C
	privilégées C		X			A
PPP Holdings No 2 Pty Ltd			X		X	C
	privilégées C		X			A
Park Square Capital Partners LP		X				H
Partenaires Médias Remstar SEC		X				A
Partenaires Persistence Capital LP		X				B
Parts Holdings (France)					X	A
Pinofaun Ltd			X		X	A
	privilégiées		X			A
Plastrec Inc	classe A		X			A
Plenary Conventions Holdings Pty Ltd			X			A
Plenary Health Holdings Pty Ltd			X			A
Plenary Health Holdings Unit Trust		X				A
Plenary Holdings No 6 Pty Ltd		X				A
Plenary Holdings No 7 Pty Ltd		X				A
			X			A
	privilégiées C		X			A
Plenary Living (LEAP 2) Pty Ltd					X	E
Plenary Living (LEAP 2) Holdings Pty Ltd			X			B
	classe C, RPS		X			C
Plenary Research Pty Ltd					X	C
Pool Acquisition SA			X	X		A
ProQuest Investments IV LP		X				D
PulsePoint Inc	privilégiées B		X			A
Quantum Energy Partners IV LP		X				D
Québecor Média Inc			X			J
RAD Technologies inc ²	classe A		X			A
	privilégiées A, B, C		X			A
Ray Investment S à r l			X			G
Ressorts Liberté Inc					X	A
Révision Militaire Inc					X	A
Rho Canada Ventures LP		X				C
Riopelle Century LLC		X				C
Ripley Cable Holdings I LP		X				F
Riverbank Power Corporation			X	X	X	A
Riverstone Global Energy & Power Fund V LP		X				G
SLP Denali Co-Invest LP		X				E
SSQ, Société d'Assurance-Vie Inc					X	E
SW Energy Capital LP		X				F
SW Resources Partnership		X				F
Sagard FCPR		X				A
Sagard II A FCPR		X				E
Saints Capital V LP		X				B
Saints Capital VI LP		X				E

au 31 décembre 2013

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Sanderling Venture Partners IV LP		X				A
Sanderling Venture Partners V LP		X				C
Sanderling Venture Partners VI Co-Investment Fund LP		X				C
Sanderling Venture Partners VI LP		X				C
Sentient Global Resources Fund I LP		X				D
Sentient Global Resources Fund II LP		X				C
Sentient Global Resources Fund III LP		X				E
Sentient Global Resources Fund IV LP		X				E
Sentient Group Limited, The			X			A
Services de santé Medisys S.E.C.					X	B
Silver Lake Partners II LP		X				A
Silver Lake Partners III LP		X				H
Silver Lake Partners IV LP		X				C
Slap Shot Holdings Corp			X			A
	privilégiées A, B		X			C
Société d'investissement ALT Canada SEC		X				B
Société en commandite Agechem		X				B
Société en commandite Zarkiris		X				B
Sodémex Développement S.E.C.		X				B
Somerset Group, Inc.	classe A		X			A
Sports Authority Inc, The					X	D
Structured Credit Holdings Public Limited Company	classe C		X	X		A
Sweeteners Holdings Inc			X			A
TAD Canco Inc.					X	H
TIAA-CREF Global Agriculture LLC		X				G
TMC Mezz Cap Investor LLC		X				A
TPG Asia V LP		X				D
TPG Asia VI LP		X				D
TPG Charley ORRI Co-Invest LP	privilégiées		X			D
TPG Charley Pref Co-Invest LP	privilégiées		X			H
TPG LBV Co-Invest LLC		X				C
TPG Partners V LP		X				G
TPG Partners VI LP		X				F
Technologie Silanis Inc	privilégiées B		X			A
Technologies HumanWare Inc	classes A, B		X			A
Télécon Inc	classes A, A1, B		X		X	C
Tenaska Power Fund LP		X				C
Tenaska Power Fund II LP		X				E
TeraXion Inc	classe A		X			B

Thomas McNerney & Partners II LP		X						C
Tour de Mons SAS, La				X			X	C
Triad Liquidating Company, LLC	classes A, B, C			X				A
Trident III LP		X						D
Trident IV LP		X						G
Trident V LP		X						E
Triton Electronique inc				X				A
Tropos Networks Inc						X		A
Univita Health Inc							X	F
VantagePoint CDP Partners LP		X						H
VantagePoint Communications Partners LP		X						A
VantagePoint Venture Partners 2006 (Q) LP		X						E
VantagePoint Venture Partners III (Q) LP		X						A
VantagePoint Venture Partners IV (Q) LP		X						B
Ventures West 8 LP		X						A
Viandes Seficlo Inc	classe A			X			X	A
	privilégées B			X				A
Vintage Investment Partners VI (Cayman), LP		X						A
Vintage Venture Partners III (Cayman) LP		X						C
WCC Investments LP		X						A
WCP III QUEBEC CO-INVEST LP		X						C
Wengen Alberta Limited Partnership		X						E
Wilton Re Holdings Ltd	classe A			X				F
Wynnchurch Capital Partners Canada LP		X						B
Wynnchurch Capital Partners II LP		X						C
Xenon Pharmaceuticals Inc	privilégées E			X				A
Zone3 Inc	classe A			X			X	B
	privilégées C			X				A
Zone3-XXI Inc							X	A
Revenu fixe								
Fraser Transportation Group							X	C
Gestion IFPT Inc.							X	A
Gestions Varekai Inc							X	A
Groupe M Vachon Inc, Le							X	B
Groupe Moreau							X	A
Groupe Optimum Inc							X	B
Hydro Bromptonville Inc							X	A
Industries Sanimax Inc							X	C
Laboratoires COP Inc							X	C
Lièvre Power Financing Corp							X	D
Minto Developments Inc							X	C
Nouvelle Autoroute 30 SENC							X	A
Plenary Health Hamilton LP							X	C
Plenary Health Kelowna LP							X	C
SNC-Lavalin Innisfree McGill Financement Inc							X	F

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES - suite
 au 31 décembre 2013
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
	Société de cogénération de St-Félicien				X	B
	Société en Commandite H2O Énergie				X	H
	Société en commandite Santé Montréal Collectif (CHUM)				X	I
	Sydney Airport Finance Co Pty Ltd				X	J
	Windsor Essex Mobility Group GP				X	F
	Women's College Partnership				X	D
BTAA ³						
BTAA						
	Véhicule d'actifs cadres I (VAC 1)				X	J
	Véhicule d'actifs cadres II (VAC 2)				X	H
	Véhicule d'actifs cadres III (VAC 3)				X	G
BTAA exclus de l'entente de restructuration						
	Apex Trust				X	C
	Devonshire Trust				X	I
	Great North Trust				X	H
	Superior Trust				X	I
	White Knight Investment Trust				X	H

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées tels qu'ils sont présentés à l'actif des états financiers cumulés. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

¹ Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale créée en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

² Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

³ Voir note 3e aux états financiers cumulés.

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
États-Unis		Phoenix	13625 48 th Street S		
Alexandria	11, 44, 66, 99 Canal Center Plaza	Phoenix	15815 Lakewood Parkway S		
Alexandria	1199 Fairfax Street N	Phoenix	5010, Cheyenne Dr.		
Alexandria	300 Yoakum Parkway	Phoenix	7810 14 th Pl. N		
Arlington	1300 Wilson Boul.	Pleasant Hill	225 Coggins Dr.		
Arlington	1655 Fort Myers Drive	Pleasanton	3992 Stoneridge Drive		
Bellevue	10885 4 th Street NE	Reston	12032 Waterside View		
Bellevue	12920 38 th Street SE	Reston	2001, 2003 Edmund Halley Drive		
Bellevue	355 110 th Avenue NE	Richmond	9960 Mayland Drive		
Bellevue	3605, 3625 132 nd Avenue SE	Sacramento	801 K Street		
Bellevue	3617, 3650, 3655 13 st Avenue SE	San José	1500 Cottle Road		
Bellevue	Terrain - 320 108 th Avenue NE	San José	355 Kiely boul.		
Bethesda	6550 Rock Spring Drive	San José	881 Winchester boul. S		
Boca Raton	6925 Town Harbour Boul.	San José	935 Willowleaf Drive		
Boston	201 Washington Street	Seattle	1420 5 th Avenue		
Boynton Beach	1206 Stonehenge Circle	Seattle	999 3 rd Avenue		
Boynton Beach	220 Savannah Lakes Drive	Stevenson Ranch	25399 The Old Road		
Chicago	10, 120 Riverside S	Sunnyvale	1180 Lochinvar Avenue		
Chicago	444 Lake Street W	Tempe	3255 Dorsey Lane S		
Concord	1555 Galindo Street	Valencia	24640, Town Center Drive		
Culver City	Terrain - 8770 Washington Boul. W	Vienna	1919, 1921 Gallows Road		
Cupertino	20200 Lucille Avenue	Washington	1201 F Street		
Davie	2750 73 rd Way SW	Washington	1717, 1730, 1747, 1775, 1919		
Denver	4750 Cherry Creek S		Pennsylvania Avenue		
Denver	755 Dexter Street S	Washington	1825 K Street		
Fairfax	11842 Federalist Way	Washington	1850, 1875 Eye Street		
Fairfax	4106 Brickell Dr.	Washington	2550 M Street NW		
Hackensack	300 Prospect Avenue	Washington	900 19 th Street		
Herndon	13000 Wikes Way	Westminster	10305 Dover Street		
Herndon	508 Pride Avenue				
Lakewood	3505 Nelson Circle S	France			
Miami	950 Miami Avenue S	Boulogne Billancourt	58 Avenue Emile Zola		
New York	10 Downing Street	Courbevoie	1, 2, place Samuel De Champlain		
New York	108 15 th Street W	Mandelieu	Terrain - Mandelieu		
New York	1143 2 nd Avenue	Paris	75, Avenue de la Grande Armée		
New York	120-160, 97 th Street W	Toulouse	Terrain - Inter. rue Des Chênes et Route D82		
New York	1211 Avenue of the Americas				
New York	135 96 th Street W	Royaume-Uni			
New York	141 33 rd Street E	Londres	1-5 Molyneux Street		
New York	1411, 1745 Broadway	Londres	11-13 Young Street		
New York	167 82 nd Street E	Londres	13 Park Walk		
New York	20, 41 Park Avenue	Londres	2 Roland Gardens		
New York	210 89 th Street W	Londres	25 Basinghall Street		
New York	235-237, 48 th Street W	Londres	4 Eccleston Street		
New York	330 63 rd Street E	Londres	56-60 Lancaster Gate		
New York	347-351, 58 th Street E	Londres	57 Farrington Street		
New York	360 65 th Street E	Londres	86-92 Kensington Gardens Square		
New York	364 18 th Street W	Londres	Kew Bridge Court, Chiswick High Road		
New York	388, 390 Greenwich Street				
New York	555 6 th Avenue				
New York	753 Amsterdam Avenue				
New York	8 Gramercy Park S				
Oviedo	2980 Grandeville Circle				
Phoenix	1100 Osborn Road E				

Lieu	Adresse
Canada	
Toronto	100 Front Street W
Vancouver	900 Georgia Street W
Victoria	721 Government Street
Placements à l'étranger – Allemagne	
Berlin	Stressemena Strasse 49
Cologne	Tiefental Strasse 72
Dortmund	Maukauer Strasse 1
Düsseldorf	Hans-Günther-Shol Strasse 1
Düsseldorf	Mercedes Strasse 14
Francfort	Gutlen Strasse 296
Hambourg	Graumannsweg 10
Heidelberg	Kurfuerstenanlage 1
Mörfelden	Langener Strasse 200
Munich	Hoch Strasse 3
Munich	Otto Lilienthal Ring 6
Troisdorf	Echternacher Strasse 4
Placements à l'étranger – États-Unis	
Atlanta	255 Courtland Street NE
Atlanta	250 Piedmont Avenue NE
Chandler	990 Ocotillo Road W
Green Valley	500 Camino Encanto W
Phoenix	13822 46th Place S
San Diego	11588 Via Rancho San Diego
Santa Barbara	5486 Calle Real
Seattle	411 University Street
Sherman Oaks	5450 Vesper Avenue
Tucson	6231 Montebella Road N
Washington	2401 M Street NW
Wilsonville	32200 French Prairie Road SW

Lieu	Adresse
Placements à l'étranger – Autres	
Vienne, Autriche	Hertha Firnberg Strasse 5
St-James, Barbade	Porters Bay
Diegem, Belgique	4 Da Vincilaan
Alicante, Espagne	Avenida De Elche 112
Valence, Espagne	Avenida De Ausias March, 99
Paris, France	10, Place de la République
Amsterdam, Pays-Bas	De Boelelaan 2
Amsterdam, Pays-Bas	Planeetbaan 2 Hoofddorp

Les biens immobiliers mentionnés ci-dessus sont principalement des hôtels détenus à des fins de revente.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
De plus, les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

Ce document, de même que le Rapport annuel 2013, sont accessibles sur notre site : www.lacaisse.com.

Renseignements : 514 842-3261
info@lacaisse.com

This publication, as well as the 2013 Annual Report, are available in English on our website at www.lacaisse.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014



Entièrement recyclable –
le choix responsable

BUREAU D'AFFAIRES

Centre CDP Capital
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : 514 842-3261
Télécopieur : 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

Édifice Price
65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : 418 684-2334
Télécopieur : 418 684-2335

CDP CAPITAL US

1540 Broadway, Suite 1600
New York, NY 10036
États-Unis
Téléphone : 212 596-6300
Télécopieur : 212 730-2356



Malentendants
514 847-2190

www.lacaisse.com